

LE FIGARO HISTOIRE

OCTOBRE-NOVEMBRE 2021 - BIMESTRIEL - NUMÉRO 58

LA GRÈCE, PASSION
FRANÇAISE

1821

LA GRÈCE NAISSANCE D'UNE NATION

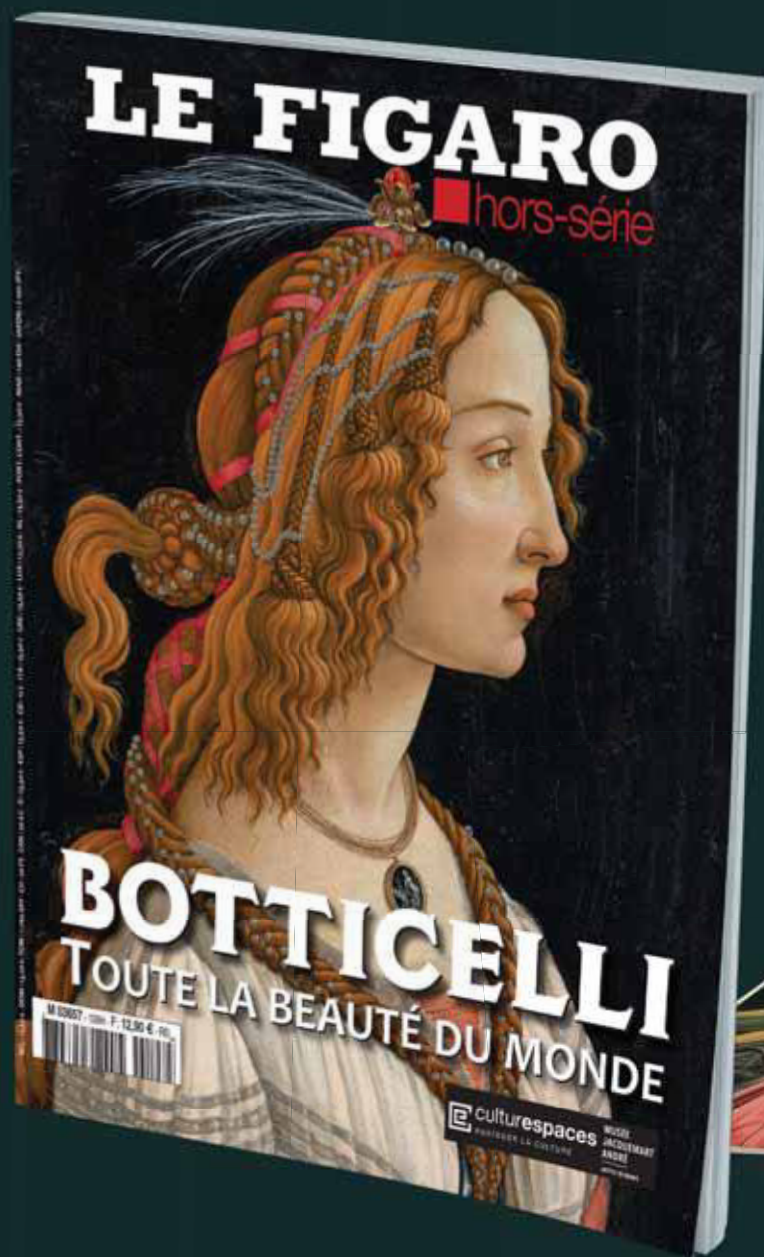


BEL : 9,20 € - CAN : 14,50 \$ - CH : 14,90 FS - D : 9,30 € - DOM : 9,50 € - GB : 7,50 £ - GRE : 9,20 € - IT : 9,30 € - LUX : 9,20 € - MAR : 90 DH - NL : 9,50 € - PORT CONT : 9,20 €

LE FIGARO

VOUS RÉVÈLE LES DESSOUS DE LA CULTURE

■ **hors-série**



BOTTICELLI, TOUTE LA BEAUTÉ DU MONDE

Debout sur une coquille, le regard voilé de mélancolie, sa silhouette nue se découpe sur les eaux : *La Naissance de Vénus* incarne à elle seule la Renaissance italienne. On aime Sandro Botticelli pour ses peintures subtiles, ses couleurs fraîches, ses nymphes coiffées de couronnes de fleurs. Anxieux derrière un naturel enjoué, avide d'apprendre et de comprendre, il traversa les grandeurs et les violences de l'histoire de Florence avec pour seule ambition de hisser la peinture au rang de la poésie, d'unir la beauté antique à la splendeur de la Révélation chrétienne. À l'occasion de la splendide exposition « Botticelli, artiste et designer » du musée Jacquemart-André, *Le Figaro Hors-Série* décrypte l'œuvre de ce peintre qui aida Laurent le Magnifique à faire de sa ville une « nouvelle Athènes » : récit de sa vie, dans la Florence des Médicis et de Savonarole, analyse des ressorts de son art... Ce numéro double, magnifiquement illustré, vous dira tout de cet artiste qui se hissa aux portes de l'invisible.

Le Figaro Hors-Série, Botticelli, toute la beauté du monde, 162 pages, 12,90 €.



12[€],90 Actuellement disponible
chez votre marchand de journaux et sur www.figarostore.fr/hors-serie

Version digitale disponible également à **6[€],99**



Retrouvez *Le Figaro Hors-Série* sur Twitter et Facebook





P8



P40



P106

AU SOMMAIRE

ACTUALITÉ DE L'HISTOIRE

- 8. Le tournoi des ombres *Par Jean-Pierre Perrin*
- 16. Pour l'honneur et pour la légende *Par Jean-Louis Thiériot*
- 18. Sous le masque du Duce *Entretien avec Maurizio Serra, propos recueillis par Frédéric Valloire*
- 24. L'Axe de l'Europe *Par Jean Sévillia*
- 26. Au nom de la République *Par Michel De Jaeghere*
- 27. Côté livres
- 33. L'ombre d'une ombre *Par Eugénie Bastié*
- 34. Expositions *Par François-Joseph Ambroselli*
- 37. Coquin de coq et de Cocteau *Par Jean-Robert Pitte, de l'Institut*

EN COUVERTURE

- 40. La Grèce sous la cendre *Par Anne Couderc*
- 50. La Liberté guidant le peuple *Par Costas Stamatopoulos*
- 62. La grande illusion *Par Hervé Mazurel*

- 68. La mort aux trousseaux *Par Christina Koulouri*
- 72. Le sabre et le turban *Par Olivier Delorme*
- 82. La quête des frontières *Par Lina Louvi*
- 88. Un vent de liberté *Par François-Joseph Ambroselli*
- 92. La Grèce, passion française *Par Michel De Jaeghere*
- 98. L'âme de la Grèce moderne *Par Michel De Jaeghere*
- 100. Naissance d'une nation *Par Michel De Jaeghere*
- 101. Lumières athéniennes *Par Alexia Kefalas*
- 102. Une Odyssée contemporaine *Par François-Joseph Ambroselli*

L'ESPRIT DES LIEUX

- 106. Les Bourbons dans leurs murs *Par Florence Donnarel*
- 114. Le testament du roi *Par Marie-Laure Castelnaud*
- 118. L'univers des formes *Par Perceval de Cagny*
- 126. Le grand déménagement *Par Sophie Humann*
- 130. Nos âmes voilées *Par Vincent Trémolet de Villers*

Société du Figaro Siège social 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris.

Président **Charles Edelstenne**. Directeur général, directeur de la publication **Marc Feuillée**. Directeur des rédactions **Alexis Brézet**.

LE FIGARO HISTOIRE. Directeur de la rédaction **Michel De Jaeghere**. Rédacteur en chef **Geoffroy Caillet**.

Enquêtes **Albane Piot**, **François-Joseph Ambroselli**. Chef de studio **Françoise Grandclaude**. Secrétariat de rédaction **Caroline Lécharny-Maratray**. Rédactrice photo **Carole Brochart**. Editeur **Robert Mergui**. Directeur industriel **Marc Tonkovic**.

Responsable fabrication **Emmanuelle Dauer**. Responsable pré-presses **Corinne Videau**.

LE FIGARO HISTOIRE. Commission paritaire : 0624 K 91376. ISSN : 2259-2733. Edité par la Société du Figaro. ISBN : 978-2-8105-0932-4

Rédaction 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Tél. : 01 57 08 50 00. Régie publicitaire **MEDIA.figaro**

Président directeur général **Aurore Domont**. 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Tél. : 01 56 52 26 26.

Imprimé en France par RotoFrance Impression, 25, rue de la Maison-Rouge, 77185 Lognes. Septembre 2021. Origine du papier : Finlande. Taux de fibres recyclées : 0 %. Eutrophisation : Ptot 0,004 kg/tonne de papier. **Abonnement** un an (6 numéros) : 35 € TTC. Etranger, nous consulter au 01 70 37 31 70, du lundi au vendredi, de 7 heures à 17 heures, le samedi, de 8 heures à 12 heures.

Le Figaro Histoire est disponible sur iPhone et iPad.

CE NUMÉRO A ÉTÉ RÉALISÉ AVEC LA COLLABORATION DE **JEAN-LOUIS VOISIN**, **YVES CHIRON**, **DOROTHÉE JOUANNIC**, **ÉRIC MENSION-RIGAU**, **ISABELLE SCHMITZ**,

JEAN-PAUL BLEU, **MARIE PELTIER**, **PHILIPPE MAXENCE**, **HENRI-CHRISTIAN GIRAUD**, **BLANDINE HUK**, **SECRÉTAIRE DE RÉDACTION**, **SOPHIE SUBERBÈRE**, **RÉDACTRICE PHOTO**,

KEY GRAPHIC, **PHOTOGRAPHIE**, **SOPHIE TROTIN** ET **SARAH ZANET**, **FABRICATION**. **EN COUVERTURE** : DÉTAIL DE LA GRÈCE SUR LES RUINES DE MISSOLONGHI,

PAR **EUGÈNE DELACROIX**, 1826 (BORDEAUX, MUSÉE DES BEAUX-ARTS). © MAIRIE DE BORDEAUX, PHOTO **FRÉDÉRIC DEVAL**.

LE FIGARO
HISTOIRE

RETROUVEZ LE FIGARO HISTOIRE SUR WWW.LEFIGARO.FR/HISTOIRE ET SUR



Le Figaro Histoire
est imprimé dans le respect
de l'environnement.

CONSEIL SCIENTIFIQUE. Président : **Jean Tulard**, de l'Institut. Membres : **Jean-Pierre Babelon**, de l'Institut ; **Marie-Françoise Baslez**, professeur émérite d'histoire des religions de l'Antiquité à l'université Paris-Sorbonne ; **Simone Bertière**, historienne, maître de conférences honoraire à l'université Bordeaux-Montaigne et à l'ENS Sèvres ; **Jean-Paul Bled**, professeur émérite (histoire contemporaine) à l'université Paris-Sorbonne ; **Jacques-Olivier Boudon**, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris-Sorbonne ; **Maurizio De Luca**, ancien directeur du Laboratoire de restauration des musées du Vatican ; **Barbara Jatta**, directrice des musées du Vatican ; **Thierry Lentz**, directeur de la Fondation Napoléon ; **Eric Mension-Rigau**, professeur d'histoire sociale et culturelle à l'université Paris-Sorbonne ; **Arnold Nesselrath**, professeur d'histoire de l'art à l'université Humboldt de Berlin, ancien délégué pour les départements scientifiques et les laboratoires des musées du Vatican ; **Dimitrios Pandermalis**, professeur émérite d'archéologie à l'université Aristote de Thessalonique, président du musée de l'Acropole d'Athènes ; **Jean-Christian Petitfils**, historien, docteur d'Etat en sciences politiques ; **Jean-Robert Pitte**, de l'Institut, ancien président de l'université Paris-Sorbonne ; **Giandomenico Romanelli**, professeur d'histoire de l'art à l'université Ca' Foscari de Venise, ancien directeur du palais des Doges ; **Jean Sévillia**, journaliste et historien.



LA GRÈCE AU CŒUR

Pourquoi la Grèce ? s'était demandé Jacqueline de Romilly au soir d'une vie qu'elle lui avait consacrée tout entière. Tous les Français pourraient se poser la question avec elle. Comme l'avait souligné autrefois Rémi Brague (*Europe, la voie romaine*), notre héritage à ceci de particulier qu'il n'est pas véritablement celui de nos ancêtres. Bien plutôt celui qu'ils nous ont transmis après avoir été chercher la lumière ailleurs que dans leurs traditions : en Grèce autant qu'à Rome et à Jérusalem parce qu'à l'image de leurs conquérants romains, ils en avaient compris d'emblée la suréminence et la fécondité.

Pourquoi la Grèce tient-elle, de fait, dans notre imaginaire, notre manière de penser et de sentir, une place que ne sauraient sérieusement concurrencer les splendeurs d'aucune civilisation antérieure, l'ancienneté vertigineuse des cités de Sumer, les merveilles des tombeaux de Pharaon, les richesses fabuleuses de Babylone, d'Assur ou de Khorsabad ? Pourquoi sa civilisation nous a-t-elle marqués d'une empreinte que la conquête romaine n'a fait elle-même que transmettre, approfondir et confirmer ? Pourquoi domine-t-elle en définitive ce que nous avons de plus précieux : rien de moins que notre appréhension du Vrai, du Bien et du Beau ?

Il est rare qu'une exposition associant l'archéologie à l'histoire de l'art se prête à l'exploration de questions aussi existentielles. Ce sont pourtant quelques-unes de celles que pose, à l'occasion du bicentenaire de l'indépendance du pays, la réunion au Louvre, sous la houlette de Jean-Luc Martinez, président-directeur honoraire du musée, de Marina Lambraki-Plaka, historienne de l'art et directrice de la Pinacothèque d'Athènes, et d'Anastasia Lazaridou, directrice des Musées archéologiques et des expositions au ministère de la Culture grec, de près de 500 objets et œuvres d'art évoquant les relations de Paris et d'Athènes au XVIII^e et au XIX^e siècle, et le rôle de la France dans la naissance de la Grèce moderne pendant et après la guerre de libération qui la vit s'affranchir du joug ottoman.

Car ce rôle, qu'illustra l'engagement des philhellènes français dans les rangs des insurgés grecs, et que consacra, plus encore, l'intervention victorieuse de la flotte de Charles X aux côtés des Russes et des Britanniques lors de la bataille de Navarin, que prolongea de 1828 à 1833 l'expédition du général Maison en Morée, ne se justifie guère, côté français, par des considérations géopolitiques, rationnelles (Metternich s'épuisait alors à tenter de convaincre ses anciens partenaires de la Sainte-Alliance qu'ils n'avaient aucun intérêt à ébranler un Empire ottoman en lequel il voyait une puissance stabilisatrice, une garantie contre le chaos que risquait de susciter l'explosion des nationalités en Europe centrale, et la France ne partageait ni l'attraction des Russes pour Constantinople, ni l'ambition du Royaume-Uni de disposer en Egypte d'une étape sur la route des Indes). Il ne s'explique en définitive que par l'enthousiasme qu'avait suscité la cause des Grecs, du seul fait de leur passé prestigieux : du sentiment de la dette immense que toute l'Europe avait contractée à l'égard du pays où avaient été découvertes la philosophie et l'histoire, la poésie lyrique et l'art dramatique, l'urbanisme et les mathématiques, les canons de nos arts, les principes de notre liberté.

L'exposition « Paris-Athènes » nous en fait comprendre les ressorts plus sûrement qu'aucun cours de politique étrangère ou d'histoire. En un somptueux parcours où se côtoient statues antiques et tableaux modernes, plans d'urbanisme et costumes traditionnels, icônes byzantines et

photographies anciennes, archéologie et Art nouveau, elle permet en effet de suivre les étapes d'une double métamorphose.

La première est naturellement celle du regard porté sur la Grèce par les Français. Le fastueux voyage du comte de Choiseul-Gouffier, profitant de son ambassade à Constantinople, à la fin du XVIII^e siècle (1784-1792), pour faire quadriller la Grèce ancienne par ses antiquaires, ses dessinateurs, ses architectes, ses artistes et leur faire relever les plans des sites antiques, avait été pour nos élites l'occasion de donner corps et vie à des monuments, des paysages qu'elles n'avaient fréquentés, jusqu'alors, qu'en imagination, dans les pages des *Vies des hommes illustres* de Plutarque, ou du *Voyage du jeune Anacharsis* de l'abbé Barthélemy. Elles ne se doutaient guère qu'ils étaient, encore, habités. La découverte par les philhellènes de la Grèce réelle, remodelée par quatre siècles d'occupation ottomane serait, pour la génération suivante, l'occasion d'une surprise, colorée de désillusion (« *Ne voyez jamais, Monsieur, la Grèce que dans Homère. C'est le plus sûr* », confierait Chateaubriand à l'un de ses correspondants, au terme du voyage qu'il enjoliverait à loisir, les années suivantes, dans les pages de son *Itinéraire de Paris à Jérusalem*) : quoi, Athènes n'était plus qu'un village niché au pied d'une inaccessible forteresse ottomane (le fief du chef des eunuques noirs de la sultane, prétend Chateaubriand), dont les habitants n'évoquaient ni par le costume, ni par les mœurs, ni par la langue la Grèce de Périclès ! Il faudrait attendre les grandes Expositions universelles de la fin du siècle pour que soit consacré, admiré dans toute sa profonde originalité, un art grec à la fois moderne et marqué par son identité orthodoxe et byzantine : que la Grèce soit acceptée, non comme la réfraction fantasmagorique de nos souvenirs scolaires, mais enfin pour elle-même, telle que l'avait forgée le long travail des siècles. Par son étrangeté, son exotisme, la Grèce combattante aurait fourni entre-temps à la génération romantique le motif d'un renouvellement de l'orientalisme en lui permettant de conjuguer les thèmes de l'Antiquité classique avec les couleurs chatoyantes du Sud en un déploiement d'énergie, une emphase, une expressivité, très étrangers aux leçons du classicisme attique.

L'autre métamorphose est celle de la conscience que la Grèce eut, en ressuscitant, d'elle-même. Elle avait dû son indépendance à une guerre d'embuscades au cours de laquelle les Turcs avaient multiplié sans doute les massacres (Delacroix a immortalisé pour nous ceux qui avaient, à Chios, pris, en 1822, la dimension d'une guerre d'extermination), mais où nul n'avait à vrai dire retenu ses coups. Où l'on avait vu des chefs de bande aux mœurs patriarcales et au comportement de brigands, animés par le désir de ne payer en aucun cas l'impôt, faire à l'occasion le coup de fusil les uns contre les autres ; les seigneurs féodaux s'opposer aux intellectuels phanariotes, descendants haïs de l'aristocratie byzantine, longtemps fort introduits dans la haute administration ottomane, mais désormais imprégnés de l'esprit des Lumières et désireux d'inscrire leur pays dans l'Europe des nationalités. Une guerre où les affrontements fratricides avaient tenu une place éminente, et qui n'avait trouvé d'issue que grâce à l'intervention décisive de grandes puissances décidées à substituer à la domination ottomane leur propre tutelle.

Elle n'en avait pas moins vu, à son terme, un modeste royaume balkanique nanti par ses protecteurs d'un prestige sans pareil, en considération d'une histoire antique que sa population avait elle-même largement oubliée. On lui avait imposé, en même temps qu'un jeune

souverain venu de Bavière (le roi Louis I^{er} de Wittelsbach, son père, était un ardent philhellène, qui avait parsemé sa capitale de portiques à l'antique), un néoclassicisme onirique et conçu pour les rues de Munich comme la marque même de son identité, le signe de sa libération de l'occupation étrangère et de son retour au sein du concert des nations.

Passant de son côté du rôle de collaborateur complaisant du pouvoir ottoman à celui de symbole de la résistance populaire à l'oppression musulmane (nommé par le sultan, le patriarche de Constantinople avait d'abord excommunié la révolution, avant d'être pendu par les autorités : son martyr donnerait naissance à la légende d'une Eglise bénissant d'emblée une insurrection qui se serait déclenchée le jour même de la fête de l'Annonciation), et soucieuse d'étendre sur le nouveau pouvoir son emprise en lieu et place de celle des puissances étrangères, l'Eglise orthodoxe s'efforcerait, tout au long du XIX^e siècle, de mettre la culture byzantine, l'art des icônes et la splendeur de la liturgie au centre de la vie sociale, d'en faire le cœur battant de la Grèce nouvelle, au moment même où des archéologues venus de toute l'Europe sillonnaient le pays et détruisaient sans scrupule les reliefs d'un passé byzantin qui ne leur inspirait alors que commisération (les Grecs avaient fait de même, dès 1834, sur l'Acropole d'Athènes) pour faire ressurgir du sol les prestigieux témoignages du passé antique et païen.

En présentant ici la Grèce fantasmée par Delacroix comme une province d'un Orient idéal, où s'était déployé, sans attendre son voyage au Maroc, le rêve d'une « *Antiquité vivante* », là les relevés savants des élèves de l'Ecole des beaux-arts de Paris venus sur place pour procéder à la restitution des monuments de l'Antiquité, et qui, respectueux des progrès d'une archéologie désormais scientifique, en avaient rehaussé les décors de couleurs vives, quand le XVIII^e siècle avait, à l'école de Winckelmann, célébré leur blancheur comme le reflet de la pureté de l'art antique, le secret de son esthétique, l'exposition du Louvre raconte ainsi une histoire tissée par les malentendus.

Elle n'en est pas moins, aussi, celle d'une amitié féconde.

Celle dont témoigne, au premier chef, *La Grèce sur les ruines de Missolonghi*, autant par l'influence qu'on y discerne des modèles de la statuaire antique, copiés et recopiés par Delacroix au Louvre et rendus par lui à la vie, que par les circonstances de sa composition : elle avait été peinte, en 1826, pour l'exposition organisée à la galerie Lebrun par le comité philhellène de Paris au profit du rachat d'esclaves grecs prisonniers des Turcs !

Celle aussi que reflète la fondation, en 1846, de l'Ecole française d'Athènes, bientôt installée sur les pentes du Lycabette, au cœur d'un jardin luxuriant, et d'où étaient partis les archéologues français qui avaient procédé, à la toute fin du XIX^e siècle, à la grande fouille de Delphes et avaient déplacé un village entier afin de mettre au jour le plus fabuleux des sanctuaires panhelléniques, en même temps que le plus beau des champs de fouilles, noyé, sur les flancs abrupts du Parnasse, dans une mer d'oliviers.

Celle que manifestent l'excellence des artistes grecs du XIX^e siècle venus se confronter à Paris aux courants de la modernité, leur étrange capacité à se les approprier sans rien perdre de leur génie particulier.

L'exposition « Paris-Athènes » fait revivre avec bonheur les étapes décisives de cette rêverie et de cette aventure. Mais en montrant le rôle que l'art grec a joué dans la constitution des collections du Louvre, de la *Frise des Ergastines* à la *Victoire de Samothrace*, en rendant compte des fouilles des pensionnaires de l'Ecole d'Athènes à Délos, à Thasos et à Delphes, elle nous dit aussi et peut-être surtout l'étendue de la dette contractée à l'égard de la Grèce antique par la France, le rôle qu'elle a tenu dans la formation de l'esprit français, l'idéal qu'elle a proposé à nos artistes.

Car ce qui a rendu la leçon des Grecs anciens irremplaçable dépasse en réalité de très loin les influences que les historiens de l'art décortiquent avec une science parfaite. Ce que leurs œuvres manifestent nous avait été, en effet, transmis, avant même que nous les ayons connues, par les textes qui développaient la philosophie qu'elles expriment et dont nous n'avions guère cessé de nous nourrir de manière directe ou indirecte – par le truchement de la romanité ou du christianisme : l'intuition platonicienne qu'il y avait, en dehors de la caverne, un modèle, des idées pures dont nos tentatives de dire le Vrai, le Beau, le Bien n'étaient que le reflet, l'ombre incertaine ; la certitude d'Aristote que, par-delà les réalités politiques ou culturelles, la diversité des pratiques, des dieux, des modes de vie, les hommes ont en partage une nature humaine qu'il revient à l'éducation, aux institutions, aux lois de nous aider à accomplir, comme le sculpteur révèle la statue cachée dans la pierre ; la conviction qu'au-delà des enracinements, des attaches légitimes, des modes et des techniques, l'art tend à rendre visible une perfection latente dans la nature, et dont l'idéal est accessible à tous.

Tel avait été le sésame qui avait donné à la civilisation occidentale son départ bien avant que les statues ne sortent de la terre de Grèce, que soient relevés les temples de ses dieux. Tel, le message auquel la découverte tardive des beaux-arts de l'Antiquité grecque était venue à l'orée du XIX^e siècle apporter la plus éclatante des confirmations.

Une statue témoigne au cœur de l'exposition plus qu'aucune autre de l'étrange jeu de miroirs dont les relations entre la Grèce et la France ont été le théâtre enchanté : par une singulière rencontre de l'histoire, le bicentenaire de la naissance de la Grèce moderne est aussi celui de l'entrée dans les collections du Louvre de la *Vénus de Milo*. Par l'alliance en elle de la perfection et du mouvement, d'une beauté idéale et d'une vie frémissante, elle incarnait tout ce qu'avait été, durant les deux siècles qui avaient précédé sa découverte, l'aspiration profonde et la recherche de la pensée, de la littérature et de l'art français.

« Paris-Athènes. Naissance de la Grèce moderne, 1675-1919 », musée du Louvre.



VÉNUS BEAUTÉ

A gauche : la *Vénus de Milo*, vers 150-125 av. J.-C. (Paris, musée du Louvre).



8

LE TOURNOI DES OMBRES

LE RETRAIT AMÉRICAIN D'AFGHANISTAN A FAIT APPARAÎTRE LA COMPLEXITÉ D'UN PAYS IMPÉNÉTRABLE À SES ENVAHISSEURS RÉCENTS. RETOUR SUR UNE HISTOIRE MILLÉNAIRE, MARQUÉE PAR LES INVASIONS DEPUIS ALEXANDRE LE GRAND.

POUR L'HONNEUR ET POUR LA LÉGENDE

ILS SE SONT BATTUS JUSQU'AU BOUT, AU NOM D'UNE CERTAINE CONCEPTION DE L'HONNEUR. *LE DERNIER CARRÉ* FAIT REVIVRE AU FIL DES SIÈCLES CES HOMMES QUI NE SE SONT PAS RENDUS.

FIDÈLE AUX BOURBONS Ci-contre : *Louis de La Rochejaquelein*, par Pierre-Narcisse Guérin, 1819 (Cholet, musée d'Art et d'Histoire). Chef des insurgés durant la guerre de Vendée en 1815, il est tué lors de la bataille des Mathes, en juin, alors qu'il affrontait les troupes impériales.



16

18 SOUS LE MASQUE DU DUCE

AVEC LE MYSTÈRE MUSSOLINI,
L'ACADÉMICIEN
MAURIZIO SERRA ÉCLAIRE
MAGISTRALEMENT
LA PERSONNALITÉ ET L'ACTION
DU FONDATEUR DU FASCISME.



ET AUSSI

L'AXE DE L'EUROPE
AU NOM DE LA RÉPUBLIQUE
CÔTÉ LIVRES
L'OMBRE D'UNE OMBRE
EXPOSITIONS
COQUIN DE COQ ET DE COCTEAU





Le Tournoi des ombres

L’Afghanistan n’a cessé, depuis Alexandre, d’être soumis à des vagues successives d’invasions. Soviétiques et Américains eurent le tort d’en négliger les leçons.

Une mosaïque faite de galets, retrouvée sur le site de Pella, dans le nord de la Grèce, représente Alexandre le Grand à la chasse au lion. L’artiste a donné la première place à l’animal, magnifiquement représenté, avec une queue qui se dresse comme un serpent. A sa droite, il a campé le héros macédonien qui s’apprête à le frapper. Il est nu, avec ses armes, une cape légère sur les épaules et un bérêt à gros bourrelets en forme de galette.

Ce bérêt, en grec ancien, s’appelle la *causia*. On le porte encore en Macédoine et il coiffait Alexandre quand il s’en alla conquérir, dans les années 330 av. J.-C., l’immense Empire perse. Dans l’est de l’Afghanistan et dans le nord-ouest du Pakistan, régions qui, sous le nom de Bactriane, constituaient la province la plus à l’est de l’Empire achéménide, ce couvre-chef a également survécu jusqu’à aujourd’hui. Il a pris le nom de *pakoul*.

Le *pakoul* est même par excellence le bonnet des montagnards du Nouristan. Celui-ci ayant été la première province à se révolter contre le régime de Kaboul, après le coup d’Etat communiste de 1978, le bérêt devint naturellement le symbole de la résistance afghane à l’occupation soviétique. C’est pourquoi le défunt commandant Ahmed Chah Massoud, héros de cette résistance contre les Russes, puis contre les talibans, ne le quittait que pour dormir. Il lui a donné ses lettres de noblesse – à l’image du bérêt noir de Che Guevara.



LE BÉRÉT D’ALEXANDRE Ci-dessus : Chasse au lion, mosaïque de galets provenant de la maison de Dionysos à Pella, fin du IV^e siècle av. J.-C. (Pella, Musée archéologique).

A gauche, Alexandre le Grand porte la *causia*, devenue le *pakoul* des Afghans.

En haut : statère en or à l’effigie du roi séleucide Antiochos I^{er}, frappé, vers 275 av. J.-C. à Aï Khanoum, cité antique grecque dans le nord-est de l’Afghanistan. Page de droite : évacuation de réfugiés afghans dans un avion de l’US Air Force, fin août 2021.

AÏ KHANOUM, GRANDE CITÉ GRECQUE

Massoud avait-il conscience que son *pakoul* avait été importé par Alexandre le Grand ? On ne le saura jamais : il a été assassiné le 9 septembre 2001, deux jours avant l’attentat contre le World Trade Center. Fait curieux, quand les talibans prirent pour la première fois le contrôle de l’Afghanistan, de 1996 à 2001, ils avaient immédiatement interdit le bérêt que les Afghans avaient hérité d’Alexandre le Grand.

Le *pakoul* protège du soleil et tout autant de la poussière. Car, si celle-ci a une patrie, c’est bien l’Afghanistan. Fine comme la suie,

elle s’infiltrait partout. Mais quand le vent la chasse, on voit parfois ressusciter l’histoire antique du pays. Non loin du village de Khodja Bahuddin, où deux kamikazes tunisiens, déguisés en journalistes, ont tué le « lion du Panchir », se dresse Aï Khanoum (« la butte de la Dame Lune », en ouzbek).

Ce n’est pas qu’une simple hauteur dans le nord-est du pays. Si on possède des rudiments d’archéologie, on peut deviner pourtant qu’elle diffère des autres collines. Car la main de l’homme l’a façonnée jadis pour en faire l’acropole de ce qui fut une extraordinaire cité grecque – avec des

temples, des thermes, des gymnases, une agora, d'immenses palais. Une cité, et sans doute une capitale d'empire, appelée l'Alexandrie de l'Oxus par le géographe Ptolémée et plus tard, mais on en est moins sûr, Eucratidia sous le règne du souverain grec Eucratide I^{er}, qui régna de 171 à 145 av. J.-C. En fouillant le site, les archéologues français ont découvert récemment l'empreinte des restes d'un papyrus qui serait un fragment d'un discours perdu d'Aristote.

A la fin de sa vie, Massoud avait installé sur cette colline sa petite artillerie qui lui permettait de tenir les talibans à distance. Une sacrée répétition de l'histoire. Alexandre le Grand et/ou ses successeurs s'étaient battus à cet endroit pour repousser les hordes de Scythes surgies des steppes de l'Asie centrale. Quelque deux mille quatre cents ans plus tard, Massoud répétait cette résistance sur la même butte. Seuls les attaquants avaient changé. Ils ne chargeaient plus à cheval mais avec des 4x4 Toyota sur la plateforme desquels ils avaient installé une mitrailleuse 12,7 et le drapeau blanc des armées de Mahomet.

L'EMPIRE KOUCHAN

Aujourd'hui, le conquérant macédonien est un peu oublié. Les jeunes générations ignorent souvent qu'il a fondé nombre de leurs cités : Hérat, Bagram, Kandahar – qui viendrait d'Iskander, le nom que portait Alexandre en Orient. Mais dans leurs récits, les explorateurs britanniques du XIX^e siècle racontent que le Macédonien semblait les avoir précédés de quelques jours, tant la mémoire de son passage restait vive. L'écrivain-voyageur Nicolas Bouvier s'en est fait l'écho : « Au début du siècle dernier, le lieutenant Pottinger, qui parcourait le Baloutchistan en qualité de cartographe et d'espion pour la Couronne britannique, entendit encore raconter son histoire, au fil des bivouacs, autour des campements nomades. On prononce son nom "Iskander" (en persan), dans un souffle, avec des voix de braise, et la même ferveur que ceux de Moussa (Moïse) ou d'Issa (Jésus). Si ce n'est un prophète, c'est en tout cas un demi-dieu. Dans les bazars de Quetta, de Multan, de Kandahar ou de Kaboul, on trouve encore des estampes populaires de ce héros "épinalisé". »

(Histoires d'une image, Editions Zoé, 2001).

© AKG-IMAGES/PICTURES FROM HISTORY. © AKG/DE AGOSTINI PICTURE LIB. © SCT. WILLIAM CHOCKEY/U.S. NAVY//ZUMA PRESS/ZUMA/REA.





que Bouddha aurait trouvé son visage, inspiré des traits d'Apollon. Dans *Les Voix du silence*, André Malraux en résuma l'enjeu : « Il semblait naturel aux sculpteurs [grecs, ndlr] de figurer d'abord la suprême sagesse par la suprême beauté. »

L'Empire kouchan, installé par des tribus d'Asie centrale entre le I^{er} et le III^e siècle, succéda aux rois gréco-bouddhistes. Il détruisit beaucoup mais conserva aussi beaucoup de l'héritage grec, dont l'alphabet. Il fut aussi un étonnant foyer de civilisation qui permit le triomphe du bouddhisme. « L'Empire kouchan a atteint la célébrité non par sa puissance temporelle mais par son action spirituelle liée à son étonnante prospérité. Quelle époque ! » écrivait Jean-Paul Roux (*L'Asie centrale, histoire et civilisation*, Fayard, 1997), historien spécialiste de l'Asie centrale, aujourd'hui décédé. Il ajoutait : « L'art des Kouchans est une synthèse des arts grec, indien et iranien, si savamment dosés que les spécialistes n'arrivent pas à se mettre d'accord sur celui qui exerça la plus forte impression. Que chez ces hommes d'origine nomade, qui conservent tant de modes nomades, il n'y ait qu'une très faible influence de l'art des steppes est un mystère. »

GENGIS LE MAUDIT

La conquête musulmane du pays par l'armée omeyyade, dès la fin du VII^e siècle, fut longue, difficile et sanglante. Elle faisait suite à l'écrasement de l'Empire perse sassanide par les successeurs de Mahomet. Il fallut cependant deux siècles pour que le pays soit islamisé, tant l'opposition des derniers rois bouddhistes de Kaboul fut vive. L'islamisation ne s'est d'ailleurs vraiment achevée qu'au XIX^e siècle, les tribus montagnardes du Nouristan ayant continué de refuser d'embrasser cette nouvelle religion.

Le futur Afghanistan n'a pas toujours été, cependant, une proie pour les conquérants. Ses souverains ont aussi beaucoup envahi. A l'exemple de Mahmoud, le sultan iconoclaste de Ghazni, à la tête de l'empire éponyme, qui, de 997 à 1026, a razzé à dix-sept reprises les Indes, fait trancher des dizaines de milliers de têtes, détruit les plus beaux temples hindous et ramené tant d'esclaves que le cours de ceux-ci s'était effondré. Ces esclaves furent nombreux à périr de froid,



La Bactriane, en partie bouddhiste à l'arrivée d'Alexandre, devint gréco-bouddhiste, la culture apportée par le conquérant et l'aréopage de savants, d'érudits et d'artistes qui l'accompagnait se mêlant à cette religion venue d'Inde. Cette période dura neuf

générations. Et, grâce aux monnaies découvertes par les archéologues, on connaît les noms d'au moins 42 souverains indo-grecs. Elle donna naissance à l'art du Gandhara, issu de la rencontre entre l'art grec et le bouddhisme. C'est même en Afghanistan

de faim et d'épuisement dans les hauts cols de l'Himalaya afghan, ce qui peut expliquer le nom de cette montagne qui sépare les Indes, aujourd'hui le Pakistan, de l'Afghanistan : l'Hindou Kouch, « la tueuse d'Indiens ».

Ce Mahmoud aimait tant massacrer et détruire au nom de sa religion, récitant une sourate appropriée après chaque temple indien anéanti, qu'on pourrait le comparer à l'Etat islamique. Sauf qu'il n'avait rien d'un puritain. A sa cour, on buvait et on écoutait de la musique. L'homosexualité et la pédophilie y étaient répandues. Le sultan avait ses mignons, à l'instar d'Alexandre. C'est grâce aux miniatures qui le représentent abîmé d'amour, baisant les pieds de son amant esclave, que l'on découvre le féroce souverain non dépourvu d'humanité.

Survint, vers 1220, le cataclysme : Gengis Khan et sa horde. Ce qui fait la force de cette armée de cavaliers turco-mongols jaillie des steppes d'Asie centrale, c'est sa mobilité offensive. Elle ne s'arrête que pour les sièges, n'est jamais impressionnée par un ennemi souvent supérieur en nombre et ses cavaliers sont autant archers, capables de décocher leurs flèches au triple galop. Ils sont, en même temps, l'éclair de l'attaque, le tonnerre des chevaux et l'averse violente des traits qu'ils tirent par milliers en direction du ciel, celui-ci se voilant comme par des migrations d'oiseaux, qui retombent en une pluie serrée sur leurs adversaires. « *Les soldats de l'Antéchrist viennent pour moissonner l'ultime et effrayante récolte* », écrit à leur propos un savant du XIII^e siècle, cité par le journaliste et historien de l'Asie centrale Peter Hopkirk (*Le Grand Jeu. Officiers et espions en Asie centrale*, Nevicata, 2011).

Plus qu'au tremblement de la terre sous le galop de ses petits chevaux, racontent les chroniqueurs, c'est à son odeur que l'on devinait l'approche de la horde. Il s'y mêlait l'urine forte des coursiers trempés d'écume, la sueur noire imprégnée de sang séché des cavaliers, le suri du lait caillé qui les nourrissait et les relents pestilentiels des charniers qu'ils traînaient avec eux. « *D'impre-nables bastions*, ajoute Peter Hopkirk, *furent conquis en un rien de temps grâce à une pratique barbare : ils rabattaient leurs prisonniers – hommes, femmes et enfants –*

VAGUE GRECQUE Page de gauche, en haut : après la prise et l'incendie de Persépolis au printemps 330 av. J.-C., Alexandre de Macédoine poursuit son avancée vers l'est et conquiert la Bactriane, satrapie de l'Empire perse sur le territoire de l'actuel Afghanistan. Ci-contre : tête de Bouddha trouvée en 1923 dans le monastère de Tapa-Kalan sur le site de Hadda, dans l'ancienne région du Gandhara, à l'est de l'Afghanistan actuel, III^e-IV^e siècle (Paris, musée Guimet). C'est là qu'il prit sous l'influence des Grecs le visage d'Apollon. Page de gauche, en bas : fondé par une dynastie d'origine turque dans la seconde moitié du X^e siècle, l'Empire ghaznévide (de Ghazni, ville au centre du pays) atteint son apogée sous le règne de Mahmoud (997-1030), dont l'histoire a retenu la violence de ses dix-sept expéditions de pillage menées contre l'Inde.

au-devant des lignes d'assaut. Les corps des malheureux devenaient des gués dont ils se servaient pour franchir les tranchées et les douves. Les survivants étaient forcés de porter les longues échelles des Mongols jusqu'aux murs des forteresses, tandis que d'autres étaient contraints de construire les armes du siège sous le feu nourri de leurs frères. Souvent, les assiégés reconnaissaient les membres de leurs familles ou leurs amis parmi les captifs et refusaient de tirer. »

A prendre en compte également, la ruse des chefs mongols, aiguillée au fil de combats ancestraux entre tribus rivales : quand les assiégés croient que l'ennemi a abandonné l'encerclement et desserrent leurs lignes de défense, le voilà qui revient à bride abattue ou feint d'attaquer ici pour mieux surgir là.

Ce qui est étonnant, pourtant, c'est de voir autant de génie militaire chez des « *barbares mal dégrossis et analphabètes* » – Gengis Khan était illettré. Plus surprenant encore, ils avaient déjà compris le rôle de la propagande et sa puissance digne d'une arme de destruction massive. Aussi encourageaient-ils les récits les plus noirs destinés à jeter l'adversaire dans l'effroi. Les légendes sur leur cruauté absolue précédaient leur avancée dans le but de démoraliser les troupes adverses. « *On racontait qu'ils étaient cannibales et que les seins des vierges capturées étaient réservés aux grands commandants* », indique Peter Hopkirk.

Gengis Khan va balayer les plus belles cités d'Asie centrale et de la Perse. Le sinologue et historien René Grousset résume ainsi son passage (*Le Conquérant du monde*, Albin Michel, nouvelle édition 2008) : « *Villes détruites de fond en comble, comme*



par un tremblement de terre. Dignes également détruites, canaux d'irrigation coupés et dérivés en marécages, semences incendiées, arbres fruitiers sciés à la base. Abattus aussi, les rideaux d'arbres qui protégeaient les cultures contre l'invasion des sables. Labours millénaires ramenés à l'état de steppe ; vergers livrés sans défense à ces tempêtes de sable qui, soufflant de la steppe ou du désert, s'insinuent partout. Dans ces oasis aux noms chantants, où s'élevaient élevées des cités des Mille et Une Nuits, fleur de la délicate civilisation arabo-persane, merveilles du vieil Orient, plus rien que cette steppe sèche qui, avec la complicité des nomades, reprend possession de tout. C'était vraiment, comme après une catastrophe cosmique, la mort de la terre et jamais l'Iran oriental ne devait s'en relever tout à fait. »

L'éminent universitaire américain Louis Dupree (*Afghanistan*, Princeton University Press, 1973) ajoute : « *Gengis Khan fut la bombe atomique de cette époque* » et cette partie de l'Asie « *porte encore les cicatrices et souffre toujours d'un point de vue économique* » du passage de sa horde.

LES GRANDS MOGHOLS

Les envahisseurs ne vont cesser, après lui, de se succéder, la géographie apportant sa malédiction en décidant que le pays situé à la lisière des mondes indien, persan, chinois et de celui des steppes de l'Asie centrale serait pour eux un point de



passage obligé. On ne comptera pas moins d'une dizaine d'invasions.

Le plus grand conquérant fut sans conteste Babour, dont la tombe, dans le plus beau parc de Kaboul, a survécu miraculeusement aux guerres. Contemporain de François 1^{er}, descendant de Tamerlan par son père et de Gengis Khan par sa mère, originaire de la remuante vallée de la Ferghana dans l'actuel Tadjikistan, il fut l'un des plus illustres empereurs turco-mongols.

Après avoir conquis Kaboul, il partit soumettre l'Inde grâce à une alliance avec un prince rebelle qui lui permit de défaire Ibrahim Lodi, qui régnait sur Delhi et dont le sultanat avait déjà été fondé trois siècles plus tôt par un conquérant afghan. La bataille décisive eut lieu à Panipat, le 21 avril 1526, où, grâce à une stratégie très moderne – des unités autonomes agissant en coordination les unes avec les autres – et un armement qui ne l'est pas moins (mousquets et canons), ses quelque 12 000 hommes écrasèrent les 100 000 soldats du sultan, qui serait tué, et son millier d'éléphants de guerre.

C'est l'épopée d'Alexandre qui se rejoue. Une bataille encore plus incertaine l'attend contre les princes rajpoutes du centre de l'Inde, qui rassemblent contre lui une armée de 200 000 hommes. Nouvelle victoire à Khanoua, le 16 mars 1527. Babour est maître de l'Inde du Nord. Mais le conquérant est aussi un bâtisseur et un poète. Ses Mémoires, le *Babur Nama*, sont la chronique de sa vie entre 1494 et 1529, probablement le premier texte autobiographique du monde

islamique, écrit en turc tchaghataï, rameau oriental du turc commun. Fondateur de sa propre dynastie aux Indes, que l'histoire retiendra sous le nom des Grands Moghols, il passe la fin de sa vie à organiser son nouvel empire et embellir Agra, sa capitale. Mais demeure un grand amoureux de Kaboul, sur laquelle il écrira des pages inoubliables. A sa mort, le 26 décembre 1530, on rapporta son corps d'Agra à Kaboul comme il l'avait souhaité. Lui aussi avait dû affronter l'irréductibilité des tribus pachtounes. Et mieux que quiconque, il avait compris que l'Afghanistan incarnait « *la centralité du monde habité* », ce que ni Barack Obama, ni Donald Trump, ni Joe Biden n'ont saisi.

L'Afghanistan n'a donc pas été qu'« un cimetière d'empires », selon le cliché consacré. Comme en témoignent les Mémoires de Babour, il eut même des envahisseurs heureux.

NAISSANCE DE L'AFGHANISTAN

Il faudrait attendre 1747 pour que les tribus pachtounes qui habitaient le pays se donnent les moyens d'assumer elles-mêmes le pouvoir avec Ahmad Chah Durrani. Auparavant, bien des territoires de Babour étaient retombés dans l'escarcelle de l'Inde ou de la Perse. Mais, durant les années 1730, le roi persan Nader Chah Afchar fait une grave faute stratégique : voulant « diviser pour régner », il attise les rivalités entre les deux grandes confédérations tribales pachtounes, les Ghilzaï et les Durrani, permettant à ces derniers d'écarter les premiers. La

dynastie Durrani en profite pour émerger et la seconde, la mal-aimée, jouera toujours les trouble-fête. Aujourd'hui encore, les talibans sont essentiellement des Ghilzaï.

Rompant tout lien de vassalité avec la Perse, Ahmad Chah Durrani fonde le premier royaume afghan. Celui-ci réunit des régions naguère sous la coupe de la Perse, d'autres sous celle des Grands Moghols et, enfin, des territoires soumis aux potentats ouzbeks d'Asie centrale. C'est ce qui explique que l'Afghanistan moderne soit aujourd'hui une réunion d'ethnies très différentes : les Pachtouns (environ 42 % de la population), qui ont fondé le pays – le mot d'origine persane « afghan » ne désignait autrefois qu'eux –, y ont soumis par le sabre les peuples du nord de l'Hindou Kouch, les Tadjiks (27 % de la population actuelle environ), qui sont les Perses d'Afghanistan, autant que les Hazaras chiites (9 %), d'origine mongole, les Ouzbeks (9 %), les Turkmènes...

L'unification du pays n'a été obtenue qu'au terme d'un long chemin. Et le pouvoir y a d'abord été exercé de manière collégiale, même après que Timour, le fils d'Ahmad Chah Durrani, eut fait transférer la capitale de Kandahar à Kaboul pour l'éloigner de l'emprise des tribus durraniennes. « *Le nouveau gouvernement, formellement un mélange de systèmes administratifs persan et moghol, s'exerçait en pratique dans le cadre du système socio-économique féodal et tribal afghan : la liberté de manœuvre du monarque était limitée par un conseil de neuf chefs de clans, dont la consultation et les avis étaient*

obligatoires avant l'adoption de toutes mesures importantes », explique l'historien Vartan Gregorian (*The Emergence of Modern Afghanistan*, Stanford University Press, 1969).

Déjà, à cette époque, on retrouve ainsi ce paradoxe afghan : d'une part, un besoin d'Etat pour régler les mille et un problèmes d'une société rurale compliquée ; d'autre part, la volonté de le tenir à distance dans la crainte qu'il ne se mêle de vos affaires, vous prenne votre argent à travers les impôts ou vos fils via le service militaire. Il explique, pour partie, le retour des talibans (pachtouns) au pouvoir – parce qu'ils étaient jugés seuls capables de fournir immédiatement un embryon d'administration dans les districts au fur et à mesure qu'ils tombaient sous leur contrôle – de même que la résistance à laquelle ils ont toujours dû faire face, notamment de la part de groupes d'opposants issus d'autres ethnies (le commandant Massoud était tadjik, trente sur trente-trois des membres du gouvernement actuel sont au contraire pachtouns).

Cette complexité des relations entre notables locaux et représentants de l'Etat, qui se fondent souvent sur des relations personnelles et des modalités familiales, claniques, tribales et clientélistes, fort éloignées des questions idéologiques, nécessite des analyses fines de la part de

ceux qui veulent s'emparer du pouvoir. Mais ni les Soviétiques ni les Américains ne se sont révélés capables de comprendre le refus de l'imposition d'un pouvoir fort et centralisé par les maires de villages, les imams de mosquées, les gros commerçants, puis les chefs de guerre et leurs clientèles. D'où de graves erreurs politiques.

Avant eux, les Britanniques avaient eu aussi du mal à comprendre l'Afghanistan.



L'Empire durrani à son apogée (1761)



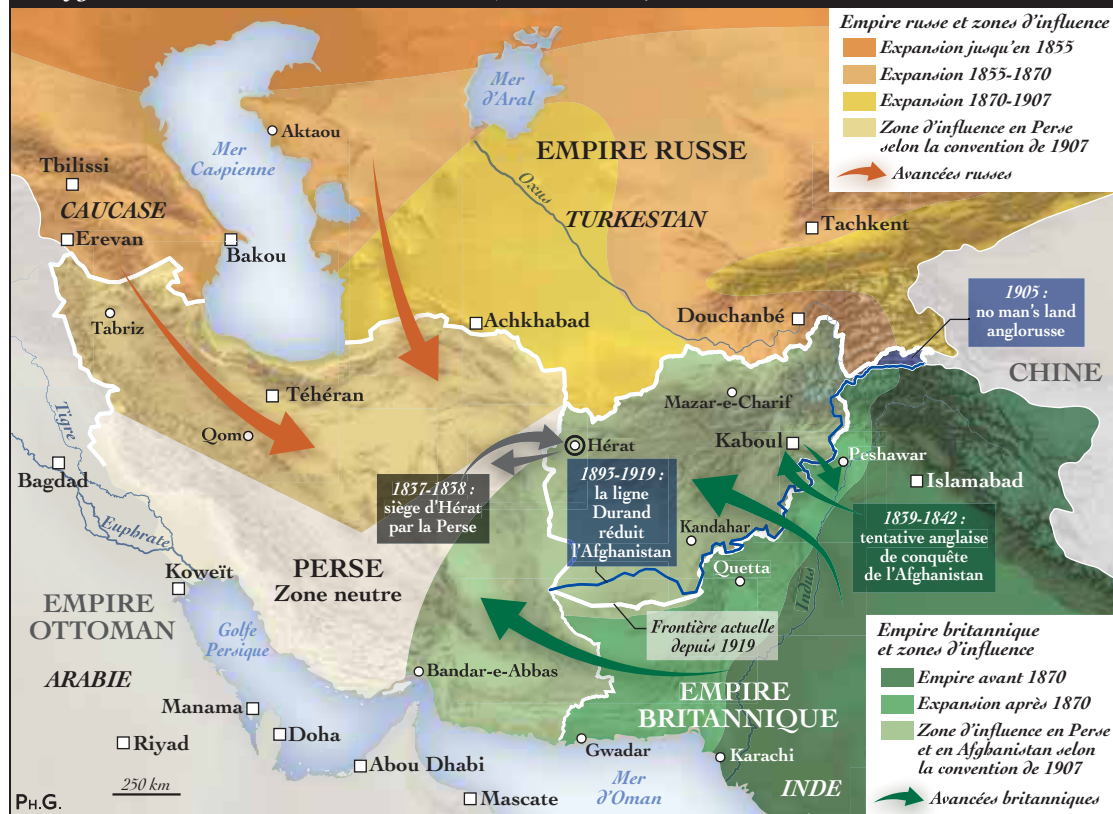
Principaux groupes ethniques d'Afghanistan



MOSAÏQUE DE PEUPLES Ci-contre :

les Pachtouns, majoritaires en Afghanistan, sont un peuple de nomades dont on ignore l'origine exacte, composé de centaines de tribus différentes, dont la zone d'habitat se situe dans le sud et l'est du pays, mais aussi dans l'ouest du Pakistan. Ils sont à l'origine de l'Etat afghan au début du XVIII^e siècle. Au nord, les Tadjiks sont d'origine iranienne. Le commandant Massoud et son fils Ahmad sont tadjiks. En haut : l'Empire durrani fut fondé par Ahmad Chah en 1747, issu de l'une des deux plus importantes tribus pachtounes, les Durrani. Écartée du pouvoir, l'autre grande tribu, les Ghilzaï, a vu notamment se développer en son sein le mouvement des talibans durant l'occupation soviétique. Page de gauche : la vallée de Bamiyan, avec, au centre, l'une des statues de Bouddha, érigées entre le IV^e et le VII^e siècle, symboles de l'art gréco-bouddhique du Gandhara, et détruites par les talibans en mars 2001.

L'Afghanistan dans le Grand Jeu (XIX^e siècle)



TERRAIN DE JEU

Ci-contre : au début du XIX^e siècle, les Afghans se trouvent pris dans le « Grand Jeu » qui oppose la Russie à la Grande-Bretagne pour le contrôle de l'Asie centrale. Inquiets de la progression russe qui menace leur empire des Indes, les Britanniques décident d'envahir l'Afghanistan une première fois en 1839, sans succès, puis une seconde en 1878. La ligne Durand tracée en 1893, constituant aujourd'hui la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan, divise alors artificiellement les Pachtouns entre les deux pays.

LE GRAND JEU

Car, au début du XIX^e siècle, a commencé un étourdissant bras de fer géopolitique entre Londres et Saint-Petersbourg pour son contrôle. C'est le fameux « Grand Jeu ». L'expression, formulée en 1840, doit sa popularité à *Kim*, le roman de Rudyard Kipling. Elle fait rêver mais cache, en réalité, des destins terribles. A commencer par celui de « l'inventeur » du « Grand Jeu », le capitaine Conolly, qui se termina par sa décapitation publique, en juin 1842, à Boukhara, dans l'actuel Ouzbékistan, après une épouvantable détention dans un cul-de-basse-fosse. Conolly s'était porté volontaire pour tenter d'obtenir la libération de son frère d'armes Charles Stoddart missionné par la Compagnie des Indes pour négocier avec l'émir de Boukhara une alliance visant à contenir les Russes. C'est pourquoi on peut préférer l'expression russe équivalente : « le Tournoi des ombres ». Elle est plus parlante puisque, dans cette partie, les espions jouent un rôle essentiel et qu'aucun des protagonistes n'avance à visage découvert, préférant manipuler les acteurs afghans comme autant de pièces sur un jeu d'échecs. « Grand Jeu » ou « Tournoi des ombres », il s'agit de la même lutte pour la suprématie en Asie centrale en même temps que, du côté britannique, pour la défense des Indes.

Car la Russie est à l'offensive depuis la défaite de Napoléon. Chaque année, les

cosaques progressent à travers l'Asie centrale, faisant tomber l'un après l'autre les petits émirats dans les griffes de l'ours russe et se rapprochant des Indes britanniques. Chaque progression à travers le Caucase et l'Asie centrale est donc vécue avec angoisse à Calcutta et à Londres. Chaque visite d'un émissaire russe à Kaboul est d'emblée suspectée de faire partie d'un vaste plan destiné à nuire aux intérêts de la Couronne.

Comment anticiper de telles menaces ? Nombre d'officiers britanniques, d'agents de la Compagnie des Indes et de responsables des tout-puissants services secrets répondent en préconisant d'occuper d'abord les territoires que l'armée russe serait amenée à prendre, ensuite, d'y installer des monarques croupions, consolidant ainsi les frontières du nord-ouest des Indes. C'est la stratégie dite de la *Forward Policy* – on l'appellerait aujourd'hui la politique interventionniste. Peu importe que la pression russe soit réelle, exagérée ou fantasmée, le fait est qu'elle est sans cesse débattue.

Durant les années 1830, le gouvernement britannique s'inquiète vraiment de la menace. A cause de l'affaire d'Hérat, en 1837. La Russie, qui vient d'amputer la Perse de la partie nord de son empire, se déclare prête à soutenir les revendications territoriales du chah, lesquelles ne peuvent se réaliser qu'au détriment de l'Afghanistan, pays alors éclaté en petites chefferies.

Pour Mohammad Chah, le nouveau souverain iranien, cet appui russe est une aubaine qu'il veut mettre à profit en s'emparant de l'oasis d'Hérat. « Avec l'affaire d'Hérat, en 1837, la Russie exploite déjà (...) cette corrosive recette d'intervention en Asie musulmane, qui fera merveille pour le Moscou soviétique au XX^e siècle suivant : identifier un différend frontalier local ; intervenir pour l'enflammer jusqu'à l'hystérie ; réduire ainsi toujours plus étroitement l'allié choisi sous la dépendance de la Russie », résume l'anthropologue Michael Barry (*Le Royaume de l'insolence*, Flammarion, 2002). L'armée du chah va camper devant Hérat, dont les défenseurs sont conseillés par un héros du « Grand Jeu », l'officier britannique Eldred Pottinger. La prise de la ville sera évitée de justesse.

Une autre affaire vient précipiter cette première invasion de l'Afghanistan : le séjour, à la fin de 1837, dans la capitale afghane d'un envoyé russe que l'émir de Kaboul, Dost Mohammad Khan, a refusé d'expulser malgré les pressions britanniques. L'émissaire russe lui confie un message analogue à celui donné au chah d'Iran : le tsar est prêt à soutenir toutes ses revendications territoriales.

Pour Londres, la menace est jugée intolérable. D'où, en 1839, l'invasion préventive de l'Afghanistan, qui, estime-t-on à Londres, ne joue plus son rôle d'Etat-tampon.

PIED DE NEZ Page de droite : image de propagande talibane d'août 2021 reproduisant la célèbre photographie de marines américains hissant leur drapeau au sommet du mont Suribachi sur l'île japonaise d'Iwo Jima en 1945.

Kaboul est prise facilement, Dost Mohammad exilé. Mais tout se termine très mal pour le corps expéditionnaire, obligé de se replier en janvier 1842. Saigné tant par l'hiver que par les embuscades incessantes des rebelles afghans, des Ghilzaï pour la plupart, il va subir un épouvantable martyre. De la colonne de 16 600 âmes, dont des femmes et des enfants, qui quittent Kaboul, la légende veut qu'il n'y ait eu qu'un seul rescapé. L'histoire est résumée par deux éclatants tableaux : l'ultime épisode de la colline de Gandamak, immortalisé par le peintre William Barnes Wollen, qui représente le dernier carré du 44^e régiment d'infanterie d'Essex se défendant jusqu'à la dernière cartouche. Enveloppés dans des couvertures, serrés épaule contre épaule, formant un cercle comme s'ils voulaient être emportés ensemble par la furie des guerriers afghans, les survivants, 45 soldats et 20 officiers, défendent leur peau jusqu'à la dernière cartouche.

Le second tableau est l'admirable *The Remnants of an Army* (*Les Vestiges d'une armée*) de lady Elizabeth Butler (Tate Gallery de Londres), qui montre l'arrivée du survivant sur un cheval mourant d'épuisement aux portes de la garnison britannique de Jalalabad. Ces deux tableaux auront une influence considérable sur l'opinion publique anglaise et nourriront « la légende noire » de l'Afghanistan. L'humiliante défaite britannique aura un rôle déterminant dans la révolte des cipayes, en 1857. Elle sonne déjà la fin de l'empire colonial.

Il y aura deux autres guerres anglo-afghanes, dont une nouvelle invasion en 1878, qui se terminera par la victoire de Londres. Le traité de Gandamak assujettit l'Afghanistan pour la politique extérieure et le prive d'une partie de sa souveraineté sur les régions pachtounes au profit de ce qui deviendra le Pakistan. En 1893, l'officier Mortimer Durand trace la ligne éponyme pour séparer les Indes britanniques de l'Afghanistan, une frontière que Kaboul n'a jamais reconnue et qui coupe en deux la ceinture pachtounne, empêchant toute création d'un potentiel Pachtounistan. Il faudra une troisième guerre, en 1919, pour que l'Afghanistan retrouve sa pleine souveraineté.



LE DERNIER ACTE

Soixante ans plus tard, c'est l'URSS, envahisseur encore plus redoutable, qui s'invite à partir d'un coup d'Etat entièrement fomenté à Moscou.

Le 27 décembre 1979, les forces d'élite soviétiques débarquent à l'aéroport de Kaboul et « nettoient » le palais présidentiel, tuant le président communiste Hafizullah Amin, devenu incontrôlable, en l'étouffant semble-t-il avec un coussin. Dans la foulée, il est remplacé par un autre satrape rouge, Babrak Karmal, un peu moins sanguinaire. Bientôt, les forces motorisées soviétiques déferlent sur le pays pour anéantir une guérilla qui ne cesse de monter.

L'Amérique, le Pakistan, l'Arabie saoudite et l'Europe se rangent derrière les moudjahidines, faisant de l'Afghanistan la dernière bataille de la guerre froide. En 1985, c'est le tournant du conflit avec la livraison par Washington des missiles Stinger qui feront des hécatombes dans la flotte d'hélicoptères soviétiques – plus de 330 appareils abattus. Bientôt, le nouveau leader soviétique, Gorbatchev, demandera au Politburo d'acter le retrait d'Afghanistan, qui se terminera le 15 février 1989. La guerre aura fait plus d'un million de morts chez les Afghans et brisé la fragile mosaïque ethnique du pays. Sa fin précédera de six mois la chute du mur de Berlin.

Mais l'Afghanistan ne retrouvera pas pour autant la paix. Viendra la guerre civile, à partir de 1992, entre les factions de moudjahidines, pour des raisons ethniques, politiques et religieuses. En réaction, surgira le mouvement des talibans qui entend y mettre fin. Ceux-ci prendront

Kaboul, en 1996. Cinq ans plus tard, c'est l'attaque aérienne du 11 septembre, planifiée par le milliardaire saoudien Oussama ben Laden depuis l'Afghanistan. Et, en riposte, celle de l'Amérique et de ses alliés qui s'installent en Afghanistan. Une guerre qui s'est achevée le 15 août 2021 par la débâcle américaine.

S'il est un endroit pour méditer sur l'interminable tragédie afghane, c'est bien dans les mystérieuses ruines qui font face aux deux grands Bouddhas, héritage de la civilisation gréco-bouddhiste du Gandhara, que les talibans ont détruits à l'explosif en 2001. Se dressait là une belle cité que Gengis Khan rasa après avoir enfermé les habitants dans leurs maisons, en sorte qu'ils soient ensevelis vivants. La légende assure que, des jours et des nuits durant, on entendit leurs plaintes s'échapper des ruines. Plaintes qui reviendront hanter l'inconscient collectif. Au point que la ville torturée perdra son nom au profit de celui qui rappelle pour l'éternité sa lente agonie : Shahr-e Gholghola, la « cité des Cris ».

L'Afghanistan, un chagrin éternel. *S*

À LIRE de Jean-Pierre Perrin



Le Djihad contre le rêve d'Alexandre. En Afghanistan, de 330 av. J.-C. à 2016
Seuil
304 pages
19,50 €



© DR.

POUR L'HONNEUR ET POUR LA LÉGENDE

Des Spartiates des Thermopyles aux Kurdes résistant à Daech, des zélotes de Massada aux Cristeros, *Le Dernier Carré* passe en revue les barouds d'honneur qui ont marqué les siècles par la pureté de leur héroïsme et de leur fidélité.

Dans le crépuscule des batailles perdues, s'aligne presque toujours une ultime phalange, celle qui se bat contre toute espérance. Les dernières défaites de l'Occident n'y dérogent pas. Quand l'Afghanistan se soumet à la marche en avant des talibans, le fils du commandant Massoud, Ahmad, reprend le flambeau et se réfugie avec ses guerriers dans les vallées du Panchir. Les villes tombent, mais les solides montagnards tiennent toujours leur fief, abandonnés de tous. Quand l'enclave arménienne du Haut-Karabagh succombe sous les coups combinés des divisions azéries, de leurs mentors turcs et de leurs essaims de drones, quelques gamins de 20 ans choisissent de se faire tuer « inutilement » et de « mourir debout plutôt que de vivre couchés ». Pilonnés par l'artillerie, avec leurs poitrines et leurs fusils pour seule défense, ils tiennent jusqu'au bout la citadelle médiévale de Chouchi, haut lieu de la résistance arménienne anti-ottomane. Quand est ordonné le cessez-le-feu, le 10 novembre 2020, brisés mais invaincus, tête haute, ils évacuent leur position. Le phénomène du dernier carré n'est pas un chromo pour livre d'histoire ou une vignette pour adeptes du romantisme militaire, c'est un invariant de l'histoire, le révélateur d'un type humain singulier, celui des hommes qui ne plient pas.

Codirigé par deux grandes plumes du *Figaro Magazine*, Jean Christophe Buisson et Jean Sévillia, *Le Dernier Carré. Combattants de l'honneur et soldats perdus, de l'Antiquité à nos jours* en dresse un tableau saisissant. Ne citant que pour mémoire les défaites trop connues de Waterloo, de Camerone, de Diên Biên Phu, il convie le lecteur à une promenade au pays du courage malheureux et des espérances trompées. Écrit d'une plume alerte par une pléiade d'excellents auteurs, universitaires, journalistes, essayistes, ces vingt-cinq épisodes sont autant de pépites qui font revivre des événements connus ou méconnus. De la défense de Trébizonde aux combats des chrétiens du Liban en 2000, du massacre des camisards au début du XVIII^e siècle à la fin tragique des desperados de l'Algérie française, en passant par les guérillas anticomunistes oubliées, celle des « Frères de la forêt » en Lituanie qui dura jusqu'au mitan des années 1950, dans l'attente d'une aide occidentale qui ne viendra jamais, ou celle du peuple des montagnes, les Hmong du Laos, abandonnés une première fois par la France après Diên Biên Phu, une seconde par les Etats-Unis après la chute de Saïgon, c'est le bûcher

des espérances calcinées par l'histoire qui flamboie sous nos yeux. Constatant qu'il existe toujours un « dernier carré » de combattants, l'ouvrage tente de répondre à une question : « A quels mobiles obéit leur lutte ? L'héroïsme, l'honneur, la foi, le devoir, la fidélité, le sacrifice, la promesse, l'instinct de survie, le fanatisme ? Il existe autant de réponses que de cas, sachant que ces facteurs peuvent se combiner. »

Autant d'éléments qui permettent de tenter une typologie sommaire : les combattants de l'honneur, ceux de la fidélité, ceux de la foi et ceux de l'instinct de survie.

S'il est vrai que « l'honneur est la poésie du devoir » pour reprendre le mot de Vigny, il est certaines résistances qui relèvent de cette seule exigence et qui s'écrivent en lettres de sang, quand bien même tout est perdu, pour conserver l'estime de soi et l'image que l'on se fait de son pays. Dans un texte magnifique, Rémy Porte rend hommage aux combattants français de l'honneur, ceux des unités d'intervalle de l'armée des Vosges, totalement oubliés. Alors que l'armée française est en déroute, l'œil fixé sur la ligne bleue des Pyrénées, et que, le 17 juin 1940, le maréchal Pétain a annoncé à la radio que l'heure était à l'armistice, le général de corps d'armée Lescanne transforme son 43^e corps d'armée de forteresse en divisions de marche, les replie sur le massif du Donon et tient tête aux Allemands. Ailleurs, on se débande, ici, on fait front. Plus de 1 800 Allemands le paieront de leur vie. L'armistice est signé le 22 juin, mais sans un ordre formel et écrit, les Français continuent de croiser le fer alors que tout est perdu. Ce n'est que le 24 juin que les combats cesseront. Dans son dernier ordre du jour, le général Lescanne rappellera que son corps, « sourd aux bruits d'armistice qui, peu à peu, gagnaient en consistance, défendant sans espoir une cause où tout était perdu, sauf l'honneur, privé de toutes relations avec les armées voisines et avec les ressources du pays, réduit aux seules munitions (...) que par des prodiges d'ingéniosité, d'activité, son état-major recueillait dans les dépôts épars (...), luttant jour et nuit sans sommeil (...), a tenu bon, encerclé par seize divisions allemandes ».

La fidélité à un serment, à une promesse, à un attachement est un autre levain de l'héroïsme désespéré : fidélité à la cause des Stuarts



LA TÊTE HAUTE Ci-dessus, à gauche : les villageois de Karindag, dans le Haut-Karabagh, participant, aux côtés de l'armée arménienne, aux combats contre la coalition turco-azerbaïdjanaise, au cours de la guerre déclenchée le 27 septembre 2020. A droite : l'exécution du père jésuite Miguel Agustín Pro, le 27 novembre 1927 à Mexico.

anéantie à la bataille de Culloden en Ecosse en 1746, fidélité à celles des Etats pontificaux pour les zouaves défaits à Rome en 1870 par les troupes de la maison de Savoie et, modèle des modèles, fidélité de la Vendée, de l'Anjou, du Haut-Poitou et de la Bretagne aux Bourbons. Il y eut bien sûr la « grande guerre de Vendée », celle de 1793. Mais Jean Sévillia rappelle avec justesse qu'il y en eut d'autres, la première chouannerie (1794-1795), la seconde chouannerie (1795-1796) et, totalement oubliée, celle des Cent-Jours. Lors du vol de l'Aigle, dès que courent les rumeurs d'une levée en masse, les provinces de l'Ouest, restées fidèles aux Bourbons, se rassemblent derrière les frères ou cousins des chefs de 1793. Sous les ordres de Louis de La Rochejaquelein, frère de « Monsieur Henri », le héros tombé en 1794, de Pierre de Suzannet ou de Charles d'Autichamp, près de 50 000 hommes s'arment et prennent le chemin du bocage et des marais. Croix-de-Vie, Bressuire, Cholet tombent aux mains des insurgés en mai 1815. C'est à nouveau Travot, le vainqueur de Charette, qui est chargé par Napoléon de rétablir l'ordre. La défaite de Waterloo met fin à l'insurrection. Même si cet épisode est limité en comparaison de l'épopée de 1793, qu'il est frappant de constater le pouvoir mobilisateur de la fidélité à une couronne tombée depuis plus de vingt ans !

Si la foi en la monarchie motive à ce point, quelle peut être la force de la foi religieuse ! Les zélotes juifs de Massada en 73, les cathares de Montségur en 1244, ou, plus près de nous, les Cristeros mexicains tombèrent pour une foi qui les dépassait. Le chapitre qui leur est consacré par Isabelle Schmitz rappelle leur martyre après la mise en application en 1926 par le président Calles de l'article 130 de la Constitution qui rayait d'un trait de plume les droits de l'Eglise. Il rappelle les 250 000 morts de cet affrontement porté par des hommes aussi fanatisés que le gouverneur Canabal – qui faisait figurer sur sa carte de visite « *ennemi personnel de Dieu* ». Il évoque leurs combats désespérés. Mais il est surtout émouvant par une constante qu'on retrouve chez tous ceux qui eurent à former le dernier carré. Le plus souvent, ils se sentirent trahis par les tièdes, les raisonnables, voire ceux qui auraient dû les protéger. Les évêques, le Vatican même ne soutinrent les Cristeros qu'avec réserve. Très vite, ils appelèrent à une négociation entre l'Eglise et l'Etat qui se révéla un marché de dupes, à l'issue duquel plusieurs milliers d'anciens insurgés furent massacrés. Entre-temps, leur chef militaire avait écrit une lettre bouleversante : le comportement des élites ecclésiastiques est, dit-il, une « *gifle en plein visage, d'autant plus douloureuse qu'elle vient de ceux dont nous pourrions attendre une consolation, un mot d'encouragement dans notre lutte* ».

A vue humaine, la plupart de ces sacrifices semblent inutiles. On tombe pour le symbole ou pour le panache. Mais lorsque c'est

l'instinct de survie qui anime les combattants, la victoire est parfois au bout du chemin. Fort opportunément l'ouvrage commence par un combat couronné de succès. Aux Thermopyles, en 480 av. J.-C., face à la déferlante des « barbares » perses, les 300 Spartiates de Léonidas – ils étaient sans doute en réalité quelques milliers avec leurs alliés – tombent après un combat homérique face aux dizaines de milliers d'hommes de Xerxès. La légende a retenu le sacrifice pour la gloire que dit l'épithaphe rédigée par Simonide de Céos : « *Etranger, va dire à Sparte qu'ici nous gisons, dociles à ses ordres.* » Mais, comme le note fort justement Sébastien Lapaque, « *Léonidas voulait vaincre et vivre* ». Le coup d'arrêt donné ce jour-là a laissé aux Grecs le temps de s'organiser. Sans Thermopyles pas de Salamine, la victoire navale qui quelques semaines plus tard allait briser les ambitions de l'Achémenide. L'ouvrage s'achève par une autre victoire, celle des Kurdes de Kobané qui en 2014, assiégés de toutes parts, résistèrent cent trente-cinq jours durant à Daech dans des conditions apocalyptiques avant de reconquérir leur ville et la plaine du Rojava. L'héroïsme n'est pas nécessairement celui des causes perdues...

A l'heure où les menaces s'accumulent à l'horizon, où le tragique refait irruption dans l'histoire et où la résilience de nos sociétés devient une question clé, les vertus de ceux qui formèrent le carré redeviennent hautement nécessaires. Jamais n'a été plus actuelle l'injonction de Charles Péguy : « *En temps de guerre, celui qui ne se rend pas est mon homme quel qu'il soit, d'où qu'il vienne et quel que soit son parti.* » Le *Dernier Carré* nous parle de ces hommes-là.

À LIRE



Le Dernier Carré
Jean-Christophe Buisson
et Jean Sévillia (dir.)
Perrin/Le Figaro Magazine
416 pages
21 €

Sous le masque du Duce

Déjouant les archétypes, Mussolini demeure un mystère. Maurizio Serra contribue à l'éclaircir dans une biographie profondément personnelle.

Le 9 janvier 2020, Maurizio Serra était élu au premier tour (dix-sept voix contre une) à l'Académie française. Premier italien à siéger parmi les Immortels, il occupe le fauteuil 13, celui de Jean Racine. Diplôme, biographe (Malaparte, D'Annunzio), romancier, historien, il accumule les prix littéraires en France comme en Italie. Avec *Le Mystère Mussolini. L'homme, ses défis, sa faillite*, écrit directement en français, il donne une biographie puissamment originale du Duce (29 juillet 1883-28 avril 1945), colorée de souvenirs personnels, pimentée de jugements cinglants et émaillée de personnages secondaires pittoresques (tels l'opposant sarde Emilio Lussu ou Roberto Farinacci, manœuvrier hors du commun au sein du parti fasciste). Que le lecteur ne se trompe pas, pourtant : il s'agit d'un portrait et non d'une synthèse sur le fascisme italien, son bilan et ses conséquences politiques, même si ces aspects sont abordés à travers le prisme de Mussolini.

Pourquoi le « mystère Mussolini » ? N'existe-t-il pas déjà de nombreuses



VIES ET LÉGENDES

Ci-contre : parallèlement à une riche carrière diplomatique qui l'a conduit à Berlin-Ouest, Moscou et Londres, Maurizio Serra a mené une intense activité d'essayiste, de biographe et de conférencier. Primé à plusieurs reprises, notamment pour ses biographies de Malaparte et de D'Annunzio, il est membre de l'Académie française depuis janvier 2020. Page de droite : portrait de Benito Mussolini entre 1937 et 1940.

et de bonnes biographies du Duce ?

Assurément, celle monumentale de Renzo De Felice, mon maître, celle excellente de Pierre Milza, un ami. Plus des travaux de synthèse de grande qualité. Ma perspective est tout autre. J'ai voulu dépeindre Mussolini tel qu'il fut derrière le masque et non figer l'image

qui en demeure. Aussi, j'ai synthétisé plusieurs événements, négligé des personnages mineurs, limité les notes afin de donner au lecteur français ce qui était disponible dans sa langue. Et surtout lui fournir, le plus objectivement possible, les clefs principales du « mystère Mussolini ». Il ne correspond nullement à l'archétype, nécessairement

caricatural, que l'on imagine de l'homme méditerranéen.

Rien de spontané chez cet impulsif, inconstant, ondoyant dans ses décisions majeures, dépourvu d'humour, vaniteux qui calcule ses effets même dans ses écrits rédigés d'une plume svelte et incisive. Il y a chez lui une sorte de dédoublement continu qui le rend difficile à cerner. Actuellement, on dirait peut-être qu'il est atteint de troubles bipolaires : s'il contrôle extérieurement les tensions qui l'agitent, elles le rongent intérieurement.

« *Un caractère presque kaléidoscopique* », écrira un diplomate britannique à Rome. Sans cesse, il se met en scène pour la galerie et pour l'image qu'il veut donner et laisser. Il travaille ses poses « spontanées ». Mauvais nageur, il se fait filmer en train de traverser un bras de mer plate à Ostie ; il ne s'exhibe torse nu que lors d'occasions ponctuelles, par exemple en moissonnant dans les marais Pontins pendant « la bataille du blé », lancée en 1924. En revanche, il pilote réellement les avions, symbole de modernité. Selon les nécessités, les circonstances et les interlocuteurs, il alterne chemise noire, veston bourgeois, canotier, chapeau melon, béret basque, frac. A partir de 1932-1933, le masque césarien et le port presque permanent de l'uniforme l'emportent et imposent une image brutale. Tout est théâtral en lui, et en même temps calculé et cérébral : il noircit son enfance, s'invente un arbre généalogique qui remonte au XIII^e siècle, s' imagine avoir été un prolétaire alors qu'il est un vrai petit-bourgeois. Il ne fut jamais un marginal comme le jeune Hitler ou un braqueur de banques comme Staline.

Doué pour les langues, il parle fort bien l'allemand et le français, correctement l'anglais, quoique avec un fort accent. Sa curiosité vaste, sa culture brouillonne s'étendent à la civilisation japonaise et à la littérature russe et française (Victor Hugo, Stendhal). Peu de vie sociale, ni théâtre ni opéra (sauf au début de son mandat) ; il ne met jamais les pieds dans un salon ou dans une maison privée. Finalement, il perd le contact avec le pays qu'il croit avoir façonné. Du début à la fin

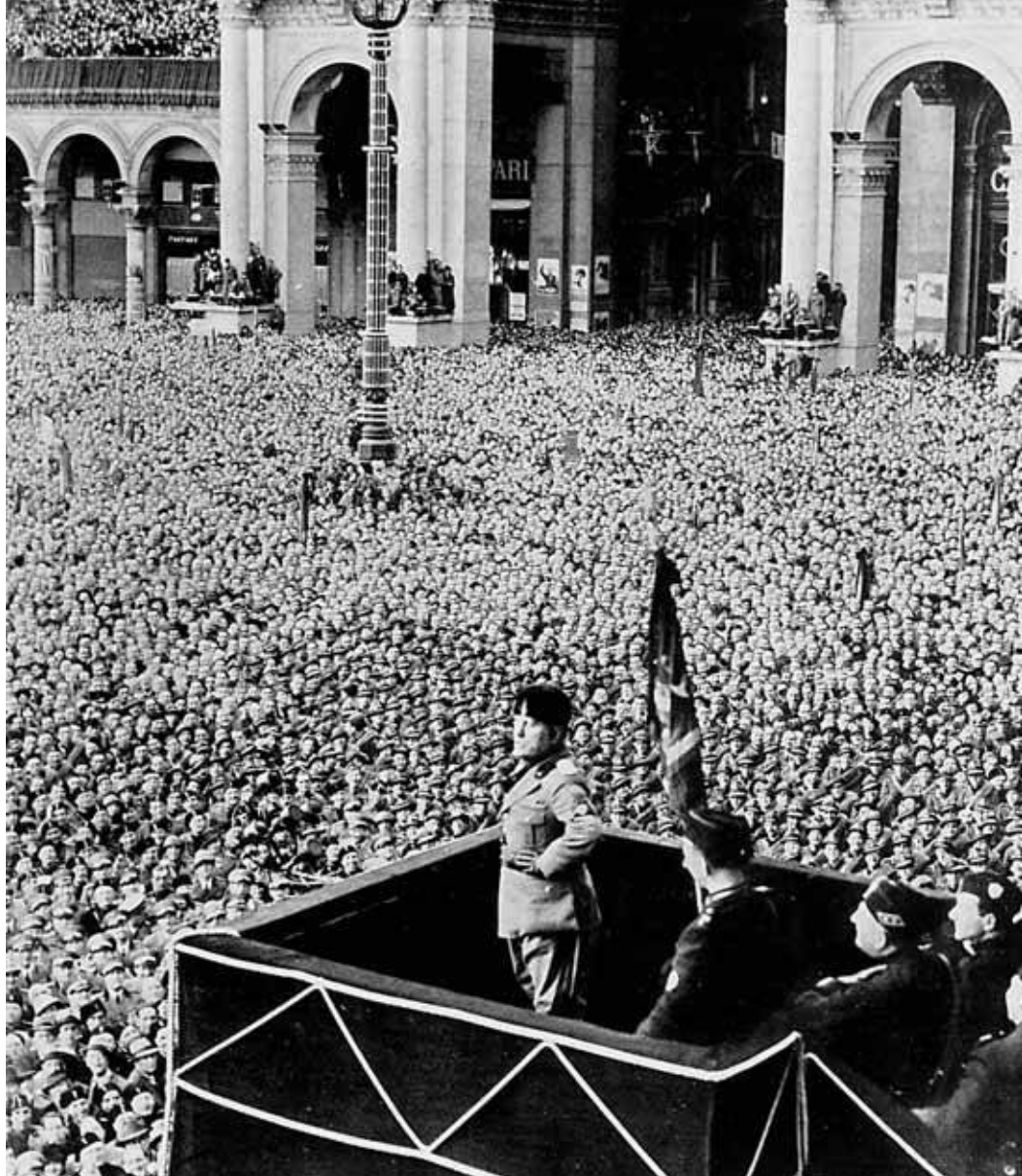
© BRUNO KLEIN. © KEYSTONE-FRANCE/GAMMA RAPHO.



de sa vie, il fait le vide autour de lui par le mensonge et la dissimulation. Il est seul et solitaire, par tempérament et parce que cela correspond à l'idée qu'il a du pouvoir et de la distance qu'il exige. « *Je n'ai jamais eu d'amis dans ma vie* », reconnaîtra-t-il dans ses derniers jours.

On l'a considéré comme un homme couvert de femmes, en réalité trois seulement ont compté dans son existence. Rachele Guidi, son épouse, la seule qui exerça un ascendant sur lui. A la mort de Benito, elle sera assignée à résidence à Ischia avant d'ouvrir une trattoria à Dovia di Predappio, le village natal de son homme. Edda (1910-1995), leur fille, irrégulière, anticonformiste, attirée par la haute société que méprise son père et dans laquelle, au contraire, elle s'immisce grâce à son mariage avec Galeazzo Ciano, qui deviendra le dauphin officieux, avant d'être fusillé le 11 janvier 1944. Claretta Petacci, sa maîtresse de 1936 à 1945, qui connut le même sort que son amant, fusillée puis pendue par les pieds. Quant à ses croyances, il est malaisé de les appréhender. Il emportera son mystère avec lui. Dans sa lettre testamentaire d'avril 1945, Mussolini jure à son épouse « *devant Dieu* »

© AKG/FAF TOSCANA-FONDAZIONE ALINARI PER LA FOTOGRAFIA. EN BAS : © ALBERT HARLINGUE/ROGER-VIOLETTE.



qu'elle a été la seule femme de sa vie alors que, dans sa maturité, il balançait entre un vague athéisme et un nietzschéisme d'autodidacte.

Doit-on appliquer le qualificatif de « totalitaire », pour définir le fascisme et le Duce ?

Ce qualificatif fait débat. Hannah Arendt l'écartait pour le régime de Mussolini. Cependant, le Duce, qui se vantait avant 1914 d'être l'adversaire de tout

pouvoir constitué, évoque inlassablement la notion d'un Etat éthique, césarien, totalitaire, avec la formule célèbre qu'on lui attribue : « *Tout dans l'Etat, rien hors de l'Etat, rien contre l'Etat.* » Ou cette autre : « *L'Etat fasciste a sa propre conscience, sa propre volonté, qui le caractérisent comme Etat éthique.* » Existe sans aucun doute en lui une mystique totalitaire, même si Mussolini, qui n'a rien d'un idéaliste, ni d'un utopiste, réagit au gré des circonstances. La mission du nouveau régime est par essence

LES MOISSONS DU DUCE Ci-contre : Edda, la fille aînée de Mussolini, et son mari Galeazzo Ciano, dauphin officieux du Duce. Le 25 juillet 1943, il vota pour la motion demandant la démission de Mussolini, ce qui lui valut d'être arrêté par les nazis et fusillé en janvier 1944. En haut : le 1^{er} novembre 1936, sur la place du Duomo à Milan, Mussolini annonce le rapprochement de l'Italie avec l'Allemagne hitlérienne : « *Cette verticale Berlin-Rome n'est pas un diaphragme, c'est plutôt un axe, autour duquel peuvent s'unir tous les Etats européens animés d'une volonté de collaboration et de paix.* » Page de droite : discours de Mussolini en 1938, dans le cadre de « la bataille du blé », campagne lancée en 1924 dans le but d'assurer l'autosuffisance de l'Italie pour la production de blé.



pédagogique, corporatiste (le terme remplace celui marxiste de « classe sociale »), antimatérialiste et anti-individualiste. Il y a les réalités et des défis à surmonter : l'unification tardive du pays, l'épreuve de la Grande Guerre, même victorieuse, une société très hiérarchisée que la démocratie parlementaire n'a pas soudée, le poids de l'Eglise avec l'épineuse question du statut du Vatican, la popularité de la monarchie et le tempérament national, cette aptitude du peuple à composer avec les hommes et les choses, ce que Mussolini déteste et qu'il souhaite extirper.

Aussi le fascisme devient-il pour cet ancien instituteur une sorte d'entreprise de pédagogie nationale pour forger l'Italie et permettre au peuple de s'identifier à la nation. Il convient de distinguer, en simplifiant, deux phases, la première, celle des années 1920, qui se traduit par une mainmise du parti sur les rouages de l'Etat dont le but est de prouver que le régime est efficace ; la seconde, celle des années 1930, en particulier après la guerre d'Ethiopie de 1935, avec une poussée totalitaire. Cela va cependant avec une tension omniprésente entre deux courants : l'un, le « fascisme-mouvement », dont les objectifs restent foncièrement ceux de la révolution préconisée par les Faisceaux de combat fondés en mars 1919 et la création d'un homme nouveau, idéal formulé en 1926, qui vit dangereusement dans une lutte perpétuelle, et l'autre, le « fascisme-régime », qui accepte les compromis avec les classes dirigeantes et les institutions traditionnelles pour se maintenir au pouvoir. Un équilibre entre gauche et droite du fascisme italien qui ne peut être assuré que par le chef charismatique, Mussolini. Il rassure les bourgeois qu'il protège contre la vindicte des masses. Il évite aux prolétaires d'être saignés par les possédants. Il est le garant de cette synthèse nouvelle. En 1940, il est convaincu d'être à la fois assez populaire et assez autoritaire pour souder les deux tendances et s'aventurer dans la guerre. La raison d'Etat se confond avec sa propre permanence au pouvoir. Et les crimes

© FARABOLA/LEEMAGE.



de son régime ne seront pour lui que des accidents de parcours justifiés par la lutte pour sa survie.

A-t-il le soutien de ce que l'on nomme, pour faire vite, l'opinion publique ?

Nous entrons dans les sables mouvants du consensus, l'adhésion des masses au fascisme triomphant. Pour Mussolini, la masse n'est qu'un « troupeau de moutons, tant qu'elle n'est pas organisée » ou « dirigée au moyen de deux rênes : l'enthousiasme et l'intérêt ». Un exemple. Le 18 décembre 1935 est proclamée à Rome la « Journée de la foi », réponse au siège économique décrété par la Société des Nations contre l'Italie coupable d'avoir envahi l'Ethiopie. A l'autel de la Patrie, le monument dédié à Victor-Emmanuel II qui dénature la place de Venise et que les Romains nomment familièrement « la machine à écrire », les Italiens sont appelés à déposer l'or qu'ils possèdent. La reine Hélène donne l'exemple, Mussolini, Rachele, les dignitaires du régime et de l'Etat l'imitent, ainsi que D'Annunzio, Marconi, Marinetti, Pirandello, un opposant comme Benedetto Croce et spontanément des centaines de milliers d'Italiens. Au total : trente-sept tonnes d'or, cent quinze d'argent sont recueillies. Une manifestation imposante d'adhésion populaire

que l'Italie n'avait jamais connue auparavant et qu'elle ne connaîtra plus jamais par la suite.

Jusqu'en 1936, le fascisme bénéficie de l'appui apparemment inconditionnel, ou si l'on veut de la complicité intéressée, des autres centres du pouvoir qu'il voudrait mettre au pas (monarchie, armée, diplomatie, Eglise, dont l'influence est renforcée par les accords du Latran de février 1929). En même temps, il s'affiche, son chef en tête, comme le rempart des classes populaires contre l'oppression d'un patronat peu intéressé par les orientations sociales de la charte du travail de 1927. Le régime se présente donc comme le vrai dépositaire et ordonnateur de l'identité nationale.

Ce qui ne l'empêche pas de posséder et d'utiliser des instruments efficaces d'intimidation : l'arbitraire, la délation, la censure, le contrôle de l'appareil policier (avec l'OVRA, la police politique créée en 1927, consolidée dans les années 1930) et de l'appareil judiciaire, l'interdiction du permis de travail et de séjour, et le culte de la personnalité avec son imagerie omniprésente et variée. En outre, la pauvreté d'une résistance divisée, sans grand éclat, et la durée du régime – il s'étire sur une période qui correspond à une génération et demie ou deux – jouent en sa faveur. Ce n'est que lors de l'entrée en guerre en juin 1940 et



avec le manque d'enthousiasme populaire qui suivit que le consensus sera rompu. Mussolini y perdra rapidement l'appui des uns et des autres.

Pourquoi alors engage-t-il son pays dans la Seconde Guerre mondiale ?

Plusieurs raisons expliquent à mon sens son intervention dans une guerre qu'il imagine courte et victorieuse, suivie d'une paix de compromis. Depuis les accords de Munich et l'occupation de Prague par les troupes allemandes (mars 1939), qui précède d'un mois le coup de force italien en Albanie, Mussolini a deux convictions : la puissance allemande prime sur le continent, la guerre est inévitable, mais... plus tard, pas avant deux ou trois ans. Il pensait en effet pouvoir inaugurer auparavant la grande Exposition universelle prévue pour 1942, qui devait être la vitrine grandiose des réussites du régime dans le quartier moderniste né au sud de la capitale, celui de l'EUR. Il n'imaginait pas que la question polonaise puisse être le détonateur d'un conflit.

Il vécut le pacte germano-soviétique comme une trahison de la part de Hitler, son allié récent contre lequel il avait auparavant essayé à plusieurs reprises, mais en vain, de réveiller les démocraties occidentales. Avec l'invasion de la Pologne, celle-ci cessait en outre d'être le double rempart qu'il avait imaginé contre l'URSS et contre le Reich. Dès lors, sa stratégie internationale s'effondrait. Les mois qui s'écoulèrent à partir

TERRE PROMISE Ci-contre : en octobre 1935, Mussolini décide d'envahir l'Éthiopie du roi Haïlé Sélassié 1^{er}. Il mûrissait ce projet d'expansion coloniale depuis son arrivée au pouvoir, déterminé à mettre un terme à l'émigration italienne en Europe et surtout aux États-Unis. L'Éthiopie fournirait ainsi des terres pour les paysans italiens et des ressources minières pour mener sa politique d'industrialisation. Cette guerre entraîna le retrait de l'Italie de la SDN et des sanctions qui poussèrent le Duce à se rapprocher de Hitler. En bas : la réunion du Grand Conseil du fascisme, le 25 juillet 1943, lors de laquelle Mussolini fut contraint à la démission. Page de droite : statue du palais de la Civilisation et du Travail, construit entre 1938 et 1940 dans le quartier de l'EUR, au sud de Rome, pour l'Exposition universelle prévue dans la capitale italienne en 1942.

du 1^{er} septembre 1940 furent parmi les plus tourmentés de toute l'aventure politique de Mussolini.

Que faire ? Une petite marge de manœuvre s'entrevoit. Un article du pacte d'Acier, signé le 22 mai 1939 à Berlin, qui avait scellé une alliance militaire entre les deux puissances, lui permettait de choisir la « non-belligérance ». Connaissant l'état d'impréparation de ses forces armées, Mussolini s'y engouffre tandis que sur le front occidental s'installe la « drôle de guerre ». L'attitude de la France est déterminante, selon André François-Poncet, ambassadeur à Rome, qui renseigne sur les occasions perdues d'un côté comme de l'autre et sur l'intransigeance de Paris, qui répond de manière négative à toutes les offres de conciliation de l'Italie. Cette attitude-ci aurait provoqué la décision finale de Mussolini.

Ce n'est pas tout : les circonstances ont changé. Le 10 mai, la Wehrmacht déferle en Belgique, au Luxembourg, aux Pays-Bas. Messages de Roosevelt et de Churchill à Mussolini : ils louent son discernement, ils l'exhortent à rester en dehors de l'affrontement. Or, le 10 juin 1940, l'Italie, au contraire, entre en

guerre. Interviennent l'aversion du Duce pour la notion de neutralité et sa certitude de miser pour le vainqueur comme l'Italie l'avait fait en 1914-1915. Le plus fort l'attire toujours. En 1940, c'est Hitler. Mussolini le considère comme son imitateur à la tête d'un parti national-socialiste qu'il définit pourtant comme « barbare ». Il n'en souhaite pas un triomphe éclatant et solitaire, de crainte d'être lui-même marginalisé.

Que les généraux allemands aient été convaincus que la « non-belligérance » de l'Italie était préférable à son intervention dans un théâtre jugé secondaire comme la Méditerranée ne pouvait que donner au Duce une raison supplémentaire pour s'inviter dans le conflit afin de ne pas paraître lâche (ce qu'il n'est pas du tout, si l'on en juge par sa conduite lors de la Grande Guerre), ni d'être relégué au simple rôle de satellite du Reich. Ajoutons qu'un succès militaire lui aurait permis d'amoindrir la place de la monarchie et du Vatican, qui s'interposaient encore entre « son » peuple et lui et qui n'avaient approuvé ni le rapprochement stratégique avec l'Allemagne nazie, ni les premières mesures antisémites. L'armée italienne, quant à elle, est partagée entre



réalistes et aventuristes, ces derniers misant sur une victoire allemande avant l'entrée en guerre des Etats-Unis. Le Duce oscille entre ces deux positions, ses directives sont contradictoires, ses choix stratégiques incertains.

Plus la guerre se prolonge, plus les désastres s'accumulent (notamment avec le débarquement des Américains en Sicile), plus la chute de Mussolini se profile. Pourquoi est-elle aussi spectaculaire ?

Elle se déroule en deux temps ; deux mystères, tant Mussolini paraît atone. Si l'agonie du régime, la république de Salò, la guerre civile qui en résulta, sont assez bien connues et étudiées, le premier épisode de la chute du régime conserve encore ses mystères. Le 24 juillet 1943 se réunit le Grand Conseil du fascisme, « l'organe suprême qui coordonne toutes les activités du régime » et que le Duce convoque. Ce qui ne s'était pas fait depuis le 7 décembre 1939. Il servait à Mussolini à tester les humeurs des différents courants du parti. Le 22 juillet, Dino Grandi, l'un des piliers du régime, rencontre Mussolini pour l'informer de l'ordre du jour que le dictateur devait déjà connaître car il circulait entre trop de mains. Or, celui-ci le mettait explicitement en cause. Mussolini devait dès lors savoir ce qui se tramait. L'ancien conspirateur, qui s'est battu toute sa vie, reste pourtant sans réaction. Il arrive au Conseil sans défense rapprochée, sans garde d'honneur alors que Grandi s'était muni de deux grenades. La réunion commencée vers 17 heures se termine à 2 h 40. Grandi détaille les fautes du régime en guerre, les prévarications des Allemands, et conclut que le Duce doit remettre tous ses pouvoirs au roi, arbitre de la nation. Mussolini, livide, perdu dans les notes, réplique à peine. Après une interruption vers les 23 heures, Grandi, rejoint par Ciano, reprend sa motion. Elle est acceptée par 19 voix contre 7. « L'étoile s'est obscurcie », téléphone Mussolini à Claretta. Son épouse le morigène :

« Tu dois les faire arrêter. » Il n'en fait rien. Le 25, il démissionne, avant d'être arrêté par les carabinieri, puis emprisonné. S'ouvrent quarante-cinq jours, les plus byzantins de l'histoire nationale : nouveau gouvernement, armistice avec les Alliés (8 septembre), libération de Mussolini par les Allemands, déclaration de guerre à l'Allemagne... Derrière ce complot, je n'ai aucun doute tant les indices sont nombreux, il y a un homme, le petit roi Victor-Emmanuel III, qui depuis janvier 1943 a pris la décision de mettre fin au régime fasciste et de révoquer le chef de gouvernement, Mussolini. Ce choix tardif ne sauvera pas, du reste, sa couronne. Mais convaincu que tout était perdu, Mussolini avait

laissé faire avec une étonnante passivité. « Tout ce qui est arrivé devait arriver car si cela ne devait pas arriver, ce ne serait pas arrivé », noterait-il dans l'île où il serait, un temps, retenu prisonnier.

À LIRE



Le Mystère Mussolini
Maurizio Serra
Perrin
464 pages
25 €





© BALTEL/SIPA.

L'AXE DE L'EUROPE

Les projets échafaudés par Hitler et Mussolini pour réorganiser et dominer l'Europe allèrent jusqu'à une union géopolitique et économique du continent dont le principe serait, comme le montre Georges-Henri Soutou, paradoxalement repris après 1945 par les démocraties.

Tout le monde sait que les discussions menées dès 1946 entre le Français Robert Schuman, l'Allemand Konrad Adenauer et l'Italien Alcide De Gasperi, trois démocrates-chrétiens aspirant à une Europe unie dépassant les antagonismes nationaux, sont à l'origine de la Communauté européenne, fondée en 1951 et devenue l'Union européenne en 1992. Moins connue, en revanche, est la formation de l'idée européenne avant 1945. Encore moins connu est le fait que l'Italie fasciste et l'Allemagne nationale-socialiste, dont l'idéologie reposait sur un nationalisme exacerbé, eurent, chacune à leur manière, un projet européen. Tel est le sujet d'un livre passionnant, nourri par une documentation impressionnante et contenant mille aperçus iconoclastes, publié par l'historien Georges-Henri Soutou, professeur émérite à l'université Paris-Sorbonne, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, directeur de la Fondation Thiers et auteur d'une œuvre de référence sur les relations internationales à l'époque contemporaine.

L'éminent universitaire, dont l'étude est à la fois chronologique et thématique, commence par rappeler que, dès avant 1914, de nombreux experts réfléchissaient à la nécessité d'une collaboration économique à l'échelle de l'Europe, mais que l'idée européenne ne s'est vraiment imposée que dans les années 1920 chez les sociaux-démocrates et les libéraux afin de conjurer le traumatisme de 1914-1918. D'où la politique inaugurée par le traité de Locarno, en 1925, à l'initiative d'Aristide Briand en France et de Gustav Stresemann en Allemagne, deux ministres qui recevront conjointement le prix Nobel de la paix en 1926. D'où la notion de civilisation européenne que développeront des deux côtés du Rhin des intellectuels comme Paul Valéry et Oswald Spengler, pendant que, en France, Charles Maurras et l'Action française, violemment germanophobes, plaidaient pour une Europe latine.

Dans les années 1930, toutefois, le ton change. Stresemann est mort en 1929, et le plan de Briand suscite la méfiance car on le soupçonne, à l'étranger, de vouloir instaurer un leadership français en Europe. À partir de l'accession de Hitler au pouvoir, en 1933, et de l'impulsion donnée en 1934 par le Komintern, qui demande aux communistes occidentaux de s'allier aux socialistes afin de contrer le fascisme, l'antifascisme devient le principe directeur des partis de gauche en politique internationale, reléguant au second plan la thématique européenne.

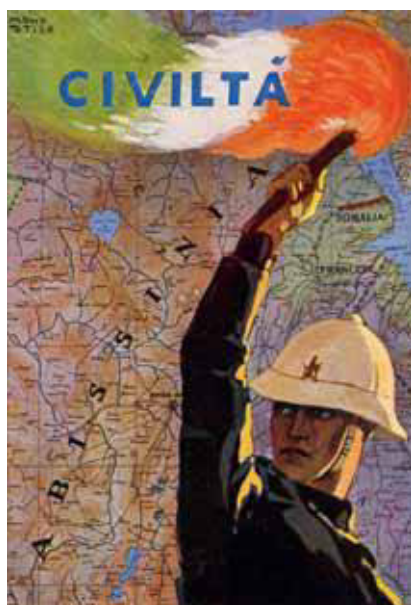
Toutefois, comme le montre Georges-Henri Soutou, ce qu'on appelle l'esprit des années 1930, soit la volonté de trouver une troisième voie entre capitalisme libéral et socialisme, se manifeste à travers des mouvements et des courants très divers, souvent opposés, mais qui n'ont pas toujours ignoré la réflexion sur l'Europe. L'historien, dans cet ouvrage, s'attarde ainsi sur un colloque qui s'est tenu en novembre 1932 à la Fondation Volta, à Rome, au cœur de l'Italie mussolinienne. Organisé par l'Académie royale des sciences sous le titre « Le Problème européen », ce colloque réunissait certes nombre de mouvements et de personnages qui allaient illustrer l'Europe de l'Axe à partir de 1939, mais l'écrivain Stefan Zweig, absent physiquement du colloque, y avait envoyé aussi une communication. Soutou qualifie le phénomène de « *synchrétisme idéologique antidémocratique prémonitoire* ».

Le fascisme comme le nazisme ont participé de l'esprit des années 1930, même s'ils s'en distinguaient radicalement, souligne l'auteur, « *par une volonté prométhéenne spécifique chez Mussolini et Hitler, de nature profondément totalitaire (...) : la volonté de créer un "homme nouveau", dégagé du passé, de la morale traditionnelle, des cadres de pensée et des clivages sociaux hérités du passé* ». Les deux régimes dictatoriaux étaient nés dans des conditions comparables : la prise du pouvoir, dans un pays d'unité récente meurtri par la Première Guerre mondiale, par un chef charismatique d'origine modeste, appuyé sur un parti fanatiquement dévoué à sa personne et destiné à devenir un parti unique. Autre point commun fondamental : ces régimes deviendraient, pendant la guerre, des systèmes de plus en plus totalitaires. Ils ont eu maintes convergences en politique extérieure, du rejet du traité de Versailles (dont l'Italie était signataire, mais estimait n'avoir pas obtenu ce qui lui avait été promis par les Alliés) à l'opposition à l'URSS et aux « *puissances ploutocratiques* ».

En dépit de cette proximité, le thème européen n'aura pas exercé, cependant, la même signification dans le discours fasciste ou dans la propagande nationale-socialiste. Georges-Henri Soutou situe en 1933 le moment où Mussolini s'en empare. « *Pour l'Italie fasciste,*

écrit l'historien, l'Europe évoquait en fait un ensemble euro-méditerranéen réunissant la politique impériale et la politique européenne du régime. Celui-ci visait à accomplir les anciens objectifs de l'Italie libérale vers les Balkans, vers l'Afrique, vers la Méditerranée. Mais en même temps, il y ajoutait deux grands axes : celui de la romanité, qui correspondait à la fois à la revendication d'un rôle déterminant en Méditerranée et de l'héritage d'une civilisation prestigieuse, et celui de la régénération d'une Europe malade grâce au fascisme. » Après avoir placé l'Albanie dans son orbite, et pris sous son contrôle la Somalie et la Libye, Mussolini s'attaqua à l'Éthiopie, en 1935. Or cette guerre victorieuse (pour Rome) allait marquer un tournant géopolitique majeur pour l'Europe, car les sanctions de la SDN, votées sous la pression de Londres, détournèrent l'Italie des démocraties occidentales et jetèrent le Duce dans les bras du Führer, condamnant l'Autriche, qui avait perdu son seul soutien international, à l'annexion par le Reich. Lors de la guerre d'Espagne, l'aide italienne au camp nationaliste, jointe à la participation allemande, puis l'adhésion de Rome au pacte anti-Komintern formé par l'Allemagne et le Japon, en 1936 et 1937, devaient compléter cette reconstitution.

Si le fascisme italien était l'héritier du nationalisme jacobin du Risorgimento, le national-socialisme puisait à d'autres sources : le pangermanisme, l'antilibéralisme, le darwinisme social, le racisme antisémite. Soutou remarque que le thème européen ne figure pas dans *Mein Kampf*, et qu'au fond ce thème n'a jamais vraiment intéressé Hitler en personne : son objectif, jusqu'en 1940, était de « rassembler tous les Allemands au sein du Reich (Autriche et Sudètes), de liquider la Tchécoslovaquie et la Pologne pour pouvoir progresser vers l'Ukraine (Lebensraum) puis de liquider le "judéo-bolchevisme" ». Certains hiérarques nazis comme Göring, en revanche, ou des responsables économiques du Reich étaient sensibles à la question européenne. En Allemagne, les élites traditionnelles étaient gagnées depuis longtemps à l'idée de Mitteleuropa, et cette vision d'une Europe centrale sous influence allemande alliée à l'Italie créait un point de passage avec le régime.



MAIN DANS LA MAIN
Ci-contre : carte postale de 1935 illustrant la campagne de l'Italie fasciste pour s'emparer de l'Éthiopie. En haut : *Que sera la récolte ? Hitler et Mussolini en semeurs d'armement*, illustration de Paul Ordner pour *Le Rire* du 28 avril 1939.



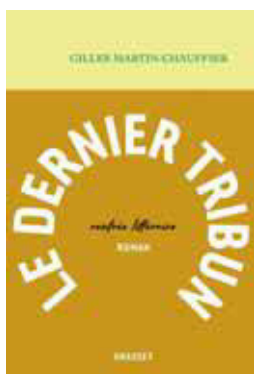
L'ouvrage de Georges-Henri Soutou se clôt par un chapitre assez dérangeant pour les idées reçues : l'auteur s'y interroge sur « la rémanence de l'Europe de l'Axe ». Le 10 août 1944, des représentants de grandes sociétés et de l'administration du Reich se réunissaient en secret, à Strasbourg, afin de réfléchir à la meilleure manière, pour l'industrie allemande, de rebondir après la défaite. Les responsables présents étaient invités à renouer discrètement avec leurs partenaires étrangers d'avant-guerre en vue de reprendre les exportations et de s'assurer de prêts financiers dès la fin des combats. Selon Soutou, chez les industriels de la Ruhr qui s'étaient bien comportés avec leurs collègues français, luxembourgeois, belges ou néerlandais pendant l'Occupation, on retrouve des parcours individuels qui seront à l'origine de la construction européenne. En opposition à l'Europe de l'Axe, des Allemands antinazis participèrent de leur côté à l'élaboration du Manifeste fédéraliste européen proclamé à Genève le 7 juillet 1944, texte qui était l'œuvre de représentants de mouvements de résistance de différents pays occupés par la Wehrmacht.

En historien, Georges-Henri Soutou parvient donc à ce constat déroutant : soit comme repoussoir, soit comme cadre politique dans lequel des hommes ont appris à penser au-delà des frontières nationales, l'Europe de l'Axe a exercé une influence durable sur la genèse de l'Europe actuelle.

À LIRE



Europa ! Les projets européens de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste
Georges-Henri Soutou
Tallandier
544 pages
24,90 €



Au nom de la République

Gilles Martin-Chauffier raconte dans un roman haut en couleur l'agonie de la République romaine.

Le poisson pourrit par la tête : si la République romaine a mis cent ans à disparaître, si elle a agonisé, dans les spasmes, les violences de rue, les proscriptions, les sanglantes guerres civiles avant de s'abandonner, épuisée, à une monarchie militaire, elle ne l'a pas dû aux vices d'institutions qui avaient fait l'admiration de Polybe, parce qu'elles associaient monarchie, aristocratie et démocratie en un régime mixte qui aurait dû être facteur d'équilibre, et qui avait, de fait, permis à une cité obscure de fédérer le Latium et l'Italie, avant de se lancer à la conquête de la Méditerranée tout entière, d'y fonder un empire plus étendu et plus solide que ne l'avaient été, avant lui, ceux de l'Égypte, de Babylone et de la Perse. Elle l'a dû à la corruption de ses élites : cette aristocratie dont l'âpreté au gain, l'habileté manœuvrière, le courage physique, l'opiniâtreté dans les revers avaient été à l'origine de ses victoires, mais qui n'offrait plus guère, sa mission accomplie, que le spectacle d'une volée de rapaces désireux de mettre tour à tour les provinces conquises au pillage, d'accumuler les prébendes, les terres et les richesses sans laisser à ceux dont ils prétendaient être l'âme, incarner les vertus, plus que les miettes susceptibles de satisfaire les parties basses de l'âme, distributions de vivres et jeux sanglants par quoi un peuple conquérant avait été transformé en une masse informe de prolétaires vivant aux crochets de l'Etat.

Observateur affûté de la décomposition de la société contemporaine, à laquelle, rédacteur en chef de *Match*, il a consacré une série de romans incisifs, désabusés et drolatiques, Gilles Martin-Chauffier a trouvé dans le souvenir de ses versions latines de quoi s'essayer avec bonheur au roman historique. Mais son sujet est resté le même.

Le Dernier Tribun raconte l'histoire de l'une des plus énigmatiques des figures de ce temps des troubles : Publius Clodius Pulcher, ce jeune et brillant aristocrate passé à la plèbe (au point de changer l'orthographe d'un nom qui le rattachait à la prestigieuse *gens* Claudia, celle-là même du créateur de la Via Appia) qui, s'appuyant sur des bandes armées à sa solde, avait tenté de s'imposer dans un théâtre politique alors dominé par l'affrontement des triumvirs (Pompée, César, Crassus), et de faire triompher, contre ses propres pairs, la révolution sociale qu'avaient en vain tenté de lancer avant lui les Gracques, et qui avait peut-être été le dernier mot de la conjuration de Catilina.

De sa vie, de ses entreprises, l'histoire n'a retenu que le point de vue de celui qui fut son plus farouche adversaire, Cicéron : il lui a donné pour la postérité le profil d'un grand seigneur dévoyé, amoraliste prêt à tous les crimes et à toutes les violences pour renverser l'Etat. En confiant son récit à un philosophe grec imaginaire (il lui arrive de parler comme Montaigne !), venu d'Athènes pour

soutenir de sa plume les entreprises du tribun de la plèbe, Gilles Martin-Chauffier nous fait entendre un autre son de cloche. Il donne la parole à la défense pour soutenir un autre point de vue que celui des possédants. C'est peu dire que les figures de nos livres d'histoire n'en sortent pas intactes. Pompée est un « *Zeus suranné* » qui « *récite ses exploits comme ses tables de multiplication* », Caton un barbon sénile qui se débarrasse de ses esclaves malades pour s'éviter de nourrir des bouches inutiles, Cicéron un increvable créateur de poncifs, doublé d'un arriviste sans scrupule, prompt à défendre les forts contre les faibles et habile à se constituer une immense fortune : un chat craintif qui, écrit-il, « *voit un tigre quand il se regarde dans un miroir* » et « *croit entendre gronder le Vésuve* » quand on allume une bougie sur son passage.

Rome elle-même n'a guère, sous sa plume, la dignité souveraine, la *gravitas* dont l'ont dorée, pour nous, les livres de Tite-Live ou de Plutarque. La beauté de ses arcs de triomphe et de ses monuments de marbre polychrome s'y élève au-dessus d'un cloaque où cohabitent le luxe et la misère, la coquetterie et la vanité, la licence, la paresse et la corruption, la courtisanerie et l'adultère dans une odeur de suif, de vin, d'huile et de grillades. Son roman nous entraîne dans les auberges mal famées, les thermes louches de Subure, aussi bien que dans les jardins en espaliers où se jouent les fêtes galantes de l'aristocratie, entre buissons de myrtes et alignements de buis, comme sur les rivages enchantés de Baïes, où l'on donne des régates, des fêtes somptueuses à la lueur des flambeaux. On y croise Crassus, le ploutocrate, et Catulle, le poète. La lie de la société y traîne dans les tavernes tandis que ses élites n'y paraissent occupées que par leurs médisances, animées par la cupidité et la luxure. La vie politique s'y joue dans les procès en concussion que suscitent, les uns contre les autres, les membres des factions rivales, dans les bagarres de rue par quoi on fait taire ses adversaires à coups de massue.

Mais le sujet de ce roman haut en couleur est peut-être ailleurs. Tributaires des sources littéraires, celles qui donnent toujours, plus ou moins, le point de vue de l'aristocratie sénatoriale, nous avons longtemps partagé, sans toujours en avoir conscience, ses préjugés. Gilles Martin-Chauffier nous donne à voir sans filtre ce que les belles âmes du temps appelaient république, morale et liberté : la défense des privilèges qui leur réservaient les magistratures, les honneurs, les triomphes, les butins de guerre. Le constat dépasse le seul cadre de l'histoire qu'il fait revivre sous nos yeux. Il nourrit une réflexion féconde sur ce que nous désignons nous-mêmes sous ces noms.

Le Dernier Tribun, de Gilles Martin-Chauffier, Grasset, 336 pages, 20,90 €.

Par Jean-Louis Voisin, Yves Chiron, Frédéric Valloire,
François-Joseph Ambroselli, Michel De Jaeghere, Dorothee Jouannic,
Eric Mension-Rigau, Isabelle Schmitz, Jean-Paul Bled,
Marie Peltier, Philippe Maxence, Henri-Christian Giraud et Geoffroy Caillet



L'Invention de la Grèce. Patrice Brun

Quel essai ! Stimulant, impertinent voire insolent, joyeux. Et un auteur, professeur émérite d'histoire grecque à l'université de Bordeaux avec qui, très vite, on désire poursuivre le dialogue. Son but ? « *En finir avec une certaine histoire qui invente une Grèce antique (...) pour mieux orienter un présent selon ses propres pensées, ses propres fantasmes.* » Il s'appuie sur une connaissance approfondie du monde grec antique, en confronte la réalité avec ce qu'en imaginent différentes générations d'historiens.

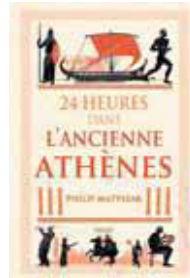
Ses exemples ? L'ordre du monde, l'érotisme, la douceur et la violence, Sparte et Athènes, dont l'Allemagne et la France se veulent les héritières après 1870. Surtout, il s'attarde sur l'utilisation de la démocratie athénienne (une exception dans la Grèce antique) que l'on identifie trop vite à notre pratique moderne en oubliant qu'il s'agissait d'une démocratie de l'exclusion, tiraillée entre liberté et contrôle... Reste un mystère : pourquoi la Grèce fascine-t-elle depuis des siècles ? **J-LV**

Odile Jacob, 288 pages, 23,90 €.

24 heures dans l'ancienne Athènes. Philip Matyszak

Athènes, printemps de l'année 416 av. J.-C. Une accalmie pendant la guerre du Péloponnèse (431-404 av. J.-C.). A la septième heure de la nuit (minuit-une heure), l'ancien athlète Pantarkès, de garde au Parthénon, s'interroge. Qu'est devenu Phidias, le sculpteur de la statue monumentale de la déesse Athéna qu'abrite le temple ? Ainsi commence une remuante journée. Au fil des heures, le lecteur croise deux esclaves d'Aristophane, un médecin, rencontre un mineur, un conseiller de la *Boulè*, côtoie marins, soldats, messagers. Il tombe aussi sur Sophocle, Alcibiade, Socrate et sa redoutable épouse Xanthippe. Pour chaque heure, un chapitre ; pour chaque chapitre, un personnage principal inséré dans ses activités qu'illustrent documents et encadrés. Le procédé est un rien artificiel ? Assurément. Mais Athènes tout entière est là. Ne boudons pas notre plaisir. C'est enlevé, point faux et vivant. **J-LV**

Payot, 320 pages, 21 €.



Epicure aux Enfers. Hérésie, athéisme et hédonisme au Moyen Age



Aurélien Robert

Dante, dans sa *Divine Comédie*, à l'aube du XIV^e siècle, a placé Epicure et ses disciples dans le sixième cercle de l'Enfer, à cause de leur athéisme (« *eux qui font mourir les âmes avec le corps* ») et de leur immoralité. C'est à la Renaissance, à travers la redécouverte de l'œuvre de Lucrèce, que la pensée hédoniste, tournée vers le plaisir, aurait retrouvé droit de cité. Aurélien Robert, spécialiste d'histoire de la philosophie du Moyen Age et de la Renaissance, révèle cependant qu'il y eut, dès le XII^e siècle, des tentatives de réhabilitation d'Epicure

et qu'Albert le Grand, le maître de saint Thomas d'Aquin, reprit au XIII^e siècle certains éléments de l'éthique épicurienne, notamment sur les plaisirs non nécessaires et sur la vie heureuse culminant dans l'ataraxie (un bonheur purement intellectuel). **YC**

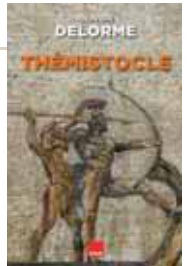
Fayard, 368 pages, 24 €.

ROMANS

Thémistocle. Olivier Delorme

Il faut être audacieux pour placer un roman « antique » sous les auspices de Marguerite Yourcenar. L'auteur, amoureux de la Grèce où il vit, relève le défi par l'intermédiaire de Stisiléos, personnage réel, originaire de Céos, athlète et amant de Thémistocle (vers 525-vers 460 av. J.-C.). Nourri des textes anciens, Olivier Delorme brosse un portrait attachant du bâtisseur de la flotte athénienne et du héros de Salamine, où il commanda la flotte de sa cité. Pourtant, celui qui refusait la soumission aux Perses subit l'ostracisme de ses concitoyens, se réfugia auprès du Grand Roi et se tua à Magnésie du Méandre pour des raisons peu claires. Louant la fermeté et l'intransigeance de Thémistocle face à ses adversaires extérieurs ou intérieurs (les aristocrates), Olivier Delorme s'éloigne de Plutarque qui en soulignait la vanité et la recherche de la gloire. **FV**

Editions H&O, 480 pages, 23 €.



La Prophétie des aigles

Eric Teyssier

En 96, à Nemausus, le chantier de l'amphithéâtre avance à grand pas. Il a été financé sur les deniers propres du riche Solutus. Son objectif ? Satisfaire le peuple pour être élu flamine – grand prêtre du culte impérial – de la cité. Au fil des pages, se déploie une intrigue palpitante où se mêlent combats de gladiateurs, manœuvres politiques, étreintes sensuelles, invasions barbares... Nous sommes loin du pastiche indigeste : Eric Teyssier est un historien spécialiste de la gladiature antique. Avec talent, il fait renaître sous nos yeux le forum de Nîmes, la Maison carrée et les arènes, décrit avec finesse les rouages judiciaires et politiques de l'empire, ainsi que le culte des dieux et l'impitoyable roue de la déesse Fortuna qui écrase les hommes ou les mène au sommet. **F-JA**

Alcide éditions, 608 pages, 23 €.

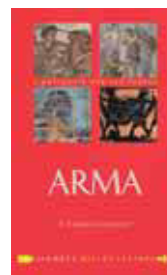


L'ÉGLISE À LA MAISON

MARIE-FRANÇOISE BASLEZ

L'Eglise primitive ne fut pas celle des catacombes : bien plutôt celle des maisonnées. De la prohibition du christianisme, sous le principat de Néron, aux persécutions du III^e siècle, celui-ci vécut dans la situation paradoxale d'une religion interdite sans être continûment réprimée. Elle fut bien plus victime des délations, de la malveillance, voire des émotions populaires contre ceux qui avaient déserté les foyers du culte de leurs ancêtres et les dieux de la religion traditionnelle, que de la répression méthodique des autorités. Elle se développa dès lors en profitant de la liberté dont jouissaient les cultes privés : au sein des maisons particulières qui réunissaient des familles élargies, voire des embryons de communautés soudées par une nouvelle acception de la fraternité. Si les chrétiens enterraient leurs morts dans des catacombes, s'ils y pratiquaient, comme leurs contemporains, des banquets funéraires, elles n'étaient ni des lieux de culte (on n'y célébra jamais la messe avant la proclamation de la liberté religieuse au IV^e siècle) ni des cachettes destinées à abriter leur clandestinité. Professeur émérite d'histoire des religions de l'Antiquité à l'université Paris-Sorbonne, biographe de saint Paul, Marie-Françoise Baslez est sans pitié pour les illusions romantiques et la légende dorée : en mettant en scène des chrétiens qui ne furent, durant trois siècles, et hors les années de persécutions violentes, « *ni cachés ni confinés* », mais en butte aux calomnies, et, sporadiquement, aux pogroms, et surtout confrontés à la nécessité de rester unis sans qu'ait encore émergé une autorité capable de trancher entre leurs divergences théologiques, d'inventer une manière de bâtir l'Eglise dont les récits évangéliques ne leur avaient guère précisé les contours, d'incarner la foi chrétienne dans une société marquée par la pratique de l'esclavage et la survalorisation des engagements publics sur les vertus privées, elle raconte une histoire très éloignée de nos idées reçues. Mais qui est d'autant plus passionnante qu'elle est vraie. Ni refuge contre un monde hostile, ni lieu de réclusion pour les femmes, ni bastion contre le monde séculier, la maison fut, dit-elle, pour l'Eglise, le lieu de la rencontre, de l'ouverture à la diversité et de la mise en réseau des circuits familiaux. Elle fut par là le lieu privilégié de la première évangélisation. *MDeJ*

Salvator, 204 pages, 20 €.



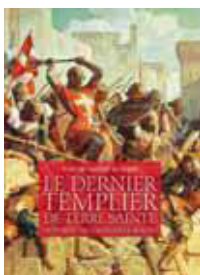
Arma. L'Antiquité en guerre Textes réunis par Estelle Debouy et Isabelle Warin

La formule de cette collection accessible à tous est bien rodée : choix de textes grecs et latins traduits, présentés, regroupés par thèmes, cartes, lexiques, chronologies. Plus une introduction par une personnalité aux préoccupations éloignées de l'Antiquité (ici, Bruno Cabanes, un spécialiste de la Première Guerre mondiale) qui éclaire différemment les mondes anciens. Avec ce dernier titre, l'essentiel de la guerre antique est évoqué en 150 petits textes : la sélection des combattants, leur entraînement, les femmes et la guerre, les rites de guerre, les camps, la recherche et la production des armes, les ruses et les stratagèmes, les horreurs du combat, la guerre civile. Avec toujours un but : la paix finale, gage de prospérité, même si aucun texte classique ne donne l'adage bien connu « *Si tu veux la paix, prépare la guerre* ». *J-LV*
Les Belles Lettres, « Signets », 288 pages, 15 €.

Licornes. Celles qui existent et celles qui n'existent pas. Jocelyn Benoist et Véronique Decaix (dir.)

Les licornes nous sont aujourd'hui devenues familières : on les rencontre dans nos textos, sur les tasses de café et les tee-shirts pailletés. Et pourtant, savez-vous à quoi fait référence cette fameuse licorne ? Vous apprendrez, grâce à la lecture de ce brillant ouvrage dirigé par Jocelyn Benoist et Véronique Decaix, que la licorne a interrogé les philosophes et les artistes, depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours, notamment sur la question de l'existence de l'inexistant, et des attentes associées à cet inexistant. De Kant à Leibniz, en passant par Duns Scot et Markus Gabriel, de la tapisserie de *La Dame à la licorne* jusqu'à la pop culture contemporaine, c'est à un voyage philosophique, artistique et littéraire autour de cet animal mythique que nous sommes invités. *DJ*
Vendémiaire, 396 pages, 24 €.





Le Dernier Templier de Terre sainte. Vie et mort de Guillaume de Beaujeu. Louis de Vasselot de Régéné

Jacques de Molay brûlé vif sous le regard glacial de Philippe le Bel : c'est souvent l'unique souvenir que nous gardons de l'ordre du Temple, fascinés par l'image d'un Moyen Âge obscur et lumineux à la fois. Et pourtant, d'autres figures méritent notre intérêt, comme celle de Guillaume de Beaujeu, grand maître de l'Ordre lors de la prise d'Acre en 1291. Issu d'une lignée illustre affiliée aux Capétiens, il renonce au pouvoir en France pour se consacrer à sa vocation : la défense de la Terre sainte. Son habileté politique, sa mort héroïque face aux Mamelouks et le désarroi qu'elle suscite dans les rangs chrétiens, précipitant la fin de l'Orient latin, en disent long sur la qualité d'un personnage qui, grâce à l'auteur, nous donne enfin à voir une autre facette de l'ordre du Temple. **DJ Vendémiaire, 228 pages, 21 €.**



Louis XIV, le fantôme et le maréchal-ferrant. Lucien Bély

A titre mystérieux, histoire extraordinaire. A la fin de 1696, un maréchal-ferrant de Salon-de-Provence, François Michel, âgé

d'une trentaine d'années, entend une voix, et voit, peut-être, un fantôme. Avec des instructions claires : porter un message à Louis XIV. L'intendant de la province lui donne une escorte qui le conduit à Versailles. L'artisan a une entrevue avec le roi qui lui exprime publiquement son estime. Aucun des deux ne révélera le secret de leur entretien. L'affaire fit du bruit. Saint-Simon lui consacra plusieurs pages. Lucien Bély reprend le dossier, analyse en détail l'événement, l'intègre à la psychologie du roi et à la figure royale dans les prophéties, se penche sur le merveilleux dans le peuple et à la Cour, et conclut à l'existence d'une spiritualité secrète, aux racines archaïques, qui unit le peuple et son roi. Passionnant et magistral. **FV PUF, 684 pages, 27 €.**



Napoléon et les bibliothèques. Livres et pouvoir sous le Premier Empire Charles-Eloi Vial

Antoine-Alexandre Barbier, bibliothécaire de Napoléon en 1807, estimait que l'Empereur possédait 68 700 volumes en 1814. Où il résidait, l'Empereur aménageait des lieux dédiés à la lecture et au travail. Prestige ? Divertissement ? Il y a plus : l'Empereur aime les livres, comme aucun autre souverain de France depuis Charles V. Car ils l'informent, alimentent sa réflexion, modèlent son pouvoir, nourrissent ses rêves. Littérature et histoire servent sa propagande et lui sont de véritables auxiliaires. Au point que l'historien conclut : « Napoléon était fait pour vivre au milieu des livres, autant – sinon plus – que pour arpenter les champs de bataille. » N'avait-il pas été nommé bibliothécaire des Amis de la Constitution de Valence en 1791 ? Corporatisme de l'auteur, archiviste-paléographe et conservateur à notre Bibliothèque nationale ? Non pas, mais examen sérieux, amusé et inattendu de ce grand ancêtre qui vivait et gouvernait au milieu des livres... **FV CNRS éditions/Perrin, 368 pages, 25 €.**

Révolution impériale. L'Europe des Bonaparte, 1789-1815 Vincent Haegele

Conservateur de la bibliothèque de Versailles et fin connaisseur de l'Empire (il a publié la correspondance de Joseph avec son frère Napoléon), Vincent Haegele propose un vaste panorama de l'influence française en Europe durant les années révolutionnaires. Le titre, *Révolution impériale*, pose clairement la question du rôle de Napoléon et de sa famille dans la transmission des valeurs portées par la Révolution dans les pays voisins. L'ouvrage est dense. Il suit un plan chronologique, parcourt l'ensemble du grand Empire, heureusement à l'aide de cartes. Il foisonne d'idées, de faits et de portraits. Il montre que l'Empereur, inventeur de méthodes nouvelles (il entretient par exemple avec ses soldats une relation directe et permanente), a échoué à proposer une synthèse entre valeurs révolutionnaires et traditionnelles, en raison de l'inertie des peuples, attachés à l'ordre ancien et peu enclins à accepter sa conception de l'Etat. **EM-R Passés Composés, 596 pages, 26 €.**



THÉÂTRE

L'Empereur et les Brigands. Le théâtre de l'histoire Guillaume Bernard et Corentin Stemler

Dans ce livret savoureux écrit comme une pièce de théâtre, Napoléon dialogue avec un individu qui se présente comme sa conscience ou, au choix, le jugement de l'Histoire. Tous les sujets y passent : la Révolution, l'Europe, la religion, les femmes et, surtout, les guerres de Vendée. Et c'est le temps des confidences : pour l'Empereur, les Vendéens étaient un « peuple de géants » ; des hommes prompts à l'emportement, peu réfléchis, mais braves. Il lui fallait les rallier ou les dominer. Sa Majesté s'explique aussi sur l'assassinat du duc d'Enghien (« un pacte de sang avec les républicains »), sur le bien-fondé de ses innombrables conquêtes, ou encore sur la manie qu'il avait de redistribuer les trônes aux membres de sa famille (« je fus déçu du résultat »). L'on est surtout étonné de la patience de l'Aigle envers cet interlocuteur impertinent qui, dans la réalité, aurait été congédié dès la troisième page. **F-JA**

Nouvelles Editions Latines, 112 pages, 10 €.



La Contessa. « Moi, c'est moi. » Virginia Verasis, comtesse de Castiglione **Benedetta Craveri**
La légende de la comtesse de Castiglione a consacré l'image d'une ravissante italienne, obnubilée par sa beauté, qui, après avoir conquis le Tout-Paris du Second Empire et être devenue la maîtresse de Napoléon III, finit sa vie recluse volontaire dans une demeure sans miroirs, horrifiée par les ravages de la vieillesse. Se fondant sur des sources inédites, dont deux mille lettres écrites au prince Joseph Poniatowski, son unique confident, Benedetta Craveri éclaire sous un jour nouveau cette femme dotée d'une beauté qui a certes constitué pour ses parents une « affaire sérieuse » dès son adolescence, et qui l'a incitée à rechercher la célébrité, mais qui ne résume pas une personnalité complexe, indépendante et théâtrale. Une biographie enjouée qui entre dans l'intimité de la « Contessa » avec en toile de fond l'unité italienne. Un vrai roman. **EM-R**
Flammarion, 512 pages, 26 €.
A paraître le 20 octobre.

ROMANS

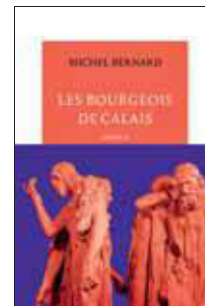
La Nuit des aventuriers. Nicolas Chaudun

Nicolas Chaudun s'est glissé dans les coulisses méconnues d'une conspiration fameuse : celle ourdie nuitamment par Louis-Napoléon, président de la fragile République née en 1848, pour s'emparer du pouvoir le 2 décembre 1851. Excellent connaisseur de la période, l'auteur s'y est frotté à un monde interlope d'ambitieux sans moyens, de militaires de seconde zone, d'hommes sortis de nulle part, de presque clandestins, dont il cisèle la psychologie et les conversations d'une plume vibrante, comme s'il les avait connus en chair et en os. Des hommes encore jeunes, qui n'appartiennent à aucun parti, qui se revendiquent de la gauche, mais seulement sur le papier, et doivent composer avec une épidémie (le choléra de 1849)... N'en jetez plus ! L'analogie assumée qui crève les pages fait de ce grand roman historique un excellent livre politique. **GC**
Plon, 240 pages, 18 €.



Les Bourgeois de Calais. Michel Bernard

Si l'on se souvient aujourd'hui des six bourgeois qui, en août 1347, sortirent de Calais pieds nus, la corde au cou, comme le roi d'Angleterre l'avait exigé, pour lui remettre les clés de leur ville, c'est tout autant pour leur héroïcité, rapportée par Jean Froissart, que pour la sculpture puissante qu'elle inspira à Rodin. Partant de la commande d'une unique statue du plus célèbre d'entre eux, Eustache de Saint-Pierre, Rodin allait livrer le groupe sculpté des six hommes allant à la mort. Avec la sensibilité qui fait de chacun de ses récits une méditation sur l'art, la vie, l'histoire, l'influence de la volonté humaine sur le cours des choses, Michel Bernard raconte l'aventure du sculpteur demiurge et du maire de Calais, Omer Dewavrin, grâce à la détermination duquel cet inoubliable hommage aux six courageux vit le jour. **IS**



La Table Ronde, 192 pages, 20 €.



Ferdinand Ier de Bulgarie. Un tsar dans la tourmente des Balkans. Charlotte Nicollet

Comme toute bonne biographie, le livre de Charlotte Nicollet consacré au roi Ferdinand Ier de Bulgarie associe destin individuel et destin collectif. Par sa mère, Clémentine d'Orléans, fille de Louis-Philippe, Ferdinand a des attaches françaises. Clémentine lui apporte d'ailleurs une aide précieuse pour monter sur le trône en 1887 et l'assiste durant les vingt premières années du règne. Écrit d'un style alerte, le livre plonge au cœur de la question d'Orient, affaires des diplomates européens de la guerre de Crimée à la Première Guerre mondiale. Il en suit les grandes étapes : la proclamation de l'indépendance bulgare à la faveur de la crise bosniaque de 1908, les guerres balkaniques de 1912 et 1913, la première victorieuse, la seconde une catastrophe, la Première Guerre mondiale au côté des puissances centrales, commencée en 1915 par une victoire sur la Serbie, mais terminée par un désastre, après l'offensive de l'armée d'Orient en septembre 1918 qui conduit la Bulgarie à la capitulation et Ferdinand à l'abdication. **J-PB**
CNRS éditions, 352 pages, 25 €.

Amelia. Le fascinant destin de la plus grande aviatrice du monde. Bernard Marck

Pionnière de l'aviation dans l'entre-deux-guerres, la vie d'Amelia Earhart revêt tous les aspects de la saga : enfance difficile, fascination obstinée pour les airs, charisme, force de caractère, mort tragique pendant sa tentative de tour du monde. Pour parachever le mythe : ni cadavre, ni tombe, ni débris d'avion... Prix Guynemer 2011, cette réédition rejoint légitimement la collection « Aventure » des éditions Points : Amelia nous raconte aussi l'extraordinaire participation des femmes aux progrès de l'aviation et la poudrière de l'avant-guerre, quand l'affrontement américano-japonais pour le contrôle des cailloux du Pacifique conduit à Pearl Harbor. Bernard Marck donne par là au récit d'aventure ses lettres de légende. **MP**
Points, « Points Aventure », 896 pages, 9,90 €.





Les Hommes d'Hitler. Jean-Paul Bled

Qui étaient ces hommes qui formèrent l'entourage d'Hitler, garde rapprochée, collaborateurs du premier cercle, officiers de haut rang, diplomates ou artistes ?

A cette question, Jean-Paul Bled apporte une réponse détaillée, non seulement en s'attardant sur une vingtaine de destins, classés chacun dans l'une des six catégories proposées, mais en scrutant leur rapport au maître de l'Allemagne. Il dresse ainsi beaucoup plus que des portraits. Il dévoile tout un système entièrement fondé sur la seule volonté du « soleil Hitler », une polycratie jouant des rivalités entre subordonnés et faisant du III^e Reich « une arène où s'affrontent les ambitions et les appétits des hommes d'Hitler ». Bref, un « totalitarisme anarchique » à découvrir. **PM Perrin, « Tempus », 512 pages, 10 €.**

Atlas de la Shoah. La mise à mort des Juifs d'Europe, 1939-1945

Georges Bensoussan

Cartographier la destruction des Juifs d'Europe : une gageure. Historien de la Shoah, Georges Bensoussan bouscule quelques certitudes. Selon lui, la modernité politique née de l'Europe des Lumières a émancipé les Juifs mais elle les a en même temps fragilisés : devenus des individus esseulés, ils sont désarmés collectivement. Cartes et tableaux concernent d'abord le passage de l'émancipation aux premières mesures d'exclusion dans le III^e Reich à partir d'avril 1933. Sans qu'il y ait encore de plan préétabli. Suivent l'enfermement, le meurtre de masse et le génocide. Pas de pathos, des faits, des cartes, des croquis, des plans, des organigrammes, des chronologies serrées. Ils permettent de visualiser la création des ghettos, l'apparition des Einsatzgruppen, les différents types de camps, les convois, les rafles, la politique du secret, ce que savaient les Alliés.

Le bilan est effrayant : entre 5,8 et 6,2 millions de victimes. **FV**

Autrement, 96 pages, 24 €.



Karl Dönitz. Successeur d'Hitler durant 23 jours. Philippe Valode

Le 30 avril 1945, le grand amiral Karl Dönitz (1891-1980) succède à Hitler qui vient de se suicider. Jusqu'au 23 mai suivant, il va tenter d'assurer le gouvernement d'un Reich à la déroute, pris en étau entre les Soviétiques et les armées anglo-américaines. Dans un livre haletant, Philippe Valode retrace au quotidien les journées pendant lesquelles Dönitz dirigea une Allemagne nazie réduite à la portion congrue, préparant la capitulation et sauvant par l'opération « Hannibal » 1,5 million de ses compatriotes coincés à l'Est. Condamné à Nuremberg, emprisonné pendant dix ans, Dönitz reste pour l'auteur un mystificateur tant sur sa carrière de marin, ses choix stratégiques que sur son adhésion au nazisme, auquel il resta fidèle tout au long de son court règne. **PM Editions du Rocher, 427 pages, 21,90 €.**

La Première Armée française. Claire Miot

Commandée par le prestigieux général de Lattre de Tassigny, c'est l'armée qui a débarqué en Provence le 15 août 1944, mais dont les exploits ont été relégués dans un coin de la mémoire collective par le projecteur mis sur la petite 2^e DB qui a connu la gloire de libérer Paris. Elle vient de loin, cette Première Armée française. Issue de l'Armée d'armistice remobilisée par Weygand sur la terre d'Afrique, refaite en grand par Giraud qui l'a remise dans la guerre après lui avoir obtenu à Anfa un réarmement à l'américaine et renforcée par les FFL en juillet 1943, cette armée est à l'image de son chef : l'exemple même de la fusion des résistances intérieure et extérieure et de leurs liens avec Vichy. Nombre de ses unités se sont illustrées dans l'éprouvante bataille de Tunisie, dans la foudroyante libération de la Corse et la dure campagne d'Italie avant d'entreprendre la remontée du Rhône, de libérer l'Alsace puis de passer le Rhin et de poursuivre leur course en Allemagne pour permettre à de Lattre d'être présent à la signature de la capitulation sans condition de l'Allemagne nazie le 8 mai 1945. Hissant la France au rang des puissances victorieuses, c'est l'armée qui a servi de socle aux discours de De Gaulle. Claire Miot s'était donné pour projet de « *départir la résistance non de sa grandeur, mais de sa majuscule, afin de donner à voir l'extraordinaire diversité des parcours derrière l'idée et le principe* ». Mission accomplie. **H-CG Perrin, 448 pages, 26 €.**



Paul Chack. Itinéraire d'un malentendu

Jean-Baptiste Bruneau

Avec Robert Brasillach et Georges Suarez, Paul Chack fait partie du trio des écrivains les plus célèbres fusillés en 1945 pour faits de collaboration. Son œuvre pléthorique – dont le fameux *On se bat sur mer* –, consacrée presque tout entière à la grandeur de la marine française et à son action lors de la Grande Guerre, a fait de cet auteur à succès l'une des personnalités incontournables de la République des Lettres de l'entre-deux-guerres. Comment et pourquoi cet officier, commandant du Service historique de la marine et membre de l'Académie de marine, verse-t-il pas à pas dans une militance politique radicale au point de prendre sa carte du Parti populaire français (PPF) puis la présidence du Comité d'action antibolchevique et du Cercle aryen ? C'est ce que Jean-Baptiste Bruneau, maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université Bretagne-Sud, s'emploie à décrypter dans une enquête particulièrement fouillée qui laisse deviner chez Chack, derrière l'affichage d'une passion anticommuniste très réelle, l'angoisse existentielle d'un déclin progressif de notoriété. **H-CG**

Les Indes Savantes, 380 pages, 32 €.



Algérie 1914-1962. De la Grande Guerre à l'indépendance. Jacques Frémeaux

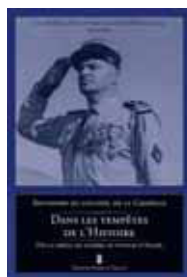
L'auteur s'est donné pour ambition au début de son histoire en deux tomes de l'Algérie coloniale de refuser toute déploration des « occasions perdues » si cette vision consiste à imaginer la possibilité d'une « Algérie française », mais également d'éviter de faire des Français en Algérie des boucs émissaires. Dans ce deuxième tome, qui couvre la période 1914-1962, évidemment le plus attendu, il s'est maintenu sur cette ligne de crête. Et en ces temps de jugements à l'empporte-pièce, ce n'est pas un mince exploit, que le lecteur appréciera on l'espère à sa juste mesure. Reste que l'on peut parfois regretter que ce survol historique impeccable ne s'autorise pas quelques piqués sur des points sensibles concernant le traitement gaulliste de l'affaire algérienne, qui font encore l'objet de récits fort convenus et dont on pressent, à le lire entre les lignes, qu'ils n'ont pas encore livré tous leurs secrets. **H-CG** Editions du Rocher, 312 pages, 20,90 €.

Non, la France ce n'est pas seulement la République

Jean-François Chemain

Historien et ancien professeur dans la banlieue lyonnaise, Jean-François Chemain écrit pour témoigner de son expérience et proposer des solutions, fort d'un optimisme proche de l'Espérance. Le titre est explicite : depuis les Lumières, les « valeurs » de la République laïque ne sont que le Décalogue vainement débarrassé de toute transcendance, et déguisées avec les haillons de la raison athée. Or, l'identité a horreur du vide. Là où le néant est promu comme seul horizon commun, c'est toujours la religion qui attache les hommes entre eux. Avec modestie et pragmatisme, l'auteur préconise de sortir de l'amnésie collective pour rendre aux mots leur sens, et, *in fine*, aimer et faire aimer la France en vérité. **MP**

Artège, 144 pages, 14,90 €.



Dans les tempêtes de l'Histoire. Souvenirs du colonel de La Chapelle Présentés par le général Alexandre Lalanne-Berdouticq

A la tête du légendaire 1^{er} REC, Gilbert de La Chapelle fut l'un de ces officiers de Légion qui faisait briller l'armée française tant sur le champ de bataille que dans les cœurs des adolescents à la fibre patriote. Ce carnet de route – et quelles routes que celles qui nous mènent de la drôle de guerre au putsch d'Alger ! – est celui d'un soldat qui se tient au ras du combat sans se payer de mots, mais dont la description qu'il en fait entraîne irrésistiblement le lecteur dans l'aventure à ses côtés. On retiendra également ses précisions, qui sont autant de révélations, sur les coulisses de l'affaire de Diên Biên Phu et du putsch d'avril 1961. Après avoir traversé tant de tempêtes et « *parce qu'il y a des choses qui ne se font pas* », La Chapelle ne pouvait évidemment que faire partie, avec Denoix de Saint Marc, Blighnières et quelque 80 autres officiers, de cette cohorte de soldats d'honneur qui, pour avoir refusé de se parjurer, finirent leur carrière dans les prisons gaullistes. Un coup de chapeau au général Lalanne-Berdouticq qui a recueilli ce témoignage capital et l'a éclairé d'un précieux appareil de notes. **H-CG** Editions Pierre de Taillac, 260 pages, 19,90 €.

Les Grandes Affaires des services secrets. Rémi Kauffer

Parfait connaisseur de l'histoire du renseignement, Rémi Kauffer fait revivre dans ce passionnant recueil vingt-deux épisodes de l'espionnage mondial, de ceux qui « *règlent, induisent ou traduisent une modification du rapport des forces des Etats concernés* ». A tout seigneur tout honneur : la guerre froide s'y taille la part du lion, du tunnel de Berlin à l'affaire Farewell. Mais cet âge d'or de l'espionnage ne suffit pas à épuiser un domaine aussi vaste que les intérêts des Etats et aussi fécond que leur imagination pour les défendre. L'invention de la désinformation par la Tchèque soviétique côtoie ici les Quatre de Cambridge, le décryptage de la machine Enigma ou la « grande intox du jour J ». Avec un sens haletant du récit, Rémi Kauffer fait de chacune de ces affaires une nouvelle en soi, dont la somme dessine le grand roman de l'espionnage au XX^e siècle. **GC** Perrin, 512 pages, 24 €.



Erdogan ou la haine de l'Occident. Laurent Artur du Plessis

Comment Erdogan a-t-il pu si longtemps tromper son monde, aussi bien turc qu'occidental ? C'est ce que Laurent Artur du Plessis, familier du sujet car auteur déjà d'un prophétique *10 questions sur la Turquie et 10 réponses qui dérangent*, décrypte avec soin dans cette biographie politique de l'actuel dirigeant turc. Un modèle du genre que cet ex-joueur de football semi-professionnel qui a su adapter son art du dribble à la politique. Prenant ses partisans comme ses opposants à contre-pied, jouant à la perfection de la sémantique, l'islamiste qu'il a toujours été sous des masques divers approche maintenant de son but : la restauration d'un Empire ottoman. S'il ne fallait retenir qu'un seul de ses exploits, ce serait la façon dont, utilisant l'Union européenne et ses exigences démocratiques pour empêcher un nouveau coup d'Etat militaire, il a miné le bastion du kémalisme qu'était l'armée turque. Devenu un acteur incontournable sur la scène internationale, Erdogan nous réserve quelques surprises de taille. L'Occident n'en a pas fini avec sa haine. **H-CG** Jean-Cyrille Godefroy éditions, 240 pages, 20 €.



© HANNAH ASSOULINE/OPALE.

L'OMBRE D'UNE OMBRE

Dans un ouvrage foisonnant d'intuitions fécondes, Guillaume Cuchet analyse les conséquences de la déchristianisation dans notre rapport à la vie et plaide pour un catholicisme culturel.

« **U**n immense abaissement moral, et peut-être intellectuel, suivrait le jour où la religion disparaîtrait du monde. (...) Les personnes religieuses vivent d'une ombre. Nous vivons de l'ombre d'une ombre. De quoi vivra-t-on après nous ? » écrivait Ernest Renan en 1892. Nous y sommes. La France a atteint un point de déchristianisation crépusculaire où les catholiques sont devenus une minorité parmi d'autres, et même moins bien traitée que les autres en sa qualité de majorité déchue.

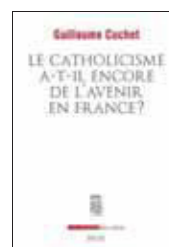
Dans son livre *Comment notre monde a cessé d'être chrétien*, l'historien Guillaume Cuchet avait magistralement analysé le krach religieux des années 1960, attribuant au concile Vatican II un rôle de déclencheur dans l'effondrement de la pratique. Dans son nouvel essai, *Le catholicisme a-t-il encore de l'avenir en France ?* (Seuil), il ne s'intéresse plus aux causes mais à la phénoménologie de cette déchristianisation : comment se manifeste-t-elle concrètement dans notre rapport à la vie, à la maladie et à la mort ? Dans ce livre foisonnant d'intuitions fécondes, Cuchet aborde des sujets aussi variés que le *running* comme substitut à la messe du dimanche, la montée des « sans-religion » (« *nonnes* ») dans la jeunesse, le nouveau quiétisme occidental, ou livre une méditation sur l'anachronisme prophétique des dernières paroles du père Jacques Hamel : « *Va-t'en Satan !* » Il mène également une réflexion saisissante sur la mort en masse des « *boomers* ». Comment cette génération, la première de l'histoire à avoir reçu le sentiment d'immortalité que procure l'allongement de la durée de vie en bonne santé (une « *bombe nucléaire dans la subjectivité* »), qui n'a connu aucune tragédie et a été largement déchristianisée, va-t-elle faire pour mourir ? On peut lire les prémices de cette panique dans la manière dont l'Occident vieillissant a réagi à la pandémie – retour exceptionnel d'une mort imprévisible dans un monde qui l'avait oubliée.

Cuchet interroge également le rapport dialectique de l'Eglise avec la modernité et les décalages entre la doctrine et la pratique à une époque où « *le scandale (...) ne réside plus dans le péché mais dans la norme elle-même* ». « *En changeant pour s'adapter au monde moderne, l'Eglise risque toujours de déstabiliser sa base, (...) sans convertir pour autant les éléments en vue desquels elle change* », remarque l'historien. Ce dilemme, entre ouverture et fermeture, impératif de l'annonce et celui du service, conservation ou transaction, présent depuis l'entrée dans la modernité, n'a cessé de travailler le catholicisme.

Pour sortir d'une alternative qu'il estime, quant à lui, stérile entre un catholicisme identitaire, qui ne serait qu'un réflexe épidermique

à la montée de l'islam, et un catholicisme attestataire, qui ne serait le fait que d'une poignée d'élus, l'historien plaide pour un « *catholicisme culturel* ». Préférant parler de « *ressources* » que de racines, il décrit celui-ci comme tout à la fois une identité, une sociabilité, un rapport critique à la modernité, et une espérance. Dans le catalogue des grands récits proposés à l'homme, le catholicisme lui paraît le *nec plus ultra*. Il s'interroge donc sur la manière de sauver, au moins, ce qu'il a apporté à la civilisation sans prétendre ressusciter une foi qui lui semble perdue sans retour. On atteint là cependant les limites de l'exercice à quoi est condamné l'historien des religions, contraint par sa discipline même à un agnosticisme de principe qui le conduit à s'en tenir à la froide logique des statistiques : celles qui promettent l'Eglise à une inéluctable disparition. Car si les œuvres civilisationnelles du catholicisme plaident certes pour sa sauvegarde, comment penser qu'il puisse survivre sans la sève de la foi ? Les bâtisseurs de cathédrale n'avaient pas pour motivation première la volonté de créer une œuvre d'art. Ils les construisaient pour abriter un culte qu'ils tenaient pour nécessaire à l'accomplissement ultime de la destinée humaine. Ils « *cherchaient Dieu* » comme l'a dit Benoît XVI des fondateurs des premiers monastères occidentaux ; le reste ne leur avait été donné que par surcroît. A lire ce livre, on a dès lors envie de comparer le catholicisme en France au figuier stérile de l'Evangile : « *Maître, laisse-le cette année encore, le temps que je creuse tout autour et que je mette du fumier. Peut-être donnera-t-il des fruits à l'avenir... Sinon tu le couperas.* »

À LIRE



Le catholicisme a-t-il encore de l'avenir en France ?

Guillaume Cuchet
Seuil

« La Couleur des idées »
256 pages
21 €

EXPOSITIONS

Par François-Joseph Ambroselli



Les paradis perdus de l'Empire

A Paris, une exposition reconstitue les décors des palais des Tuileries, de Saint-Cloud et de Meudon, tels qu'ils étaient sous Napoléon.

C'est le rêve de tous les amateurs d'histoire : pénétrer dans des palais aujourd'hui disparus, se figurer leur aménagement, la vie quotidienne de leurs illustres occupants. Le Mobilier national met ce rêve à la portée du visiteur en sortant de ses réserves près de 350 tapisseries, tableaux, meubles, fauteuils, sculptures, pièces d'orfèvrerie, morceaux d'étoffe et autres merveilles issues des palais de Saint-Cloud, de Meudon et des Tuileries, emportés tour à tour par des incendies lors de la guerre franco-prussienne de 1870 et de la Commune de Paris au printemps 1871. Les conservateurs de l'époque avaient en effet anticipé le désastre et mis à l'abri les plus belles pièces décorant ces trois châteaux juste avant qu'ils ne soient ravagés par les flammes. Accompagnées de films restituant en 3D les décors et les ameublements de ces palais disparus, elles sont désormais présentées à la galerie des Gobelins et témoignent du goût de Bonaparte pour les choses qui brillent, pour les couleurs vives et pour le luxe.

Sa première préoccupation fut de remettre en état des bâtiments saccagés par dix années de troubles civils. Lorsque, en février 1800, il pénètre dans les Tuileries pour en faire sa résidence principale, il découvre des galeries déshonorées par d'innombrables graffitis. Ses ordres sont clairs : « Faites-moi disparaître tout cela ; je ne veux pas de pareilles saloperies. » Outre le nettoyage de rigueur, il lui faut également meubler ce taudis « triste comme la grandeur », pour le transformer en manifeste de sa gloire. A la

hâte, des commandes sont passées à l'atelier d'ébénisterie Jacob Frères, tandis que les saisies des biens des émigrés et surtout le mobilier du garde-meuble de Louis XVI sont passés au peigne fin. L'objectif ? Dénicher toutes sortes de pièces « dignes de décorer l'appartement du Premier consul ».

En témoigne dans l'exposition les magnifiques tapisseries d'époque Louis XIV racontant l'histoire d'Alexandre (Mme de Staël préconisera ironiquement de « *laisser faire les murs pour tout rétablir* ») ou encore ce canapé, cette bergère et ces fauteuils recouverts de brocarts luxueux, livrés quelque temps auparavant pour les appartements d'un membre du Directoire exécutif au palais du Luxembourg. Au commencement de son règne, ce n'est pas l'unité stylistique qui prime, mais plutôt l'impression de grandeur : « *Le Premier consul mêlera le bois doré et l'acajou, fera se côtoyer des créations nouvelles avec des meubles Louis XVI ou Marie-Antoinette. Il récupérera à son compte la vogue égyptienne déjà enclenchée sous l'Ancien Régime*

afin de faire écho à son expédition au Levant », explique le commissaire de l'exposition Thierry Sarmant. Ce remploi ne l'empêcha pas d'assailir de commandes les manufactures et les ateliers d'ébénisterie du pays. Il fallait redonner du lustre à la



France et du travail au peuple. « Il mit en place une véritable politique de redressement productif. Epaulé par les architectes Percier et Fontaine ou par l'ébéniste Jacob Desmalter, il fit rayonner le savoir-faire français en Europe », rappelle Thierry Sarmant.

On ne peut que constater l'éclectisme des décors consulaires et impériaux en admirant fauteuils, pendules, candélabres, guéridons, consoles garnies de sphinx, de lions aux crocs saillants, de chimères menaçantes, qui jadis ornaient les salles des palais incendiés. Le visiteur pénètre avec émerveillement dans le salon d'honneur de Joséphine à Saint-Cloud et admire sa tenture drapée bleue, à double bordure brodée d'or, ses candélabres soutenus de caryatides ailées, son lustre en cristal de roche... Le grand cabinet des Tuileries ouvre également ses portes au visiteur, qui peut se recueillir devant la portière en laine et en soie ornée des grandes armes de l'Empire et dominée par cet aigle triomphant qui déploya jadis ses ailes au-dessus de l'Europe.

Le palais de Meudon, réaménagé en 1811 pour devenir le lieu de villégiature du roi de Rome, livre quant à lui ses secrets dans la dernière salle de l'exposition, où le rougeoiement de l'acajou (rendu rare à cause du blocus continental) laisse place à la clarté de l'orme ou du frêne, et où certaines formes nouvelles, comme ces montants en tige de palmier surmontée d'ananas, annoncent déjà la période suivante. Au printemps 1814, les Bourbons étaient en effet de retour et chassaient la moindre trace du passage de « l'Ogre ». Les abeilles des tapis furent décapitées, les « N » remplacés par des « L ». Cette chasse redoubla d'intensité et de hargne après les Cent-Jours. Dans *La Confession d'un enfant du siècle*, Alfred de Musset propagea l'image d'un Louis XVIII assis « sur son trône, regardant ça et là s'il ne voyait pas une abeille dans ses tapisseries ». Du moins avait-il reconnu que son prédécesseur avait été « un bon concierge ».

« Palais disparus de Napoléon », jusqu'au 16 janvier 2022. Galerie des Gobelins, 75013 Paris. Tous les jours, de 11 h à 18 h, sauf les lundis. Tarifs : 8 €/6 €.

Rens. : www.mobiliernational.culture.gouv.fr ; 01 44 08 53 49. Catalogue, Mobilier national / In Fine éditions d'art, 496 pages, 49 €.



DINDON DE LA FARCE
Page de gauche, en haut : portière aux *Grandes armes de l'Empire français* qui ornait le grand cabinet des Tuileries, 1808-1811 (Paris, Mobilier national). Page de gauche, en bas : fauteuil du trône des Tuileries, dessiné par Percier et Fontaine, 1804 (Paris, musée du Louvre). Ci-contre : *Paon*, par Etienne et Jacques Blanchard provenant du bosquet du Labyrinthe, plomb, 1673-1674 (Versailles, musée du Château). Ci-dessous : *Perroquet ara et deux autres oiseaux près d'un étang*, par Nicasiaus Bernaerts, 1620-1678 (Fontainebleau, musée du Château).

LES ANIMAUX FANTASTIQUES

Les animaux étaient leurs amis. Sous Louis XIV, Louis XV et Louis XVI, à la cour de Versailles, on vivait en effet entouré de chiens, de chats et de singes qui parcouraient les appartements et les antichambres. Près de 2 000 chevaux de chasse, de guerre, de trait et de selle étaient répartis entre la Grande et la Petite Ecurie, tandis que de très nombreuses espèces rares étaient hébergées dans une magnifique ménagerie, aujourd'hui disparue, édifée entre 1662 et 1664 par Louis Le Vau, du côté de la porte Royale, à l'extrémité sud-ouest du parc. Cette passion des rois et de leurs courtisans pour les animaux est aujourd'hui mise à l'honneur au château de Versailles, où environ 300 peintures, sculptures, dessins, gravures, animaux naturalisés, tapisseries, objets en porcelaine, pièces d'orfèvrerie témoignent de leur omniprésence. Le Roi-Soleil lui-même logeait ses chiennes dans la première pièce de ses cabinets privés, où il avait disposé des niches. Le peintre Desportes l'accompagnait à la chasse pour croquer sur le vif ses préférées : ainsi Lise, Folle, Mite, Diane et Blonde eurent droit à leur portrait officiel avec leur nom inscrit en lettres d'or ! Louis XV quant à lui aimait les chats : Brillant, un angora blanc, avait même son carreau de velours sur la cheminée du cabinet du Conseil, d'où il écoutait d'un air désinvolte les ministres et leur souverain débattre des affaires du royaume. Son chat noir, nommé Général, fut de son côté portraituré par Oudry : le félin y est représenté posant sa patte sur un pauvre lapin mort. Les séances de pose durent être difficiles...



« Les Animaux du roi », du 12 octobre 2021 au 13 février 2022. Château de Versailles, 78000 Versailles. Ouvert tous les jours, sauf le lundi, de 9 h à 18 h 30. Tarifs : 18 €/13 €. Rens. : www.chateauversailles.fr ; 01 30 83 78 00. Catalogue, Château de Versailles/Liénart, 464 pages, 49 €.



LE MONDE D'HIER

Il fut le peintre des derniers jours, des ultimes élans de la Russie tsariste, avant qu'elle ne succombe aux coups de boutoir des révolutionnaires de 1917. Entré en 1864 à l'Académie impériale des beaux-arts de Saint-Petersbourg, puis installé à Montmartre entre 1873 et 1876, où il s'initia aux nouveautés de l'impressionnisme et de la peinture en plein air, Ilya Répine fut de ces artistes réalistes qui peignirent sans détour les misères et les gloires de son pays, pénétrant les profondeurs de ses traditions et brossant inlassablement les portraits de ses plus illustres contemporains, parmi lesquels Léon Tolstoï, Tourgueniev ou encore le tsar Nicolas II. Le Petit Palais consacre une magnifique rétrospective à ce témoin des dernières heures de l'Empire russe : à travers des centaines de toiles se révèle toute la sensibilité de ce peintre à la touche pleine de tendresse, porte-parole d'un peuple dont le caractère s'est forgé dans la souffrance et les renoncements. Il sut mieux que personne distiller dans les expressions de ses modèles ce doux mélange de force et de mélancolie, de rudesse et de poésie qui habitait l'âme de ses compatriotes et qui, tel le fantôme de l'ancienne Russie, se devine encore dans certains regards.

« Ilya Répine. Peindre l'âme russe », du 5 octobre 2021 au 23 janvier 2022. Petit Palais, 75008 Paris. Ouvert du mardi au dimanche, de 10 h à 18 h. Nocturnes, le vendredi jusqu'à 21 h. Tarifs : 13 €/11 €. Rens. : www.petitpalais.paris.fr ; 01 53 43 40 00. Catalogue, Paris Musées, 260 pages, 42 €.

CORNE D'ABONDANCE En haut : *Les Cosaques zaporogues écrivant une lettre au sultan de Turquie*, par Ilya Répine, 1880-1891 (Saint-Petersbourg, musée d'Etat russe). Ci-contre : *Livie en Cérès*, 1^{er} siècle (Paris, musée du Louvre). Ci-dessous : *La Cigale et la Fourmi*, par Henri Galeron, Editions Les Grandes Personnes, 2021.

LE CHANT DES CIGALES



Elles sont partout. Les *Fables* de La Fontaine ont envahi le monde. Leurs innombrables illustrations sont sur nos murs, sur nos assiettes, nos verres, nos jeux d'enfance. Les publicitaires s'en inspirent, les écoliers les récitent. Les plus grands peintres s'y sont confrontés. A l'occasion du 400^e anniversaire de la naissance du fabuliste, le Centre André-François de Margny-lès-Compiègne célèbre leur pouvoir d'évocation et présente de nombreuses toiles, estampes et toutes sortes d'images inspirées des mots justes du poète, qui ont donné de jolis contours à ce « *héron au long bec emmanché d'un long cou* », à ce loup qui « *n'avait que les os et la peau* » et à ces souris « *toutes rondes de graisse* »...

« Maître Corbeau. L'illustration des *Fables* de La Fontaine », jusqu'au 27 novembre 2021.

Centre André-François, 60280 Margny-lès-Compiègne. Ouvert le mardi et le vendredi, de 14 h à 18 h ; le mercredi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 17 h. Accès libre. Rens. : www.centreandrefrancois.fr ; 03 44 36 31 59.

JEUX DE POUVOIR

Pour bien commencer cette année électorale, le musée Lugdunum a choisi de consacrer son exposition automnale à l'épineuse question de l'accession au trône sous l'Empire romain : près de 180 statues, insignes impériaux, bas-reliefs, tableaux, bustes, monnaies, livres anciens, armements, camées évoquent les rapports de force entre le Sénat, le peuple et l'armée, les simulacres d'élection, les guerres civiles et les assassinats qui firent du métier d'empereur une profession à haut risque.

« Enquête de pouvoir. De Rome à Lugdunum », du 6 octobre 2021 au 27 février 2022. Lugdunum-Musée et théâtres romains, 69005 Lyon. Ouvert de 11 h à 18 h, du mardi au vendredi, et de 10 h à 18 h, le samedi et le dimanche. Tarifs : 7 €/4,50 €. Rens. : www.lugdunum.grandlyon.com ; 04 72 38 49 30.





© H.K.

COQUIN DE COQ ET DE COCTEAU

Associé au passage de la nuit au jour, emblème de la France, le vaillant gallinacé peut se révéler exquis.

Le caustique Cocteau jugeait ainsi ses compatriotes : « Qu'est-ce que la France, je vous le demande ? Un coq sur un fumier. Otez le fumier, le coq meurt. » Préférons l'aimable jugement de Gilbert Cesbron qui se plaisait à dire que « l'emblème de la France, c'était le coq. C'est aujourd'hui le coq au vin ! » Plaise au Ciel que notre pays retrouve la fierté et l'énergie qui ont hissé le vaillant et prolifique gallinacé au sommet de nos églises et de nos monuments aux morts ! Il n'y a rien de fondé dans la légende auvergnate qui veut que César ait invité Vercingétorix à dîner et lui ait servi en manière de défi un coq au vin arverne ; elle ne repose que sur un jeu de mots, puisque en latin classique *gallus* désigne le coq et *Gallus* le Gaulois ! Son nom actuel date du Bas-Empire. L'onomatopée issue de son chant (*cocococo* chez Pétrone) donnera *coccus*. Associé au passage de la nuit au jour, il accompagne les dieux solaires de l'Antiquité, puis le Christ qu'il représente sur les clochers, faisant face au vent du péché. Dans les bestiaires médiévaux, il triomphe de tous les animaux, même le lion ! Il devient le noble emblème de la France sous les Valois et, depuis, n'a pas quitté l'honneur de la symboliser, y compris pendant la Révolution.

Formulons un vœu : que les chefs de cuisine (y compris ceux qui officient sur les navires et que l'on nomme « coqs », mot dérivé de



l'anglais *cook*) retrouvent le goût de cuisiner le vieux coq de basse-cour au vin ou à la lie de fond de barrique. Ce n'est pas une mince affaire, mais c'est un mets complexe et suave qui se déguste en silence, les narines dilatées. Point n'est besoin d'un grand cru pour le cuire, même si les gourmets bourguignons assurent se servir de chambertin (200 € la bouteille au bas mot !), ce dont il ne faut pas croire un mot. Un aimable vin rouge, vif et tannique, convient parfaitement, comme dans les recettes patrimoniales au chanturgue d'Auvergne ou au juliénas du Beaujolais. Il existe aussi de délectables versions au vin blanc et à la crème, au riesling d'Alsace, par exemple, ou au vin jaune et aux morilles dans le Jura. Règle absolue : sans marinade, il demeure coriace, comme l'écrit Berchoux dans

La Gastronomie en 1801 : « Je l'avais admiré dans le sein de sa cour ; / Avec des yeux jaloux j'avais vu son amour. / Hélas ! Le malheureux abjurant la tendresse, / Exerçait à souper sa fureur vengeresse. »

EMBLÉMATIQUE VOLATILE Ci-dessus : couverture, par Job, du *Jour de gloire. La guerre anecdote*, 1915. Le coq gaulois, victorieux, piétine l'aigle allemand. Devenu le noble emblème de la France sous les Valois, le coq n'a cessé de la symboliser depuis.

LA RECETTE

COQ AU VIN ROUGE

Faire rasser, voire légèrement mortifier un gros coq, le débiter en morceaux, puis le plonger un ou deux jours dans une riche marinade au vin rouge corsé (côtes-du-rhône, par exemple), avec carottes, oignons, poireaux, ail, bouquet garni, grains de poivre, clous de girofle. Egoutter les morceaux, les faire dorer au beurre et à l'huile, singer avec un peu de farine, saler, puis ajouter la marinade complète, des lardons blanchis, des petits oignons et des champignons, puis faire cuire plusieurs heures à petit feu, jusqu'à ce que la chair soit fondante. En fin de cuisson, filtrer et ajuster la consistance de la sauce, l'idéal étant d'utiliser le sang vinaigré de la bête, ce qui donne une barbouille dont la Berrichonne George Sand raffolait. C'est le moment de déboucher un chambertin, un médoc ou un côte-rôtie. Réchauffé, le coq est encore plus succulent.



40 LA GRÈCE SOUS LA CENDRE

NAISSANCE OU RÉSURRECTION ? C'EST SOUS LA DOMINATION OTTOMANE QUE S'EST FORGÉE L'IDENTITÉ GRECQUE. PUISANT À LA FOIS DANS UN PASSÉ MILLÉNAIRE ET DANS LES LUMIÈRES, LA GRÈCE ASPIRA DÈS LORS À SE DONNER L'UNITÉ POLITIQUE QU'ELLE N'AVAIT JAMAIS CONNUE.

50 LA LIBERTÉ GUIDANT LE PEUPLE POUR LES GRECS, L'INDÉPENDANCE PRIT



LA FORME D'UN LONG CHEMIN : NEUF ANS DE LUTTE CONTRE L'EMPIRE OTTOMAN, PONCTUÉS DE GUERRES CIVILES ET MARQUÉS PAR L'INTERVENTION DÉCISIVE DES PUISSANCES EUROPÉENNES, AVEC UN ROI BAVAROIS À LA CLÉ.

62



© BRIDGEMAN IMAGES.

LA GRANDE ILLUSION

ANIMÉS D'UN FRISSON ROMANTIQUE, ILS PRIRENT FAIT ET CAUSE POUR UN PAYS QU'ILS NE CONNAISSAIENT QUE PAR LA LECTURE ET LE RÊVE. ENTRE ENTHOUSIASME ET DÉSILLUSION, LES PHILHELLÈNES FIRENT DE LA GRÈCE LEUR SECONDE PATRIE.

1821

LA GRÈCE NAISSANCE D'UNE NATION

ET AUSSI

LA MORT AUX TROUSSES

LE SABRE ET LE TURBAN

LA QUÊTE DES FRONTIÈRES

UN VENT DE LIBERTÉ

LA GRÈCE, PASSION FRANÇAISE

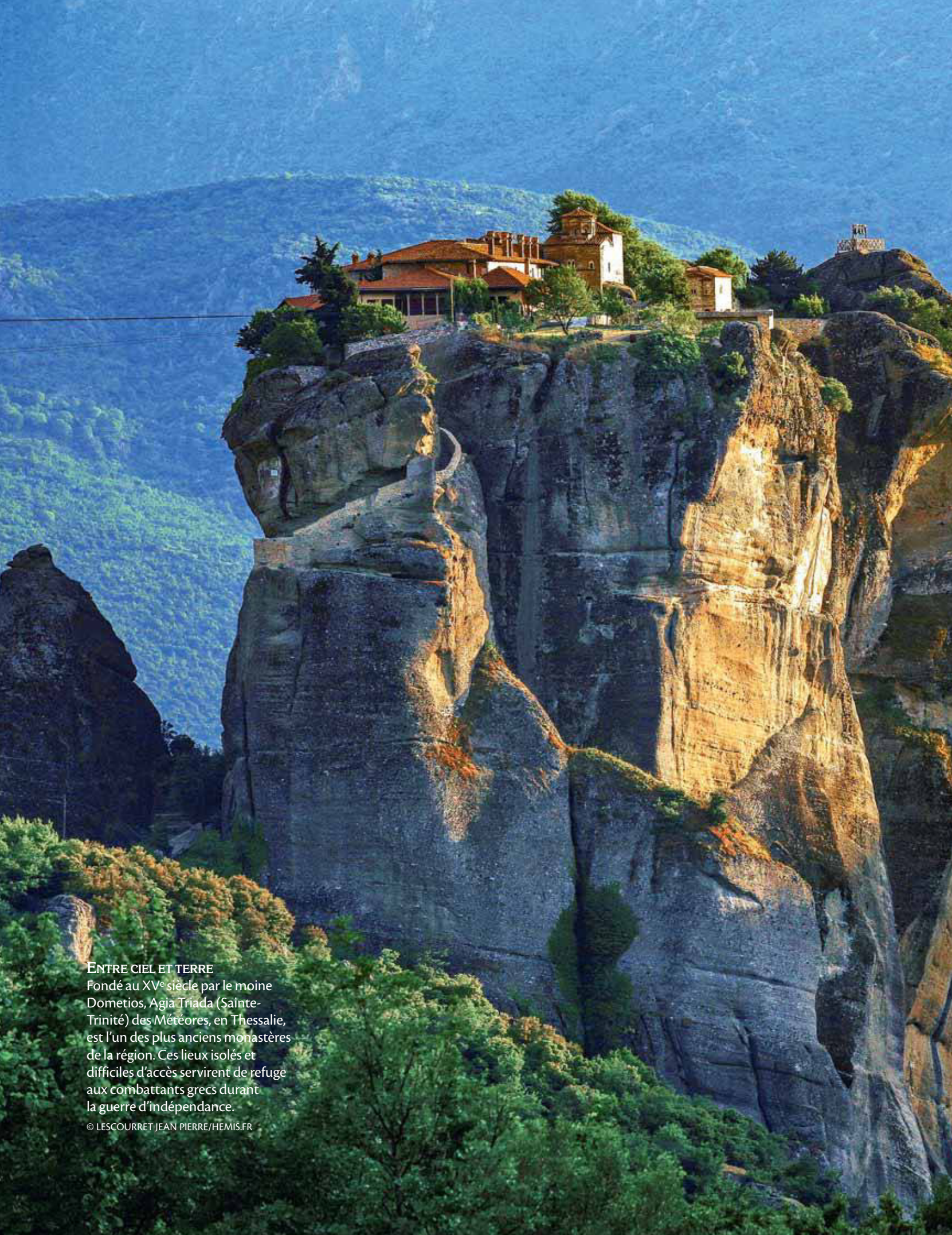
L'ÂME DE LA GRÈCE MODERNE

NAISSANCE D'UNE NATION

LUMIÈRES ATHÉNIENNES

UNE ODYSSEE CONTEMPORAINE





ENTRE CIEL ET TERRE

Fondé au XV^e siècle par le moine Dometios, Agia Triada (Sainte-Trinité) des Météores, en Thessalie, est l'un des plus anciens monastères de la région. Ces lieux isolés et difficiles d'accès servirent de refuge aux combattants grecs durant la guerre d'indépendance.

© LESCOURRET JEAN PIERRE/HEMIS.FR

The background of the image is a vibrant, high-angle photograph of a mountainous landscape. In the foreground, a steep, rocky cliff face is visible on the left, partially covered in green vegetation. Below the cliff, a lush green valley unfolds, featuring a small cluster of buildings, likely a village, nestled among the trees. The valley is surrounded by steep, forested mountainsides that rise into the distance. The sky is a clear, deep blue, and the overall scene is bathed in bright, natural light, creating a sense of depth and tranquility. The text is overlaid on the right side of the image, in a white serif font.

La Grece sous la cendre

Par Anne Couderc

La chute de Byzance en 1453
fut pour les Grecs le début d'une longue période
de domination ottomane : quatre siècles
au cours desquels s'est lentement forgée l'identité
qui servirait de socle à la nouvelle nation.



Sans doute ne faut-il pas chercher dans l'Empire ottoman la Grèce ni les Grecs, anciens ou modernes, tels que nous les connaissons ou les imaginons aujourd'hui. L'idée d'une Grèce éternelle et immuable depuis l'Antiquité, conquise par les Turcs en 1453, prisonnière puis libérée de l'Empire ottoman lors de la révolution de 1821, relève d'une projection faite en grande partie *a posteriori*. La nation grecque, au sens moderne et politique, est le produit d'une évolution historique commencée à l'époque des Lumières. Mais cette construction nationale récente, que nous nous proposons de retracer à grands traits, a puisé dans un passé beaucoup plus profond de nombreux éléments, politiques, culturels, religieux, linguistiques qui ont contribué à souder la communauté, à la façonner et à construire une identité nationale hellène.

Du monde grec aux Hellènes

Avant l'époque contemporaine, la Grèce n'avait jamais connu, de fait, d'unité politique proprement dite. Les Grecs de l'Antiquité avaient certes la conscience de former un même monde et de participer d'une même culture, exprimée par une langue commune et des cultes qui, en dépit des innombrables particularismes locaux, s'adressaient aux mêmes divinités. Il y eut des tentatives de rassemblement à diverses époques, sous la forme de ligues ou sous l'impulsion conquérante des rois de Macédoine, mais les cités grecques, Athènes, Thèbes, Sparte, étaient des entités politiques indépendantes les unes des autres. Plusieurs d'entre elles s'étaient développées en

fondant des colonies sur le pourtour de la Méditerranée orientale, en particulier sur les côtes d'Asie Mineure ou à l'entrée du détroit du Bosphore, à l'instar de Byzance, devenue par la suite Constantinople. Ainsi le « monde grec » était-il, sans être unifié, très étendu géographiquement et toujours au contact de nombreuses autres populations et cultures qu'il côtoyait au sein même des cités et de leurs colonies.

Après la conquête des cités grecques par les rois de Macédoine Philippe et son fils Alexandre le Grand au IV^e siècle av. J.-C., les Grecs se retrouvèrent pour des siècles, jusqu'à l'époque contemporaine, dans de grands ensembles impériaux : d'abord dans les royaumes hellénistiques fondés par les successeurs d'Alexandre le Grand, ensuite, à partir du II^e siècle av. J.-C., dans l'Empire romain, puis au IV^e siècle de notre ère dans l'Empire « byzantin » qui le prolongea en Méditerranée orientale et, enfin, dans l'Empire ottoman à partir du XV^e siècle. Le propre d'un empire, par rapport aux Etats-nations modernes qui se sont développés depuis deux siècles, est précisément de ne pas être national. Les Grecs s'y sont trouvés intégrés, toujours à côté d'autres populations, augmentées des nombreux peuples arrivés lors des grandes invasions ; ils conservèrent une partie de leurs anciennes traditions, coutumes voire institutions, mais se fondirent aussi dans de nouvelles communautés, en particulier, à partir de la fin de l'Antiquité, dans la grande communauté des chrétiens.

De ce monde grec, que restait-il au moment où les Ottomans, entre le XIV^e et le XV^e siècle, s'emparèrent progressivement



ORTHODOXIE Page de gauche : *Vue de l'Acropole depuis la Pnyx*, par Rudolf Müller, 1863 (Athènes, musée Benaki). Ci-dessus : le monastère Saint-Etienne des Météores. Dans le cadre du système des millets de l'Empire ottoman, l'Eglise orthodoxe put conserver, dès 1453, une certaine autonomie. Tous les chrétiens orthodoxes des régions conquises, désignés comme *romioi* ou *rumlar* (romains), furent placés sous la tutelle du patriarche de Constantinople, qui devint l'un des personnages les plus importants de l'empire.

de l'Anatolie, de l'Asie Mineure et du sud-est de l'Europe ? La langue grecque, en premier lieu, s'était maintenue et développée, bien au-delà de l'usage des seules populations grecques. En devenant la langue officielle de l'Empire romain d'Orient, elle fut celle de l'administration mais aussi la langue de l'Eglise, le christianisme étant religion d'Etat. La littérature romanesque en grec avait fleuri dès le X^e siècle. On ne peut pas pour autant dire que l'Empire byzantin était un empire grec, puisqu'il accueillait en son sein de nombreux peuples et cultures – entre autres Serbes, Bulgares, Valaques, Albanais dans la seule partie européenne de l'empire.

On pourrait tenter de caractériser ce monde grec par le mode de vie, auquel les géographes sont attentifs, ou encore en invoquant certaines traditions, dont nombre de savants ont recherché la trace dans les coutumes modernes des populations du sud-est de l'Europe... Cependant, qu'il s'agisse des cultures méditerranéennes associant l'olivier, la vigne et le blé ou de légendes anciennes perpétuant, par exemple, le souvenir d'Alexandre le Grand, ces grands traits de culture variaient considérablement d'une région à l'autre, entre les rives asiatique et européenne de la mer Egée, et ils concernaient, encore et toujours, non pas les seuls Grecs mais l'ensemble des populations des Balkans et de la Méditerranée orientale.

Ces considérations nous mènent à notre interrogation principale. Dans l'Empire ottoman, où étaient les Grecs et, plus encore, qui étaient-ils ? Si l'on considère les cartes de l'Europe et de la Méditerranée orientales produites à l'époque byzantine et au début de l'époque ottomane, on repère de nombreux noms de lieux grecs, mais aucune mention générale de la Grèce. De même, et cela est peu connu en France et en Europe, le nom générique de « Grecs » ou plutôt, en langue grecque, d'*Hellènes*, avait totalement disparu de l'usage. Jusqu'à l'époque des Lumières, le terme *Hellène* désignerait avant tout les Grecs païens de l'Antiquité. Comment donc les Grecs qui auraient perdu leur nom étaient-ils alors appelés ? Une autre dénomination avait pris toute la place au moment de la conquête ottomane : celle de *romioi* (romains), reprise en turc par le nom *rum* (*rumlar* au pluriel).

Ce mot désignait ensemble toutes les populations chrétiennes conquises, parce qu'elles étaient issues de l'Empire romain d'Orient, devenu l'Empire byzantin. Dans ces populations, on comptait bien entendu les Grecs, dont la langue et la littérature étaient bien vivantes, mais on comptait aussi tous les autres chrétiens, locuteurs d'autres langues comme l'albanais, le serbe, le bulgare, le valaque, etc., mais qui relevaient de l'Eglise orthodoxe, où la langue liturgique était exclusivement le grec





ARISTOCRATIE Ci-dessus : *Dames grecques phanariotes*, par Daniel Valentine Rivière, vers 1840 (Istanbul, Pera Museum). Le quartier du Phanar, à Constantinople, abritait les familles chrétiennes, pour l'essentiel grecques, de l'Empire ottoman. En bas : *Un prêtre grec et un Turc*, extrait de *Voyage à Athènes et à Constantinople*, de Louis Dupré, 1825. Page de droite : le monastère de Daphni à Athènes.

avant le XIX^e siècle. Ce nom de *romiois* s'est perpétué jusqu'à nos jours dans la conscience des Grecs, qui l'utilisent encore pour évoquer leur vieux fonds populaire. Notons enfin que ce terme désigne aujourd'hui encore les Grecs qui n'ont pas été intégrés dans l'Etat grec et qui sont actuellement citoyens de la Turquie.

Cette évolution du nom des Grecs dit quelque chose d'important, de fondamental pour comprendre ce qui s'est joué dans l'Empire ottoman puis au moment de la révolution grecque de 1821. En effet, le terme *romioi* désignait non pas une nationalité mais la population, peu homogène, d'un empire du point de vue de sa religion. Il montre à lui seul que « les Grecs » n'ont pas été « occupés » par « les Turcs » pendant quatre siècles. La réalité est plus complexe et plus intéressante. Les Grecs, au sein de la catégorie plus générale des chrétiens, ont fait partie intégrante du monde ottoman et, tout en conservant leur langue et certains aspects de culture spécifique, ont été fondus dans une vaste société d'empire. Au sein de cette société, ils ont participé à l'édifice social, économique, culturel et politique qui a été construit dans l'empire après la prise de Constantinople par Mehmet II en 1453. Entre la fin de l'Antiquité et la révolution de 1821, les Grecs ne sont restés ni figés, ni immuables, ni éternels ; ils ont évolué, contribué à la vie de deux empires, interagi avec d'autres populations, connu des transferts culturels et des hybridations. En un mot, ils ont eu une histoire.

Sous la coupe ottomane

La conquête ottomane ne fit pas table rase du passé : le sultan tendit à s'imposer comme le continuateur du *basileus*, l'empereur byzantin, et permit de conserver ce qui pouvait permettre la vie et l'organisation de l'empire. Dans le domaine du droit, mais aussi dans de

nombreux autres domaines comme celui de la religion, de l'économie, de la police et de l'administration locales, ce qui existait et pouvait être utile ne fut pas détruit. Certes, la conquête avait été menée en tant que guerre sainte contre des infidèles. Mais la soumission des populations conquises leur donnait aussi des droits, en particulier celui d'être protégées par le sultan. De la sorte, et tant que les populations chrétiennes ne remettaient pas en cause son autorité, elles eurent en général la possibilité de rester elles-mêmes, de conserver leurs traditions et leurs cultes et, au-delà, de s'administrer elles-mêmes en bénéficiant d'une notable autonomie.

Ainsi, les chrétiens de l'Empire ottoman, et, parmi eux, les Grecs, conservèrent-ils leur Eglise, dont la hiérarchie ne fut pas remise en cause. L'un de ses patriarches, celui de Constantinople, y occupa une place prépondérante et fut reconnu comme l'un des personnages les plus importants de l'empire. Certaines hautes fonctions étaient aussi occupées par les représentants de grandes familles chrétiennes de Constantinople, appelées phanariotes car elles occupaient le quartier du Phanar, le phare de la ville. Certaines de ces familles étaient grecques – mais pas toutes – et elles se réclamaient de l'ancienne aristocratie byzantine, à l'instar des Mourousi, des Soutzos, des Mavrokordatos, des Ypsilantis, etc. Parmi ces fonctions, il y avait notamment la représentation diplomatique de l'Empire ottoman auprès des puissances chrétiennes, en raison de la maîtrise qu'ils avaient des langues de l'Europe où ils avaient coutume de faire leurs études, et de leur qualité même de chrétiens qui les rendait acceptables pour les diplomates européens.





Loin des villes et des plaines, dans les zones montagneuses et difficiles d'accès qui, dans la péninsule balkanique, représentent la majeure partie du territoire, des notables chrétiens conservèrent une large part de leur pouvoir local, levant l'impôt eux-mêmes pour le compte du sultan et administrant leur communauté. De même, la police des routes et des défilés fut-elle très tôt confiée aux guerriers locaux, qu'ils fussent musulmans ou chrétiens, de sorte que, par les alliances stratégiques et matrimoniales, les relations de pouvoir et les réseaux sociaux purent-ils se maintenir solidement à l'échelon local. Le monde chrétien perdura donc dans l'Empire ottoman, structuré et organisé ; les Grecs en faisaient partie, avec ou à côté de nombreux autres groupes comme les Valaques, appartenant à la famille linguistique roumaine, ou les Albanais, dont une partie resta chrétienne.

Toutes ces populations ne jouissaient pas cependant des mêmes droits que les musulmans : l'appartenance religieuse primait sur le reste et fondait la hiérarchie sociale. Et comme tout vaincu converti jouissait pleinement des droits de tout musulman de l'empire, on observa de nombreuses conversions parmi des populations aux traditions guerrières qui souhaitaient conserver toutes leurs prérogatives.

Les Albanais furent ainsi nombreux à passer à l'islam – ils fournirent à l'empire un important nombre de grands vizirs – de même que beaucoup de Crétois. Bien plus tard, à l'heure des nationalismes de la fin du XIX^e siècle, ces convertis durent émigrer dans d'autres parties de l'Empire ottoman pour éviter des représailles de la part de la population crétoise chrétienne. Pendant toute la

durée de l'Empire ottoman, les différentes parties de la population avaient ainsi leur place et, malgré des équilibres fragiles, coexistèrent. Les Grecs, avec les autres chrétiens – tout comme les nombreuses populations juives –, connurent dans certains lieux de l'empire une véritable prospérité économique et culturelle. Ainsi en était-il dans les grandes villes portuaires comme Smyrne, Salonique ou Constantinople ; ainsi en était-il aussi dans certaines régions de montagne où ils furent à l'origine d'une florissante économie préindustrielle.

Un exemple resté célèbre est fourni par le gros bourg d'Ambelakia en Thessalie, situé de nos jours en Grèce centrale, bien connu par le témoignage du consul français Félix de Beaujour, en poste dans l'Empire ottoman à l'époque de la Révolution française. Ses habitants, considérablement enrichis au XVIII^e siècle par la fabrication et le commerce de cotons filés teints au rouge du Levant, se dotèrent d'imposantes maisons de maître, construites en pierre, hautes de plusieurs étages, fastueusement décorées de boiseries sculptées et de fresques intérieures. L'ensemble du village formait une commandite, sorte de coopérative avant la lettre, dont les activités de crédit soutenaient les producteurs. Dotée de relais dans toute l'Europe, cette organisation permit à tous les chefs de fabrique d'Ambelakia d'exporter un produit réputé, particulièrement recherché en Europe centrale et dans les pays allemands. De telles réussites ne furent pas rares, même si elles n'étaient pas représentatives de la vie de l'ensemble des populations chrétiennes de l'Empire ottoman.

On peut retenir encore, dans le nord-ouest de la péninsule, la brillante ligue des municipalités du Zagori où les beaux



villages de Vitsa, Monodendri, Vikos ou Papingo, parmi de nombreux autres, témoignent encore de nos jours de l'ancienneté de leur opulence. Au XVIII^e siècle, le commerce de leurs productions agropastorales dépassait largement les limites de l'Empire ottoman ; les bénéfices furent réinvestis dans la construction d'églises et d'écoles qui contribuèrent à donner une culture grecque à des populations d'origines diverses. De même, le gros bourg de Metsovo, au nord, reflète la réussite à l'époque ottomane des bergers valaques, qui devinrent par la suite une composante importante de la population de l'Etat grec. Il faut mentionner enfin, à l'est, la région du Pélion : ses villages – entre autres Zagora, Milies, Vizitsa – bénéficiaient de privilèges qui leur assuraient l'autonomie ; ils devinrent un centre économique et intellectuel qui contribua

au rayonnement de la culture grecque aux XVII^e et XVIII^e siècles et à une certaine diffusion des idées des Lumières.

Pour autant, la situation économique et sociale de l'Empire ottoman n'était ni homogène ni stable dans le temps. La gestion de l'immensité de l'empire, les guerres répétées avec les puissances chrétiennes jusqu'au XVIII^e siècle et par la suite avec la Russie, qui livra contre le sultan six guerres entre 1768 et 1878, conduisirent à une augmentation de la pression fiscale d'une part et, d'autre part, à la formation illégale en droit mais répandue en fait de grands domaines fonciers, les *tchiftliks*, où étaient exploités de nombreux paysans qui avaient perdu leurs terres. Les intendants de ces domaines, dignitaires de l'empire récompensés pour leurs services ou bien notables enrichis par l'affermage de l'impôt, tendirent à les privatiser et à les transmettre à leurs descendants, ce qui était contraire au droit ottoman, où la propriété privée et exclusive n'existait pas. Par des levées fiscales excessives, ils contribuèrent à appauvrir des paysans qui furent contraints de leur abandonner leurs terres et d'y travailler désormais pour leur compte.

De cette évolution résulta une question sociale qui, à terme, déboucha sur la question nationale dans les Balkans ottomans : aux débuts de la révolution grecque de 1821, beaucoup des révoltés contre le sultan étaient des paysans qui

FIL DE COTON En haut : intérieur de la résidence de Georgios Schwarz, à Ambelakia, en Thessalie. Propriété de l'un des membres de la coopérative d'Ambelakia, la villa a été construite entre 1787 et 1798 et témoigne de l'enrichissement de ce village au XVIII^e siècle, grâce au commerce de cotons filés teints au rouge du Levant. A gauche : costume traditionnel de mariée de l'île de Salamine, XIX^e siècle (Athènes, musée Benaki).

voulaient récupérer de la terre. L'image, développée en Grèce, du paysan chrétien opprimé voire réduit en esclavage par un propriétaire turc ou musulman en fut en grande partie le résultat. Si elle détient une part de vérité, elle a aussi contribué à occulter le fait que les grands propriétaires n'étaient pas tous musulmans et que l'oppression sociale pouvait largement dépasser les limites des communautés religieuses. Ainsi, des notables chrétiens – et grecs – constituèrent-ils aussi, à leur profit, ces grands domaines fonciers, à l'instar du Grec Panayote Bénakis de Kalamata dans le Péloponnèse, dont l'historien ottomaniste Gilles Veinstein a méticuleusement reconstitué le patrimoine foncier et les étapes de sa construction au XVIII^e siècle. Cette étude a en particulier montré que ce processus d'accaparement de la terre était accompagné d'une transformation des productions agricoles. Il contribua au développement d'une agriculture commerciale qui visait l'enrichissement du nouveau maître, au détriment d'une agriculture vivrière apte à nourrir les populations de la région.

Bourgeoisie et Lumières grecques

Au-delà de ces tensions économiques et sociales qui contribuèrent indubitablement à l'émergence des questions nationales du XIX^e siècle, le XVIII^e siècle fut le siècle de l'apparition, dans l'Empire ottoman comme dans le reste de l'Europe, d'une bourgeoisie qui devait sa réussite à l'essor du commerce et qui était connectée avec le monde. Beaucoup des représentants de cette bourgeoisie ottomane étaient des Grecs, fils de marchands, instruits à Constantinople ou à l'étranger. Grâce à leur éducation, leur maîtrise des langues européennes, leurs contacts en Occident, certains représentants lettrés de cette bourgeoisie participèrent pleinement aux Lumières et tentèrent d'en introduire l'esprit dans l'Empire ottoman. Ils contribuèrent ainsi directement à la formation d'une identité nationale moderne. Deux très grandes figures de passeurs dominant, qui, chacun à sa façon, dénoncèrent le caractère tyrannique du pouvoir du sultan et formèrent le projet de faire renaître la Grèce de l'Antiquité, avec ses valeurs de liberté et de démocratie : Adamantios Koraïs (1748-1833) et Rhigas Velestinlis (1757-1798).

Originaire de Smyrne, Koraïs vécut à Amsterdam, à Montpellier, où il étudia la médecine, et surtout à Paris, après avoir séjourné dans de nombreuses grandes villes d'Europe. En France, il connut l'Ancien Régime, la Révolution française, l'Empire, la Restauration et les débuts de la monarchie de Juillet, ainsi que la révolution grecque de 1821 qu'il soutint. D'une très vaste érudition, philologue précurseur, il porta sa réflexion sur les conditions linguistiques et culturelles d'une renaissance de la Grèce. Il réfléchit notamment à la forme que devrait prendre la langue grecque comme langue d'Etat, en l'enrichissant et la dotant de nouveaux mots tirés du grec ancien, mais aptes à exprimer les concepts et la modernité technique, culturelle et politique des Lumières.

Koraïs fait partie des pères de la nation grecque dont il contribua à définir les contours. Par exemple, au terme de



RENAISSANCE

Ci-dessus : *L'Ecole secrète*, par Nikolaos Gyzis, 1885-1886 (Athènes, Emfietzoglou Gallery Museum). Ci-contre : *Adamantios Koraïs*, par Ioannis Kossos (1874), devant l'université d'Athènes. Considéré comme l'un des pères de la nation grecque, Koraïs a contribué de manière décisive à la renaissance culturelle de son pays.

discussions entre érudits, il proposa de nommer *Hellènes* ceux des Grecs qui, en prenant en main leur destin politique, fonderaient une nation libérée du pouvoir du sultan et qui de ce fait se distingueraient des Grecs ottomans. Le choix de ce nom, qui, jusqu'au XVIII^e siècle, désignait seulement les Grecs païens de l'Antiquité, revendiquait avec force une filiation de la nation à créer avec la Grèce ancienne et avec elle toutes les valeurs politiques et culturelles que l'Europe des Lumières dans son ensemble reconnaissait à l'Antiquité.

Rhigas, quant à lui, était issu d'une famille de riches marchands de Thessalie. Il avait reçu une solide éducation à Constantinople et devint secrétaire du prince chrétien Alexandros Ypsilantis, gouverneur de la principauté de Valachie qui



était vassale du sultan. Fasciné par la Révolution française, il rêvait de l'importer dans l'Empire ottoman et de libérer ses habitants de la *tyrannie* du sultan. Persuadé comme Korais de la nécessité d'éduquer ses compatriotes, il multiplia les traductions d'œuvres des Lumières et de la Révolution française. Il traduisit en grec une partie de l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert, « *au profit des Grecs intelligents et studieux* ». Surtout, il élaborait un vaste projet sous forme de plusieurs textes révolutionnaires qu'il fit imprimer clandestinement à Vienne afin de les introduire dans l'Empire ottoman : une proclamation révolutionnaire, un chant de guerre, un projet de constitution pour une « République hellène » et une déclaration des droits de l'homme. Il fit aussi élaborer une célèbre « carte de l'Hellade » qui représentait l'espace géographique dans lequel il projetait la révolution : la Roumélie (soit la partie européenne de l'Empire ottoman) jusqu'au Danube, la mer Egée et l'Asie Mineure ; il s'agissait donc d'une très vaste partie de l'espace ottoman avec tous ses peuples. Dans son projet, ceux-ci formeraient une sorte de confédération républicaine où les rapports entre les citoyens seraient conformes aux droits de l'homme énoncés dans un texte traduisant et adaptant ceux de 1789 à la réalité sociale ottomane. Dénoncé pour son activité clandestine d'imprimerie, il fut arrêté en Autriche, livré aux autorités ottomanes et exécuté à Belgrade en 1798.

La postérité de Rhigas a été considérable. Il est tenu en Grèce pour l'un des pères de la patrie, bien que son projet ait reconnu et intégré tous les peuples des Balkans dont il prévoyait une heureuse association, fondée sur l'entraide. Rhigas, en fait, pensa la révolution à l'intérieur du cadre social

et spatial ottoman, sans doute sans prévoir d'y établir de séparations ni de frontières. Son message, qui était avant tout un message politique et révolutionnaire, constitua le fondement idéologique de la société secrète *Philiki Etaireia* (la Société des amis), que trois bourgeois grecs installés à Odessa, Skoufas, Xanthos et Tsakalof, créèrent en 1814 en se réclamant de son héritage. Ils avaient pour but la préparation d'une révolution libérale, dont le projet effectivement déboucha sur la révolution grecque de 1821.

Qui furent les Hellènes de 1821 ?

Aux sources de l'indépendance grecque, il y eut donc le long cheminement des chrétiens de l'Empire ottoman qui, après des siècles d'une riche histoire au sein d'empires successifs, évoluèrent, en lien avec leur temps, vers la revendication des droits politiques, sociaux, économiques et vers la prise en main de leur destin politique. Comme dans toutes les nations émergentes, les mobiles du soulèvement, les projets, les perspectives varièrent d'un groupe social à l'autre, d'une région à l'autre voire d'une saison à l'autre. Les histoires nationales écrites après les révolutions et les indépendances se chargent toujours *a posteriori* de donner un fil conducteur cohérent et linéaire à leur récit. Mais – et c'est ce qui est intéressant pour l'historien – la révolution n'est pas la simple application de projets formés préalablement par une nation qui lui aurait préexisté : elle est le moment même de sa formation. C'est la révolution grecque qui a fabriqué la nation et ses citoyens, qui leur a forgé une âme commune, en a constitué le corps social, façonné le territoire, dans le combat commun voire dans la conflictualité.

A ses débuts, on ne savait pas encore qui étaient ses protagonistes : être hellène était un projet. En 1821, des chrétiens






MÉLANGE DES GENRES Ci-dessus : *La Famille des Mavrokordatos*, par Theodoros Vryzakis, XIX^e siècle (Athènes, Euripides Koutlidis Foundation Collection). Les Mavrokordatos faisaient partie des grandes familles grecques phanariotes de Constantinople, dont certains membres étaient amenés à occuper de hautes fonctions au sein de l'Empire ottoman. Page de gauche, en haut : *Portrait de Rhigas*, par Andreas Kriezis, XIX^e siècle (Athènes, musée Benaki). Exécuté en 1798, à Belgrade, par les autorités ottomanes, il joua un rôle précoce et déterminant pour la révolution grecque. Page de gauche, en bas : salle de l'exposition « 1821 » organisée par le musée Benaki présentant les costumes portés à la cour du roi Othon I^{er} (1833-1862), époque où l'on mit au goût de la mode occidentale des costumes traditionnels et folkloriques. La fustanelle, portée notamment par les *klephtes*, ces brigands et insurgés des montagnes, devint alors le costume emblématique des Grecs, symbole de bravoure et de résistance, qu'Othon I^{er} portera lui-même.

ottomans se révoltèrent ; nombreux étaient grecs de langue et de culture, certains d'origine albanaise, valaque, voire slave. Beaucoup attendaient de détruire l'ordre ottoman pour mettre la main sur les terres. Certains guerriers changèrent même de camp d'une année à l'autre : le maintien de leur pouvoir local justifiait à leurs yeux tous les retournements. Les conflits entre les représentants des différentes régions soulevées débouchèrent même sur plusieurs guerres civiles dès les premières années de la révolution. Mais l'héritage de l'Antiquité était présent aussi, revendiqué pour donner un sens commun à la lutte et, par ailleurs, pour tenter de convaincre l'Europe d'intervenir au nom d'une origine et de principes communs.

En revanche, en 1832, après plus d'une décennie de guerre, quand leur indépendance fut reconnue par l'Europe et par le sultan, les Hellènes existaient. Ils avaient lutté ensemble, conquis une part de liberté, formé un Etat, acquis une nationalité. Ils étaient aussi le produit de leur temps : révolutionnaires, ils durent abandonner le volet le plus politique de leur lutte en renonçant, sur intervention des cours européennes, à la République qu'ils avaient proclamée en 1822 au profit d'une monarchie. Hellènes, ils choisirent dans l'histoire, avec les

encouragements de toute l'Europe philhellène, le moment du passé qui fonderait leur identité nationale : enseigné dans les écoles, magnifié dans la culture, l'héritage de l'Antiquité était désormais au cœur de chacun des citoyens grecs. 

Spécialiste de l'histoire de la Grèce et des Balkans aux XIX^e et XX^e siècles, Anne Couderc est maître de conférences à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

À LIRE d'Anne Couderc

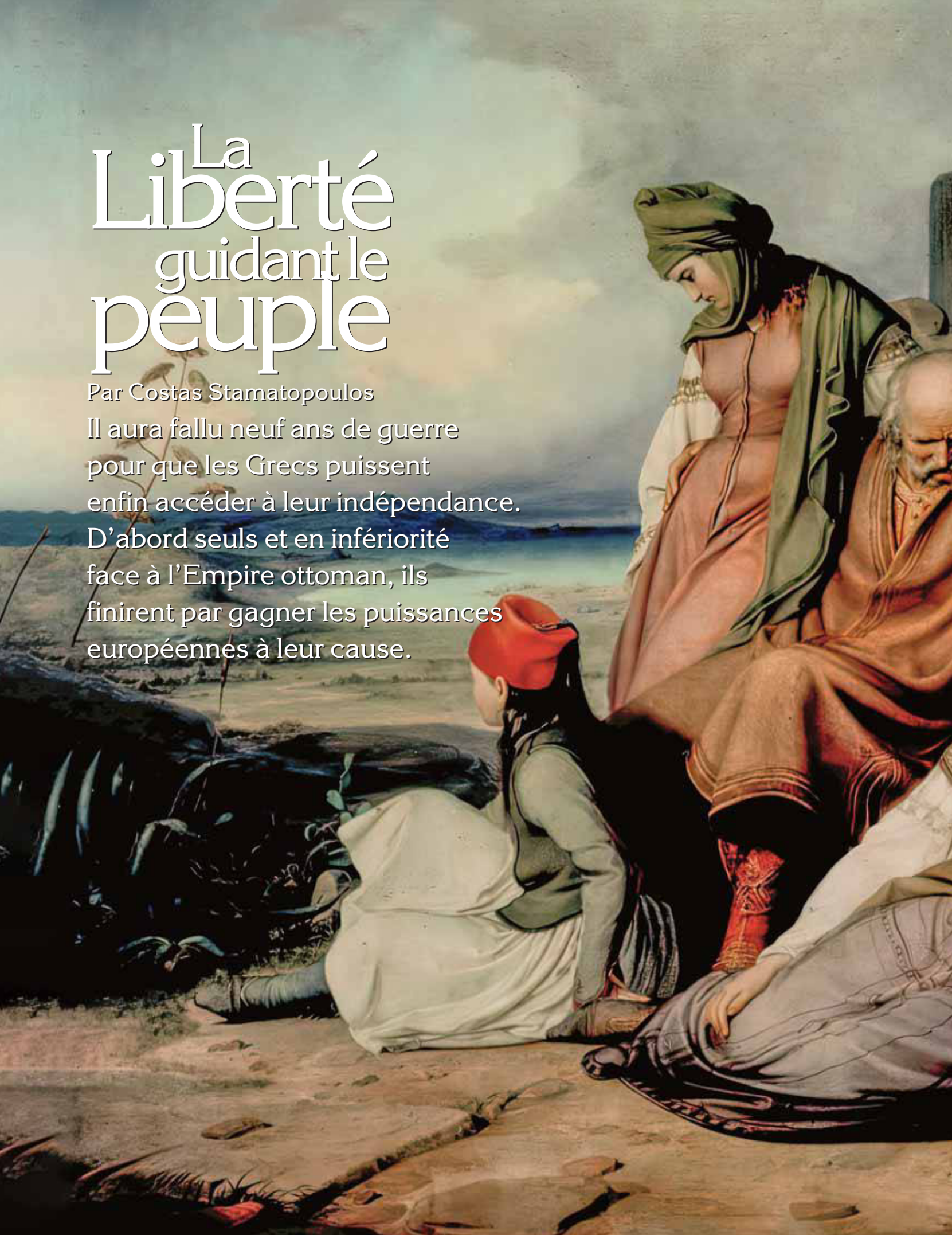


Héritages de Byzance en Europe du Sud-Est à l'époque moderne et contemporaine, avec Olivier Delouis et Petre Guran, Ecole française d'Athènes, 522 pages, 69 €.

La Liberté guidant le peuple

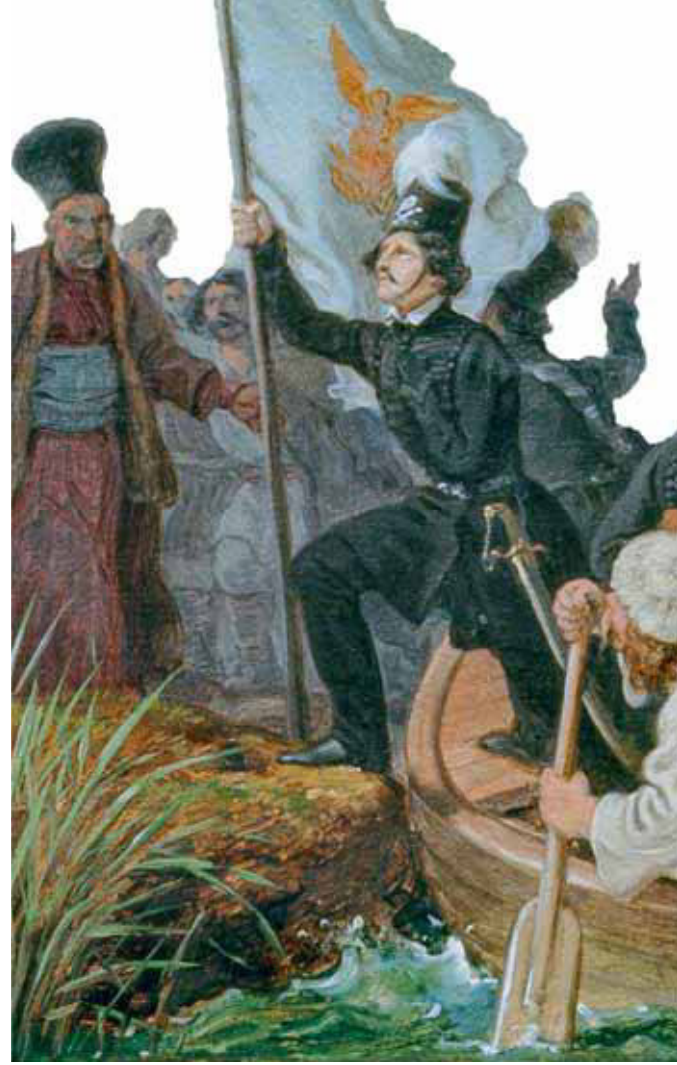
Par Costas Stamatopoulos

Il aura fallu neuf ans de guerre pour que les Grecs puissent enfin accéder à leur indépendance. D'abord seuls et en infériorité face à l'Empire ottoman, ils finirent par gagner les puissances européennes à leur cause.





CAPTIFS
*Grecs prisonniers
des Mamelouks*, par Adolf
Friedrich Teichs, 1836
(Münster, LWL-Museum für
Kunst und Kultur). © AKG-IMAGES



Dans quel contexte la guerre d'indépendance grecque a-t-elle éclaté ?

La longue guerre d'indépendance, qui débuta en février-mars 1821 et dura neuf ans, fut le point d'aboutissement d'un demi-siècle d'essor continu de l'hellénisme et de déclin de l'Empire ottoman. L'enrichissement par le commerce, les progrès de l'enseignement, la circulation d'ouvrages importés de l'Occident avaient fait émerger une classe moyenne de marchands, d'artisans et de petits armateurs. Celle-ci parvint vers 1790 à se hisser jusqu'à la gestion des affaires publiques de la communauté grecque de Constantinople, qu'elle partageait avec la Grande Eglise et les phanariotes (regroupées dans le quartier du Phanar, ces familles aristocratiques chrétiennes orthodoxes gouvernaient aussi pour le compte du sultan, en qualité d'hospodars, les principautés danubiennes de Valachie et de Moldavie). Restant fidèle à sa propre tradition, elle s'ouvrit avec avidité aux Lumières. Leur expression grecque ne fut pour l'essentiel ni anticléricale ni athée, mais elle attisa l'aspiration à la liberté en lui donnant une coloration inédite.

Après 1800, de nombreuses *hétairies* virent ainsi le jour. Ces associations culturelles visaient essentiellement à instruire la nation tout en contribuant au réveil général. Les chants du patriote Rhigas étaient entonnés à chaque fête, même dans les villages du Bosphore. Des textes appelant à la révolte et des prophéties assurant que la résurrection de Byzance était imminente circulaient sous le manteau, imprimés clandestinement à Vienne, à Trieste, à Livourne par des

Grecs de la diaspora, et colportés par les marchands jusqu'aux villages les plus reculés.

Il ne manquait qu'une organisation – forcément secrète – capable de coordonner, renforcer, orienter les Grecs vers le but désiré. C'est à cette fin que trois commerçants issus de cette petite bourgeoisie entreprenante, progressiste et patriote fondèrent à Odessa, en septembre 1814, l'Hétairie des amis (*Philiiki Etaireia*). Organisée à l'instar des sociétés révolutionnaires patriotiques et libérales du Sud européen, tels les *carbonari* italiens, et connectée à la franc-maçonnerie, l'Hétairie se fixa comme but la création d'un large réseau de conspirateurs dévoués à la cause et unis par le sceau du serment.

A partir de 1818, les effectifs de l'Hétairie s'accrurent pour atteindre l'année suivante le nombre de 3 000 hommes, venus de tous les coins du monde grec : évêques, notables, chefs renommés de bandes irrégulières de guerriers, négociants, capitaines et armateurs. Il fallait désormais un chef à l'Hétairie. On pensa d'abord au comte corfiote Jean Capo d'Istria, ministre des Affaires étrangères du tsar Alexandre I^{er}. Mais par deux fois il déclina l'offre, estimant que les conditions requises pour que la nation accédât à l'indépendance n'étaient pas encore réunies. En tant que futurs citoyens d'un Etat libre, les Grecs devaient avant tout s'instruire davantage et surtout apprendre à respecter la loi. Le choix se porta donc sur Alexandros Ypsilantis, prince phanariote et général du tsar.

Où la révolte a-t-elle commencé ?

Les théâtres les plus propices à la révolution étaient les principautés danubiennes, soit la Moldavie et la Valachie, qui avaient l'avantage d'être voisines de la Russie, dont on espérait des secours, et de ne pas compter de population musulmane. Leurs élites étaient par ailleurs hellénisées depuis fort longtemps. Ce choix supposait une insurrection contre les Ottomans, laquelle était censée entraîner, sous une direction grecque, l'ensemble des peuples orthodoxes des Balkans. Venait ensuite le Péloponnèse, qui bénéficiait d'une certaine autonomie depuis sa reconquête sur Venise par les Ottomans en 1715. Là, le soulèvement serait le seul fait des Grecs, d'ailleurs ultra-majoritaires dans cette région qui ne comptait que 8 % de musulmans. Le but de ces deux voies était évidemment la prise de Constantinople où les autorités, en mars 1821, découvrirent un complot ourdi par l'Hétairie qui visait à incendier la flotte ottomane.

Or il se trouva en ce début d'année 1821 que les principautés comme le Péloponnèse furent dégarnies de troupes, le sultan les ayant dirigées vers l'Épire afin de combattre le potentat albanais Ali Pacha qui s'était soulevé contre lui. Mais, après la prise de Iasi par Ypsilantis le 6 mars, les choses tournèrent rapidement au tragique dans les principautés, en raison du refus catégorique de la Russie d'épauler les insurgés et du peu d'enthousiasme des habitants moldaves et valaques. Le 19 juin, Ypsilantis et ses 6 000 à 7 000 combattants furent écrasés par les armées ottomanes à la bataille de Dragasani. Les 500 étudiants qui formaient son « bataillon sacré » périrent tous.

Dans le Péloponnèse, en revanche, dès le début de mars 1821, l'effervescence révolutionnaire provoqua le retrait des musulmans dans les citadelles et les sites fortifiés. Les autorités ottomanes ordonnèrent aux notables et aux évêques de se rendre à Tripolitsa, capitale de la Morée ottomane, afin de discuter des mesures à prendre ; en fait, pour

La guerre d'indépendance (1821-1830)



en faire des otages, si la situation l'exigeait. Nombre d'entre eux – presque tous étaient membres de l'Hétairie – s'y rendirent afin de brouiller les pistes, tout en sachant que la mort les y attendait.

Le 22 mars (3 avril calendrier grégorien), les Maniotes, qui venaient d'apprendre le soulèvement dans les principautés, sortirent de leur péninsule rocheuse et occupèrent le lendemain la ville de Kalamata sans effusion de sang pour former aussitôt un comité révolutionnaire sous l'autorité de leur potentat Pétrébey Mavromichalis. A Patras, à l'autre extrémité du Péloponnèse, qui s'était également insurgée, les révoltés firent, le 23 mars (4 avril), le serment de lutter pour l'indépendance de la Grèce devant la croix que tenait l'archevêque Germanos – membre de l'Hétairie depuis 1818 –, lequel les bénit. Cette scène est à l'origine de la légende, sans doute née sous la plume de François Pouqueville, consul de France à Patras, selon laquelle Germanos avait levé l'étendard de la révolution non pas à Patras le 23 mars, mais au monastère de Lavra le 25. Elle

s'imposa dans l'historiographie officielle : les Grecs célèbrent le déclenchement de la guerre d'indépendance le 25 mars, date qui coïncide avec la fête de l'Annonciation (*Evangelismos*, qui signifie annonce de la Bonne Nouvelle) et constitue leur fête nationale. Des scènes analogues à celles de Patras se produisirent dans la ville voisine de Vostitsa – aujourd'hui Aigion –, ainsi qu'à Kalavryta, bourg proche du monastère de Lavra, alors que partout la population prenait les armes pour se livrer à la chasse aux musulmans isolés.

VENT DE RÉVOLTE En haut : déclenchée en mars 1821, la guerre d'indépendance grecque contre l'Empire ottoman ne s'acheva qu'en 1830. Page de gauche, à gauche : L'Archevêque de Patras, Germanos, bénit le drapeau de la révolution, par Theodoros Vryzakis, 1865 (Athènes, Pinacothèque nationale). Page de gauche, à droite : Alexandros Ypsilantis traverse le fleuve Prut, par Peter von Hess, 1841-1844 (Munich, Wittelsbacher Ausgleichsfonds).

Pourquoi l'Europe n'a-t-elle pas soutenu au départ la résistance grecque contre l'Empire ottoman ?

Dans le contexte politique de la Sainte-Alliance, il était inimaginable que les gouvernements membres de celle-ci approuvent l'insurrection grecque, comme d'ailleurs toute autre tentative populaire de soulèvement. Rappelons que le principe fondateur de la Sainte-Alliance, dont l'instigateur avait été le tsar Alexandre I^{er} en 1815, était le maintien de la paix, que menaçait le nationalisme, lié à l'idée de la souveraineté populaire. Vingt-trois ans de guerres révolutionnaires puis napoléoniennes, qui avaient ensanglanté l'Europe, en témoignaient. Aussi était-il logique que l'Alliance prît rapidement une tournure contre-révolutionnaire, voire ouvertement réactionnaire sous l'impulsion du chancelier autrichien Metternich.

Lorsque la révolution éclata dans les principautés danubiennes et dans le Péloponnèse, les Grands de l'Europe se trouvaient rassemblés en conférence à Laybach, en Slovénie, depuis le 26 janvier 1821 pour secourir les Bourbons du

royaume des Deux-Siciles contre lesquels leurs sujets s'étaient insurgés. Le moment ne pouvait donc être plus défavorable pour les Grecs. Lorsque la nouvelle de leur insurrection atteignit Laybach, l'accueil des gouvernements alliés fut unanimement hostile. Le fait qu'il s'agisse d'un peuple chrétien, au passé glorieux, qui s'insurgeait pour se défaire d'un joug musulman particulièrement tyrannique, compta peu dans l'immédiat, si grande était leur crainte de voir se démanteler, par contamination révolutionnaire, un système qui seul, selon eux, pouvait garantir la paix et maintenir l'ordre social.

Il en alla tout autrement pour l'Europe des peuples. Emue, enthousiaste, décidée à agir, l'opinion se dressa spontanément en faveur du combat des Grecs, de sorte qu'en peu de temps, clubs et cellules philhellènes émergèrent partout sur le continent. Telle fut l'origine du mouvement philhellène, qui traversa de part en part une Europe en plein romantisme et mobilisa des hommes de lettres, des artistes, des banquiers,

des hommes d'affaires et de simples particuliers ; tous y contribuèrent, chacun à sa manière et selon ses possibilités. Les plus téméraires, que rien ne retenait en la morne Europe de la Restauration et de la Sainte-Alliance, décidèrent de participer en personne à la lutte et d'aller combattre aux côtés des insurgés.

La pression des philhellènes d'une part, le bouleversement géopolitique suscité par les succès militaires des révoltés au cours des deux premières années de la guerre d'indépendance de l'autre, entraînèrent l'immixtion des deux protagonistes rivaux de la question d'Orient, à savoir la Russie et l'Angleterre. Elle eut pour conséquence le démantèlement de l'édifice politique de la Sainte-Alliance, qui ne put empêcher la toute première victoire en Europe d'une révolution nationale et la création, grâce à celle-ci, d'un premier Etat-nation. Ainsi s'ouvrit une nouvelle ère dans l'histoire européenne en général et dans celle du Proche-Orient en particulier.



SAINTE-ALLIANCE
Ci-contre : *L'Europe de la Sainte-Alliance*, caricature de 1822. Scellée en 1815 entre la Russie, l'Autriche et la Prusse, la Sainte-Alliance avait une orientation contre-révolutionnaire qui ne pouvait que la rendre hostile à l'insurrection grecque. Page de droite : *Libération de la Grèce*, par Peter von Hess, 1841-1844 (Munich, Wittelsbacher Ausgleichsfonds).



Qui étaient les combattants grecs ?

En Thessalie et en Macédoine, provinces aux plaines étendues et au peuplement musulman considérable (quoique variable selon les régions), les foyers révolutionnaires furent vite éteints, non sans bains de sang, massacres et exploits héroïques. Les principaux théâtres de la guerre d'indépendance furent le Péloponnèse, la Roumélie (avec une partie de l'Épire) et les îles, soit trois régions différentes au point de vue social et militaire.

Dans le Péloponnèse, où les Grecs constituaient 92 % de la population, l'autorité était détenue par quelques familles de grands notables, en mesure de lever de petites armées provenant des régions où ils exerçaient leur influence. Celle-ci ne leur était disputée que par une poignée de phanariotes de Constantinople, qu'ils exébraient et dont les vues étaient infiniment plus ouvertes que les leurs. Il en allait tout autrement en Roumélie (région comprise entre la Thessalie, le golfe d'Arta et les golfes de Patras et de Corinthe), où l'élément militaire dominait, formé de bandes armées – les fameux *klephtes* (brigands). Ils obéissaient à un chef qui devait sa renommée à sa valeur propre, mélange de bravoure et de ruse. Vivant dans un climat de violence permanente, dans un environnement naturel et humain hostile, traqué parfois comme une bête, le chef de bande était obligé de se rabattre sur les villages chrétiens situés en basse altitude ou en plaine. Malgré les razzias dont ils étaient victimes, les villageois admiraient les *klephtes*, tantôt hors-la-loi et tantôt agents de l'occupant, qui apparaissaient soudain lors d'une fête religieuse pour aussitôt regagner leur refuge escarpé, et ils en firent les héros de leurs chants, les héros de la liberté.

Les îles représentaient un tout autre monde. Les armateurs d'Hydra, Spetses et Psara, dont les caisses continuaient à être bien remplies malgré la fin du blocus continental, hésitaient à s'engager dans la guerre, alors que leurs équipages sans emploi y étaient infiniment plus prompts. Au cours de l'été 1821, d'autres îles se rangèrent du côté des insurgés, à commencer par Samos, Patmos, ainsi que certaines parties reculées de la Crète. Chios, que les privilèges octroyés par la Porte rendaient sage, dut être un peu forcée, comme si elle

présentait son sinistre sort... Quoi qu'il en soit, la Grèce révolutionnée était bien mieux armée sur mer que sur terre.

Au cours des combats navals de la première année de la guerre, le capitaine hydriote Andréas Miaoulis se démarqua par ses dons de stratège. Il fut reconnu chef amiral de la flotte grecque au début de 1822. Celle-ci était composée de navires marchands au tonnage réduit, armés néanmoins de canons. Leur arme la plus efficace contre les Ottomans était le brûlot, que des marins téméraires accrochaient sur les flancs des navires ennemis, lesquels sautaient lorsque le feu atteignait les poudrières... Le plus célèbre d'entre eux fut le jeune Konstantinos Kanaris qui, en juin 1822, en rade de Chios, parvint à faire sauter le vaisseau amiral ottoman qui célébrait sa victoire sur l'île martyre. Plus de 2 000 marins et soldats ottomans périrent.

Pendant deux ans environ, les Grecs furent un peu partout vainqueurs sur terre, malgré la faiblesse de leurs effectifs (de quelques centaines à quelques milliers d'hommes) et leur manque d'expérience et de discipline. Leur audace époustoufla les Turcs qui, par précaution, s'enfermèrent dans les citadelles et les villes fortifiées avec des otages – notables et prélats. Les révoltés eurent aussi l'avantage d'avoir à leur tête un chef de valeur, Theodoros Kolokotronis. Il sut inspirer le respect et coordonner les bandes disparates, mal armées et indisciplinées de combattants attirés par les rapines, les pillages et toutes sortes d'exactions. Lors de la prise de Tripolitsa, siège du pachalik de la Morée, il ne put, malgré ses efforts, empêcher les atrocités innombrables qui furent commises quand la ville succomba le 5 octobre 1821, après six mois de siège.

Mais c'est à lui que les Grecs sont redevables de leur victoire décisive aux Dervénakia, dans le Péloponnèse, en août 1822, lorsque, avec à peine 2 500 combattants, ils anéantirent une armée forte de presque 30 000 hommes sous les ordres du redoutable Dramali, pacha de Larissa. Cette défaite ottomane scella le sort de Nauplie, qui se rendit peu après aux Grecs, maîtres désormais de presque tout le Péloponnèse après une lutte acharnée de moins de deux ans.

Quel genre de guerre l'Empire ottoman a-t-il mené ?

Depuis 1774, année de la première grande défaite de l'empire face aux Russes, et encore plus après 1798, avec l'agression de l'Égypte par Bonaparte, où il n'avait même pas su se défendre, un sentiment de peur s'était saisi de la société de l'Empire ottoman, qui souvent se traduisait par des débordements de fanatisme et par un excès de violence contre les chrétiens. La révolte des Grecs, derrière lesquels les Ottomans suspectaient que se cachaient les Russes, fut ressentie à la fois comme un scandale inimaginable et un très réel danger : scandale parce que « ces chiens d'infidèles » osaient se soulever contre l'ordre voulu par Dieu (des sunnites), danger parce que l'Empire avait conscience de sa faiblesse et craignait d'avoir affaire à un front chrétien. Empêcher que la rébellion ne s'étende, noyer dans le sang des foyers épars de dissidence, venger les méfaits subis par leurs coreligionnaires dans les provinces révoltées ou, enfin, châtier des provinces choyées par la Porte et qui néanmoins avaient osé se soulever – ce fut le cas de Chios – était chose aisée, puisque les populations chrétiennes y étaient sans défense tant que l'Europe s'en désintéressait.

La méthode ottomane fut le massacre général, suivi de la mise en esclavage des femmes et des enfants. La tuerie était d'habitude précédée de la mise à mort des évêques – le premier fut le patriarche œcuménique Grégoire V, pendu le 22 avril 1821, jour de Pâques, aux portes du patriarcat – et des notables, pour avoir failli à stopper l'insurrection.

La première à en faire les frais fut évidemment la population orthodoxe de Constantinople, de loin le centre urbain le plus important de la grécité. Les autorités ayant distribué des armes à la foule musulmane surexcitée par les appels au meurtre des ulémas, celle-ci se mit à traquer et à abattre dans les rues les chrétiens que l'on distinguait aisément par la couleur particulière de leur vêtement. Plusieurs milliers y périrent au cours des mois d'avril et de mai 1821, tandis que des dizaines d'églises furent réduites en cendres ; l'intervention du cheikh al-islam Hadji Halil Effendi auprès du sultan pour qu'il arrêât le massacre fut hélas sans effet. Outre les témoignages grecs sur ces atrocités, nous possédons ceux du journal de Robert Walsh, chapelain de l'ambassade britannique, et ceux, très détaillés eux aussi, de J. W. A. Streit, artisan allemand résidant à Constantinople, qui faillit lui-même y périr.

De semblables scènes ensanglantèrent Smyrne, Chypre, Kusadasi, Ayvali (qui fut entièrement détruite), Magnésie et Pergame. Le massacre de Chios, au début d'avril 1822, fit 23 000 tués et 47 000 captifs, réduits en esclavage. Deux ans plus tard vint le tour de Kassos (juin 1824) et celui de Psara (juillet 1824), deux îles qui furent entièrement ravagées.





Que prévoyait la Constitution de 1822 ?

Deux mois à peine après le déclenchement des hostilités, les Grecs songèrent à se doter d'une direction politique constituée de notables. Mais le prince plénipotentiaire du Comité général du conseil de l'Hétairie, Dimitrios Ypsilantis (frère cadet d'Alexandros, prisonnier des Autrichiens), asséna un rude coup à ces aspirations oligarchiques en regroupant derrière lui la soldatesque et le petit peuple. La plupart des paysans, dont était issue l'écrasante majorité des combattants, exécraient en effet leurs anciens maîtres et ne pouvaient tolérer leur maintien au pouvoir une fois les Ottomans écartés.

Tout l'automne de l'année 1821 se passa en discussions et en heurts parfois violents entre la faction des notables et Ypsilantis, courageux et intègre, mais dont l'autorité s'érodait. Il put tout de même engager la convocation d'une assemblée de représentants, malgré la haine des notables et de leurs alliés phanariotes – le prince Alexandros Mavrokordatos et Theodoros Negris, partisans du recours à Capo d'Istria ou au prince Eugène de Beauharnais. Enfin, en décembre 1821, les travaux de la première Assemblée nationale de la Grèce libérée commencèrent à Piada, hameau proche d'Epidaure. Huit cents soldats en assuraient la sécurité.

Une soixantaine de délégués y participèrent, qui étaient loin de représenter toutes les parties du monde

grec. Ils y élurent douze de leurs membres, qui rédigèrent la « Loi organique » définissant le régime provisoire de la Grèce. Trois d'entre eux jouèrent un rôle déterminant : Mavrokordatos, Negris et l'Italien philhellène Vincenzo Gallina, armé des constitutions contemporaines les plus progressistes, dont la Constitution américaine de 1787 et les Constitutions françaises de 1793 et de 1795. C'est dans une atmosphère chargée d'émotion que le 13 janvier 1822 fut alors proclamée « devant Dieu et les hommes, par l'organe de ses représentants légitimes réunis en congrès national, l'indépendance politique de la Grèce ». Songeant à la réaction des gouvernements de la Sainte-Alliance, l'Assemblée prit soin de préciser que la révolution grecque loin d'être inspirée par la démagogie ou l'esprit de rébellion, avait comme but le rétablissement des droits naturels de l'homme dont bénéficient les peuples policés : la liberté, l'honneur, l'inviolabilité de la propriété, ainsi que l'égalité de tous devant la loi y étaient garantis. Avant d'affirmer leur décision d'accomplir leurs desseins sinon mourir, les signataires soulignèrent leur intention de rétablir la Grèce « dans l'association européenne où notre religion, nos mœurs et notre position nous appellent à nous réunir à la grande famille des chrétiens ».

Promulguée au nom de la Sainte et Consubstantielle Trinité, la Constitution

d'Epidaure était à la fois libérale et modérée ; elle sut par ailleurs lier la notion d'indépendance nationale à celle du respect des droits fondamentaux. Quant au système de gouvernement qu'elle instaura, il prévoyait l'existence d'une chambre législative (*Vouleftikon*) de trente-trois membres et d'un corps chargé de l'exécutif (*Ektelestikon*) de cinq membres, à qui revenait de valider toute décision prise à la majorité afin qu'elle ait force de loi. Mavrokordatos devint le président du Conseil des ministres, Negris en fut le vice-président, ainsi que le ministre des Affaires étrangères. Ypsilantis, absent des délibérations, fut tout juste nommé président de la Chambre. Le chef militaire Kolokotronis fut écarté du gouvernement. La Constitution consacra donc la victoire du camp des politiques, ce qui aurait rapidement des conséquences néfastes, le peuple se sentant bien plus proche des militaires bafoués par le gouvernement.

MILITAIRES ET NOTABLES

En haut, à gauche : Dimitrios Ypsilantis, lithographie de 1827 (Londres, The British Museum). A droite : Alexandros Mavrokordatos, lithographie de 1824 (Londres, The British Museum). Page de gauche : Scènes des massacres de Scio (détail), par Eugène Delacroix, 1824 (Paris, musée du Louvre).



Pourquoi deux guerres civiles éclatèrent-elles en 1823-1824 ?

eux, suivis quasi unanimement par le peuple, qui formèrent le gros du camp opposé aux notables. Mais les politiciens avaient si bien manœuvré que les militaires se trouvèrent exclus des affaires publiques.

Les victoires militaires de 1822 ouvrirent néanmoins une brèche à la toute-puissance des notables. La seconde Assemblée nationale, réunie à Astros en Kynourie, en avril 1823, ressemblait à deux camps retranchés se faisant face, chacun protégé par sa propre armée. Reconnu par tous les militaires comme leur chef indiscutable, Kolokotronis parvint alors à faire émerger un compromis

Dès la fin de 1821, la situation interne de la Grèce était grosse de périls : son explosion sous la forme d'une guerre civile n'était qu'une affaire de temps. La guerre avait fait émerger des hommes nouveaux, parmi lesquels nombreux étaient ceux qui avaient été jadis au service des notables ; ils s'en étaient affranchis par leur bravoure dans les combats et leur popularité. Ce sont

qui évita le pire : le corps législatif restait entre les mains des politiciens, alors que l'exécutif était confié aux militaires (Kolokotronis en fut le vice-président). Mais à la longue, chacun des deux corps se mit à entraver l'action de l'autre, voire à se substituer à lui. La confusion gagnait du terrain. Dès octobre 1823, on assista aux premières escarmouches entre partisans des deux camps.

L'emprunt conclu à Londres au début de l'année 1824 jeta de l'huile sur le feu, chaque faction voulant encaisser l'argent afin de mieux s'armer pour écraser un adversaire qui n'était plus le Turc. Le camp gouvernemental était plus puissant, grâce à son apparente légalité, à ses liens avec les philhellènes, et surtout à sa caisse où venaient d'affluer les sommes de l'emprunt. En février 1824, la Grèce possédait ainsi deux corps législatifs, deux corps exécutifs et deux gouvernements : celui des militaires siégeant à Tripolitsa, celui des politiciens à Kranidi. La guerre éclata au début du mois de mars. Kolokotronis fut dénoncé comme « *apostat et ennemi de la nation* ». Du côté du camp gouvernemental, le principal enjeu était Nauplie, détenu par le fils aîné de Kolokotronis, qui dut finalement se rendre en juin. Les chefs des notables y firent leur entrée et proclamèrent aussitôt une amnistie. Nul pendant ce temps n'eut le loisir de s'émouvoir des appels désespérés lancés par Kassos puis par Psara, deux îles qui furent occupées par l'ennemi et détruites.

L'accalmie fut de courte durée. La guerre fratricide reprit en effet cinq mois plus tard et les militaires furent de nouveau perdants. Kolokotronis fut jeté dans un cachot de la citadelle de Nauplie, tandis que la flotte égyptienne, réunie en Crète, faisait voile pour la Morée. Elle y débarqua ses premières troupes en décembre 1824, alors que les Grecs continuaient de s'entredéchirer.



© MDJ. © NATIONAL GALLERY-ALEXANDROS SOUTSOS MUSEUM, PHOTO STAVROS PSIROUKIS.



© NATIONAL GALLERY-ALEXANDROS SOUTSOS MUSEUM, PHOTO STAVROS PSIROUKIS.

Pourquoi la chute de Missolonghi en 1826 a-t-elle été un tournant ?

Dans la nuit du 22 au 23 avril 1826, les défenseurs de Missolonghi, assiégés depuis un an par l'armée des Ottomans et des Egyptiens – forte de 26 000 hommes et munie d'artillerie moderne –, affamés, épuisés et exsangues, tentèrent avec femmes et enfants une sortie désespérée en passant à travers les lignes ennemies. Leur aventure tourna court et fut suivie d'un terrible carnage : 3 000 hommes périrent et 6 000 femmes et enfants furent conduits aux marchés d'esclaves de Constantinople et d'Alexandrie. Le sort tragique de Missolonghi bouleversa l'opinion européenne, qui suivait avec angoisse les péripéties du siège. Les philhellènes s'insurgèrent et accablèrent la pression sur leurs gouvernements respectifs tout en redoublant leurs efforts pour éclairer davantage l'opinion et venir matériellement au secours des Grecs. Tout ce que l'Europe comptait de mieux dans les lettres et les arts s'y attela.

L'émotion philhellène étaya en fait le changement de cap qu'avait amorcé dès 1824 la diplomatie des puissances sous l'impulsion de la Russie. Alexandre I^{er}, influencé par Capo

d'Istria qui faisait son possible pour le détacher de l'emprise de Metternich et choqué du sort tragique du patriarche, avait rappelé son ambassadeur à Constantinople dès juillet 1821. Dès lors, la menace d'une guerre russe pesait sur la Porte. En 1824, la Russie, convoquant une conférence des ambassadeurs des puissances à Saint-Petersbourg, y proposa comme solution au problème grec la création de trois principautés autonomes sous la haute souveraineté du sultan. La France et la Prusse en convinrent, de même que l'Autriche en émettant des réserves. Quant à l'Angleterre, elle assura les Grecs, qui repoussaient avec indignation le projet russe, de sa neutralité. Aussi se tournèrent-ils vers elle quand Ibrahim Pacha et l'armée égyptienne entreprirent, à partir de décembre 1824, de dévaster le Péloponnèse. En juillet 1825, les autorités grecques allèrent ainsi jusqu'à placer officiellement le « *dépôt sacré de la liberté et de l'existence politique de la Grèce sous la protection exclusive de la Grande-Bretagne* ».

Les Russes ne pouvaient sans réagir se laisser déposséder de leur rôle d'arbitre. Avant même que la nouvelle de la chute de Missolonghi n'atteigne les chancelleries des puissances, ils signèrent le 4 avril 1826, de concert avec les Anglais, le protocole de Saint-Petersbourg, premier acte diplomatique reconnaissant l'existence politique de la Grèce. Les deux puissances y offraient leur médiation pour parvenir à la cessation des hostilités, garantir une large autonomie aux Grecs et procéder, dans les territoires à inclure dans le nouvel Etat, à un échange de populations pour limiter les frictions futures. En cas de refus, elles se réservaient la liberté de mettre en place les mesures nécessaires pour imposer un armistice et réaliser par la suite la totalité de leurs plans. Leur offre fut évidemment repoussée par Constantinople, rendue intransigente par les succès militaires égyptiens à Missolonghi et dans le Péloponnèse.

Le traité de Londres, signé le 6 juillet 1827, n'aurait été qu'une réplique du protocole de Saint-Petersbourg s'il n'avait été accompagné d'une clause secrète qui engageait les puissances à imposer dans les plus brefs délais aux parties belligérantes la cessation des hostilités. Cette décision, qui en fait ne nuisait qu'aux Ottomans, constituait un acte flagrant d'ingérence dans les affaires intérieures de leur empire. En même temps, les amiraux des puissances, dont les flottes mouillaient dans les eaux grecques, reçurent des instructions pour procéder au blocus pacifique des côtes du Péloponnèse. La question d'Orient avait fait un immense pas en avant et la Sainte-Alliance un autre tout aussi grand vers sa dissolution !

MASSACRE En haut : *Une sortie – Episode du siège de Missolonghi*, par Theodoros Vryzakis, 1853 (Athènes, Pinacothèque nationale). Page de gauche, en haut : *Theodoros Kolokotronis*, lithographie d'après un dessin de Karl Krazeisen, XIX^e siècle (Athènes, Pinacothèque nationale). Page de gauche, en bas : *Scènes de la guerre d'indépendance grecque*, par Eugène Delacroix, 1856 (Athènes, Pinacothèque nationale).

Que s'est-il passé à Navarin en octobre 1827 ?

À la mi-octobre 1827, les escadres réunies de l'Angleterre, de la France et de la Russie, sous les ordres des amiraux Edward Codrington, Henri de Rigny et Lodewijk van Heiden, bloquaient l'issue de la baie de Navarin où s'étaient abritées les flottes ottomane et égyptienne. Leur but était d'imposer une trêve immédiate tant sur terre que sur mer, conformément aux directives reçues par leurs ambassadeurs respectifs à Constantinople. Ils devaient surtout empêcher les Égyptiens de faire voile sur Hydra, qu'ils menaçaient de détruire. Codrington, chef de l'escadre alliée, était plutôt perplexe, les ordres reçus de Londres datant déjà et étant passablement ambigus. Rigny se montrait plus décidé à agir, alors que Van Heiden rongea son frein, la Russie désirant la guerre. Pendant ce temps, Ibrahim continuait à dévaster le Péloponnèse : aux marchés d'esclaves d'Alexandrie s'entassaient 5 500 prisonniers grecs, femmes et enfants pour la plupart.

Un ultime effort pour faire entendre raison à Ibrahim ayant échoué, les amiraux optèrent pour une démonstration navale qu'ils espéraient pacifique, en pénétrant dans la rade de Navarin et en occupant certaines positions fortes autour de celle-ci. Dans la matinée du 20 octobre, la flotte des puissances s'y engagea. Le combat, dernière grande bataille navale de la marine à voile, éclata à l'improviste et fut fulgurant. En trois heures la flotte turco-égyptienne était anéantie, les trois quarts des navires – une soixantaine – étant coulés ou hors de service, alors que la flotte alliée n'avait perdu aucun bâtiment. Paris et Saint-Petersbourg accueillirent la nouvelle dans la joie. Ce ne fut pas le cas pour Londres : Codrington tomba en disgrâce et, dans le discours du trône du 29 janvier 1828, la bataille de Navarin fut qualifiée d'« événement fâcheux ».

Malgré son effet psychologique immense, Navarin créa dans l'immédiat bien des problèmes : privé de flotte et donc de ravitaillement, Ibrahim était forcé de continuer à dévaster le Péloponnèse. Comment le contraindre à respecter la trêve ? Par le protocole de Londres signé le 19 juillet 1828, les puissances enjoignirent à la France d'envoyer des troupes en Morée. Fortes de 14 000 hommes, elles y débarquèrent le 30 août sous les ordres du général Maison. Ibrahim ne résista guère et son retour en Egypte fut facilité par Codrington, dont ce fut le dernier service rendu à la Grèce.

Pendant ce temps, la fulgurante avancée russe, qui avait déclaré la guerre le 26 avril 1828 en tirant prétexte du djihad lancé contre elle par le sultan quelques mois auparavant, contraignit Mahmoud II à demander l'armistice le 9 septembre 1829, alors que les avant-postes de l'armée du tsar étaient en vue de Constantinople. Le 14 septembre 1829 fut donc signé à Andrinople le traité de paix. L'Empire ottoman dut se résoudre à entériner le traité de Londres, mais aussi à accepter comme frontière nord de la Grèce la ligne unissant le golfe de Volo à celui d'Arta. C'est ainsi que la Roumélie (dont font partie l'Attique et Athènes) ainsi que l'Eubée et les Sporades du Nord, furent incluses dans les limites du nouvel État.

LE CHOIX D'UN PRINCE Page de droite : *L'Entrée du roi Othon de Grèce à Athènes*, par Nikolaos Ferekidis, d'après Peter von Hess, 1901 (Athènes, musée Benaki). Choisi par les grandes puissances européennes, le fils cadet de Louis I^{er} de Bavière régnera sur la Grèce de 1833 à 1862. Ci-dessous : *L'Exode d'Arès*, par Konstantinos Volanakis, 1894 (Athènes, Pinacothèque nationale).





Comment la solution monarchique s'est-elle imposée ?

Le peuple grec, qui n'avait cessé pendant des siècles de commémorer son empire déchu et de rêver à la reconquête de sa capitale Constantinople, liait dans sa très grande majorité l'indépendance nationale à la présence d'un roi. Faute d'une personnalité grecque capable de faire l'unanimité, celui-ci ne pouvait venir que de l'Europe chrétienne, comme le soulignait, en 1821, la Constitution de la Grèce continentale de l'Est, pour qui l'Assemblée n'était que la *lieutenance du futur souverain*... Par ailleurs, le régime établi à Epidaure était qualifié de provisoire, ses rédacteurs sous-entendant qu'un régime définitif ne pouvait être instauré que de concert avec le roi à venir.

En 1824, le corps législatif (*Vouleftikon*) chargea ainsi un comité de se rendre en Europe afin d'y rechercher un roi mais, faute d'un accord, on en resta là. A mesure que le pays s'enfonçait dans la ronde sanglante des guerres civiles, l'idée d'un monarque qui, comme roi étranger, serait à la fois intimement uni à la nation et au-dessus des factions, s'imposa comme une évidence. Le peu d'enthousiasme que suscitait l'offre de la couronne grecque auprès des candidats pressentis détermina la nomination, par l'Assemblée de Trézène, de Jean Capo d'Istria comme gouverneur de la Grèce pour sept ans. Par patriotisme

au moins, lui ne pouvait se désister. Il débarqua à Nauplie en janvier 1828 et y fut assassiné le dimanche 9 octobre 1831. En dépit d'un délai si bref et des difficultés sans nombre qu'il eut à affronter, parmi lesquelles le soulèvement d'une grande partie des Grecs contre lui et par conséquent une nouvelle guerre civile, il sut jeter les bases de l'Etat.

Méfiant envers cet ancien ministre du tsar, l'Angleterre avait cependant procédé le 3 février 1830, de concert avec la Russie et la France, à la signature du protocole de Londres, qui reconnaissait l'indépendance de la Grèce et qui, par son article 3, y instaurait un gouvernement monarchique et héréditaire confié à un « *prince souverain* ». Ce dernier ne pouvait en aucun cas faire partie d'une des dynasties régnantes des Etats signataires. Pressenti, le prince Léopold de Saxe-Cobourg se désista trois mois plus tard, n'ayant pu obtenir de la part des puissances les conditions qu'il jugeait vitales à la survie et au développement de la Grèce. Un nouveau cycle de délibérations aboutit alors au choix du prince Othon, fils cadet du très philhellène roi Louis I^{er} de Bavière. Il fut confirmé au traité de Londres le 7 mai 1832, qui érigea la Grèce en royaume et fixa ses frontières.

L'élection d'Othon fut ratifiée dans l'allégresse générale le 27 juillet par

la quatrième Assemblée nationale réunie à Pronia, faubourg de Nauplie. Les Grecs, qui sur le coup cessèrent de se battre entre eux, désiraient certes avoir un monarque, mais constitutionnel. Or les puissances s'inclinèrent devant la volonté de Louis de Bavière : celui-ci estimait, somme toute, qu'un régime absolu en Grèce ferait plus facilement table rase du passé ottoman et révolutionnaire, et permettrait au nouveau royaume de mieux s'intégrer dans la réalité européenne de son temps.

Costas Stamatopoulos est historien et vice-président d'Elliniki Etaireia, société hellénique pour la protection de l'environnement et du patrimoine culturel.

À LIRE de Costas Stamatopoulos



De la royauté hellénique
Editions
Kapon
352 pages
33 €

La grande illusion

Lorsque l'insurrection grecque éclate, au printemps 1821, les Européens se mobilisent pour les héritiers de la Grèce antique et les fondateurs de leur civilisation. Ils découvriront sur place une tout autre réalité.

Il est aujourd'hui difficile d'imaginer l'intense émotion qu'éveilla la guerre d'indépendance grecque dans tout l'Occident des années 1820. L'éclat de cet événement s'est dissipé depuis longtemps déjà. Ne subsistent guère dans la mémoire collective que la mort, en 1824, de Byron à Missolonghi, certaines peintures évocatrices de Delacroix, sinon quelques vers de Hugo. A l'époque pourtant, loin d'être perçu comme une lointaine affaire entre Grecs et Turcs, ce conflit prit une place primordiale dans l'échelle des préoccupations de l'opinion occidentale. Tant outre-Atlantique d'ailleurs qu'en Europe même. Dès l'été 1821, la nouvelle de l'insurrection connue, surgit à travers tout l'Occident une multitude de comités philhellènes. Désireuses d'apporter à distance leur soutien matériel et moral aux insurgés, ces associations envoyaient en Grèce des armes, des volontaires, de la nourriture, des vêtements, tout le matériel de première nécessité. Ainsi s'épanouit un gigantesque effort philanthropique, transnational et transpartisan. Son centre d'impulsion se déplaça par trois fois, de l'Allemagne et de la Suisse tout d'abord, à Londres en 1823, puis à Paris en 1825, où fut coordonné l'ensemble des ultimes efforts européens. Au bénéfice des Grecs s'organisaient en effet des quêtes, des concerts, des expositions, des bals, des



LIEU DE MÉMOIRE

A gauche : *L'Acropole, vue de la maison du consul de France*, M. Fauvel, extrait de *Voyage à Athènes et à Constantinople*, de Louis Dupré, 1825 (Paris, Bibliothèque nationale de France).
Page de droite : *Combat du giaour et du pacha*, par Eugène Delacroix, 1826 (Chicago, The Art Institute of Chicago).

ventes de charité. Des objets philhellènes (vaisselle, papiers peints, parfums...) firent leur apparition. La mode elle-même s'y mit. Les foulards bleu et blanc, puis les pantalons gris missolonghi, vinrent distinguer les élégants du moment.

Pourquoi un enthousiasme si spontané, si général, pour la cause des Hellènes, alors qu'au grand regret de Voltaire, l'insurrection grecque de 1770 n'avait suscité sur le moment qu'indifférence ?

Berceau de l'Occident

Si le choc fut si profond en Europe et en Amérique, c'est d'abord parce que la Grèce n'était pas un pays comme les autres. Elle

était la terre matricielle, le lieu-origine, le berceau de l'Occident. C'était un lieu de mémoire partagé par tous, par-delà les différences nationales. Plusieurs décennies de goût néoclassique, sous l'impulsion de Johann Joachim Winckelmann, avaient diffusé partout l'idéal de beauté grec et préparé le terrain des adhésions philhellènes. En faisant redécouvrir la statuaire grecque, le savant allemand avait soudain fait passer les artistes romains pour de pâles imitateurs. « *Le bon goût, disait-il, est né sous le ciel de la Grèce.* » De ce renouveau d'intérêt, symptomatique du second XVIII^e siècle, témoigne le développement des curiosités antiques (on ne parle pas





encore d'archéologie). Pensons aux riches collections d'antiques du comte de Caylus, au voyage pittoresque du comte de Choiseul-Gouffier, ou, un peu plus tard, aux déprédations de lord Elgin à Athènes, lequel, sous couvert de les retirer aux Turcs, arracha les frises, les métopes, le fronton du Parthénon pour les emporter à Londres – qui refuse toujours de les rendre. Au tournant du XVIII^e et du XIX^e siècle, c'est à une véritable guerre archéologique que s'étaient livrés sur place Français, Britanniques et Allemands. Tous désiraient s'approprier ces précieux vestiges pour en peupler leurs grands musées naissants.

Très importante aussi, la place des Anciens dans les modèles éducatifs. Les *Vies parallèles* de Plutarque, mettant en regard héros grecs et romains, offraient à la jeunesse des modèles édifiants. C'est avec l'ouvrage en poche que s'embarqueront pour la Grèce les volontaires philhellènes.

Rappelons, dans cette dynamique, le poids des fantasmes antiquisants des philosophes des Lumières et des révolutionnaires français acquis à l'idéal régénérateur, souvent bien plus épris de Sparte d'ailleurs que d'Athènes.

L'épanouissement du philhellénisme procéda d'abord de cette extrême présence

de la Grèce ancienne dans l'imaginaire européen du temps. Or tout cela se répercuta avec force sur la lecture de l'événement. Lorsque l'insurrection éclata, l'idée se répandit en effet que l'Europe avait une dette immense à l'égard de la Grèce. Aussi l'aide à ceux qu'on imaginait comme les descendants directs des Anciens – même si quelques mishellènes doutaient de cette filiation – relevait-elle d'un devoir. Pris dans une relation de don-contre-don, les Européens estimaient devoir rendre aux Grecs ce bien précieux que leurs pères leur avaient légué et qui avait déserté le pays une fois aux mains des infidèles : la civilisation. Nul mieux que Shelley, dans sa préface à son poème *Hellas* de 1822, n'exprima l'ampleur de cette dette : « *Nous sommes tous des Grecs. Nos lois, notre littérature, notre religion, nos arts prennent tous leurs racines en Grèce. Si la Grèce n'avait existé, nous aurions pu n'être encore que des sauvages et des idolâtres.* »

Dans l'épanouissement du sentiment philhellène, le chrétien et l'antique s'épaulaient en outre à force presque égale. Car l'heure n'était pas seulement à la régénération des Grecs, mais aussi à la guerre renouvelée de la Croix et du Croissant. Beaucoup, alors, voulaient effacer la

souillure d'une présence infidèle pluriséculaire sur cette terre originelle et sacrée. De sorte que le philhellénisme manifesta en Europe le réveil d'une intense pulsion de croisade, particulièrement mobilisatrice. Et Chateaubriand, dans sa fameuse *Note sur la Grèce* de 1825, de pousser à l'action les grandes puissances, initialement rétives à intervenir : « *Notre siècle verra-t-il des hordes de sauvages étouffer la civilisation renaissante dans le tombeau d'un peuple qui a civilisé la terre ? La chrétienté laissera-t-elle tranquillement les Turcs égorger des chrétiens ? Et la légitimité européenne souffrira-t-elle, sans en être indignée, que l'on donne son nom sacré à une tyrannie qui aurait fait rougir Tibère ?* »

Au fond, l'intéressant avec le philhellénisme est la façon dont il vint brouiller les cartes des goûts esthétiques comme du jeu politique. Il constitua de la sorte un précipité culturel hybride et improbable, mêlant néoclassicisme et romantisme. A mesure que le romantisme ébranlait les goûts et les codes, ce philhellénisme naissant s'enrichit d'autres héritages, d'autres mémoires et d'autres tropismes. Bientôt, le goût du Moyen Âge, l'imagerie des croisades et l'attrait grandissant de l'Orient vinrent à leur tour nourrir et animer l'imaginaire

philhellène, sans d'ailleurs en effacer pour autant les anciennes composantes – l'appel méditerranéen, le goût des ruines, le modèle héroïque antique. Rien de plus symptomatique ici que le départ en 1823 de Byron pour la Grèce, lui qui était « *le romantisme fait homme* », l'icône de toute la jeune génération littéraire européenne.

Mobilisation des cœurs

Sur le plan politique, un semblable dépassement des clivages eut lieu. Au début des années 1820, les libéraux avaient voulu voir dans l'insurrection grecque l'ultime lueur d'espoir d'une cause partout défaite. A leurs yeux, la guerre des Grecs relevait en effet du grand combat de la Liberté contre les forces oppressives d'Ancien Régime. Le mot « liberté » avait alors une charge de sacralité aujourd'hui oubliée ; on était prêt à mourir pour elle. Il y avait dans ce libéralisme politique une forme de religion de substitution. Et c'est d'abord sous ce vêtement qu'apparut le philhellénisme. Les forces conservatrices, elles, étaient demeurées non pas hostiles à la cause, mais dans l'ambiguïté. Pour le camp réactionnaire européen, il était en effet difficile de soutenir la cause du sultan et de l'Islam turc, mais le premier restait un

souverain reconnu comme légitime et la survie de l'Empire ottoman était vue dès lors comme une garantie de la stabilité géopolitique issue du congrès de Vienne. Reste qu'au fil des ans, la ligne de pente sur la question grecque allait être celle d'un progressif dépassement des antagonismes politiques traditionnels – un La Fayette et un Bonald pouvant être tous deux fervents philhellènes. De sorte que le philhellénisme allait finir par devenir un phénomène politique à la fois transversal et paneuropéen. L'élan de solidarité l'emporta.

Au vrai, cette vaste mobilisation des cœurs ne fut possible que parce qu'elle s'enracina, plus en profondeur, sur une sensibilité nouvelle : le refus croissant des massacres de populations civiles, fût-ce en pays lointain. De cela témoigne l'écho du fameux tableau de Delacroix sur les massacres de Chios perpétrés par les Turcs en 1822. Ce qui surgit, au cœur de cette Europe romantique, c'est une forme de souffrance à distance. Elle signalait la montée en puissance de l'humanitarisme. Avec pour conséquence une redéfinition des frontières de l'acceptable à l'extérieur, ouvrant sur la question sensible du droit à l'ingérence. C'est en s'appuyant sur cette indignation morale et cette émotion contagieuse que les opinions philhellènes occidentales parvinrent à faire pression sur les gouvernements. Elles les obligèrent finalement à intervenir en Méditerranée. Alors que, sur le théâtre des opérations, les Grecs subissaient des revers inquiétants face aux forces turques et égyptiennes coalisées depuis 1825, les flottes française, anglaise et russe, venues initialement s'interposer, coulèrent après un incident la presque totalité des flottes adverses, le 20 octobre 1827, dans la baie de Navarin. Eut lieu ce jour-là la dernière grande bataille de la marine à voile. Dès lors, le rapport de force s'inversa. Grâce



à l'intervention des puissances, la victoire grecque était désormais certaine. Russes et Français intervinrent militairement par l'envoi de troupes et l'on assista en 1830 à la création de l'Etat-nation grec.

Reste que l'engouement de l'Occident pour leur cause avait en réalité été le fruit d'un malentendu profond. En Grèce même, la situation était en effet bien plus complexe que ne voulaient le laisser croire à distance les défenseurs de l'idée philhellène. Si, à l'origine, l'espoir d'une révolution grecque avait été porté par l'Hétairie des amis, une société secrète créée en 1814 à Odessa, et si la diaspora, pétrie des idées des Lumières, s'activait pour faire naître un Etat-nation moderne, l'insurrection avait éclaté dans une tout autre Grèce. Au cœur du Péloponnèse – de la Morée, comme on l'appelait alors –, dans une Grèce populaire et fervente, héritière de la résistance ancestrale des montagnards *klephtes*. Se soulevant pour mettre un terme à quatre siècles de domination musulmane, celle-ci voulait avant tout se venger des Turcs et faire renaître l'éternelle Byzance, joyau de l'orthodoxie. De là, l'existence de deux ambitions fort divergentes pour l'avenir du pays, lesquelles seraient source de plusieurs guerres civiles pendant la guerre elle-même, et amenée à se prolonger au-delà de la victoire. Tandis que les philhellènes



ENGAGEMENT Ci-contre : *François-René de Chateaubriand*, par Anne-Louis Girodet de Roussy-Trioson, 1811 (Versailles, musée du Château). En haut : *Scènes des massacres de Scio*, par Eugène Delacroix, 1824 (Paris, musée du Louvre). Page de gauche : la section de l'exposition « 1821 » au musée Benaki, consacrée à lord Byron avec le portrait peint par Thomas Phillips (The UK Government Collection). Ce portrait du poète britannique en costume albanais évoque son voyage en Orient en 1809. Il avait acheté ce costume lors de son séjour en Epire, dans le nord-ouest de la Grèce.



PRISE D'ARMES

Ci-contre : *Pendule philhellène avec une paire de fugitifs de Parga*, réalisée en France vers 1830 (Olga Chandeli Collection).
En bas : *Charles Fabvier*, anonyme, XIX^e siècle (Athènes, musée de la Guerre). Présent en Grèce en 1825, il organisa un embryon d'armée régulière grecque, le *taktikon soma* (corps tactique), pour lutter contre les troupes égyptiennes d'Ibrahim Pacha.
Page de droite : *Le Débarquement de Karaïskakis à Faliro* (détail), par Konstantinos Volanakis, 1895 (Athènes, Bank of Greece).
Au printemps 1827, une armée de secours emmenée par le chef militaire Karaïskakis débarqua près d'Athènes pour tenter de dégager l'Acropole encerclée par les Turcs : ce fut un échec.

européens fondaient leurs espoirs sur Mavrokordatos, un homme politique issu de l'Hétairie, polyglotte et acquis aux idéaux de 1789, et sur la bourgeoisie négociante des îles, ceux qui se rendaient sur place trouvaient en face d'eux de puissants chefs de guerre, avant tout soucieux de renforcer leur pouvoir et d'exterminer l'ennemi, non pas d'ouvrir la Grèce aux idées de l'étranger. Parmi les plus célèbres, Mavromichalis dans le Magne, Kolokotronis en Morée ou encore Odysseus Androutsos en Attique.

Le résultat fut que, si le combat des opinions philhellènes fut couronné de succès par l'intervention décisive des grandes puissances, il en fut tout autrement de celui des volontaires qui avaient pris les armes et s'étaient ébranlés vers l'Orient grec. Leur relatif petit nombre – 1 200 hommes environ, majoritairement allemands, français, britanniques, italiens et polonais – fut éclipsé par la présence de Byron dans leurs rangs et la mythification dont ils furent l'objet. En leur sein, l'on trouvait principalement deux catégories d'hommes. D'abord, quantité d'anciens soldats, démobilisés après les guerres napoléoniennes et dont l'Europe d'alors était pleine. A savoir une population flottante de soldats perdus, incapables de retourner à une vie civile jugée morne et sans éclat. La guerre, entre-temps, était devenue leur métier. En Grèce, la plupart vinrent combattre par solidarité politique, mais beaucoup, cependant, furent des mercenaires déguisés. A côté de ces

hommes d'expérience, incapables de sortir du cercle de la guerre, d'autres, à l'inverse, brûlaient d'y entrer. Soit toute une génération intellectuelle, celle du romantisme européen, qui avait grandi dans le bruit des combats et les clameurs de gloire, et qui était demeurée, comme disait Vigny, « *entre l'écho et le rêve des batailles* ». Elle voulait, après l'ennui des années de paix, goûter les vertus de l'aventure et d'un baptême du feu. Et tous de justifier leur engagement en puisant aux thèmes classiques du philhellénisme : la dette envers les Anciens, la régénération des Grecs modernes, la défense de la chrétienté, le combat de la liberté, la protection des civils massacrés...

Le choc du réel

Mais, à l'arrivée, le fol enthousiasme qui les animait – tel celui du jeune philosophe d'Iéna Christian Müller fantasmant une « *belle mort* » à la grecque – se fracassa sur le roc du réel. Non seulement les Grecs ne ressemblaient guère à l'image qu'ils s'en faisaient, mais ils leur firent un accueil fort peu enthousiaste. Sur place, le pays était exsangue, en proie à d'incessantes querelles intestines. L'armée grecque, dont les journaux européens vantaient les mérites, n'existait point. Seules existaient des bandes d'irréguliers menées par des seigneurs de la guerre sans pitié. Quant à la guerre qu'ils pratiquaient, elle ne rappelait en rien les batailles glorieuses des temps napoléoniens. C'était une guérilla montagnarde issue d'une longue tradition de résistance à

l'occupant turc. Jamais les philhellènes ne parvinrent ainsi à faire combattre les Grecs en ordre serré et à champ ouvert – y voyant du même coup une rupture ouverte avec l'héritage militaire des anciens hoplites. Enfin, ces engagés volontaires, même parmi les officiers aguerris aux carnages napoléoniens, furent dégoûtés par les seuils de violence atteints par cette guerre exterminatrice, par son cortège incessant de massacres, de viols, de tortures et de trophées sanglants. C'était là une guerre religieuse – la religion ajoutant son traditionnel surcroît de guerre à la guerre. En définitive, très rares furent ceux qui ne rentrèrent pas avec une profonde amertume (un tiers mourut sur place). Pour ces hommes, contrairement aux « philhellènes de l'arrière », le voile d'illusion s'était violemment déchiré au contact de la Grèce réelle. La séduction n'opérait plus.

Frappe donc, en dernier lieu, ce saisissant contraste entre le cours de la révolution grecque sur le terrain et les fantasmes dont elle fut constamment enveloppée en Occident. Paré de telles projections, le conflit gréco-turc avait fini par devenir une sorte d'« événement-imaginaire », néanmoins doté d'une grande efficacité historique. Sans ce fantasme, en effet, la lutte des Grecs n'aurait jamais rencontré






pareil écho et sans doute n'auraient-ils jamais reçu l'aide décisive des puissances. Bien différente, donc, eût été l'histoire de leur avènement national. Sans compter que ce philhellénisme ne cessa de s'inviter dans le destin politique ultérieur de la Grèce. Car c'est finalement un roi étranger, le Bavaois Othon, qui fut imposé à la tête du pays par les Européens (on avait même songé, avant sa mort, à proposer cette couronne à Byron). De ce « moment bavaois » datent la construction d'une nouvelle Athènes, dotée d'un ensemble de bâtiments dans le plus pur style néo-classique, et un travail de « purification » de la langue à travers l'élaboration de la *katharévousa*, qui fut ensuite imposée aux Grecs comme langue officielle et enseignée dans les écoles du pays.

L'invention de cette langue artificielle, qu'on voulait calquée sur le grec ancien et débarrassée des apports orientaux, était en réalité fort éloignée du démotique, la langue parlée par la population. S'ensuivit

la perpétuation d'un profond divorce entre la Grèce des élites et la Grèce populaire. Les deux langues cristallisaient même longtemps l'opposition droite-gauche dans l'histoire politique nationale. En définitive, les Grecs demeurèrent donc constamment tiraillés entre deux identités, jugées irréconciliables.

La division n'était désormais pas moindre dans l'opinion occidentale. Tandis que les soubresauts de l'indépendance faisaient apparaître un courant « mishellène » (gagnant en force avec la publication, en 1854, de la savoureuse *Grèce contemporaine* d'Edmond About) qui renvoyait la Grèce à son arriération, fruit d'une présence orientale pluriséculaire, les philhellènes continuaient, eux, de vouloir la régénérer au contact des idées et des mœurs des Anciens. En somme, on la voulait soit orientale, soit occidentale. Mais jamais on ne sembla accepter de la considérer pour elle-même, comme le fruit d'un mariage entre l'Orient et l'Occident. 

Agrégé et docteur en histoire, Hervé Mazurel est maître de conférences à l'université Bourgogne-Franche-Comté. Il s'intéresse à l'histoire sociale et culturelle des mobilisations et des expériences combattantes des XIX^e et XX^e siècles.

À LIRE d'Hervé Mazurel



Vertiges de la guerre. Byron, les philhellènes et le mirage grec
Les Belles Lettres
640 pages
37 €

La Mort aux Trousses

Premier président de la Grèce indépendante, Jean Capo d'Istria œuvra à la fondation d'un Etat moderne et centralisé, au risque de s'aliéner les grandes familles de notables. Il le paya de sa vie.

Le 9 octobre 1831, le comte Jean Capo d'Istria (Kapodistrias), premier président de l'Etat grec, fut victime d'une attaque meurtrière à Nauplie devant l'église Saint-Spyridon. Membres de la famille de notables maniotes Mavromichalis, qui avait joué un rôle décisif dans l'indépendance grecque, les deux assassins étaient l'un le frère et l'autre le fils de Pétros Mavromichalis, que Capo d'Istria avait fait jeter en prison quelques mois plus tôt.

La fin tragique du président n'avait rien d'étonnant. Elle représentait le point culminant d'une guerre civile farouche entre deux mondes qui revendiquaient la gestion du pouvoir dans l'Etat-nation nouveau-né et dans un contexte de manœuvres des « grandes puissances » de l'époque, à savoir l'Angleterre, la France et la Russie.

L'un des meurtriers chercha en outre refuge à l'ambassade française, laissant soupçonner que l'assassinat était le résultat d'une conspiration encouragée ou même organisée par la France et l'Angleterre. De fait, dès son arrivée en Grèce, Capo d'Istria avait été traité avec méfiance par les Anglais et les Français, qui le regardaient comme un agent de la politique russe à cause de sa carrière de ministre des Affaires étrangères du tsar Alexandre I^{er}. Le destin de l'homme qui gouverna la Grèce, premier Etat-nation à avoir émergé dans les Balkans au détriment du puissant Empire ottoman, fut déterminé au fond par le tournant historique de l'âge des révolutions.



MEURTRE AU SOMMET Ci-dessus : L'Assassinat de Jean Capo d'Istria, en 1831, par Dionysios Tsokos, 1850 (Athènes, musée Benaki). Page de droite : Portrait de Jean Capo d'Istria, par Thomas Lawrence, 1818-1819 (Londres, Royal Collection Trust).

Au service du tsar

Né en 1776 à Corfou (Kerkyra), qui faisait alors partie de la république de Venise, la *Serenissima*, dans une famille aristocratique grecque orthodoxe, Jean Capo d'Istria reçut une éducation digne de sa classe. A Corfou, il apprit le latin, l'italien et le français, avant de suivre des études de médecine à Padoue. Pendant les vingt premières années de sa vie, il acquit certains traits fondateurs de sa personnalité, tels que sa religiosité et sa dévotion envers l'Eglise grecque orthodoxe. Pris dans les turbulences

causées par la Révolution française et les guerres napoléoniennes, Capo d'Istria suivit, à l'aube du XIX^e siècle, sa vocation d'homme politique. Fils de l'Ancien Régime, il était hostile aux idées révolutionnaires et donc à la politique européenne de la France qui, à la suite du traité de Campo-Formio (1797) et de la dissolution de la *Serenissima*, annexa les îles Ioniennes. Cependant, la France fut aussi balayée à son tour par l'action coordonnée des Russes et des Ottomans, qui aboutit en 1800 à l'établissement de la République

ionienne, un Etat semi-autonome sous la suzeraineté du sultan et sous la protection du tsar pour la liberté religieuse de ses habitants grecs orthodoxes.

Le jeune Capo d'Istria commença sa carrière comme fonctionnaire de la République ionienne, se créant un capital politique qui lui serait utile dans les décennies suivantes. Ce fut alors qu'il établit des relations avec la Russie, gagnant la confiance et l'estime de l'administration russe des îles. Quand, en 1807, les îles Ioniennes furent soumises de nouveau à l'administration française, Capo d'Istria choisit de partir à Saint-Pétersbourg. Sans doute son départ fut-il facilité par l'invitation officielle que lui adressa le ministre des Affaires étrangères de l'Empire russe, Nicolas Roumiantsev.

A Saint-Pétersbourg, Capo d'Istria suivit une carrière de diplomate en réussissant à s'intégrer à la cour du tsar, qui lui confia la mission suisse, c'est-à-dire la gestion de la neutralité et de l'indépendance de la fédération suisse contre les intérêts de l'Autriche. En 1815, après le congrès de Vienne, Alexandre I^{er} le nomma ministre des Affaires étrangères. Il resta à son poste jusqu'en 1822, où il fut obligé de démissionner, piégé par la contradiction qui était apparue entre son désir de soutenir ses compatriotes grecs, entrés en révolte contre le sultan l'année précédente, et son rôle de défense des intérêts russes.

Le diplomate grec avait en effet échoué à convaincre Alexandre I^{er} de déclarer la guerre à l'Empire ottoman pour protéger ses sujets chrétiens, notamment après l'exécution du patriarche Grégoire V (1821). A leur tour, les Grecs avaient fondé leurs espoirs sur l'intervention de la Russie en leur faveur pour plusieurs raisons, réelles ou imaginaires : la politique expansionniste de la Russie vers la mer Egée ; la religion chrétienne orthodoxe, qui unissait Grecs et Russes ; des prophéties propagées parmi les Grecs qui annonçaient la descente de la « nation blonde » et la fin du pouvoir musulman à Constantinople ; la présence d'un Grec au ministère russe des Affaires étrangères. Toutefois, les espérances grecques furent démenties et le tsar préféra congédier son ministre plutôt que de compromettre ses alliances en Europe.

© 2021 MUSÉE BENAKI, ATHÈNES. © HER MAJESTY QUEEN ELIZABETH II, 2021/BRIDGEMAN IMAGES.





CHEF DE CLAN

Ci-contre : *Pétros*,
« *Pétrobey* », *Mavromichalis*,
par F. Aichholzer, 1837
(Athènes, musée Benaki).

Héros de la guerre
d'indépendance, le chef
de la puissante famille
des *Mavromichalis*
devint l'un des principaux
opposants à la politique
centralisatrice de Capo
d'Istria, qui le fit jeter
en prison en 1831.

Le 9 octobre, son frère et
l'un de ses fils furent
les bras armés de l'assassinat
du président. Page de
droite : *Jean Capo d'Istria*,
par Yannis Pappas, 1975
(Athènes, musée Benaki).

Face à la révolution

Au cours des années 1815-1822, Jean Capo d'Istria avait gagné la reconnaissance des diplomates européens mais aussi le respect des Grecs, qui voyaient en lui un leader potentiel de leur cause. Homme austère, religieux, pénétré du sens du devoir, dédié à son œuvre, le diplomate grec avait alors décidé de ne jamais se marier, en dépit d'une histoire d'amour avec Roxandra Sturdza, dame d'honneur de l'impératrice russe et sœur de son ami proche, le diplomate Alexandre Sturdza. On ignore ce qui se passa entre eux, s'il lui proposa le mariage ou non, si elle refusa ou si c'est lui qui changea d'avis après le lui avoir fait miroiter. Roxandra se maria en 1816 et s'installa en Russie du Sud, mais maintint avec Capo d'Istria une correspondance amicale jusqu'à son assassinat. Ironiquement, sa dernière lettre arriva en Grèce un mois après sa fin tragique. L'homme politique, semble-t-il, préféra sa carrière, qu'il concevait comme un devoir, au foyer et à la vie familiale. D'ailleurs, la Grèce aurait besoin de lui avant qu'il ne le sache.

Capo d'Istria n'était pas favorable à l'idée d'une guerre d'indépendance grecque et il avait refusé de se mettre à la tête de la société secrète *Philiki Etaireia* (Société des amis), inspirée par les loges maçonniques et établie pour préparer le soulèvement des « esclaves » grecs contre leur tyran, le sultan. Fidèle à ses idées contre-révolutionnaires, il craignait que ses compatriotes ne soient soupçonnés de jacobinisme dans une Europe régie par les principes du congrès de Vienne. Il ne croyait pas non plus

à la réussite d'un mouvement national grec. Ses convictions se heurtèrent toutefois aux événements : malgré son ambivalence et sa méfiance envers les hommes qui avaient allumé la mèche de la révolte, son patriotisme l'emporta. Parti de Saint-Petersbourg, il s'installa à Genève, d'où il encouragea des initiatives de soutien aux Grecs dans le cadre du mouvement philhellénique. Il avait 51 ans quand l'Assemblée nationale de Trézène l'élit gouverneur (président) de la Grèce pour sept ans, une résolution qui allait changer sa vie et déterminer le cours de l'histoire grecque moderne.

Le premier président du minuscule Etat situé au coin sud de la péninsule balkanique débarqua à Nauplie en janvier 1828 et fut chaleureusement accueilli. Sur les ruines d'une guerre de sept ans qui n'était d'ailleurs pas encore terminée, aux prises avec des conditions incertaines quant aux frontières et au statut de la Grèce, Capo d'Istria était surtout confronté à une œuvre titanique : fonder et organiser un Etat. La situation était déplorable. Aux termes du traité de Londres (6 juillet 1827), la Grèce était devenue un Etat autonome sous la suzeraineté du sultan, donc privé d'indépendance. Le Péloponnèse était encore contrôlé par les troupes turco-égyptiennes d'Ibrahim Pacha d'Egypte, tandis que des conflits armés enflammaient un peu partout le territoire grec. L'économie était détruite et la société épuisée par une longue guerre qui avait fait un grand nombre d'orphelins et de veuves. La vie politique était hantée par la mémoire des guerres civiles, qui avaient divisé les révolutionnaires en groupes

sociaux et locaux rivaux revendiquant chacun leur part du pouvoir politique. Mais aussi par la rivalité entre « puissances protectrices » pour l'avenir du nouvel Etat et de l'Empire ottoman. La création de l'Etat grec n'avait-elle pas été le fruit de cette rivalité ?

L'exercice de l'Etat

Dès son arrivée, Capo d'Istria fut persuadé de la nécessité d'un gouvernement centralisé et autoritaire qui permettrait seul, selon lui, de reconstituer l'ordre et de fonder un Etat moderne. Il supprima le Parlement et lui substitua d'abord un corps consultatif, le Panhellénion, puis le Sénat, qu'il pourrait contrôler. Le gouverneur écarta progressivement des postes ministériels les hommes puissants de la révolution pour s'appuyer sur un cercle restreint de personnes (dont ses deux frères) auxquelles il faisait confiance. Si ses choix ne provoquèrent pas de réactions immédiates, ils alimentèrent l'opposition contre son gouvernement, qui allait éclater violemment moins de deux ans après son arrivée au pouvoir.

Malgré les critiques contre son régime et ses pratiques autoritaires, l'œuvre gouvernementale entreprise par Capo d'Istria était ambitieuse et porta des fruits dans certains domaines. Ses priorités étaient l'organisation de l'armée et de la marine, le développement de la production agricole et l'établissement d'un réseau scolaire. Il fonda le Conseil de guerre, qu'il présidait, et poursuivit la guerre contre l'Empire ottoman en s'efforçant d'obtenir l'accord des « puissances » pour élargir les frontières du pays. Il établit l'Ecole militaire et organisa l'armée selon des modèles occidentaux ; les bandes irrégulières de la révolution devaient désormais se soumettre à l'organisation centrale d'une armée régulière.

Evidemment, l'existence du nouvel Etat ne dépendait pas seulement de sa puissance militaire, mais surtout de sa production agricole. Capo d'Istria fonda alors l'Ecole agricole pour offrir aux jeunes paysans une éducation qui leur permettrait d'améliorer les méthodes et les pratiques de l'agriculture, et donc leurs conditions de vie. Il distribua même des graines, des outils (surtout des charrues) et des bœufs de labour aux agriculteurs grâce à des contributions

financières versées par des philhellènes. Il ne distribua pas les terres nationales aux paysans, mais essaya de les conforter en les exemptant d'impôts et en les encourageant à retourner dans leurs villages. Sa popularité parmi les paysans fut très forte : ils l'appelaient « le père Jean ».

Son œuvre fut aussi remarquable dans le domaine de l'enseignement primaire. Avant et pendant la révolution grecque, des écoles grecques de tous les niveaux fonctionnaient dans presque tous les centres urbains de l'Empire ottoman et de la diaspora, tandis que les enfants des familles riches recevaient une éducation privée chez eux. Des maîtres circulaient de Constantinople à Vienne et du Péloponnèse à Chios, recrutés par les communautés de commerçants et de notables qui, influencés par le mouvement des Lumières, désiraient éduquer la jeune génération aux sciences et aux lettres. Considérant que la Grèce avait besoin prioritairement d'un enseignement élémentaire massif et peu coûteux, Capo d'Istria mit en place une politique éducative qui reflétait tantôt ses idées pédagogiques, tantôt sa philosophie politique.

Il choisit d'introduire en Grèce la méthode mutuelle (ou lancastrienne), inventée dans le cadre de la révolution industrielle en Angleterre et développée ensuite en France. Inspirée par le système de l'usine, elle visait à l'économie des moyens et à la productivité, c'est-à-dire à l'instruction d'un grand nombre d'enfants dans un seul bâtiment et avec un seul maître. Sous la supervision du maître, les élèves d'un niveau supérieur enseignaient aux élèves d'un niveau inférieur. Tous apprenaient donc mutuellement dans un environnement pédagogique régi par l'ordre, la discipline et la division du travail. L'univers de la méthode mutuelle rappelait l'organisation industrielle. Capo d'Istria utilisa cette méthode pour homogénéiser et centraliser l'enseignement primaire.

Le succès de la politique capodistrienne devint manifeste avec l'augmentation rapide du nombre d'écoles et d'élèves : en 1831, il y avait 121 écoles mutuelles recevant près de 10 000 élèves. Mais l'obstination de Capo d'Istria à promouvoir l'enseignement élémentaire au détriment de

l'enseignement universitaire, dépourvu d'intérêt à ses yeux, lui valut la critique ardente des intellectuels grecs progressistes, qui aspiraient à élever la Grèce moderne au niveau de la civilisation de ses illustres ancêtres. Bien sûr, leurs critiques ne portaient pas seulement sur l'université ; le régime autoritaire du gouverneur suscitait l'indignation des hommes de lettres, nourris par les principes démocratiques de la Révolution française, comme des hommes politiques qui avaient rédigé les constitutions révolutionnaires de la Grèce dans les années 1820. Capo d'Istria ne supporta pas la critique : il imposa la censure de la presse en fermant des journaux de l'opposition et en persécutant leurs éditeurs. Ses stratégies politiques, qui contestaient les relations de pouvoir et les hiérarchies sociales bâties pendant la guerre de l'indépendance, provoquèrent aussi des réactions violentes de la part des élites traditionnelles, qui se sentaient menacées et marginalisées.

En décembre 1830, le clan Mavromichalis se rebella. Le sénateur Pétros Mavromichalis refusant de désavouer les siens,

Capo d'Istria le fit arrêter et emprisonner à Nauplie. C'est pour venger cette décision que le fils et le frère de Pétrobey assassinèrent le président grec. Sa fin tragique avait été ainsi le résultat de l'affrontement entre idées, enjeux politiques et intérêts économiques, qui dépassa le territoire grec pour toucher toute l'Europe des révolutions des années 1830.

Capo d'Istria mena une vie ascétique, indifférente aux plaisirs et dédiée à sa « mission » sacrée, pour laquelle il avait sacrifié, selon ses propres mots, sa personne. Aimé par le peuple, il fut détesté par l'ensemble des élites grecques et méprisé par la diplomatie anglaise et française. Après sa mort, sa mémoire continua à diviser les Grecs pendant plus d'un siècle. Aujourd'hui, il est reconnu comme le premier « grand homme » de la Grèce moderne. *S*

Professeur d'histoire moderne et contemporaine à l'université Panteion des sciences sociales et politiques à Athènes, Christina Koulouri est spécialiste de l'histoire du nationalisme, de l'éducation, du sport et des Jeux olympiques.



Le Sabre et le Turban

Combattants et politiques grecs, alliés philhellènes, Ottomans et leurs soutiens : de leur décennie d'affrontement est née une nation.

LES PROTAGONISTES

ALI PACHA (TEPELENA, VERS 1750-IOANNINA, 1822)

Ali naît vers 1750 dans un clan sud-albanais, puissant mais déclassé par la mort prématurée du père. Dans un Empire ottoman en crise où pullulent les irréguliers qui, comme lui, combattent au service de féodaux ou d'ambitieux, il parvient à se faire nommer gouverneur de Thessalie en 1786, lance ses bandes sur l'Épire voisine, se fait charger d'y rétablir l'ordre et en devient gouverneur (1787), tandis que son fils lui succède en Thessalie. Lorsque, en 1797, par le traité de Campo-Formio, Venise cède les îles Ioniennes aux Français, Ali noue des contacts étroits avec eux. Il en reçoit armes et conseils ; il autorise le recrutement d'un bataillon des chasseurs d'Orient dans lequel de futurs insurgés grecs défendent les îles Ioniennes sous le drapeau français. Mais il refuse d'attaquer le sultan, comme l'y incite Bonaparte lors de l'expédition d'Égypte, et ne cessera plus de louvoyer entre Français, Russes et Anglais. Les cruautés d'Ali en font une espèce d'ogre dans la culture populaire grecque. Déterminé à écraser les autonomies locales, il soumet ainsi les villages souliotes, au sud de l'Épire, à un long blocus, puis ordonne le massacre des réfugiés auxquels il avait promis la vie sauve (1804). Mais le despote protège aussi les Grecs et les Valaques qui modernisent l'administration et développent l'économie de la province. La richesse et la puissance d'Ali finissant par inquiéter le sérail, son armée ne peut arrêter celle du sultan Mahmoud II, commandée par l'ancien grand vizir Khursit Pacha, qui met le siège devant Ioannina en septembre 1820. Lorsque les Grecs se soulèvent six mois plus tard, Ali voit une opportunité de desserrer l'étau : il rend leur territoire aux Souliotes et les troupes qui lui sont restées fidèles se joignent aux insurgés. Mais Khursit ralliera la plupart des Albanais d'Ali en l'accusant de trahir l'islam au profit des infidèles. Le 5 février 1822, il attire Ali dans un guet-apens – qui donnera à Alexandre Dumas le motif de la vengeance de Monte-Cristo contre Mortcerf. Puis il envoie la tête d'Ali à Mahmoud.



THEODOROS KOLOKOTRONIS

(RAMAVOUNI, 1770-ATHÈNES, 1843)

En février 1770, les frères Orlov, envoyés par la Grande Catherine qui rêve d'Empire byzantin, soulèvent le Péloponnèse. Les insurgés – dont le clan Kolokotronis – remportent d'importants succès, mais les Russes repartent : Theodoros serait né au pied d'un arbre, dans la montagne où les siens ont dû fuir la sauvage répression qui s'abat alors sur le pays. Trente ans après, c'est tout le clan que les Turcs déciment lors d'une chasse aux *klephtes* – ces paysans en révolte qui forment une contre-société du maquis –, mais Theodoros parvient à gagner les îles Ioniennes, république semi-autonome sous la protection du tsar depuis 1800. Il sert sous les uniformes russe et français, gagne ses galons de major de l'armée anglaise. Il voit en Bonaparte un « *dieu de la guerre* » venu sur terre pour libérer les peuples. Dès le début de 1821, avec l'archimandrite Phlessas, il parcourt le Péloponnèse (ou Morée) pour préparer l'insurrection. Le 4 avril, il est avec les Maniotes de Mavromichalis, auxquels se rend la garnison turque de Kalamata. Surnommé « le Vieux de Morée » (il a 50 ans), Kolokotronis est l'un des chefs militaires les plus charismatiques de l'insurrection. En octobre, il emporte Tripolitsa, la capitale et la plus puissante forteresse de Morée. En août 1822, il prend au piège, dans les défilés de Dervénakia, une armée turque bien supérieure en nombre et ouvre aux Grecs la route de Nauplie, qui devient leur première capitale. Les Turcs le craignent ; les politiques grecs le redoutent : ne sera-t-il pas le Bonaparte de cette guerre qui est aussi une révolution ? En 1823-1824, Kolokotronis installe à Tripolitsa un gouvernement rival de celui qui émane de l'Assemblée nationale d'Astros. Pour lui, l'aventure se termine en prison. Mais Ibrahim Pacha a débarqué au sud du Péloponnèse et menace Tripolitsa. On libère le Vieux pour empêcher sa chute. Il n'y parvient pas, mais continue à batailler dans le Péloponnèse. Kolokotronis tente de nouveau sans succès, en 1827 puis en 1832-1833, de s'imposer aux politiques. Il est aussi l'une des figures du « parti russe » et, durant la minorité d'Othon, les régents bavarois l'accusent de haute trahison. Le procès est inique et le héros condamné à mort ; la Morée s'embrase, les mercenaires bavarois sont battus, l'exécution doit être suspendue : en 1835, Othon, devenu majeur, libère Kolokotronis ; il le nommera général et membre d'un Conseil d'État sans pouvoir. Le Vieux meurt dans son lit en 1843, et neuf ans plus tard paraissent les *Mémoires* qu'il a dictés à un érudit.

© ILLUSTRATIONS DE FABRIZIO FIORENTINO, COULEURS DE DANIELE SORRENTINO, POUR LE FIGARO HISTOIRE.



ALEXANDROS YPSILANTIS (CONSTANTINOPLE, 1792-VIENNE, 1828)

Issus d'une éminente lignée phanariote, le grand-père et le père d'Alexandros Ypsilantis ont été grands drogmans et ont régné sur la Moldavie et la Valachie, vassales du sultan. Réfugié en Russie avec ce père qui a trop rêvé d'un royaume dace sous protection russe, Alexandros a perdu un bras au service du tsar, qui en a fait un général et l'un de ses aides de camp. En 1820, âgé de 28 ans, il prend la direction de la *Philiki Etaireia*. En janvier 1821, avec l'aide de Tudor Vladimirescu, un nobliau local, il déclenche, au sud-ouest de la Valachie, une insurrection paysanne contre les grands propriétaires qu'Ypsilantis, entouré d'officiers grecs de l'armée russe, de Serbes, de Bulgares, veut transformer en une insurrection de tous les chrétiens sujets du sultan. Les insurgés prennent Iasi puis Bucarest, mais la discorde s'installe entre Vladimirescu et Ypsilantis, qui comptait sur l'aide du tsar, lequel reste fidèle à la ligne d'un Metternich hostile à toute remise en cause de l'absolutisme quelle qu'en soit la raison. Le seul renfort viendra d'un « bataillon sacré » (en référence à celui des Thébains de l'Antiquité) constitué de 200 étudiants grecs. Le 19 juin, les Turcs écrasent des hétéristes abandonnés par les paysans valaques. Ypsilantis s'enfuit en Autriche où il est emprisonné. Affaibli par les mauvais traitements, il meurt à Vienne en janvier 1828, peu après sa libération sur l'intercession du tsar (décembre 1827). Arrivé de Russie en Grèce (juin 1821), son frère Dimitrios participe au siège de Tripolitsa. Mais arguant du mandat que lui aurait donné Alexandros, il revendique le commandement et entre en conflit avec Kolokotronis tandis que, à l'Assemblée d'Epidaure, les « politiques » menés par Mavrokordatos le marginalisent. Il participe à plusieurs grandes batailles (Dervénakia, moulins de Nauplie) et, en 1828-1829, il libère Livadia puis Thèbes. Sous son commandement, les Grecs remportent, en septembre 1829, le dernier combat de la guerre au col de Pétra, près duquel un village prendra le nom d'Ypsilantis. Il meurt en 1832.



ALEXANDROS MAVROKORDATOS (CONSTANTINOPLE, 1791-ÉGÈNE, 1865)

Issu de l'une des grandes familles grecques regroupées autour du patriarcat œcuménique de Constantinople, installé dans le quartier du Phanar – on les appelle les phanariotes –, qui ont fourni à l'Empire ottoman ses cadres administratifs les plus compétents et les princes imprégnés des Lumières placés par le sultan sur les trônes des principautés danubiennes, Alexandros Mavrokordatos est en exil en Italie lorsque éclate l'insurrection de mars 1821 qu'a préparée la *Philiki Etaireia*, dont il est membre. Il achète des armes et rejoint la Grèce début août. Jusqu'à sa mort en 1865, il sera la principale tête du « parti anglais », porteur d'un projet politiquement libéral mais hostile à la distribution aux paysans des domaines turcs devenus vacants. Président de l'Assemblée de Grèce occidentale dominée par les notables, il l'est aussi de l'Assemblée nationale réunie à Epidaure, qui adopte en janvier 1822 la déclaration d'indépendance et une constitution provisoire. Craignant qu'un Bonaparte émerge parmi les chefs militaires, Mavrokordatos et les « politiques » obtiennent l'instauration du suffrage censitaire et d'un Conseil exécutif collégial de cinq membres renouvelés annuellement, inspiré du Directoire français, qui nomme et révoque les ministres, et dont Mavrokordatos prend la tête – pour un an, puisque l'Assemblée d'Astros le remplace. Commandant des troupes dans l'ouest de la Grèce continentale, il échoue à s'acquiescer une gloire militaire en portant la responsabilité de la défaite de Péta en juillet 1822 et sera plus heureux comme défenseur de Missolonghi durant le premier siège (novembre 1822-janvier 1823) que dans ses initiatives lors des épisodes de guerre civile opposant les insurgés entre eux. Bref ministre des Affaires étrangères, Mavrokordatos s'efface de la vie politique en 1826... pour y revenir en 1831. Toujours fidèle à l'Angleterre, il sera quatre fois Premier ministre d'Othon entre 1833 et 1855, et représentera la Grèce à Londres, Constantinople, Berlin et Munich.





PÉTROS DIT « PÉTROBEY » MAVROMICHALIS

(1765-ATHÈNES, 1848)

Dans la région du Magne aux villages hérissés de tours, le sultan n'a jamais pu exiger plus qu'un tribut annuel et les Mavromichalis sont l'un des plus puissants clans qui structurent une société où règne la vendetta. Ils ont joué un rôle déterminant dans l'insurrection déclenchée par les Orlov. A l'issue de celle-ci, le Magne est placé sous l'autorité de l'amiral en chef de la flotte ottomane qui désigne un bey parmi les Maniotes, répondant sur sa tête de leur loyauté et chargé de lever le tribut. Né en 1765, Pétros Mavromichalis devient bey en 1815. Pourtant, dès le 4 avril 1821, il est avec Kolokotronis à la tête des 2 000 Maniotes qui contraignent la garnison turque de Kalamata à capituler. Puis il participe à la prise de Tripolitsa et à la défense de Missolonghi. Vice-président du Sénat (*Gerosia*) en février 1822, Pétrobey est nommé président de l'exécutif en mai 1823 par l'Assemblée d'Astros. Il démissionnera sept mois plus tard pour rejoindre le gouvernement de Kolokotronis à Tripolitsa. Mais, brouillé avec lui, Pétrobey se retire dans le Magne, dont il interdira l'entrée à Ibrahim, et négocie avec l'exécutif légal qui intègre l'un de ses frères. La volonté de Capo d'Istria d'organiser sur le modèle français un Etat centralisé qui prélèverait l'impôt heurte les notables péloponnésiens partisans d'un Etat faible et qui n'entendent pas renoncer à leur lucrative ferme de l'impôt. A Pâques 1830, tandis que son frère soulève le Magne, Pétrobey s'enfuit de Nauplie. Parvenu à Zakynthos, il est livré par les Anglais à Capo d'Istria, ramené à Nauplie et emprisonné. Le 9 octobre 1831, son frère et l'un de ses fils (deux autres sont morts au combat) assassinent Capo d'Istria. L'un est abattu aussitôt, l'autre après avoir été abandonné par les Français (soupçonnés d'avoir manipulé, avec les Anglais, les assassins d'un Capo d'Istria trop proche des Russes), auprès de qui il s'était réfugié. Nommé vice-président du Conseil d'Etat puis sénateur par Othon, Pétrobey meurt en 1848.

MARKOS BOTZARIS

(MONTAGNES DE SOULI, ÉPIRE, VERS 1788-KARPÉNISI, 1823)

Au sud-ouest de Ioannina, le Souli est une fédération de 14 villages et 47 tribus gouvernée par un conseil des chefs de clan – dont les Botzaris sont l'un des plus puissants. Comme dans d'autres réduits montagneux (Agrapha, Magne, Sphakia en Crète), les Turcs ont dû se contenter d'y exercer une tutelle lointaine. Jusqu'à ce qu'Ali Pacha décide d'imposer son pouvoir aux Souliotes. Après quatre ans de blocus, ceux-ci capitulent en décembre 1803. Mais les Botzaris cherchent à gagner les Agrapha ; avant d'y parvenir, ils sont rattrapés, assiégés dans un monastère, massacrés. Rescapé, Markos parvient à Corfou où il sert dans le régiment albanais à la solde des Français qui occupent les îles Ioniennes. Il compose, vers 1809, le premier dictionnaire bilingue grec-albanais. Revenu sur le continent en 1820, il combat les Turcs au côté des troupes d'Ali, qui a rendu leur territoire aux Souliotes. Et en juillet 1822, il est à Péta, près d'Arta, l'un des chefs que le commandement de Mavrokordatos conduit à un désastre, qui empêche de porter secours aux Souliotes isolés depuis la mort d'Ali en février. Avec Mavrokordatos et des forces très inférieures en nombre, Markos défend victorieusement Missolonghi durant le premier siège (novembre 1822-janvier 1823), décourageant les assiégeants par de meurtrières sorties. Puis l'Assemblée d'Astros (avril 1823) lui confie le commandement des opérations en Grèce occidentale. Le 20 août, à Karpénisi, avec 350 hommes, il lance une attaque nocturne (qui inspirera un tableau à Delacroix) contre le campement des 4 500 soldats de l'avant-garde d'une nouvelle armée en route pour Missolonghi. En regard des 800 morts ennemis qui retardent jusqu'en octobre le retour des Turcs sous les murs de la ville, les pertes grecques sont dérisoires, mais l'audace de Markos, célébré par Byron et par Hugo dans *Les Têtes du sérail*, lui a coûté la vie.



GEORGIOS KARAÏSKAKIS (VERS 1780-ATHÈNES, 1827)

Au cœur des montagnes du Pinde se trouve la région des Agrapha (signifiant « non écrits »), ainsi nommée parce que les Turcs n'ont jamais pu inscrire ses habitants sur leurs registres fiscaux : Georgios Karaïskakis est un rebelle de naissance... et un bâtard, né d'un chef *klephte* et d'une religieuse. *Klephte* lui aussi, le « fils de la nonne » devient armatole – irrégulier employé contre les *klephtes* par les Ottomans – et s'élève jusqu'à la garde personnelle d'Ali Pacha. Dès 1821, il rejoint l'insurrection et y gagne son second surnom : « l'Aigle de Roumélie » (la Grèce centrale), faisant preuve d'une témérité qui lui valut, raconte Makriyannis, d'être « blessé dans ses parties car, pour se moquer des Turcs, il leur avait montré son postérieur ». L'Aigle s'installe dans ses Agrapha, mais il en est délogé par les Turcs. Défenseur de Missolonghi, il est emprisonné à l'issue d'un procès inique monté par Mavrokordatos, qui l'accuse d'avoir négocié la cession d'une position défensive aux Turcs. Libéré, il défend le gouvernement légal contre Kolokotronis et le remplace comme général en chef des insurgés (1824-1825). Devenu tuberculeux, il se fera parfois porter en litière sur le champ de bataille. En avril 1826, il échoue à secourir les assiégés de Missolonghi, mais il remporte, en novembre, une importante victoire à Arachova, près de Delphes, et se trouve de plus en plus souvent en désaccord avec les philhellènes anglais Church et Cochrane (le général « la goélette », qui commande les troupes à terre depuis son bateau, et « l'amiral de salle à manger », selon Makriyannis), dont l'influence sur la conduite des opérations ne cesse de croître. Le 4 mai 1827, tandis que se concentrent, entre Phalère et le Pirée, 11 000 hommes qui doivent briser le siège de l'Acropole d'Athènes, l'Aigle est mortellement blessé. Privés de leur chef, livrés aux bévues de Church et de Cochrane, Grecs et philhellènes sont écrasés dans la plaine d'Analatos.



LASKARINA BOUBOULINA

(CONSTANTINOPLE, 1771-SPETSES, 1824 OU 1825)

Laskarina Bouboulina est une descendante d'Arvanites, des albanophones chrétiens qui, au Moyen Âge, se sont installés dans diverses régions de Grèce, dont les îles du golfe Saronique. Laskarina naît en 1771 dans la prison des Sept-Tours de Constantinople, où son père, capitaine de l'île d'Hydra, a été incarcéré pour sa participation à l'expédition des Orlov et où sa mère a suivi son mari. Peu après, la mort du père ramène Laskarina à Hydra, puis le remariage de sa mère l'emmène à Spetses. Laskarina s'y marie à deux reprises et, ses deux époux ayant été tués en mer, elle gère seule fortune et affaires d'armement maritime. Mais son second époux, Bouboulis, a combattu avec les Russes et Laskarina est menacée de confiscation. La protection de l'ambassadeur russe, un exil en Crimée, une rencontre avec la mère du sultan lui permettent de sauver ses biens et de reprendre son activité. Dès 1820, elle fait construire un brick armé de dix-huit canons, l'*Agamemnon*, dont la figure de proue est conservée au musée historique d'Athènes. Et lorsque Spetses rejoint l'insurrection, Bouboulina finance sur sa fortune (comme d'autres armateurs tels les frères Koundouriotis) une flotte de huit navires avec leurs équipages, qui participe au blocus de Nauplie puis à des opérations contre Monemvasia et Pylos. Liée au « parti russe » comme Kolokotronis, Bouboulina assiste à la prise de Tripolitsa et marie sa fille à l'un des fils du « Vieux de Morée » – lequel mourra dans les combats entre les partisans de son père et ceux de l'Assemblée d'Astros. Laskarina ne verra pas l'indépendance de la Grèce, qui lui aura coûté un fils, mort au combat, et toute sa fortune : en 1824 ou 1825, son autre fils enlève une jeune fille de Spetses, et Bouboulina meurt d'une balle tirée par l'un des membres de sa famille au terme d'une orageuse explication avec le père.





KONSTANTINOS KANARIS

(PSARA, VERS 1795-ATHÈNES, 1877)

Jeune orphelin, Konstantinos Kanaris est devenu mousse sur le bateau de son oncle ; en 1821, il a autour de 25 ans et se trouve à Odessa. En juillet 1824, Psara, dont il est originaire, subit un massacre à connotation génocidaire (comme Kassos un mois plus tôt et parce que ce sont deux îles d'armateurs) : la plupart des 30 000 Psariotes que Kanaris et la flotte insurgée n'ont pu évacuer sont exterminés ou réduits en esclavage. « *Mais le bon Canaris, dont un ardent sillon / Suit la barque hardie, / Sur les vaisseaux qu'il prend, comme son pavillon, / Arbore l'incendie !* » écrit Hugo dans la deuxième de ses *Orientales*. C'est que Kanaris et ses hommes – « *de vrais demi-dieux* » pour Makriyannis – compensent par leur bravoure l'infériorité de leur flotte de petites unités face à l'artillerie des navires de haut bord turcs et égyptiens : sur des embarcations bourrées de matières inflammables, ils s'amarrèrent aux bâtiments ennemis avec des harpons, mettent à feu leur cargaison et prennent le large sur des canots appelés *skabavia*. Durant la nuit du 18 juin 1822, celle de l'Aïd-el-Kébir (*Bayram*, en turc), Kanaris et 36 de ses hommes attaquent à Chios, un peu plus d'un mois après les massacres immortalisés par Delacroix et Hugo, les deux plus puissants bâtiments de la flotte turque. L'un n'est qu'endommagé ; l'explosion de l'autre fait autour de 2 000 morts dont le *kapudan pacha*, l'amiral en chef ottoman. Le « *Thémistocle de la révolution* » remporte d'autres succès, en 1822 à Ténédos (où il retourne allumer un brûlot mal enflammé !), en 1824 à Samos et Mytilène. Si son raid contre Alexandrie en 1825 est un échec, il a apporté avec d'autres capitaines – Miaoulis ou Sachtouris – une contribution majeure à la lutte. Amiral après l'indépendance, favorable à la Russie, il sera trois fois Premier ministre sous Othon, participera à sa chute en 1862 et mourra le 2 septembre 1877 alors qu'il était pour la troisième fois Premier ministre de Georges I^{er}.

© ILLUSTRATIONS DE FABRIZIO FIORENTINO / COULEURS DE DANIELE SORRENTINO, POUR LE FIGARO HISTOIRE



YANNIS MAKRIYANNIS (AVORITI, PHOCIDE, 1797-ATHÈNES, 1864)

Orphelin d'un père tué par une bande d'Ali Pacha peu après sa naissance (1797), Yannis Makriyannis est placé chez des notables grecs. Maltraité, il fugue et deviendra un prospère commerçant, qu'un pope initiera à la *Philiki Etaireia*, puis l'un des chefs de l'insurrection. En 1823, face à Kolokotronis, il choisit la légalité de l'exécutif issu de l'Assemblée : général à 27 ans, mais conscient que la victoire suppose la discipline, il s'engagera comme simple soldat dans le *taktikon soma* (corps tactique) de Fabvier. Il espère de Capo d'Istria puis d'Othon qu'ils gouvernent selon les principes pour lesquels les Grecs se sont soulevés. Déçu, il s'oppose à l'un puis à l'autre. Il est l'un des initiateurs de la révolution de 1843, qui impose une constitution à Othon. Persécuté, condamné, emprisonné, Makriyannis meurt en 1864, deux ans après la révolution qui a chassé Othon et dont l'un de ses fils a été l'une des têtes. Refusant de dicter ses souvenirs à un lettré, l'analphabète Makriyannis a écrit phonétiquement des *Mémoires* que l'opposant à Othon a cachés et qui font figure de premier chef-d'œuvre des lettres néohelléniques depuis leur découverte en 1901 : en 1943, Georges Seféris les qualifiait d'« *histoire des sentiments de notre peuple durant la grande époque qui a donné naissance à la Grèce contemporaine* ». En 1963, dans son discours de réception du prix Nobel, il décrira Makriyannis comme « *l'homme qui m'a le plus enseigné en matière de prose* ». En juin 1825, l'amiral français de Rigny, venu dire aux Grecs combien était mauvais le choix des « moulins de Nauplie » pour défendre leur capitale menacée par Ibrahim, s'entendit rétorquer par Makriyannis, l'un des quatre chefs qui menèrent les Grecs à la victoire : « *Depuis la nuit des temps, tous les monstres (...) ont beau nous manger, il reste toujours du levain. Et quand cette poignée d'hommes décide de mourir, ils perdent rarement et gagnent le plus souvent.* »

LES PHILHELLÈNES

CHARLES NICOLAS FABVIER

(PONT-À-MOUSSON, MEURTHE, 1782-PARIS, 1855)

Né en 1782, Charles Nicolas Fabvier – le « *bon et courageux Fabvier* », « *l'immortel Fabvier* » pour Makriyannis – est polytechnicien. Artilleur, il est dépêché à Constantinople pour en moderniser la défense lors du bref rapprochement franco-turc de 1805-1807. Aide de camp de Marmont, colonel et baron d'Empire, il sera arrêté à deux reprises sous la Restauration et partira se battre, en 1823, aux côtés des libéraux espagnols qu'écrasera l'armée du Bourbon de Paris, Louis XVIII, au service du Bourbon de Madrid, Ferdinand VII. Après un premier séjour en Grèce, Fabvier organise le départ de militaires en demi-solde pour qui l'insurrection grecque est fille de la Révolution française – raison pour laquelle la Sainte-Alliance dirigée par Metternich souhaite que le sultan l'écrase. Entre 1825 et 1828, il met sur pied le *taktikon soma* (corps tactique), embryon d'armée régulière, entraîné et encadré à l'européenne, qui participe à plusieurs combats. Mais les rapports entre le colonel et les anciens *klephtes*, peu enclins à la discipline, sont orageux ; ils ne sont pas meilleurs avec le général anglais Church. A la fin de 1826, Fabvier parvient à ravitailler l'Acropole assiégée, mais s'y retrouve bloqué, peut-être à cause d'une trahison. Le désastre d'Analatos le force à capituler... mais c'est à lui qu'on demande des comptes. Arrêté, innocenté, il tente sans succès de libérer Chios et fait l'objet de nouvelles accusations. Arrivé au pouvoir au début de 1828, Capo d'Istria se débarrassera d'un homme qui se rapproche des opposants à son autoritarisme croissant : affecté à l'état-major de l'expédition française du général Maison, Fabvier est prié de rentrer en France en mai 1829. Au lendemain des journées de juillet 1830, il devient brièvement gouverneur militaire de Paris. Général, pair de France, ambassadeur à Constantinople puis Copenhague, citoyen d'honneur du royaume de Grèce, Fabvier est élu député (conservateur) à l'Assemblée constituante en 1849 et meurt en 1855.





LORD BYRON

(LONDRES, 1788-MISSOLONGHI, 1824)

George Gordon naît avec un pied bot en 1788 et hérite le titre de baron Byron d'un grand-oncle ruiné. En 1809, peu après son entrée à la Chambre des lords, il part pour l'Orient. Il y sera reçu à la cour d'Ali Pacha, dont il fait l'éloge... six ans après le massacre des Souliotes. Par Missolonghi, Delphes, Athènes et Smyrne, il se rend à Constantinople, comprend quelle oppression subissent les Grecs et revient à Londres en 1811 avec les deux premiers chants de *Childe Harold*. Le succès littéraire est fulgurant, mais c'est à l'action politique qu'aspire ce libéral dans une Angleterre dirigée par les conservateurs de 1809 à 1830. Le naufrage de son mariage et les rumeurs d'homosexualité comme d'inceste avec sa demi-sœur le poussent à partir. Le poète continue à publier avec succès, voyage en Belgique, en Suisse, en Italie où il aide les *carbonari* en lutte contre les régimes autoritaires soutenus par l'Autriche de Metternich. C'est au début d'août 1823, après une rencontre avec des philhellènes anglais, que Byron débarque en Grèce... vêtu d'un uniforme de fantaisie. Il meurt en avril 1824 de fièvres mal soignées, contractées dans les marais de Missolonghi. Il a dépensé son argent à solder des troupes et secourir des réfugiés ; il s'est surtout consacré à concilier les factions grecques tout en soutenant l'anglophile Mavrokordatos. A côté du philhellénisme militaire ou du banquier suisse Jean-Gabriel Eynard, qui conseille les Grecs en matière financière, négocie pour eux des emprunts et coordonne les comités philhellènes d'Europe occidentale, Byron devient, par son destin romantique et tragique plus que par son action, l'icône d'une génération d'intellectuels libéraux, de poètes et d'artistes occidentaux qui mobiliseront les opinions publiques en faveur des Grecs.

© ILLUSTRATIONS DE FABRIZIO FIORENTINO, COULEURS DE DANIELE SORRENTINO, POUR LE FIGARO HISTOIRE.



© ILLUSTRATIONS DE FABRIZIO FIORENTINO, COULEURS DE DANIELE SORRENTINO, POUR LE FIGARO HISTOIRE.

OTHON I^{er} (SALZBOURG, 1815-BAMBERG, 1867)

Le 22 mars 1829, l'Angleterre, la Russie et la France décident de confier à un prince chrétien non membre de leurs familles régnantes respectives l'Etat grec qu'ils vont imposer au sultan. Futur roi des Belges, Léopold de Saxe-Cobourg se récite : pour lui, les frontières dessinées par les alliés et la dette contractée par les Grecs pour s'armer, que l'Angleterre refuse de réexaminer, rendent cet Etat non viable. Par défaut, le roi de Grèce sera le deuxième fils de Louis I^{er} de Bavière, qui a racheté des Grecs de Missolonghi vendus comme esclaves et couvert Munich – modèle de la future Athènes d'Othon – de bâtiments inspirés de l'Antiquité grecque. Ainsi les Grecs orthodoxes qui se sont soulevés contre la tutelle turque et musulmane afin de se doter d'un gouvernement représentatif se voient-ils imposer, après d'immenses sacrifices, un monarque absolu, bavarois et catholique ! Othon débarque à Nauplie le 6 février 1833 ; trois régents gouverneront jusqu'à sa majorité en 1835. Le roi refuse de se convertir à l'orthodoxie et choisit d'épouser une protestante. Leur union restera stérile et le frère du roi, héritier du trône, affirme que lui et ses enfants resteront catholiques. Licenciés, humiliés, les combattants de la guerre d'indépendance doivent s'effacer derrière des mercenaires bavarois que paye le contribuable grec. Le *Journal officiel* est édité en grec et en allemand. Plutôt que de distribuer les terres des grands domaines turcs aux paysans, l'Etat les utilise pour un clientélisme qui gangrène la vie publique. Le 15 septembre 1843, une révolution impose une constitution à Othon... qui ne l'appliquera pas loyalement. La xénocratie de gouvernements patronnés par les ambassades française, anglaise ou russe succède à la bavarocratie. Jusqu'à ce que la révolution d'octobre 1862 renvoie Othon en Bavière, les trois puissances élevant au trône un Glücksbourg germano-danois protestant, Georges I^{er}, qui prend le titre de roi des Hellènes.

LES OTTOMANS

IBRAHIM PACHA (KAVALA, 1789-LE CAIRE, 1848)

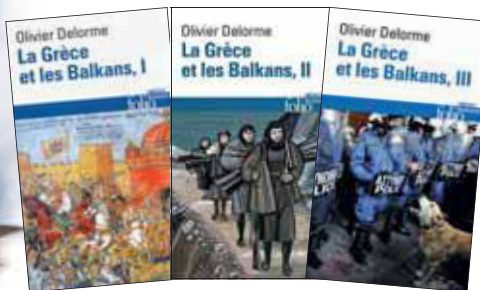
Ibrahim est le fils de Mehmet Ali, un Albanais devenu, en 1805, vice-roi d'une Egypte ottomane dont il a fait un Etat quasi indépendant doté, avec l'aide d'officiers et d'ingénieurs occidentaux, de l'armée et de la flotte les plus puissantes de la région. Ce qui permet à Mehmet d'exiger du sultan, lorsque celui-ci lui demande son aide contre les Grecs, la Crète pour lui et le Péloponnèse pour son fils. Les Egyptiens débarquent à la fin de 1824 au sud du Péloponnèse, que parcourront de véritables colonnes de la mort massacrant hommes et bêtes, coupant les oliviers, brûlant les villages. Après avoir battu les Grecs à Pylos en mai 1825, Ibrahim reprend Tripolitsa en juin, mais est défait aux moulins de Nauplie, par des Grecs très inférieurs en nombre, qui sauvent leur capitale. En janvier 1826, Ibrahim arrive devant Missolonghi, que les Turcs ont assiégé en vain à trois reprises. Dans la nuit du 22 au 23 avril, les assiégés affamés tentent une sortie : moins d'un quart s'échapperont et la ville tombe le 24. Femmes, enfants, vieillards sont torturés, massacrés, vendus comme esclaves. Ibrahim l'a emporté, mais le martyre de Missolonghi contribue à pousser la Russie puis la France à suivre une Angleterre qui, dès 1823, a infléchi sa politique en faveur des Grecs. Ceux-ci acceptent les bons offices des trois puissances ; le sultan les repousse ; Londres, Saint-Petersbourg et Paris décrètent un « blocus pacifique », qui prive Ibrahim d'approvisionnement et débouche sur la destruction totale, en rade de Navarin, le 20 octobre 1827, des flottes turque et égyptienne par les trois escadres alliées. Puis, tandis que la Russie attaque au nord en avril 1828, les Français du général Maison débarquent au sud du Péloponnèse en août : les derniers Egyptiens embarquent en octobre. Ibrahim mourra en 1848, huit mois après son père.



OMER VRIONI

Lorsque Khursit Pacha attaque l'Epire d'Ali en 1820, Omer Vrioni, un fidèle de ce dernier, Albanais comme lui, garde la route qui conduit de Thessalie à Ioannina. Omer change pourtant de camp en échange du pachalik de Berat, au sud de Tirana, d'où il est originaire. Quand éclate l'insurrection grecque, Khursit l'envoie châtier les Péloponnésiens. Ecrasés dans le nord de la Grèce, les insurgés tiennent les Thermopyles qui commandent la route vers Corinthe. Pour faire sauter ce verrou, Omer doit s'emparer du pont d'Alamana, qui enjambe le Sperchios. Face à son armée, Athanasios Diakos, dit le Diacre – moine devenu *klephte* après avoir tué un Turc trop sensible à sa beauté –, défend le pont avec 48 compagnons. Capturé, il sera empalé puis brûlé. Omer n'atteindra pas Corinthe pour autant : il est battu par les *klephtes* d'Odysséas Androutsos au *khan* (caravansérail) de Gravia en Phocide, et l'armée de renforts qu'il attendait est étrillée à Vassilika, près des Thermopyles. Rappelé en Grèce occidentale en juin 1822, Omer est vainqueur de Mavrokordatos à Péta en juillet, tandis que Mahmoud, pacha de Drama, préféré à Khursit pour mener l'expédition contre le Péloponnèse, est défait par Kolokotronis en août dans les défilés de Dervénakia. En novembre, alors que Khursit se suicide (sur ordre ou pour éviter d'être exécuté en raison de ses échecs), Omer choisit d'assiéger Missolonghi plutôt que de tenter l'assaut. Quand il s'y résout, durant la nuit de Noël pour surprendre les assiégés, il échoue. De retour sous les murs de la ville en octobre 1823, il devra également lever ce deuxième siège, et sa campagne de l'année suivante n'obtenant pas plus de succès, il est envoyé à Thessalonique.

À LIRE d'Olivier Delorme



La Grèce et les Balkans, du V^e siècle à nos jours
(3 tomes)

Gallimard, « Folio Histoire »
704, 800 et 816 pages
11,50 € chaque volume

La Quête des Frontières

Décus par les limites territoriales qui leur furent imposées en 1830, les Grecs ne cessèrent, jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, d'œuvrer à la réalisation de la Grande Idée. Leurs revendications se heurtèrent tant aux puissances européennes qu'aux nouveaux Etats des Balkans.

La « Grande Idée » est née dès la fondation de l'Etat grec en 1830, comme contrepoids aux frontières étroites qui lui avaient initialement été imposées et qui comprenaient la Grèce continentale, le Péloponnèse, les îles du golfe Argo-Saronique, l'Eubée, les Cyclades et les Sporades du Nord. En dépit de son caractère imprécis et de sa polysémie, la Grande Idée consista pendant presque un siècle dans l'aspiration nationale hellénique à l'expansion territoriale du nouvel Etat. Elle suscita, au moins jusqu'en 1922, nombre de questions en même temps qu'elle détermina toute une part de la politique de la Grèce : jusqu'où devaient aller les frontières de l'Etat grec ? Ou, pour mieux dire encore, celles de l'hellénisme ? L'expansion jusqu'à la Thessalie et l'Epire suffisait-elle ou devait-on pousser jusqu'au Pont-Euxin, à l'Asie Mineure et à Chypre ? Etait-ce assez de s'étendre aux régions frontalières ou fallait-il que le royaume de Grèce revendique ses « frontières historiques » ? Fallait-il inclure toutes les régions habitées par des Grecs ou considérées comme grecques en raison de leur passé antique, ou même parce qu'elles correspondaient à une reconstitution idéale de l'Empire byzantin ?



Or, l'expansion territoriale du royaume de Grèce était, surtout, une affaire de diplomatie, puisque l'Angleterre, la France et la Russie, après avoir contribué à la réussite de la révolution grecque de façon déterminante, s'étaient portées caution de la création d'un Etat grec indépendant et que rien ne pouvait être modifié sans leur consentement. Tout au long du XIX^e siècle, le traitement de l'affaire nationale grecque progressa donc sur un fil tendu entre les intimations européennes et les pressions intérieures pour réaliser

l'expansion rêvée des frontières. De leur côté, les puissances « protectrices » espéraient que le nouvel Etat serait un facteur de stabilité dans la région, mais elles n'avaient pas tenu compte de ce qui, pour les Grecs, allait de soi : la révolution était « imparfaite » et la création de l'Etat n'était que le tout début de son processus d'expansion. Le royaume de Grèce, avec à sa tête le jeune et romantique roi bavarois Othon, devint ainsi une cause permanente de troubles dans la région.

Jeux de puissances

Chaque soubresaut de la question d'Orient, qui mettait aux prises un Empire ottoman en difficulté avec les puissances européennes, fournissait aux Grecs l'espoir de voir s'accomplir les « grandes chimères nationales » annoncées par la Grande Idée. Les insurrections qui éclataient sur les terres qui n'avaient pas été comprises dans les frontières de l'Etat grec étaient considérées comme le signe d'une « désobéissance » de la Grèce face à la diplomatie européenne, qui imposait la modération et la conservation du *statu quo*. Des militaires grecs, désireux de profiter de la mauvaise posture de l'Empire ottoman, fomentaient des révoltes

aux frontières, mais aussi dans les régions irrédimées, pour contraindre la Sublime Porte à négocier leur éventuel rattachement au royaume de Grèce et à réaliser, fût-ce partiellement, la Grande Idée.

Les déceptions et les plaintes à l'encontre des puissances « protectrices », qui surveillaient sévèrement ces tentatives, s'accompagnaient du rappel que les Européens avaient l'« obligation » de contribuer à l'accomplissement national pour rembourser politiquement la dette spirituelle qu'ils avaient contractée envers le glorieux héritage de la Grèce ancienne. C'est dans ce cadre que s'inscrit la première désillusion des Grecs, au cours de la guerre de Crimée, en 1853-1856. Considérant que la guerre entre la Russie et un Empire ottoman soutenu par la France et l'Angleterre était l'occasion de réaliser la Grande Idée, ils organisèrent des mouvements insurrectionnels aux frontières de l'Épire et de la Thessalie. Or ceux-ci furent annulés sous la menace des canonnières françaises et anglaises qui bloquèrent le port du Pirée.

L'enthousiasme d'Othon pour la réalisation de la Grande Idée et sa désobéissance face aux puissances européennes lui coûtèrent le trône de Grèce. Son successeur, le roi danois Georges, faisait preuve pour sa part d'une grande qualité : il obéissait aux conseils britanniques. Cela lui valut en retour la cession à la Grèce des îles Ioniennes, qui se trouvaient sous protectorat anglais depuis 1815 : la diplomatie anglaise espérait en effet que, en établissant sur le trône de Grèce un souverain dévoué à la Grande-Bretagne, elle pourrait exercer une influence considérable sur

UNE AFFAIRE DE DIPLOMATIE

A droite : *Le Concert européen* (détail), par Henri Meyer, extrait du *Petit Journal* du 9 mai 1897. Page de gauche : *Portrait de Georges I^{er} de Grèce*, par Emiliros Prossalentis, vers 1890 (collection particulière). Prince de Danemark, il accéda au trône de Grèce en 1863 après l'éviction d'Othon I^{er}. Son règne, jusqu'à son assassinat en 1913 par un anarchiste, fut particulièrement marqué par les visées expansionnistes du jeune Etat grec.





Athènes et contenir les visées expansionnistes des Grecs. En échange, on procéderait à une importante cession territoriale.

En 1863, parallèlement à l'accession du nouveau roi au trône de Grèce, l'Assemblée ionienne proclama donc à l'unanimité son rattachement à la Grèce. Après avoir dépassé, grâce à des négociations, le cas épineux de Corfou, dont la Sublime Porte ne voulait pas le rattachement, les îles Ioniennes furent réunies à la Grèce par le traité de Londres de 1864. Corfou et les îles de Paxi demeurèrent territoire neutre. La réunion de l'Heptanèse, « premier maillon de la réhabilitation nationale », se fit sans effusion de sang et avec l'approbation de la diplomatie européenne, ranimant les espoirs des Grecs que l'Europe, tôt ou tard, se laisserait persuader du bien-fondé de leurs autres revendications nationales. Mais très vite, la révolution crétoise de 1866, dont l'objectif était la réunion de l'île à la Grèce, allait ajourner de nouveau la Grande Idée : la crainte des Grecs de voir l'expansion des frontières helléniques rendue impossible par leurs « protectrices » se trouva alors confirmée.

La nouvelle réalité apparue dans les Balkans après l'émancipation nationale des peuples balkaniques – avec la création d'un patriarcat indépendant de l'Eglise bulgare qui conduisit à l'instauration d'une

souveraineté bulgare – y provoqua une révolte contre la Sublime Porte à l'occasion de la révolution en Bosnie-Herzégovine. La crise balkanique de 1875 et la guerre russo-turque qui suivit en 1877 suscitèrent un nouveau soulèvement des Grecs. La perspective d'une guerre entre leurs coreligionnaires slaves et les Turcs, à laquelle la Grèce prendrait part, fut considérée par une grande partie des Grecs comme le contexte idéal pour incorporer à l'Etat grec la Thessalie, l'Épire et peut-être même la Crète et la Macédoine. La perspective de voir naître un Etat-nation bulgare qui comprendrait les régions de la Macédoine en litige avec la Grèce créait cependant des dilemmes dans la politique extérieure hellénique, réticente à l'idée de l'ouverture d'un nouveau front slave parallèlement à celui qui existait avec l'Empire ottoman.

L'enthousiasme qui suivit la déclaration de guerre à l'Empire ottoman l'emporta finalement et le gouvernement grec, avec le consentement d'un roi Georges impuissant à contenir la frénésie de ses sujets qui manifestaient en foule contre le retard de la déclaration de guerre, décida le passage à l'attaque. L'armée hellénique envahit la Thessalie, dont les habitants grecs avaient déjà proclamé la révolution. Sauf que la guerre russo-turque venait de se terminer

et que les deux empires avaient déjà signé un armistice. La participation grecque s'acheva donc sur un fiasco. Elle créa néanmoins un précédent qui permit à la question de l'expansion des frontières grecques d'être discutée au congrès de Berlin en 1878.

Même si la Grèce ne participa pas officiellement au congrès, elle parvint toutefois à exprimer ses revendications au sujet de l'annexion de l'Épire et de la Thessalie. Finalement, le congrès consentit à ce que la Grèce et la Turquie négocient elles-mêmes la question de leurs frontières. C'est ainsi que débuta un marathon de conférences sur l'expansion des frontières du royaume, qui dura trois années et frôla même le conflit armé avec l'Empire ottoman. Sous les fortes pressions des puissances, le gouvernement, soutenu par le roi Georges et en dépit de la protestation générale, accepta en 1881 la solution qui lui était proposée : l'annexion de la seule Thessalie et d'une petite partie de l'Épire, le district d'Arta.

L'opinion publique grecque considéra ce règlement comme une « trahison » de la Grande Idée car elle attendait davantage de territoires qu'elle désirait d'ailleurs gagner par une guerre héroïque et non par la diplomatie : par l'« épée » et non par la « plume », ainsi que l'écrivirent les journaux de l'époque. Tout ce que la Porte et la diplomatie européenne « devaient » encore à la Grèce allait être revendiqué une dizaine d'années plus tard, en 1885-1886, à l'occasion du coup d'Etat qui annexa à la Bulgarie la Roumélie orientale (région devenue autonome conformément aux décisions du congrès de Berlin) et créa un nouveau bouleversement dans les Balkans. Mais les préparatifs militaires des Grecs furent stoppés une fois de plus par la présence, dans le port du Pirée, des canonnières européennes, à l'exception de celles de la France.

L'affrontement avec l'Empire ottoman, désiré quasiment par l'ensemble des Grecs, eut lieu en 1897 quand, au cri de ralliement de la réunion de la Crète à la Grèce, les Grecs, avec l'appui de sociétés secrètes et en dépit de l'opposition des puissances européennes et de la position modérée du roi et du gouvernement, déclarèrent enfin la guerre à la Sublime Porte. Le résultat de ce conflit ne fut autre que la déroute complète



GRAND ÉCHIQUIER Page de gauche : évolution territoriale de la Grèce, dont les gains les plus importants ont été obtenus lors des guerres des Balkans. Ci-dessus : l'émancipation nationale progressive des peuples des Balkans à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle allait inévitablement conduire à des affrontements territoriaux lors de la libération des régions occupées par les Turcs. La première guerre balkanique, qui avait vu l'alliance des Serbes, des Bulgares, des Monténégrins et des Grecs, et s'était soldée par la défaite de l'Empire ottoman, se transforma rapidement en guerre entre anciens alliés. A l'issue de ce conflit, la Grèce doubla son territoire et sa population.

de l'armée grecque, mais aussi l'occupation de la Thessalie par les troupes ottomanes. Grâce à la médiation des puissances européennes, les armées ottomanes se retirèrent rapidement et la Grèce perdit seulement deux lieux d'intérêt stratégique à la frontière de la Thessalie avec la Macédoine, qui constituait désormais une priorité pour la réalisation de la Grande Idée. La conquête de la Macédoine n'était pas une entreprise facile, car il y avait d'autres concurrents dans la région : les Bulgares, les Serbes et les autonomistes macédoniens. Les guerres balkaniques qui allaient suivre apporteraient une solution à l'expansion grecque de ce côté.

Le temps des Balkans

Le mandat du Premier ministre Elefthérios Venizélos, qui débuta en 1910, mais aussi le déclin absolu de l'Empire ottoman ainsi que la révision de la doctrine de l'intégrité de celui-ci par la diplomatie européenne et particulièrement par le Foreign Office, offrirent aux Grecs la possibilité de réaliser presque entièrement le rêve de la Grande Idée. Quand la Serbie, la Bulgarie et par la suite le Monténégro décidèrent, en 1912, de s'allier pour secouer le joug turc, Venizélos prit le

risque de faire entrer la Grèce dans cette coalition balkanique, en dépit des craintes occasionnées par les visées de ses futurs alliés sur la Macédoine.

Les résultats sur les champs de bataille tournèrent en faveur de tous les alliés balkaniques, l'Empire ottoman ayant subi entre-temps un coup supplémentaire après la guerre italo-ottomane de 1911, qui lui avait fait perdre la Cyrénaïque et le Dodécanèse, où la domination ottomane avait été remplacée, à la grande joie des Grecs, par celle de l'Italie. L'armée grecque libéra une grande partie de la Macédoine, la ville de Thessalonique, l'Épire et la ville d'Ioannina, et sa flotte libéra les îles de l'Égée ; quant à la Crète, elle avait été réunie *de facto* à la Grèce après l'acceptation des députés crétois à l'Assemblée hellénique. Par le traité de Londres, en mai 1913, qui ratifia l'armistice, l'Empire ottoman abandonna toutes les régions des Balkans sous sa coupe, mais une affaire demeura en suspens : la répartition de la Macédoine, dont la majeure partie demeurait sous le contrôle de l'armée grecque.

Les revendications de la Bulgarie avaient suscité les soupçons de la Grèce et de la

Serbie qui, un mois après l'armistice de Londres, signèrent une alliance pour faire face aux exigences bulgares. Lors de la deuxième guerre balkanique, le rival redouté était désormais la Bulgarie. L'armée grecque envahit alors toute la Macédoine méridionale et la Thrace occidentale. Au traité de Bucarest, en août 1913, qui mit fin aux deux guerres balkaniques, la Grèce doubla son territoire et sa population : elle se vit garantir la plus grande partie de la Macédoine (jusqu'à Kavala), l'Épire, d'importantes îles de l'Égée (Thasos, Samothrace, Lemnos, Chios, Samos, Lesbos, Icarie) et la Crète. L'Albanie fut reconnue en tant qu'État indépendant, mais ses frontières méridionales étaient encore en discussion, en raison d'une forte présence grecque dans la partie septentrionale de l'Épire. Quelques mois plus tard, cette partie fut concédée à l'Albanie. La Thrace occidentale revint à la Bulgarie et sa partie orientale demeura dans l'Empire ottoman. Le Dodécanèse resta sous occupation italienne.

Ce grand succès de la Grèce et la conjoncture diplomatique favorable permirent au Premier ministre grec de projeter la



réalisation des rêves audacieux de ses concitoyens. Venizélos, incorporant la Grande Idée à l'édifice entier de sa philosophie politique, visait à la création d'un Etat moderne, économiquement vigoureux et géographiquement étendu, qui pourrait s'intégrer dans le monde occidental en termes égaux. Le « grand-idéalisme » de Venizélos visait, grâce à l'annexion de régions habitées par les Grecs comme l'Asie Mineure, la Thrace, la partie septentrionale de l'Épire (l'Albanie méridionale), à créer une « Grande Grèce » riche et puissante, mais aussi les conditions de modernisation de la société et de l'Etat grec. Désormais, la Grande Idée allait devenir davantage l'affaire de la classe urbaine aisée, dont l'enthousiasme n'allait pas tant au symbolisme que revêtait, pour l'idéologie nationale, la conquête de Constantinople, qu'à l'idée que la Grèce cesserait d'être un pays pauvre et marginal.

Quand la Grande-Bretagne, peu après le début de la Grande Guerre, offrit à Venizélos d'importantes contreparties en Asie Mineure si la Grèce entraînait dans le conflit aux côtés de l'Entente (le roi Constantin, germanophile, souhaitant au contraire demeurer dans la neutralité), tout montrait que les projets maximalistes de la Grande Idée pouvaient prendre corps. A la fin du conflit, Venizélos revendiqua

l'ensemble de la Thrace, l'Épire septentrionale et presque tout le littoral de l'Ionie, ce qui faisait de l'Égée un lac grec.

En 1919, l'ordre qui fut donné à Venizélos par les puissances victorieuses de débarquer l'armée dans la région de Smyrne, ainsi que le fragile traité de Sèvres qu'imposa l'Entente au sultan à l'été 1920, accordèrent à la Grèce le droit d'occuper la région de Smyrne et toute la Thrace. Mais le mouvement national turc, qui s'était déclaré contre le sultan, réagit contre cette clause humiliante pour les Turcs. La force croissante du kémalisme, associée à la défaite de Venizélos aux élections de 1920, sonna le début de la fin de l'aventure micrasiate. Le changement de gouvernement à Athènes et le retour du roi de l'exil auquel l'avait contraint l'Entente, fournirent l'occasion aux Alliés, qui avaient compris le dynamisme du kémalisme, de se dégager des promesses faites à leur cher Venizélos. La défaite de l'armée grecque et sa retraite de l'Asie Mineure, ainsi que la destruction de Smyrne, marquèrent la fin définitive de la Grande Idée.

La fin du rêve

Le traité de Lausanne, signé en 1923 entre l'Entente et la Turquie, fut considéré comme la meilleure solution possible pour la Grèce vaincue. Ses décisions visaient au règlement favorable de la question de la Thrace occidentale et des îles de l'Égée, en dehors d'Imbros et de Ténédos, qui revenaient à la Turquie. La question des frontières avec l'Albanie fut déterminée deux ans plus tard : le nord de l'Épire était attribué définitivement à l'Etat albanais.

Mais le traité de Lausanne, déterminant pour les frontières de la Grèce, incluait aussi le douloureux accord sur l'échange des populations, par lequel tous les chrétiens orthodoxes de Turquie (1 200 000) devaient migrer en Grèce, et tous les musulmans de Grèce (355 000) suivre le chemin inverse. Furent exclus de l'échange le patriarcat de Constantinople et les Grecs de cette même ville (125 000), ceux d'Imbros et de Ténédos (8 000), ainsi que les Turcs de Thrace occidentale (90 000). L'échange mit ainsi un terme ironique à la Grande Idée : la Grèce était contrainte, dans des frontières

désormais fixées, d'accueillir et d'assimiler les populations de la « terre promise » qu'elle avait rêvé de conquérir.

La fin de la Seconde Guerre mondiale permit aux Grecs, quoique sans grand résultat, de se remémorer la Grande Idée et de rêver aux « frontières historiques » de l'hellénisme. Vingt-trois ans après le traité de Lausanne, les vainqueurs, après la communication par le gouvernement grec de mémoires pressants qui réclamaient le Dodécanèse à l'Italie, en obtinrent, en effet, la cession en 1946, ratifiée un an plus tard par la signature d'un accord italo-grec. Le cycle de revendication des frontières grecques se ferma ainsi avec l'annexion du Dodécanèse.

Quant à l'île de Chypre, même si son cas n'appartient pas au contexte de la Grande Idée puisque la Grèce ne la revendiqua jamais officiellement auprès de l'Empire ottoman ni même de la Grande-Bretagne (sous la domination de laquelle elle se trouvait depuis 1878), elle constitua néanmoins une affaire particulière pour la politique étrangère hellénique. Mécontents de l'attitude de l'Angleterre, qu'ils accusaient d'avoir enfreint ses promesses du début de la Seconde Guerre mondiale, les Grecs chypriotes (environ 80 % de la population de l'île) se soulevèrent en 1955 contre l'ordre légal colonial britannique et entreprirent une lutte armée dont le but premier et le mot d'ordre étaient l'union (*Enosis*) avec la mère patrie. Il s'agissait là d'un combat de libération anticoloniale probablement unique, puisque l'objectif n'était pas l'indépendance (nationale), mais le rattachement du pays à un autre Etat.

Ce mouvement trouva un terreau favorable dans la société grecque qui, par des manifestations massives, exigea elle aussi l'*Enosis*. La solution de l'indépendance, accordée en 1959-1960, mit certes un terme formel à ce « grand-idéalisme anachronique », mais elle créa aussi d'immenses problèmes entre les deux communautés : celle des Chypriotes grecs (qui n'avaient jamais réellement admis la présence en termes égaux et la participation politique des Chypriotes turcs) et celle des Chypriotes turcs (qui, après la fondation de la république de Turquie par Mustafa Kemal, avaient commencé à perdre leur identité



À FEU ET À SANG Ci-dessus : vue du quartier grec de Smyrne (aujourd'hui Izmir) après sa reconquête par les Turcs le 9 septembre 1922. A droite : *L'Incendie de Smyrne*, anonyme, 1921-1922 (collection particulière). Page de gauche : *Le Premier ministre grec Elefthérios Venizélos*, vers 1910 (Chalon-sur-Saône, musée Nicéphore Niépce).



« musulmane » et à être influencés par certaines idées nationalistes turques).

La situation s'exacerba à partir de 1963 quand le président Makarios voulut procéder à des modifications constitutionnelles qui limitaient les droits des Chypriotes turcs. L'hostilité entre les deux communautés tourna alors au conflit : les Chypriotes grecs attaquèrent militairement les Chypriotes turcs, qu'ils isolèrent dans des enclaves dès le début de 1964. La tension s'accrut encore lorsque la junte militaire au pouvoir à Athènes, de connivence avec l'organisation nationaliste extrémiste EOKA 2 et les forces militaires grecques stationnées sur l'île, fit une tentative de coup d'Etat le 15 juillet 1974, renversant le président légitime Makarios et proclamant le rattachement de Chypre à la Grèce au mépris des termes des accords de Zurich et de Londres (1959). Cinq jours plus tard, sous le prétexte que les auteurs

du coup d'Etat, aidés par la Grèce, avaient aboli la république de Chypre, la Turquie envahit l'île avec d'importantes forces militaires et s'empara de 40 % environ du pays, entraînant une partition *de facto* de l'île. Aujourd'hui encore, le problème chypriote est demeuré insoluble et reste l'un des principaux sujets de tension entre la Grèce et la Turquie.

Parce qu'elles avaient laissé en dehors du territoire national un grand nombre de Grecs, les frontières initiales du nouvel Etat avaient créé les conditions pour que l'irréductibilisme devienne l'idéologie dominante des Grecs. Déçus par leurs protectrices, qui ne leur permirent pas de réaliser leur Grande Idée, ceux-ci tentèrent constamment d'exploiter les occasions fournies par les guerres et les crises de la question d'Orient pour créer l'Etat-nation que la révolution avait laissé « imparfait ». Si la volonté des grandes puissances joua un

rôle déterminant dans la formation des frontières de la Grèce, leur achèvement, un peu plus d'un siècle après la constitution d'un Etat indépendant, le doit tout autant à l'acceptation par les Grecs du fait que la Grande Idée avait définitivement disparu des rivages de l'Ionie. *S*

Spécialiste de l'histoire de la Grèce aux XIX^e et XX^e siècles, Lina Louvi est professeur d'histoire contemporaine à l'université Panteion d'Athènes.

CHRONOLOGIE

Par François-Joseph Ambroselli

Un Vent de liberté

La guerre d'indépendance grecque fut sanglante et confuse, ponctuée de massacres, de luttes intestines et de revirements diplomatiques.

SEPTEMBRE 1814 Trois bourgeois grecs nommés Skoufas, Xanthos et Tsakalof, fondent à Odessa, en Nouvelle Russie, au bord de la mer Noire, la société secrète *Philiki Etaireia* (Hétairie ou Société des amis). Pratiquant l'initiation, le serment, le codage des correspondances, ils appellent à la libération nationale et rallient, en Russie, dans les provinces danubiennes et en Grèce, nombre de notables et de membres du clergé. Sa direction se transportera à Constantinople en 1818.

L'insurrection

JANVIER 1821 Ayant pris la tête de la *Philiki Etaireia*, Alexandros Ypsilantis, général grec de l'armée russe, déclenche par l'intermédiaire d'un nobliau local, Tudor Vladimirescu, une insurrection paysanne au sud-ouest de la Valachie. Dans le même temps, l'archimandrite Phlessas et le militaire Theodoros Kolokotronis parcourent le Péloponnèse pour engager le peuple à la révolte. Fin janvier, au congrès de Laybach, le chancelier d'Autriche, Metternich, convainc la Russie, la Prusse et l'Angleterre de condamner cette insurrection dangereuse : « *Il y a, en Grèce, 300 000 têtes à couper.* »

6 MARS 1821 Alors que la révolte gronde dans le Péloponnèse, Ypsilantis, à la tête d'une armée de quelques milliers de combattants, s'empare de Iasi, la capitale de la Moldavie, d'où il appelle tous les sujets chrétiens du sultan à prendre part à la lutte

« *pour la foi et la patrie* ». Son plan est d'orienter l'offensive vers le sud afin de faire la jonction, en Macédoine, avec les rebelles grecs qui se mobilisent dans le Péloponnèse. Fin mars, le tsar Alexandre I^{er} désapprouvera officiellement son entreprise et lui fera savoir qu'il ne doit « *s'attendre à aucun secours de la Russie* ».

4 AVRIL 1821 (23 mars du calendrier julien) Sous la houlette du notable Pétrobey Mavromichalis et du chef militaire Kolokotronis, 2 000 insurgés obtiennent la capitulation de la garnison turque de Kalamata, au sud du Péloponnèse. En Achaïe, le même jour, dans les montagnes autour de Patras, quelques milliers de conjurés prêtent serment devant la croix brandie par l'archevêque de la ville, Mgr Germanos, qui aurait prononcé pour l'occasion un appel aux armes : « *la race impie des Turcs a comblé la mesure des iniquités ; l'heure d'en purger la Grèce est arrivée* » (pour ce discours, l'historiographie retiendra symboliquement la date du 25 mars 1821 du calendrier julien, jour de la fête de l'Annonciation). Patras est mise à sac pendant plusieurs jours. Le sultan Mahmoud II proclame le djihad, ordonne au patriarche de Constantinople de condamner formellement l'insurrection et envoie des troupes ravager l'Achaïe.

15 AVRIL 1821 Patras est reprise par les Turcs. A partir du mois d'avril, de nombreuses îles ainsi que certaines parties de la Crète rejoignent la lutte et improvisent

avec leurs navires de commerce une flotte de guerre qui permettra aux Grecs de garder le contrôle des côtes.

22 AVRIL 1821 A Constantinople, le patriarche Grégoire V est pendu à la porte du patriarcat du Phanar. Son cadavre, accompagné d'un écriteau le présentant comme le meneur de la révolte, est laissé sur place pendant plusieurs jours tandis que des milliers de Grecs sont lynchés sans raison et que les églises de la ville sont détruites ou saccagées.

5 MAI 1821 Au pont d'Alamana, près des Thermopyles, les Grecs tentent d'empêcher l'armée du sultan, dirigée par le général albanais Omer Vrioni, de descendre vers le Péloponnèse : ils sont vaincus. Le chef insurgé, Athanasios Diakos, est empalé puis brûlé vif, pour l'exemple.

6 MAI 1821 Dans la nuit, les insurgés grecs se rendent maîtres d'Athènes. Réfugiée sur l'Acropole, la garnison turque sera délogée en juin 1822.

8 MAI 1821 Alors que l'armée ottomane de Vrioni fait route vers le golfe de Corinthe, elle est mise en échec par une troupe d'insurgés solidement retranchés dans le *khan* (ou caravansérail) de Gravia, à une trentaine de kilomètres au sud du pont d'Alamana. Cette victoire offre un peu de répit aux rebelles qui, dans les jours qui suivent, en profitent pour assiéger la capitale du Péloponnèse, Tripolitsa.

19 JUIN 1821 A Dragasani, en Valachie, les Turcs affrontent l'armée d'Ypsilantis,

rejointe un peu plus tôt par 200 étudiants grecs exaltés formant le « bataillon sacré » : les insurgés sont taillés en pièces par la cavalerie ottomane. Ypsilantis s'enfuit en Autriche, où Metternich le fait arrêter et emprisonner. Son frère, Dimitrios, 28 ans, prend sa suite à la direction de l'Hétairie.

5 OCTOBRE 1821 Après cinq mois de siège, Tripolitsa, la capitale ottomane du Péloponnèse, tombe aux mains des insurgés menés par Kolokotronis et Pétrobey : la ville est incendiée et sa population massacrée.

La grande révolution

13 JANVIER 1822 Rassemblés à Piada, près d'Epidaure, une soixantaine de délégués proclament l'indépendance politique de la Grèce. Le lendemain, ils adoptent une constitution provisoire largement inspirée de celle du Directoire de 1795 : elle n'entrera jamais en vigueur. Un comité exécutif de cinq membres ainsi qu'un Sénat sont institués.

27 JANVIER 1822 Toujours rassemblés à Piada, les députés adoptent une déclaration d'indépendance où ils réclament leur rétablissement dans « l'association européenne » et annoncent vouloir rejoindre « la grande famille des chrétiens ».

MARS 1822 2 500 combattants grecs débarquent sur l'île de Chios où, avec une centaine de rebelles locaux, ils forcent la garnison ottomane à se replier dans la citadelle de Chora.

11 AVRIL 1822 Chargé par le sultan de reprendre l'île de Chios, le grand amiral Kara Ali y fait débarquer 15 000 soldats. Pendant une quinzaine de jours, l'île est ravagée : sur les 100 000 âmes que compte Chios, 23 000 hommes, femmes et enfants sont assassinés tandis que 47 000 autres sont réduits en esclavage. En juin, le jeune brûlotier Konstantinos Kanaris parvient à mettre le feu au vaisseau amiral mouillant devant l'île, faisant près de 2 000 morts chez les Ottomans : grièvement blessé, Kara Ali succombe le lendemain.

JUIN 1822 Envoyées par le vice-roi d'Égypte, Mehmet Ali, vassal du sultan, les troupes égyptiennes entament la reconquête de la Crète : elle sera achevée au printemps 1824.

16 JUILLET 1822 En Épire, sur les hauteurs entourant le village de Péta, près d'Arta,

l'armée grecque, accompagnée de nombreux combattants européens, est massacrée par les troupes d'Omer Vriani, trois fois supérieures en nombre.

5-8 AOÛT 1822 L'armée du pacha de Drama, Dramalis, forte de 30 000 hommes, se fait surprendre par les guerriers de Kolokotronis alors qu'elle traverse les défilés de Dervénakia, entre Argos et Corinthe : elle est réduite à néant. Privée de cette armée de secours, la citadelle de Nauplie tombera en décembre aux mains des Grecs.

OCTOBRE-DÉCEMBRE 1822 Au congrès de Vérone, réunissant les représentants de la Quintuple Alliance – Russie, Autriche, Prusse, France, Royaume-Uni –, les plénipotentiaires informent les rebelles grecs, devenus maîtres du Péloponnèse, qu'ils rejettent « le principe de la révolte » et qu'il serait vain de vouloir « semer la discorde dans le conseil des puissances ». Dans le même temps, en novembre, l'armée ottomane de Vriani met le siège devant Missolonghi, dont le port dessert la Roumélie : isolé, Vriani lève le camp en janvier 1823.

AVRIL 1823 Réunie à Astros, au sud-ouest de Nauplie, la seconde Assemblée nationale grecque se déchire sur la question de la propriété des terres confisquées à l'ennemi : les notables souhaitent leur mise en vente, quand d'autres veulent leur redistribution aux paysans. La Grèce se trouve alors divisée en deux camps irréconciliables : celui des notables et des politiciens, qui contrôlent le pouvoir législatif, et celui des militaires et du peuple, qui tiennent le pouvoir exécutif.

OCTOBRE 1823 Les Ottomans tentent une deuxième fois de prendre Missolonghi :

assaillis par la faim et les maladies, ils se replieront en décembre.

FÉVRIER 1824 Alors qu'un emprunt important a été conclu à Londres par des envoyés grecs, les discordes internes s'aggravent : les militaires dirigés par Kolokotronis décident de former un autre gouvernement à Tripolitsa. Une guerre civile éclate et s'achèvera par la victoire, en juin, du camp des notables.

19 AVRIL 1824 Agé de 36 ans, le poète romantique anglais lord Byron meurt à Missolonghi, où il était arrivé trois mois plus tôt pour soutenir la cause de l'indépendance : « Je meurs content avec le doux espoir que la Grèce sera bientôt entièrement délivrée de ses barbares oppresseurs. »

7 JUIN 1824 Après un bombardement de dix jours, 4 000 soldats égyptiens débarquent sur l'île de Kassos : les habitants sont égorgés ou réduits en esclavage. Le mois suivant, c'est au tour de l'île de Psara, près de Chios : la population entière est exterminée ou asservie par les Turcs.

25 AOÛT 1824 A Paris, Eugène Delacroix présente au Salon son tableau *Scènes des massacres de Scio*, sur le supplice des habitants de l'île de Chios.

La révolution menacée

DÉCEMBRE 1824 Alors que les luttes intestines gangrèment toujours le camp des révolutionnaires, un corps expéditionnaire égyptien dirigé par Ibrahim Ali, le fils de Mehmet Ali, débarque au sud du Péloponnèse.

28 FÉVRIER 1825 A Paris, *Le Journal des débats* annonce la formation d'un comité



LA VICTOIRE OU LA MORT Ci-dessus : Drapeau de la bataille d'Hydra en 1821 (Athènes, musée Benaki). Il porte les inscriptions « Avec ou sur (ton bouclier), la victoire ou la mort ».



grec à Paris, appelé Société philanthropique en faveur des Grecs, dont l'objectif est d'arranger le départ en Grèce d'officiers français et de soutenir financièrement la cause « si sainte » de l'indépendance. En quelques mois, ils récoltent près de 350 000 francs.

AVRIL 1825 Sous la houlette du général Rechid Pacha, à qui le sultan a promis la décapitation en cas d'échec, l'armée ottomane met de nouveau le siège devant Missolonghi : elle se repliera en octobre.

JUIN 1825 L'armée égyptienne reprend Tripolitsa : Ibrahim est désormais solidement installé dans le Péloponnèse.

JUILLET 1825 La partie pro-anglaise du gouvernement grec rédige un manifeste où elle annonce déposer « la liberté et l'existence politique de la Grèce sous la protection exclusive de la Grande-Bretagne ». Cette offre de protectorat est refusée par l'Angleterre, dont une flotte est néanmoins présente en mer Egée.

JANVIER 1826 Appelés à l'aide par Rechid Pacha, Ibrahim et son armée arrivent sous les murs de Missolonghi : la ville est de nouveau assiégée.

4 AVRIL 1826 La Russie et l'Angleterre signent le protocole de Saint-Petersbourg : si la Grèce est encore définie comme une « dépendance » de l'Empire ottoman, elle voit son existence politique enfin reconnue. Les signataires souhaitent que les Grecs soient « exclusivement gouvernés par des autorités choisies et nommées par eux-mêmes, mais dans la nomination desquelles la Porte aurait une certaine influence ».

22 AVRIL 1826 A Missolonghi, les assiégés évacuent secrètement la ville dans la nuit mais ils sont trahis : plus des trois quarts des fugitifs sont massacrés et la ville est prise. Les derniers défenseurs se font sauter dans la poudrière après y avoir attiré leurs ennemis.

28 AVRIL 1826 Ayant appris la chute de Missolonghi, l'Assemblée nationale

grecque, réunie depuis le 18 avril à Epidaure, s'ajourne après avoir demandé à l'Angleterre de négocier avec l'Empire ottoman sur les bases du protocole de Saint-Petersbourg. Cette renonciation à l'indépendance plongera la Grèce, six mois plus tard, dans de nouvelles luttes intestines entre les partis pro-russe et pro-anglais.

24 MAI 1826 A Paris, la galerie Lebrun organise une exposition afin de soulever des fonds pour racheter des esclaves hellènes. Delacroix y dévoile son allégorie de *La Grèce sur les ruines de Missolonghi*.

AOÛT 1826 Alors qu'Ibrahim continue à mettre le Péloponnèse à feu et à sang, l'armée turque de Rechid Pacha s'empare d'Athènes. Plusieurs centaines d'irréductibles se réfugient sur l'Acropole. Ils capituleront le 5 juin 1827 en échange de leur vie sauve, après l'échec d'une ultime opération de dégagement.

AVRIL 1827 Les pressions anglaises ayant permis d'aboutir à un compromis entre les deux factions grecques, une assemblée réunifiée siège à Trézène, en Argolide. En mai 1827 est votée une nouvelle constitution qui prévoit une stricte séparation des pouvoirs. Le comte Jean Capo d'Istria, originaire de Corfou et ancien ministre des Affaires étrangères du tsar Alexandre I^{er}, est élu gouverneur (président) pour sept ans. Il arrivera en Grèce en janvier 1828.

L'intervention des puissances

6 JUILLET 1827 L'Angleterre, la Russie et la France (où l'opinion publique a forcé Charles X à réorienter sa politique étrangère) signent à Londres un traité tripartite : les puissances offrent leur médiation sur la base du protocole de Saint-Petersbourg et préviennent les Turcs que, sans réponse de leur part dans un délai d'un mois, ils établiront des relations économiques et

consulaires avec la Grèce et feront intervenir leurs flottes.

16 AOÛT 1827 Le *reis effendi* – ministre des Affaires étrangères ottoman – refuse de prendre connaissance de la note qui l'informe de la signature du traité de Londres par les puissances et, deux semaines plus tard, leur dénie le droit d'intervenir. Le sultan prévient les trois signataires que ses soldats « immoler[ont] tous ceux qui se trouvent dans notre vaste pays ».

25 SEPTEMBRE 1827 Les amiraux anglais et français, Codrington et Rigny, mettent le blocus devant Navarin (ils seront rejoints en octobre par une flotte russe). Ibrahim consent à un armistice en attendant de recevoir des ordres du sultan.

20 OCTOBRE 1827 Confrontés à des tentatives de forçage du blocus, les 26 navires de l'escadre alliée pénètrent dans la rade de Navarin et se retrouvent face à 89 navires turcs et égyptiens. Attaqués, les navires alliés ripostent : le soir venu, la flotte ottomane est anéantie.

NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1827 La Porte exige des puissances une réparation publique et solennelle, la promesse de ne plus intervenir, ainsi que l'indemnisation intégrale des dommages causés. Devant leur refus, le sultan appelle les Turcs à se mobiliser : « Nous détruirons partout les vils infidèles ennemis de notre foi. »

26 AVRIL 1828 Le tsar Nicolas I^{er} (qui a succédé à Alexandre I^{er} en 1825) déclare la guerre à la Sublime Porte et prend lui-même la tête d'une armée de 100 000 hommes. En quelques semaines, Bucarest et les deux principautés danubiennes tombent aux mains des Russes, qui entreprennent alors de longer la mer Noire en direction de la capitale ottomane.

6 AOÛT 1828 Intimidé par une escadre anglaise mouillant devant Alexandrie, le pacha d'Égypte, Mehmet Ali, conclut un



SUR LES MURS Ci-dessus : *Vue de la Grèce moderne ou les combats des Grecs*, dessin de Jean Julien Deltel en 1829, pour la manufacture Jean Zuber et Cie à Rixheim (Haut-Rhin), dont les splendides décors panoramiques sont célèbres jusqu'à nos jours.

traité avec l'amiral anglais Codrington : il accepte de mettre fin aux combats menés par son fils dans le Péloponnèse, de libérer les esclaves grecs et de rapatrier ses troupes.

15-20 AOÛT 1828 A Toulon, afin de venir en aide au gouvernement de Capo d'Istria, un corps expéditionnaire français de 15 000 hommes embarque sous les ordres du général Maison : il arrive fin août dans le golfe de Koroni.

SEPTEMBRE 1828 A Navarin, sous la menace d'un détachement français, Ibrahim ordonne le rapatriement de ses troupes : les derniers soldats égyptiens quitteront le Péloponnèse à la fin du mois d'octobre.

OCTOBRE 1828 La ligne de front russo-turque se stabilise au sud de Varna, à l'est de la Bulgarie, au bord de la mer Noire. Avant de rentrer à Saint-Petersbourg, Nicolas I^{er} ordonne le blocus des Dardanelles et de Constantinople. Dans le Péloponnèse, les Français occupent Navarin, Modon, Patras et le fort de Morée.

22 MARS 1829 A Londres, une nouvelle conférence des ambassadeurs entérine un protocole sur les bases du traité du 6 juillet 1827 : la Grèce resterait vassale et tributaire de la Porte, et serait confiée à un prince héréditaire chrétien. La frontière nord du pays serait quant à elle fixée entre le golfe d'Arta et celui de Volo, au sud de l'Épire et de la Thessalie. Les Ottomans refusent.

AVRIL 1829 La France commence à rapatrier ses troupes : près d'un millier de soldats français ont succombé à des épidémies. 6 000 hommes doivent néanmoins rester en Grèce pour parer à toute éventualité. A la mi-avril, sous le commandement de Rechid Pacha, les Turcs lancent l'offensive contre les Russes qui ont hiverné au sud de Varna, mais ne parviennent pas à endiguer leur avancée. Le tsar lance simultanément une offensive à l'est,

en Arménie, afin de prendre les Ottomans en étau.

19 AOÛT 1829 Les Russes prennent Andrinople, la deuxième ville de l'Empire, située à environ 200 km à l'ouest de Constantinople.

14 SEPTEMBRE 1829 Les représentants du sultan signent avec les envoyés du tsar les deux traités d'Andrinople qui, outre des problèmes bilatéraux et le maintien de l'occupation russe des principautés danubiennes, règlent en partie la question grecque : la Sublime Porte adhère en effet au traité du 6 juillet 1827 et à l'acte du 22 mars 1829.

SEPTEMBRE 1829 En Béotie, les Grecs battent les troupes turques qui avaient assiégé Pétra sous prétexte que la ville bloquait leur retraite. Il s'agit de la dernière bataille de la guerre d'indépendance.

Vers la monarchie

3 FÉVRIER 1830 A Londres, la Russie, la France et l'Angleterre signent un nouveau protocole qui prévoit l'indépendance complète de la Grèce sous l'égide d'un souverain ne provenant pas d'un des trois pays alliés. La frontière septentrionale du futur Etat est fixée entre l'embouchure de l'Achéloos et celle du Sperchios, à une centaine de kilomètres plus au sud que celle prévue le 22 mars 1829. Sollicité par les puissances pour en être le roi, le prince allemand Léopold de Saxe-Cobourg accepte en échange de garanties financières et du maintien provisoire des troupes alliées en Grèce.

24 AVRIL 1830 Le sultan se rallie à contrecœur au protocole du 3 février. Après neuf années de guerre, la Grèce est officiellement un pays indépendant.

21 MAI 1830 Jugeant insuffisantes les garanties financières des alliés, contestant le tracé des frontières et refroidi par la bron-

du Sénat grec, qui s'insurge contre les conditions de l'indépendance, Léopold de Saxe-Cobourg refuse finalement la couronne de Grèce. Il sera élu roi des Belges en juin 1831.

DÉCEMBRE 1830 Le clan Mavromichalis, opposé à la volonté de Capo d'Istria de créer un Etat centralisé percevant l'impôt et les privant par là même de revenus, se rebelle. Le sénateur Pétrobey Mavromichalis refusant de désavouer les siens, Capo d'Istria le fait arrêter en février 1831.

MAI 1831 Les magnats rebelles, guidés par Mavrokordatos, fondent sur l'île d'Hydra une commission exécutive et nomment président Pétrobey Mavromichalis. Capo d'Istria envoie une flotte, soutenue par une escadre russe, rétablir l'ordre.


9 OCTOBRE 1831 A Nauplie, Capo d'Istria est assassiné par le frère et le fils de Pétrobey.

DÉCEMBRE 1831 A Argos, Agostinos, le frère du président assassiné, est élu gouverneur par une Assemblée divisée. Ses opposants constitutionnalistes forment un gouvernement provisoire qu'ils installent à Corinthe puis à Mégare.

7 MAI 1832 A Londres, alors que les luttes intestines s'enveniment en Grèce, les puissances s'accordent pour placer le jeune Othon de Wittelsbach, fils cadet de Louis I^{er} de Bavière, sur le trône de Grèce.

21 JUILLET 1832 La France, l'Angleterre et la Russie signent à Constantinople un traité avec la Porte qui fixe définitivement la frontière gréco-turque entre le golfe d'Arta et celui de Volo.

27 JUILLET 1832 L'élection d'Othon est ratifiée par l'Assemblée nationale réunie à Pronia, faubourg de Nauplie.

6 FÉVRIER 1833 Flanké de trois régents et de 3 500 Bava- rois, Othon débarque à Nauplie. Sa monarchie sera absolue. 



© LYON MBA, PHOTO ALAIN BASSET/SP. © RMN-GRAND PALAIS MUSÉE DU LOUVRE JEAN-GILLES BERIZZI/SP. © 2021 MUSÉE BENAKI, ATHÈNES. PHOTO VTSONIS.

TOMBÉ POUR LA GRÈCE Ci-dessus : *Officier grec blessé au combat*, par Claude Bonnefond, 1826 (Lyon, musée des Beaux-Arts). Le capitaine Markos Botzaris, plusieurs fois victorieux des troupes d'Ali Pacha et mort au combat en août 1823, est emblématique de l'iconographie philhellène, qui mettait volontiers en scène les morts glorieuses des héros grecs pour sensibiliser l'opinion publique. Page de droite, en bas : costume de cour conçu par la première reine de Grèce, Amalia, 1840-1860 (Athènes, musée Benaki). En mêlant les traditions vestimentaires européennes et orientales, l'épouse d'Othon I^{er} inventa de toutes pièces une tenue qui se répandit très vite au-delà de la Cour pour devenir un véritable costume national grec.

La Grèce Passion française

Une splendide exposition met en scène au Louvre les influences croisées de la France et de la Grèce aux XVIII^e et XIX^e siècles.

L'histoire de la naissance de la Grèce moderne est indéfectiblement liée à celle de la France. Par le rôle que notre flotte joua dans la bataille de Navarin sans doute, mais aussi par l'influence que notre pays exerça sur les premiers pas de l'Etat grec. Les Français de l'époque estimaient qu'il n'y avait là qu'un naturel retour des choses, tant l'héritage de la Grèce ancienne avait, quant à lui, marqué l'identité française. Le bicentenaire de l'insurrection de 1821 a donné à Jean-Luc Martinez, président directeur honoraire du Louvre, et à Marina Lambraki-Plaka, directrice de la Pinacothèque nationale d'Athènes, l'idée d'éclairer cet aller-retour entre Paris et Athènes en présentant, au Louvre, un vaste panorama des relations franco-helléniques, de 1675 (date de la première escale à Athènes d'un diplomate français, le marquis de Nointel, ambassadeur de France auprès de la Porte, sur la route de Constantinople), à 1919, terme de l'expansion territoriale de la Grèce moderne et veille de la Grande Catastrophe qui devait voir l'expulsion des Grecs d'Asie Mineure.

En mettant en regard quelques-uns des tableaux que la guerre de libération des Grecs avait alors inspirés aux peintres français et les œuvres antiques dont la collaboration franco-hellénique, et notamment les travaux de l'Ecole française d'Athènes, fondée en 1846, permirent la mise au jour, en faisant sa place à la redécouverte de l'art byzantin comme à l'influence exercée par la France sur les élites du nouvel Etat, et singulièrement sur les peintres qui participèrent, à Paris, aux Expositions universelles, « Paris-Athènes » met en scène un chassé-croisé. On y admire ici *L'Age d'airain* de Rodin comme un témoignage de ce que l'art du grand créateur de formes a dû à une statuaire antique qu'il tenait pour un hymne au bonheur de vivre, à la grâce et à la raison, en même temps qu'une bouleversante leçon de vérité et de fidélité à la nature. On lit ailleurs dans *L'Araignée* de Nikolaos Gyzis (1884) l'influence d'un symbolisme que nombre de peintres grecs étaient allés découvrir, à la fin du XIX^e siècle, à Paris.

Le paradoxe est pourtant que le soulèvement d'un peuple dont l'histoire était associée à l'idée même de liberté contre un Empire ottoman que la conscience européenne avait – en dépit des pas de côté de François I^{er} – tenu, depuis des siècles, pour l'incarnation de la tyrannie et de l'arbitraire, avait déchaîné, aussi, dans une jeunesse occidentale en deuil de l'aventure napoléonienne et en quête



LES MAINS DES ANGES
Ci-dessus : Reliquaire de la Vraie Croix, Byzance, XII^e-XIII^e siècles, Champagne, 1345-1360 (Paris, musée du Louvre). Rapporté en France au XIII^e siècle après la quatrième croisade, le reliquaire byzantin fut placé, au XIV^e siècle, par un orfèvre champenois, entre les mains de deux anges.



d'épopée, à l'heure du triomphe de Metternich et Guizot – des diplomates et des banquiers –, une passion romantique qui s'était exprimée sous le pinceau d'Eugène Delacroix, d'Horace Vernet ou d'Ary Scheffer, dans une symphonie de couleurs, une expressivité, une emphase dont les canons étaient peut-être ce qu'il y a de plus étranger à l'héritage spirituel de l'Antiquité classique. **MDeJ**

À VOIR : « Paris-Athènes, naissance de la Grèce moderne, 1675-1919 »,

jusqu'au 7 février 2022. Musée du Louvre, Hall Napoléon, Paris. Tous les jours, sauf le mardi, de 9 h à 18 h. Tarif : 17 €.



ENTREZ DANS LA DANSE

A gauche : *La Colonne aux danseuses*, atelier de Giovanna Buda, entre 1896 et 1900 (Paris, musée du Louvre). Exposé dans le pavillon de l'archéologie française durant l'Exposition universelle de Paris en 1900, ce moulage en plâtre présentait le monument qui venait d'être mis au jour et reconstitué par l'Ecole française d'Athènes, sous la direction de Théophile Homolle, à Delphes. La France avait en effet obtenu en 1892 la concession de la fouille du site. Ses archéologues en firent sortir de terre le sanctuaire, après avoir démoli et reconstruit plus loin le village sous lequel les ruines étaient dissimulées ou ensevelies. Vers 1910, ces statues inspirèrent à Claude Debussy la pièce qui ouvre le premier de ses *Préludes* : *Danseuses de Delphes*. Les travaux de l'Ecole française d'Athènes, menés sous la houlette de Pierre Amandry et Jean-Luc Martinez, ont permis, depuis 1993, de réinterpréter le monument. Placées au sommet d'une colonne d'acanthes de 13 m de haut, les « danseuses » soutenaient en réalité un colossal trépied de bronze dans lequel était placée une réplique de marbre de l'omphalos de Delphes, qui figurait le nombril du monde. On la tenait jusqu'alors pour une copie romaine de l'original en calcaire conservé dans le temple. Jean Marcadé avait ouvert la voie en montrant avant eux (1952-1972) que les prétendues danseuses étaient des caryatides.

© MUSÉE DU LOUVRE/DIST. RMN-GRAND PALAIS/HERVÉ LEVANDOWSKI/SP.



FOULARDS DES ÎLES

En bas, à droite : *Kyriakoula Voulgari*, épouse de A. Kriézis, par Francesco Pige, vers 1850-1852 (Athènes, Pinacothèque nationale). Comme d'autres femmes de l'île d'Hydra en contact régulier avec la Cour et la classe athénienne aisée, Kyriakoula Voulgari, dame d'honneur de la reine Amalia, adopta une variante plus moderne du costume local mais en continuant de porter le foulard traditionnel d'Hydra. A gauche : *Ordre restauré du Parthénon*, par Benoît Loviot, 1879 (Paris, Beaux-Arts de Paris). Les restitutions que devaient réaliser, au cours d'un voyage qui faisait partie de leur cycle de formation, les élèves de l'Ecole des beaux-arts de Paris, témoignent de ce qu'en dépit de la légende, les archéologues avaient acquis, dès le XIX^e siècle, pleine conscience de ce que les monuments et les statues de marbre antiques étaient rehaussés de couleurs vives. En bas, à gauche : *Brûle-parfum avec son couvercle*, bronze, 460-450 av. J.-C. (Delphes, Musée archéologique).



© NATIONAL GALLERY-ALEXANDROS SOUTSOS MUSEUM. PHOTO THALIA KIMBARI.
© MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES SPORTS DE GRÈCE - ORGANISATION HELLÉNIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES CULTURELLES / SP.

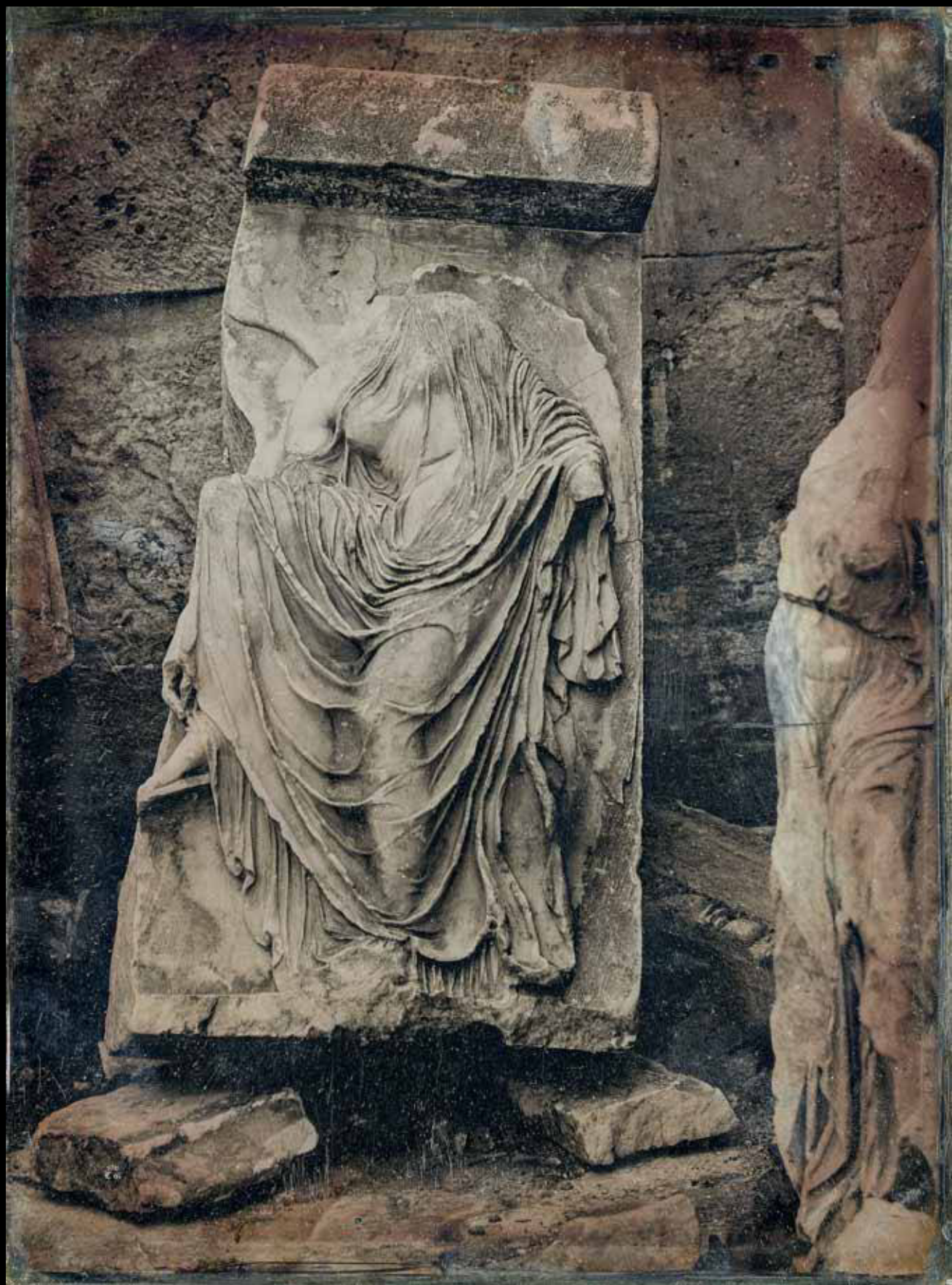


LA BEAUTÉ DU GESTE Ci-dessus : *L'Araignée*, par Nikolaos Gyzis, 1884 (Athènes, Pinacothèque nationale). Au carrefour des modèles antiques, du symbolisme et de l'Art nouveau. A gauche : *L'Âge d'airain*, par Auguste Rodin, 1877 (Paris, musée Rodin). Le sculpteur y exprimait sa dette à Michel-Ange par la douleur du visage, qui renvoie aux *Esclaves* du Louvre. Mais il s'était aussi inspiré du naturalisme de la statuaire grecque antique, de son imitation méticuleuse de la nature. Elle valut à Rodin l'accusation d'avoir surmoulé sa statue sur un modèle vivant. Page de droite : *Victoire rattachant sa sandale, temple de Victoire aptère, Athènes*, par le baron Jean-Baptiste Louis Gros, daguerréotype, 1850 (Paris, Bibliothèque nationale de France). Par le mariage de la perfection des formes, de la vitalité et du mouvement, les Victoires de la balustrade du temple d'Athéna Nikè incarnent un idéal que le néoclassicisme a vainement tenté d'imiter, en sacrifiant la vie à une idéalisation désincarnée.

À LIRE



*Catalogue
de l'exposition*
Louvre Editions/
Hazan
504 pages
39 €



ATHENES © NATIONAL GALLERY-ALEXANDROS SOUTSOS MUSEUM PHOTO STAVROS PSIROUKIS/SP. © MUSÉE RODIN-HERVE LEWANDOWSKI. © BNF, DIST. RMN-GRAND PALAIS/IMAGE BNF.



L'âme de la Grèce moderne

Le bicentenaire de l'indépendance a été célébré à Athènes par l'inauguration de la nouvelle Pinacothèque, où se donnent à voir les retrouvailles de l'Europe et de la Grèce contemporaine.

Athènes a des musées célèbres, de somptueuses collections d'antiquités : le nouveau musée de l'Acropole présente désormais les différents états des temples de la colline sainte dans un luxe et un faste prodigieux, au pied même du site où ont été découvertes les œuvres exposées. Le Musée national déploie dans un palais néoclassique la plus fabuleuse des collections de statuaire, issue de deux siècles de fouilles dans toute la Grèce, en même temps que les merveilles des tombes de Mycènes. Le musée Benaki et la Fondation Goulandris abritent dans de ravissants hôtels particuliers, face au jardin royal de la reine Amalia, les trésors accumulés par les collectionneurs les plus raffinés. Le musée du Céramique expose les touchantes stèles funéraires du cimetière antique. Le musée du Pirée surprend par ses monumentales statues de bronze d'Apollon, d'Athéna, d'Artémis, les précieuses collections qui témoignent de l'activité commerciale du point de rencontre de toute la mer Egée.

Le cœur de la Grèce moderne bat cependant dans un autre musée, moins couru des visiteurs étrangers : sa Pinacothèque, où sont réunies les œuvres des peintres grecs, depuis les premiers tableaux réalisés pour la cour du roi Othon au XIX^e siècle jusqu'aux plus audacieuses des créations contemporaines.

C'est là que, le 25 mars, a été célébré, le jour de l'Annonciation, le bicentenaire de la guerre de Libération par l'ouverture d'une magnifique exposition consacrée aux tableaux inspirés par les combats pour l'indépendance, et qui semblent former, pour quelques mois, la « galerie des Batailles » qui manque à la Grèce, de la bénédiction du drapeau de la révolution par le métropolite Germanos à Patras à la sortie des assiégés de Missolonghi, dessinant l'image idéale d'une émancipation riche en hauts faits et en sacrifices, sans parler de l'extraordinaire série de portraits des principaux héros de la guerre, levés au crayon, in situ, en 1826-1827, par le philhellène bavarois Karl Krazeisen, peintre amateur et officier.

L'occasion était solennelle : la Pinacothèque célébrait, ce jour-là sa réouverture et sa métamorphose, au terme de sept

années de travaux, qui lui ont permis, grâce au mécénat de la Fondation Niarchos, de déployer désormais ses tableaux dans un luxe digne d'eux : un espace d'exposition doublé (passant de 9 700 à plus de 20 000 m²), un nouvel étage consacré à l'art contemporain, des ateliers de conservation modernes, un amphithéâtre, un centre de conférences, une bibliothèque, un restaurant jouissant d'une vue panoramique sur l'Acropole, une place nouvelle laissée surtout, par l'avant-corps qui a été surajouté à la structure ancienne, à la lumière, à l'ouverture sur la ville et à l'accueil du visiteur.

Plus encore, la coïncidence se justifiait par la richesse de la collection permanente du musée. Car c'est en réalité toute l'histoire de la naissance d'une nation qui se donne à voir dans ces toiles qui nous font connaître un art grec s'ouvrant d'emblée aux influences européennes – celle de l'école de Munich avec Nikiforos Lytras dans la seconde moitié du XIX^e siècle, bientôt celle du Paris de Degas et Manet avec Sophia Laskaridou (*Devant la cheminée*) ; celle de la sécession viennoise et du symbolisme au tournant du XX^e siècle avec Konstantinos Parthénis (*L'Annonciation*) et Nikolaos






Gyzis (*L'Époux céleste*), celle du premier Picasso entre-deux-guerres avec Yiannis Moralis (*Figure, Composition funéraire*) et Spyros Vassiliou (*Portrait d'Aglaia Papa*), celle de Hopper dans les années 1960 avec Yannis Tzarouchis et son *Neon Cafe* – mais parvenant à se détacher de toute imitation, tout pastiche, pour se les approprier en les marquant de sa personnalité. Ici les sublimes natures mortes de Gyzis ou de Symeon Savvidis, là les scènes de genre de Nikiforos Lytras (*L'Attente*) et de son fils Nikolaos (*Le Chapeau de paille*), ailleurs, nus et toiles abstraites nous font connaître une tout autre Grèce que les pierres sublimes de l'Acropole : non plus celle dont la beauté inaccessible nous conduit à nous sentir infiniment redevables en même temps que définitivement séparés, mais celle dont l'art vivant témoigne de l'enthousiasme d'un peuple rejoignant l'Europe moderne, décidé à y trouver sa place sans être paralysé par les intimidants souvenirs du passé.

Ce projet a un visage : celui d'une femme d'exception, Marina Lambraki-Plaka. Formée en France à l'école d'André Chastel, cette historienne de l'art qui consacra autrefois sa thèse aux sources antiques de l'œuvre de Bourdelle et qui occupa pendant trente ans la chaire d'histoire de l'art à l'école des Beaux-Arts d'Athènes, formant plusieurs générations d'artistes et d'historiens, est, depuis 1992, la directrice d'un musée qu'elle a su tirer de l'obscurité pour lui donner un retentissement international, en y multipliant les expositions prestigieuses. Ame d'une restauration qu'elle a menée à bien avec une poigne de fer, cette femme de tête au verbe haut, au sourire enchanteur, à la générosité inépuisable a su traverser la crise profonde qui ruinait l'Etat grec en trouvant elle-même les mécènes capables de donner à la Pinacothèque le lustre que méritent ses richesses, sans rien sacrifier de la qualité parfaite de l'accrochage. Elle y a conjugué la luminosité des salles à la chaleur due à



ATHÈNES EST UNE FÊTE Ci-dessus : Marina Lambraki-Plaka devant la toile monumentale de Panayiotis Tetsis qui orne le hall d'accueil de la nouvelle Pinacothèque (*en haut*). Elle a été l'âme d'une rénovation qui a enfin donné à l'art grec des XIX^e et XX^e siècles un cadre digne de lui. Page de gauche, en haut : *Composition funéraire III*, par Yiannis Moralis, 1958-1963 (Athènes, Pinacothèque nationale). Page de gauche, en bas : les salles de la Pinacothèque nationale consacrées aux œuvres du XIX^e siècle.

l'accueil du visiteur, à l'image du grand hall décoré par la toile monumentale du peintre contemporain Panayiotis Tetsis, qui y a représenté un marché où le dynamisme du mouvement le dispute à la gaieté des couleurs. Convaincue que l'art doit être, comme lui, « une fête et un bousculement » et désormais nantie de nouveaux espaces, elle s'apprête à accueillir chaque année une sélection de chefs-d'œuvre des grands musées européens, à commencer, en 2022, par le Louvre. « La Pinacothèque, dit-elle, doit être à la fois ouverte sur le monde, riche de ses trésors et accueillante à tous. » Un programme qui a tous les caractères d'un autoportrait. 

Rens. : nationalgallery.gr

Par Michel De Jaeghere

Naissance d'une Nation

L'histoire de la Grèce moderne se lit à Athènes sur les murs d'une splendide rétrospective.

EN COUVERTURE

100
HISTOIRE

Né en 1931 de la passion d'un collectionneur, Antonis Benakis, le musée Benaki abrite, au cœur d'Athènes, une sélection de 6 000 objets d'art qui offre, dans le plus élégant des hôtels particuliers de la ville, une coupe archéologique de toute l'histoire grecque, des figurines néolithiques à la Grèce moderne. Il dispose également, dans le quartier branché de Gazi, d'un immense espace d'exposition moderne. Il y célèbre aujourd'hui le bicentenaire de la guerre d'indépendance avec une extraordinaire rétrospective, qui permet de parcourir cette histoire comme en tournant les pages d'un somptueux livre d'art en même temps que d'un palpitant récit de batailles, offrant au visiteur une plongée dans un monde inconnu, exotique et fascinant.

Sur trois étages se succèdent les témoignages de cette histoire complexe, riche en rebondissements, en retournements de situation, sans que s'épuise la curiosité, tant la variété des objets, la beauté des costumes, le jeu des couleurs et des lumières, l'intérêt des documents contribuent à l'enchantement. On y découvre aussi bien le décor de la vie quotidienne de la Grèce

ottomane que les figures de la révolution, les tableaux inspirés par ses événements, ou les balbutiements de la Grèce moderne, les illusions de la monarchie du roi Othon, le changement de dynastie imposé en 1862 par l'Angleterre et par la révolution. L'histoire est rendue comme jamais vivante par la mise en scène d'une somptueuse collection de costumes : ceux que portaient les habitants de la Morée et des îles pendant l'occupation turque, ceux qui furent inventés après la guerre pour la cour de la reine Amalia puis de la reine Olga, et qui réinterprétèrent les formes traditionnelles pour donner consistance à des tenues qui fussent conformes à la fois au passé byzantin et à la prétention de la nation de s'inscrire dans le sillage de l'Antiquité classique.

La dualité de la révolution grecque s'y donne à voir avec nombre de documents surprenants : ici, l'une des déclinaisons de la carte réalisée, en 1797, par Rhigas Fereos et où sont localisés les sites célèbres de l'histoire antique témoigne, plus de vingt ans avant la révolution, de l'aspiration à une république balkanique dont les frontières seraient celles-là même de l'ancien Empire byzantin ; là, des lettres en code

secret révèlent l'ampleur de l'implication des hétaires d'obédience maçonnique dans la préparation de la révolution.

Les philhellènes sont présents à travers l'évocation de Byron, comme avec un extraordinaire papier peint réalisé en France par Zuber, où les combats se déroulent au pied de l'Acropole, tandis que, sur la plus belle des mers, les brûlots de l'amiral Kanaris incendient les navires ottomans dans un feu d'artifice de couleurs vives. D'immenses tableaux évoquent le débarquement du tout jeune roi Othon à Nauplie (il n'avait que 17 ans) et plus encore son arrivée à Athènes, où l'attend, devant le Théséion, une foule de notables que domine le patriarche orthodoxe, comme un résumé des tensions qui déchireraient le pays sous son règne, entre invocation fantasmagique du passé antique, prétention de l'Eglise à incarner désormais l'âme de la Grèce nouvelle, rêveries philhellènes, aspirations démocratiques des élites et attentes du pays réel.

L'exposition s'achève sur deux figures mélancoliques. Celle d'Othon quadragénaire, moustachu, vêtu d'une fustanelle qui n'avait jamais été un costume traditionnel grec (il n'était avant la guerre que celui des bandits *klephtes* qui tenaient les montagnes de Grèce centrale), tandis qu'à ses côtés le fondateur de la Banque nationale de Grèce porte un habit de bonne coupe, parfaitement européen. Celle du prince Alfred, fils cadet de la reine Victoria, qui avait été choisi par les Grecs eux-mêmes, par référendum, en 1862, pour être, après lui, leur souverain. La légende veut qu'instruit par le renversement de son prédécesseur, et pénétré de l'idée qu'un peuple qui avait inventé la liberté serait par nature ingouvernable, il ait refusé d'être roi.

« 1821, Before and After ». Jusqu'au 7 novembre 2021.

Musée Benaki, Athènes.
Rens. : benaki.org



PAPERS D'HISTOIRE
Ci-contre : panorama de bataille réalisé en 1828 par Jean Julien Deltit pour la manufacture de papiers peints Zuber (Athènes, musée Benaki). Il intègre des scènes des tableaux d'Horace Vernet et d'Ary Scheffer. A droite : robe « Amalia » (Athènes, musée Benaki).



© REPRODUCTION INTERDITE, PRODUIT TOUJOURS FABRIQUÉ ET COMMERCIALISÉ À CE JOUR PAR LA MANUFACTURE ZUBER © COPYRIGHT ZUBER, PHOTO MDI



Lumières athéniennes

Sur les traces des héros grecs,
la Fondation Onassis œuvre
à encourager ceux de demain.

Printemps 1797, à Vienne, en Autriche, Rhigas Velestinlis, plus connu sous le nom de Rhigas Fereos, est en ébullition. Ce penseur, écrivain, éditeur, révolutionnaire qui deviendra, l'année suivante, le premier patriote grec martyr, se sent prêt à l'action. S'inspirant de la Révolution française, les Grecs peuvent, selon lui, se soulever contre le joug ottoman. Se rapprochant du Directoire, il traduit en grec la nouvelle Constitution française et la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Puis, il crée une carte de Grèce, la première en langue grecque, qui est en fait un véritable manifeste politique. C'est un immense puzzle composé de douze feuilles qui forment un ensemble de 4 m². Après une chasse au trésor effrénée, un collectionneur en retrouve l'original et le confie à la Fondation Onassis. Aujourd'hui, jalousement conservé, il trône dans la bibliothèque du célèbre armateur dans le centre d'Athènes. Des dizaines d'enfants découvrent chaque jour ce trésor unique de symboles et censé donner confiance aux Grecs. « C'est une carte de la Grèce, qui, par exemple, montre le Colosse de Rhodes, là où se trouve l'île, pour prouver aux Grecs qu'ils ont été capables, par le passé, de construire une telle merveille. De même, pour l'île de Salamine, une trière de guerre doit leur rappeler qu'ils ont déjà remporté une victoire contre un pays d'Orient, la Perse, en pensant à l'Empire ottoman », explique Antonis S. Papadimitriou, président de la

Fondation Onassis. Le bicentenaire de la révolution de 1821 a été placé ici, cependant, sous le signe de la numérisation, propre à la multiplication des outils pédagogiques. « Dans cette très riche bibliothèque, où nous possédons des éditions de l'Odyssée de 1742, la dimension digitale tient une place importante. Car c'est l'avenir. Ce qui nous intéresse ce sont non seulement les héros qui ont libéré la Grèce, mais aussi et surtout ceux qui seront les héros de demain », ajoute-t-il. Comme un clin d'œil à la guerre d'indépendance dont il porte haut les valeurs, Antonis S. Papadimitriou voit le rôle de la Fondation Onassis comme un outil « libérateur de forces » résolument tourné vers la jeunesse.

C'est le sens de son action dans le secteur éducatif. Sept mille étudiants ont déjà bénéficié de bourses pour leurs études supérieures ; comme un contrepied à la fuite des cerveaux, observée pendant la crise économique. « Sur la dernière décennie, on constate qu'ils reviennent et œuvrent dans des secteurs importants pour le pays, en médecine par exemple. On le voit avec notre nouvelle clinique spécialisée dans la transplantation d'organes, dont les données sont entièrement numérisées. » La Fondation possède, depuis 1992, un hôpital cardiologique des plus réputés d'Europe, sous contrat avec l'Etat, et prévoit de faire de son nouveau bâtiment le premier hôpital de transplantation en Grèce.

Cet avant-gardisme caractérise aussi Onassis Stegi, le centre culturel de la Fondation qui n'hésite pas à mettre en avant les thèmes des débats qui secouent la société grecque, comme la démocratie, la justice sociale, la crise climatique et les droits de l'homme : « Ils font écho aux idées de la Constitution traduite par Rhigas Fereos », précise Aphrodite Panagiotakou, directrice culturelle de la Fondation Onassis. « Ce que nous croyions acquis après la guerre d'indépendance est fragile et incertain aujourd'hui : la santé, l'éducation et la culture. Notre rôle est donc de proposer des productions qui ouvrent l'esprit sur le passé, comme celles du chorégraphe Dimitri Papaioannou, un artiste reconnu mondialement, qui modernise les images du Minotaure, ou encore l'adaptation des Oiseaux d'Aristophane par Nikos Karathanos. »

La chaîne Internet de la Fondation Onassis touche cent pays et compte plus de six millions de vues. Des internautes qui ont suivi assidûment le spectacle de l'illumination du rocher de l'Acropole, financé par la Fondation, tout comme la mise en place d'un accès au rocher pour les personnes handicapées. « La lumière reste l'éternel symbole de l'espoir et de la renaissance de notre peuple », conclut Aphrodite Panagiotakou, face au remarquable ballet lumineux, qui illumine la capitale, comme pour redonner aux Athéniens confiance en l'avenir.

Rens. : onassis.org

AU CŒUR DE LA NUIT En haut : la nouvelle illumination des monuments de l'Acropole, financée par la Fondation Onassis.

Une Odyssée contemporaine

La Grèce et les Balkans (3 tomes)

Olivier Delorme

Guère de sujet plus complexe que l'histoire des Balkans : les intrigues y furent de tous temps inextricables. Mais Olivier Delorme a relevé le défi, nous emmenant sur les sentiers de cet Orient à la fois proche et lointain, dévoilant sa matrice byzantine et racontant les soubresauts qui l'ont agité depuis le Moyen Âge jusqu'aux récentes désillusions européennes. Dans le premier tome, qui nous fait surtout revivre le réveil de la Grèce au début du XIX^e siècle, l'auteur décrit la moindre embuscade de cette guerre désordonnée où se mêlèrent les intérêts de la France, de l'Angleterre, de la Russie et de l'Autriche, et où les braves s'illustrèrent autant que les bandits.

Gallimard, « Folio Histoire », 2013, tome I, 704 pages, 11,50 € ; tome II, 800 pages, 11,50 € ; tome III, 816 pages, 11,50 €.



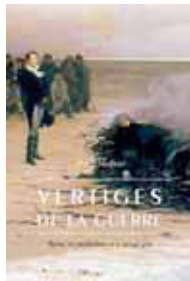
La Cause des Grecs.

Une histoire du mouvement philhellène. **Denys Barau**

Il y eut les « philhellènes du front » et les « philhellènes de l'arrière ».

Dans ce livre magistral, Denys Barau s'intéresse aux deux. Le résultat est admirable : le mouvement philhellène se révèle dans toute son ampleur, sa complexité, ses nuances. On est frappé par le contraste qui existait entre l'enthousiasme débordant de ceux qui étaient restés en Europe et l'amère déception des aventuriers qui, selon un témoin, arrivaient en Grèce dans leurs « élégants uniformes de fantaisie », la « tête remplie d'un échafaudage de théories imaginées dans quelques salons de Paris ou de Vienne ». Ils étaient rapidement confrontés à la barbarie.

Honoré Champion, 2009, 776 pages, 190 €.



Vertiges de la guerre. Byron, les philhellènes et le mirage grec. **Hervé Mazurel**

Ils furent 1 200 étrangers à se joindre aux rebelles grecs : la plupart d'entre eux voyaient cette « grande révolution » comme une guerre exotique ; ils voulaient participer à ce « drame coloré et excitant ». La réalité du terrain fut tout autre. L'aventure était un bourbier ; les batailles des boucheries. Hervé Mazurel sonde les âmes de ces volontaires pour dévoiler leurs visées, leurs valeurs, leurs contradictions.

Il nous entraîne dans cette valse des ambitieux, où chacun revendique privilège et commandement, et où l'on se provoque en duel pour un nom écorché.

Les Belles Lettres, 2013, 640 pages, 37 €.



Le Menteur magnifique

Michel De Jaeghere

En 1806, Chateaubriand est resté dix-neuf jours en Grèce. Il a visité les ruines au pas de course,

embrassant d'un coup d'œil les paysages, pressé de rejoindre en Espagne son aimée Natalie de Noailles. Le récit qu'il fit de ce voyage est un bijou de lyrisme et d'imagination. Il ment sur presque tout, parle de choses qu'il n'a pas vues, étoffe les discussions, s'invente des péripéties. Avec érudition et humour, Michel De Jaeghere débusque chacune de ces supercheries littéraires qui, paradoxalement, n'enlèvent rien au génie de leur auteur. Au contraire : par la magie de son verbe et sa dénonciation virulente de l'occupation ottomane, Chateaubriand aviva dans le cœur des Français la flamme du philhellénisme.

Les Belles Lettres, 2006, 330 pages, 21 €.

La France et l'indépendance de la Grèce, ou le romantisme dans les relations internationales. **Antoine Roquette**

La France n'avait aucun intérêt à soutenir les insurgés grecs : les révolutions n'étaient pas du goût des Bourbons et l'Empire ottoman était un allié de longue date. L'expédition royale sur la terre des « Anciens » fut donc le résultat d'une longue campagne d'influence où les philhellènes usèrent d'une arme nouvelle : l'émotion. Faisant le récit détaillé des batailles diplomatiques et militaires, des massacres, des luttes intestines, Antoine Roquette nous transmet l'émoi qui agita ces poètes à la prose larmoyante, où rimaient « Marathon et Parthénon, Byzance et la vengeance »...

Editions du Félin, 2020, 168 pages, 19,90 €.



LE FIGARO
HISTOIRE
OFFRE DU MOIS

ABONNEZ-VOUS

ET RECEVEZ LE LIVRE

Le dernier carré

Sous la direction de Jean-Christophe Buisson et Jean Sévillia



Nombre de pages : 416

Format : 21 x 14 cm

La France s'est toujours construite par le conflit, qu'il soit extérieur (la guerre) ou intérieur. Notre histoire regorge en effet de rivalités, célèbres ou oubliées, opposant jusqu'à la haine des individualités d'envergure souvent proches par leurs idées mais antinomiques par leurs ambitions et leurs caractères. Or, en dépit de la familiarité de ce thème, aucun ouvrage ne lui a jamais été consacré. C'est chose faite grâce à ce "livre-chapitres" ambitieux qui rassemble les meilleurs historiens (Simone Bertièrre, Jean-Christian Petitfils, Patrice Gueniffey, Thierry Lentz, Arnaud Teyssier...) et les plus belles plumes du "Figaro-Magazine" (Jean Sévillia, Philippe Tesson, Guillaume Tabard, Carl Meeus, Arthur Berdah...) sous la direction d'Alexis Brézet et Jean-Christophe Buisson. Un collectif de prestige pour un "casting" d'anthologie qui nous plonge au coeur de rivalités emblématiques : Guise et Henri III, Danton et Robespierre, Talleyrand et Fouché, Pétain et De Gaulle ou encore Giscard et Chirac. Un dernier chapitre, consacré au duel Hollande/Macron, vient enrichir cette nouvelle édition au plus proche de l'actualité.



1 AN
D'ABONNEMENT
+ LE LIVRE
LE DERNIER CARRÉ

49 €
au lieu de ~~74,40 €~~
soit 34 % DE RÉDUCTION

LE FIGARO
HISTOIRE

BULLETIN D'ABONNEMENT

À retourner sous enveloppe non affranchie à : LE FIGARO HISTOIRE - ABONNEMENTS - LIBRE REPONSE 85169 - 60647 CHANTILLY CEDEX

☐ **OUI,** je souhaite bénéficier de cette offre spéciale : 1 an d'abonnement au *Figaro Histoire* (6 numéros) + le livre « Le dernier carré » au prix de 49 € au lieu de ~~74,40 €~~.

☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

E-mail _____

Téléphone _____

☐ Je joins mon règlement de 49 € par chèque bancaire à l'ordre de Société du Figaro.

☐ Je règle par carte bancaire :

N° _____

Date de validité _____

Signature obligatoire et date

RAP21009

Offre France métropolitaine réservée aux nouveaux abonnés et valable jusqu'au 30/11/2021 dans la limite des stocks disponibles. Expédition du livre sous 4 semaines après réception de votre règlement. Photos non contractuelles. Vous pouvez acquérir séparément le livre « Le dernier carré » au prix de 21 € + 10 € de frais de port et chaque numéro du Figaro Histoire au prix de 8,90 €. Les informations recueillies sur ce bulletin sont destinées au Figaro, ses partenaires commerciaux et ses sous-traitants, pour la gestion de votre abonnement et à vous adresser des offres commerciales pour des produits et services similaires. Vous pouvez obtenir une copie de vos données et les rectifier en nous adressant un courrier et une copie d'une pièce d'identité à : Le Figaro, DPO, 14 boulevard Haussmann 75009 Paris. Si vous ne souhaitez pas recevoir nos promotions et sollicitations, cochez cette case ☐. Si vous ne souhaitez pas que vos coordonnées soient transmises à nos partenaires commerciaux pour de la prospection postale, cochez cette case ☐. Nos CGV sont consultables sur www.lefigaro.fr - Société du Figaro, 14 bd Haussmann 75009 Paris. SAS au capital de 41 860 475 €. 542 077 755 RCS Paris.

L'ESPRIT DES LIEUX

© RIEGER BERTRAND/HEMIS.FR © CHÂTEAU DE VERSAILLES/THOMAS GARNIER. © THIERRY ARDOUIN/OPPIC. © COURTESY GALERIE NATIONALE TRETIAKOV, MOSCOU.



LES BOURBONS DANS LEURS MURS

S'ILS NE SONT PAS MONTÉS
EUX-MÊMES SUR LE TRÔNE,
LES DUCS DE BOURBON
ONT LAISSÉ DANS L'ALLIER
DE SPLENDIDES CHÂTEAUX,
QUI RACONTENT
LA RICHE HISTOIRE
DE LEUR FAMILLE.



LE TESTAMENT DU ROI

ELLE EST LA DERNIÈRE MERVEILLE VOULUE PAR LOUIS XIV.

LA RESTAURATION DE LA CHAPELLE ROYALE DU CHÂTEAU DE VERSAILLES
A RENDU SA SPLENDEUR À L'UN DES GRANDS CHEFS-D'ŒUVRE
DE L'ART SACRÉ.

126

LE GRAND DÉMÉNAGEMENT

MIS EN CAISSES IL Y A UN SIÈCLE, ILS ATTENDAIENT LEUR RÉSURRECTION.
AU TERME D'UN CHANTIER EXCEPTIONNEL, LES DÉCORS DE LA DÉFUNTE
CHANCELLERIE D'ORLÉANS ONT REPRIS VIE DANS L'HÔTEL DE ROHAN À PARIS.
VISITE GUIDÉE D'UN SPECTACULAIRE CHANGEMENT D'ÉCRIN.



ET AUSSI



L'UNIVERS DES FORMES

CONSTITUÉE ENTRE PARIS ET MOSCOU

DANS LES ANNÉES 1900, LA COLLECTION D'ART MODERNE
DES FRÈRES MOROZOV S'EXPOSE, POUR LA PREMIÈRE FOIS
HORS DE RUSSIE, À LA FONDATION LOUIS VUITTON.

PARTIE DE CAMPAGNE

Le château du Vieux-Bostz à Besson, dont la construction remonte au XV^e siècle, fait partie du patrimoine du Bourbonnais. En cours de restauration, il est la propriété du prince Charles-Henri de Lobkowitz, qui souhaite en faire un musée historique des Bourbons et du Bourbonnais.

© RIEGER BERTRAND / HEMIS.FR





Les Bourbons dans leurs murs

Par Florence Donnarel

Le bocage de l'Allier a gardé la mémoire de l'ancien duché des Bourbons, puissant Etat médiéval qui couvrit jusqu'à la quasi-totalité de l'Auvergne. L'histoire de ce duché se lit encore dans les châteaux qui ont survécu jusqu'à nous.



MOULINS DE MON CŒUR En haut : *La Vierge en gloire*, triptyque du Maître de Moulin ou Jean Hey, 1498-1499 (Moulin, cathédrale Notre-Dame). A gauche, saint Pierre présente Pierre II de Bourbon (1438-1503), commanditaire de l'œuvre, tandis qu'à droite sont agenouillées sa femme, Anne de France (1461-1522), et sa fille, Suzanne (1491-1521). Sœur du roi Charles VIII, Anne de France avait réussi à convaincre son frère de déroger à la règle de l'héritier mâle pour que sa fille Suzanne puisse conserver le Bourbonnais et l'Auvergne, terres d'apanage. Ci-contre et page de droite : *Louis II de Bourbon et Anne d'Auvergne*, extrait de *L'Armorial d'Auvergne, Bourbonnois et Forestz* de Guillaume Revel, vers 1450 (Paris, Bibliothèque nationale de France). Troisième duc de Bourbon, Louis II fit bâtir à Moulin, autour de 1375, un véritable château fort, dont il ne reste aujourd'hui que la tour surnommée la « Mal Coiffée » (ci-dessus).



Trois hautes tours crénelées et quelques vieux murs dressés sur un éperon rocheux dominant une rivière asséchée. Des départs de voûtes en croisée d'ogives révèlent la grandeur passée d'une construction qui s'étendait sur toute la longueur du promontoire naturel : un édifice flanqué, à ses heures de gloire, de vingt-quatre tours et de deux Saintes-Chapelles à nef unique ajourée de vitraux. Tapi en contrebas, le village de Bourbon-l'Archambault semble assoupi au cœur d'un paysage vallonné, brodé de grands prés de fauche et de bosquets, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Moulins. Voici le berceau des Bourbons.

« Dans les années 950, ce château situé à Bourbon était une puissante forteresse, d'origine mérovingienne. Il appartenait au seigneur Aimon, qui adopta le nom de sa terre et devint le premier sire de Bourbon », explique Antoine Paillet, historien et responsable du service du patrimoine de l'Allier. Dans une zone de marge, entre le Berry, la Bourgogne et l'Auvergne, loin des lieux du pouvoir religieux ou séculier, les successeurs d'Aimon constituent peu à peu un territoire puissant. A son apogée, au XV^e siècle, il couvrirait à peu près l'équivalent de l'actuel département de l'Allier, en dehors de quelques enclaves royales comme Saint-Pourçain ou Cusset. « Au début du XIII^e siècle, devenus des agents du pouvoir royal, les Bourbons s'étaient vu confier la conquête de l'Auvergne. Elle leur fut ensuite donnée en apanage », poursuit l'historien, auteur de *La Fabrique d'une province française, le Bourbonnais* (éditions Bleu autour).

L'alliance entre les Bourbons et les rois de France est définitivement scellée en 1276 quand l'héritière des Bourbons, Béatrice, épouse Robert de Clermont, sixième et dernier fils de Saint Louis. Leurs descendants deviennent des princes de sang royal et la seigneurie de Bourbon est érigée en duché en 1327. Ainsi, en trois siècles, les petits seigneurs de Bourbon, originaires d'une sorte de *no man's land*, sont devenus fréquents au point de contracter des alliances matrimoniales avec des membres de la

famille royale. Près de trois siècles plus tard, leur branche cadette hisserait l'un de ses membres sur le trône. Lorsque Henri III est assassiné en 1589 sans laisser d'enfant, le plus proche parent du roi par ordre de primogéniture est en effet le descendant direct du dernier fils de Saint Louis : Henri de Bourbon, roi de Navarre. Devenu Henri IV, il sera le premier Bourbon à régner. Six de ses descendants lui succéderont.

Dans le bocage de l'Allier, depuis les ruines du château de Bourbon-l'Archambault, nous sommes partis avec Antoine Paillet sur les traces de

son pouvoir et de sécuriser son territoire, il avait fait édifier le château de Moulins et rebâtir la plupart des fortifications du duché. Surnommé le « Bon Duc », il participa à la création d'un Etat bourbonnais et structura un système administratif centralisé à Moulins. Dans la Mal Coiffée, deux armoiries ornent les murs, témoignant de la destinée des Bourbons. Les premières armes des sires de Bourbon représentent un lion et des coquilles Saint-Jacques, tandis que le blason des ducs de Bourbon reprend celui de Robert de Clermont : trois fleurs de lys d'or barrées d'une bande de gueules.

En trois siècles, les petits seigneurs de Bourbon sont devenus fréquentables.

la branche aînée, celle des ducs de Bourbon et de leurs plus illustres représentants. Si leur premier fief ne distille plus que la poésie des vieilles pierres, le palais ducal de Moulins, même largement détruit, reflète toujours la magnificence du duché. Sur une esplanade en haut d'une butte dominant l'Allier, un grand donjon à la toiture tronquée perce le ciel. Surnommée la « Mal Coiffée », l'immense tour en grès rose et en calcaire est la seule construction à avoir été épargnée par les flammes qui ont ravagé le château ducal originel en 1755. Face à la cathédrale néogothique de la ville, elle impressionne encore par ses dimensions hors normes. A l'intérieur, les plafonds aimantent le regard, formés d'épaisses poutres en bois de chênes coupés dans la forêt de Tronçais, dans le nord-ouest du département.

C'est Louis II, troisième duc de Bourbon, qui fit bâtir ici un véritable château fort vers 1375, sur l'emplacement d'un premier édifice. La forteresse s'étend sur toute la butte, là où s'élève aujourd'hui la cathédrale. Pendant la guerre de Cent Ans, Louis II avait été capturé par les Anglais et séquestré pendant six ans en échange de la libération du roi Jean II le Bon. A son retour, soucieux d'affirmer

Louis II dota aussi son duché de symboles, telle la ceinture chargée de la devise « *Espérance* ». Une ceinture toujours visible sur les écoinçons de l'aile de style Renaissance, qui fut ajoutée au palais ducal à la fin du XV^e siècle par Anne de France, fille aînée de Louis XI et femme de Pierre de Beaujeu, duc de Bourbon. L'édifice, orné d'une galerie ouvragée et rythmée d'arcs cintrés et de piliers cannelés, abrite aujourd'hui un musée. Il est amusant de songer qu'avant les châteaux de la Loire, c'est au château de Moulins que s'exprime pour la première fois en France l'architecture de la Renaissance. Désirant mettre le château au goût du jour, Anne de





Beaujeu s'assura les services d'ouvriers et d'artistes italiens envoyés par son frère Charles VIII, parti combattre en Italie et pour lequel elle assurait la régence. « *Le palais ducal a connu plusieurs vies* », souligne Antoine Paillet. Après l'incendie de 1755, qui épargne seulement le pavillon d'Anne de Beaujeu et la Mal Coiffée, les vestiges du château sont pillés. L'ancien palais ducal servira de garnison à la fin du XVIII^e siècle et de prison jusqu'aux années 1980. Triste souvenir, les Allemands utilisèrent les caves de la Mal Coiffée comme cachots pendant la Seconde Guerre mondiale.

C'est à Chantelle, à une quarantaine de kilomètres au sud-ouest de Moulins, qu'Antoine Paillet a choisi de nous conter l'histoire du connétable, l'un des Bourbons les plus illustres. Sur une éminence rocheuse enfermée dans une boucle de la Bouble, rivière poissonneuse

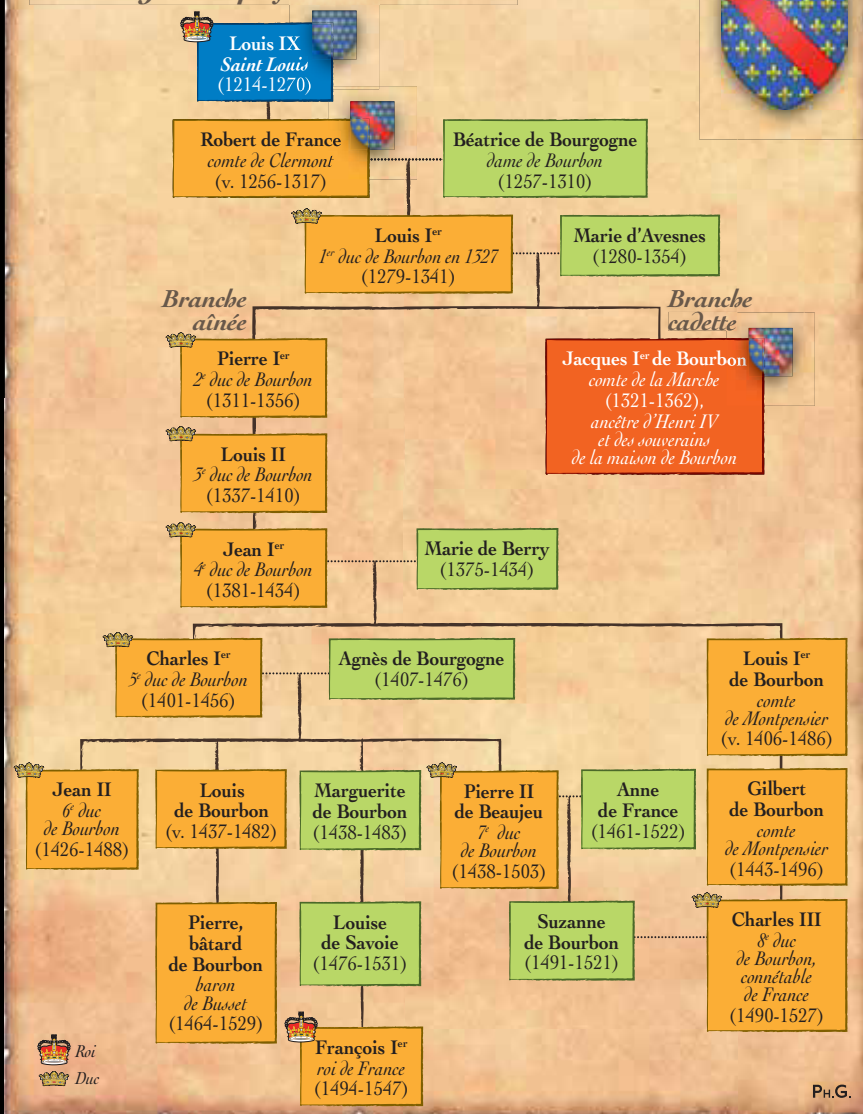
émaillée de nombreux moulins au Moyen Âge, deux tours et les restes d'une muraille dominant des gorges tapissées de charmes et d'érables. L'enceinte qu'ils dessinent abritait autrefois un prieuré, devenu une abbaye de sœurs bénédictines, réputée pour la fabrication de produits cosmétiques naturels. Les vestiges de ce château des Bourbons, rasé en 1635 par Louis XIII et Richelieu, sont indissociables du destin de leur dernier duc.

« *Pour comprendre la fin du duché, il faut se remémorer le principe de l'apanage, un droit féodal selon lequel le roi de France cède des terres à une branche cadette, qui les conserve en usufruit tant qu'existent des héritiers mâles.* » En acceptant l'Auvergne en apanage à la condition que le Bourbonnais devienne également une terre d'apanage, le duc Louis II de Bourbon avait signé en 1400

un acte déterminant, qui portait en lui la fin du duché. Un siècle plus tard en effet, son arrière-petit-fils Pierre II et Anne de France ont pour toute héritière leur fille Suzanne. Anne réussit cependant à convaincre son frère, le roi Charles VIII, de déroger à la règle et celui-ci accepte que Suzanne hérite du Bourbonnais et de l'Auvergne.

Pour asseoir la légitimité de cette entreprise, Anne de France marie sa fille à un cousin des Bourbons, Charles de Montpensier, qui devient le duc Charles III. Chevalier intrépide, il remporte la bataille de Marignan pour le compte de François I^{er} et est fait connétable, soit chef des armées royales. Quand sa femme meurt en 1521 sans lui laisser d'enfants, il hérite du duché. Mais c'est compter sans la pugnacité de François I^{er} et de la reine mère, Louise de Savoie. Le roi invoque le traité de 1400 signé

Généalogie simplifiée des Bourbons



RÈGLES DE SUCCESSION

Ci-contre : l'alliance des Bourbons et des rois de France fut scellée en 1276 par le mariage de l'héritière des Bourbons, Béatrice, et du dernier fils de Saint Louis, Robert de Clermont. Page de gauche, en haut : l'abbaye bénédictine Saint-Vincent, à Chantelle, est bordée en partie par des murailles et deux tours, vestige de l'ancien château des ducs de Bourbon. Condamné depuis la trahison de Charles III de Bourbon, qui avait sollicité l'aide de Charles Quint pour faire valoir ses droits sur le duché de Bourbon contre François I^{er}, le château fut finalement rasé en 1635 sur l'ordre de Louis XIII et de Richelieu. Page de gauche, en bas, à gauche : *Portrait de Charles III, duc de Bourbon, dit le connétable de Bourbon*, anonyme, XVI^e siècle (Saint-Petersbourg, musée de l'Ermitage). Page de gauche, en bas, à droite : Charles-Henri de Lobkowitz devant le château du Nouveau-Bostz, à Besson, l'une de ses résidences. Descendant des Bourbon-Parme et des Bourbon-Busset, le prince a hérité de « *beaucoup de ruines dans le Bourbonnais* », qu'il s'emploie à faire revivre par le biais de l'association Présence Bourbon, qu'il a créée en 2013.

par Louis II, tandis que sa mère, cousine germaine de Suzanne et sa plus proche parente, intente un procès devant le parlement de Paris en faisant valoir sa parenté pour hériter des biens patrimoniaux des ducs de Bourbon. Révolté par ces initiatives, le connétable commet le crime de lèse-majesté : il demande de l'aide à Charles Quint, l'ennemi juré de François I^{er}. Celui-ci le déclare aussitôt félon et fait placer ses biens sous séquestre. Le connétable se réfugie alors au château de Chantelle, réputé le plus défensif.

« La nuit du 8 septembre 1523, le connétable organise sa fuite depuis Chantelle. La légende dit qu'il fait ferrer ses mules à l'envers pour égarer ses poursuivants. Il franchit la Saône et pénètre sur les terres du Saint Empire romain germanique pour se mettre au service de Charles Quint », précise Antoine Paillet. Nommé lieutenant général, il combat les

Français en Italie, envahit la Provence et fait prisonnier François I^{er} à Pavie en 1525. Ce dernier promet de lui restituer ses biens en échange de sa liberté, mais ne tient pas parole. « *Egalement trahi par Charles Quint, qui lui avait promis la main de sa sœur et la Provence, Charles III finit sa vie en condottiere sous les murs de Rome et meurt lors du sac de la ville en 1527. Ce dernier grand féodal n'est-il pas le bouc émissaire par la mort duquel expire l'indépendance du duché mais s'accomplit l'unité du royaume de France ?* » interroge l'historien. En 1531, les biens des ducs de Bourbon reviennent à la Couronne. Ils ne les récupéreront que lorsque le lointain descendant de leur branche cadette deviendra roi de France.

Une autre branche des Bourbons aurait pu prétendre à la succession du duché. Blazer négligemment posé sur les épaules, pantalon en coton et baskets

aux pieds, le prince Charles-Henri de Lobkowitz cultive un style décontracté, même s'il fréquente le gotha européen. Par son grand-père maternel, c'est un Bourbon-Parme, branche issue des rois de France par le petit-fils de Louis XIV, Philippe V d'Espagne. Mais par sa grand-mère maternelle, il est également un Bourbon-Busset. « *J'ai ainsi hérité de beaucoup de ruines dans le Bourbonnais* », confie sans détour cet aristocrate qui vit entre Londres et son château du Nouveau-Bostz, à Besson, à une quinzaine de kilomètres au sud de Moulins. « *Pour faire revivre ces châteaux abandonnés, qui constituent le patrimoine des Bourbons dans leur province d'origine, j'ai créé en 2013 l'association Présence Bourbon : elle fédère une quarantaine de bénévoles impliqués dans les travaux de restauration* », confie le quinquagénaire.



Depuis six ans leurs efforts se concentrent sur Fourchaud. Ce château tour du XV^e siècle, posé au milieu de la plaine agricole près de Besson, a longtemps été prisonnier d'une gangue de lierre avant que l'association ne s'attaque à sa rénovation. « Trois bénévoles travaillent tous les vendredis sur le chantier du château », se félicite le prince en poussant le grand portail en bois flanqué de deux tours en poivrière. « Après l'arrachage du lierre, nous avons refait les toitures et les sols, remonté les cheminées... Je voudrais aussi retrouver l'effet produit autrefois

Pierre II. Or Pierre avait un autre frère aîné, Louis, qui avait une postérité en son fils Pierre, lequel ne mourut qu'en 1529. C'est lui qui, par ordre de primogeniture masculine, aurait dû légitimement recueillir l'héritage du duché. Pourquoi fut-il écarté de la succession ? Par le refus du roi Louis XI de reconnaître la validité du mariage de son père, qui avait épousé Catherine de Gueldre en 1464. Considérés comme bâtards, leurs trois fils, dont l'aîné Pierre, ancêtre des Bourbon-Busset, ne purent donc jamais devenir ducs de Bourbon », nous explique Antoine Paillet.

Les châteaux de l'Allier ne sont pas le seul héritage patrimonial des Bourbons.

Le berceau des Bourbons prit aussi le titre honorifique de « fille aînée » de Cluny.

par l'aménagement intérieur, avec des tentures, du mobilier, des couleurs », nous explique-t-il dans l'une des salles de réception, avant de nous présenter quelques bénévoles. « Nous nous sommes formés au travail de menuiserie, de ferronnerie, mais on peut aussi passer des heures à gratter et nettoyer des arches sous la charpente », confie Nicole et Vincent Fugier, voisins de Fourchaud, heureux d'embellir le patrimoine local.

Après Fourchaud, un autre château méritera toute l'attention de l'association. Dans un fond de vallon, le Vieux-Bostz distille une poésie extraordinaire avec ses clochetons en bardeaux de chêne et l'enchevêtrement de ses nombreuses toitures en tuiles brun-rouge (pages 106-107). Six sur vingt-deux ont déjà été restaurées par l'association. « Je rêve que ce château puisse accueillir un jour un musée historique des Bourbons », confie le prince de Lobkowicz. On pourrait alors y voir expliquée la raison qui empêcha la lignée des Bourbon-Busset d'être dynaste. « En 1488, lorsque le duc de Bourbon, Jean II, mourut sans enfant légitime, c'est le cadet de ses frères, Pierre de Beaujeu, qui devint le duc

Le prieuré de Souvigny est une étape obligée sur les traces de l'illustre maison. A une dizaine de kilomètres de Moulins, l'église Saint-Pierre-et-Saint-Paul impose sa silhouette massive, émergeant d'un paisible village en pierre claire sur un coteau. Le plan en croix de Lorraine à six branches de cette église prieurale trouve son origine dans sa filiation avec l'abbaye de Cluny. « Dans les années 915-920, un certain seigneur Aymard offrit ses terres de Souvigny à la toute jeune abbaye de Cluny, qui deviendrait la plus grande abbaye bénédictine d'Occident. Souvigny est considérée comme le berceau des Bourbons car Aymard est le premier ancêtre connu de cette famille. Il est le père d'Aimon, qui prit le nom de son château à Bourbon », explique Antoine Paillet devant la façade concave de l'église. Le berceau des Bourbons prit aussi le titre honorifique de « fille aînée » de Cluny, accordé à seulement cinq monastères en Europe.

A l'intérieur, nous avons rendez-vous avec l'histoire religieuse autant qu'avec l'histoire royale. Une longue et étroite nef empreinte d'un syncrétisme architectural, mêlant roman et gothique, guide nos

pas vers les gisants des deux abbés de Cluny qui vinrent mourir à Souvigny aux X^e et XI^e siècles : Mayeul et Odilon. Leurs tombeaux firent du prieuré un site renommé de pèlerinage au Moyen Âge, avant qu'ils ne soient vandalisés à la Révolution. Louis II fut le premier duc de Bourbon à se faire inhumer à Souvigny. A droite du chœur, une balustrade de pierre délicatement sculptée ceint la Chapelle Vieille, où trônent son gisant et celui de sa femme, Anne Dauphine d'Auvergne. Près de douze ducs et leurs épouses furent inhumés à Souvigny, dans cette chapelle et dans une seconde érigée de l'autre côté du chœur. Ce n'est que lorsque les Bourbons accédèrent au trône de France, au XVI^e siècle, qu'ils abandonnèrent cette tradition pour faire de Saint-Denis leur nécropole.

Une trentaine de kilomètres à l'est de Souvigny, Chapeau est un paisible bourg en lisière d'un étang. Les tourelles du château de la Cour émergent à travers les frondaisons. « J'ai toujours eu l'amour des vieilles pierres et le goût de la restauration. Quand j'ai cherché un manoir à acheter dans l'Allier, je voulais mettre la main à la pâte, faire de la taille de pierre, forger du métal... En 2013, j'ai eu un coup de cœur pour l'architecture atypique de ce lieu et son environnement préservé », confie Laurent Poirier dans la cour de son château en briques rouges et noires.

Du travail, il y en a dans cette demeure des XVI^e et XVII^e siècles aux origines plus anciennes, située sur le fief d'une noblesse féodale qui gravitait autour des Bourbons. Les premières années ont été consacrées au terrassement, à la remise en état des douves de part et d'autre de la tour-porche, et à la réfection des toitures avec la volonté de retrouver les gestes anciens. « Ce qui caractérise le patrimoine de l'Allier, ce ne sont pas les grands châteaux mais plutôt le maillage des propriétés seigneuriales », confie celui qui est également responsable de la Fondation du patrimoine dans le département. Un héritage de la féodalité opulente des Bourbons qui marque toujours les bocages de l'Allier d'une empreinte immémoriale, à l'élégance inimitable.



LE SAINT-DENIS DES BOURBONS Ci-contre, à gauche : les gisants de Charles I^{er} de Bourbon et de son épouse, Agnès de Bourgogne, par Jacques Maurel, XV^e siècle (Souvigny, église Saint-Pierre-et-Saint-Paul). Nécropole des Bourbons jusqu'au XVI^e siècle, l'église prieurale Saint-Pierre-et-Saint-Paul est affiliée à l'abbaye de Cluny. C'est le premier ancêtre connu des Bourbons, le seigneur Aymard, qui fit don, vers 915-920, de ses terres de Souvigny à l'abbaye de Cluny. L'église abrite également les tombes des saints abbés Mayeul (910-994) et Odilon (962-1048). Page de gauche et en haut : le château de Fourchaud, propriété du prince de Lobkowitz, à Besson, où s'activent les bénévoles de l'association Présence Bourbon (*en haut*) pour restaurer cet édifice du XV^e siècle. Ci-dessus : le château de la Cour, à Chapeau.



LIEUX DE MÉMOIRE

Par Marie-Laure Castelnau



Le testament du roi

Après plus de trois ans de travaux, la restauration de la chapelle royale de Versailles a pris fin. Un chantier colossal qui lui a rendu toute sa splendeur.



PHOTOS : © CHÂTEAU DE VERSAILLES/THOMAS GARNIER. © CHÂTEAU DE VERSAILLES/DIDIER SAULNIER.

C'est dans la plus grande discrétion, en plein confinement, qu'elle a dévoilé sa splendeur originelle. Dissimulée sous une bâche depuis trois ans, la chapelle royale du château de Versailles a fait retomber, au mois d'avril 2021, la toile en trompe-l'œil de 4 000 m² qui l'avait protégée tout au long de sa restauration. Pandémie de Covid oblige, pas d'inauguration ni d'ouverture au public. Seuls quelques rares passants émerveillés ont pu alors admirer à travers les grilles l'édifice restauré, qui brille désormais de mille feux. Culminant à près de 40 m de haut (pour 46 m de long), ce joyau du XVIII^e siècle a subi en effet d'importants travaux extérieurs qui lui ont redonné son éclat d'antan : « 300 000 feuilles d'or ont été posées sur le toit. Avec les cadres des fenêtres, également rénovés à la feuille d'or, on compte au total près de 450 000 feuilles d'or ! Dès la fin du XVIII^e siècle, cette dorure avait disparu. On retrouve aujourd'hui ce que Louis XIV contemplait », s'enthousiasme Frédéric Didier, l'architecte en chef des Monuments historiques chargé de conduire cette entreprise d'envergure.

COUP D'ÉCLAT Véritable testament architectural de Louis XIV, qui voulait qu'elle présente une synthèse de son règne, la chapelle royale (*page de gauche, en haut*), bénie le 5 juin 1710, est l'un des grands chefs-d'œuvre de l'art sacré. Concentrés sur l'extérieur de l'édifice, les travaux de restauration lui ont redonné son éclat d'antan. Outre les vitraux (*page de gauche, en bas*), les grands ornements du toit (*détail ci-dessus*) ont été déposés en atelier pour y être redorés avec pas moins de 300 000 feuilles d'or.

Au mitan de sa vie, Louis XIV rêve d'affirmer avec éclat son rôle de roi très chrétien dans le royaume et dans toute l'Europe. Sa dévotion le pousse à entreprendre une ultime œuvre monumentale dédiée à Dieu. Véritable « testament architectural » du souverain, la chapelle royale de Versailles est le fruit d'une très longue élaboration. Le roi voulut en effet « *une synthèse de son règne, un chef-d'œuvre dans tous les genres, qui convoquait tous les arts pour élever les âmes* », explique Catherine Pégard, présidente de l'Etablissement public du château. Il suivit de près ce dernier grand chantier, conçu par Jules Hardouin-Mansart, après quatre projets différents, dont celui d'un dôme inspiré de celui des Invalides. Les travaux s'ouvrirent enfin en 1687. Ils allaient durer plus de vingt ans. Assumant lui-même les fonctions de surintendant de ses bâtiments

après la mort d'Hardouin-Mansart en mai 1708, Louis XIV, assisté de Robert de Cotte, obtient que soient menés à terme, en deux années, le chantier, l'essentiel du décor peint et sculpté et le mobilier. La chapelle est bénie par le cardinal de Noailles, archevêque de Paris, le 5 juin 1710.

Objet d'un financement exceptionnel dépassant les 2,5 millions de livres, cette ultime transformation du château est, avec celle de la galerie des Glaces, la plus prodigieuse de Versailles. « *C'est le monument le plus élaboré du château et le moins modifié par l'histoire. La noblesse de son architecture et la qualité exceptionnelle de sa décoration en font l'un des grands chefs-d'œuvre de l'art sacré* », résume Alexandre Maral, conservateur en chef du département des sculptures et auteur d'un livre magnifique sur la chapelle royale. Les meilleurs artistes



du XVIII^e siècle naissant – architectes, peintres, sculpteurs – ont participé à la réalisation de son décor intérieur, créant une parfaite symbiose avec l'architecture. En associant innovation technique et recherche décorative, Hardouin-Mansart réalise ici une œuvre d'art totale. « L'édifice s'inscrivait dans la lignée des chapelles royales construites hors œuvre comme de véritables églises. Les exemples les plus marquants en étaient Fontainebleau, Saint-Germain-en-Laye mais plus encore Vincennes et la Sainte-Chapelle de Paris », commente Jean-Pierre Babelon, membre de l'Institut, dans la préface du livre.

Plus haute que le château, car symbole de la puissance divine, la chapelle royale s'élève entre son corps central et son aile nord. Coiffée d'un comble très aigu, elle est à la fois un vaisseau indépendant et une fraction incorporée à l'ensemble, dont elle distrait la symétrie comme un « accident », pour attirer le regard. « Riche de sens et complexe, cet édifice allie l'élan vertical et le caractère de "chasse de lumière" des Saintes-Chapelles gothiques à la virtuosité d'un décor baroque foisonnant, où l'or emblématique du Roi-Soleil se trouve répandu à profusion », ajoute Alexandre Maral.

Influencée par l'architecture ultramontaine, elle s'inscrit dans la grande tradition française des chapelles palatines à nef unique et comporte deux niveaux.

ŒUVRE D'ART TOTALE Ci-contre : si la nef unique à deux niveaux s'inscrit dans la tradition des chapelles palatines, la virtuosité du décor foisonnant, alliant marbres polychromes, fresques et or à profusion, en fait un chef-d'œuvre du baroque. Page de droite, en haut : *Saint Jérôme et Saint Augustin*, par Guillaume Coustou, 1707-1708, deux des vingt-huit statues monumentales de la balustrade, restaurées in situ. Page de droite, en bas : la charpente en chêne blond a été entièrement restaurée à l'abri d'un « parapluie » de 25 m de portée posé au-dessus de la toiture de la chapelle.

L'extérieur présente des façades élancées, agencées avec des pilastres corinthiens et ponctuées d'imposantes baies ornées de vitraux au verre peint et non teinté dans la masse. Au-dessus, une grande balustrade, rythmée par vingt-huit sculptures d'évangélistes et de Vertus, merveilles de l'art baroque dues à Corneille Van Clève, Jean-Baptiste Théodon ou Guillaume Coustou, pare l'édifice d'un collier précieux. Le bâtiment se prolonge par une troisième élévation, un peu en retrait et percée à nouveau de baies vitrées, plus petites, qui apportent de la lumière à la voûte intérieure. Enfin, un long toit en ardoises, décoré d'ornements en plomb et de deux groupes sculptés, coiffe le tout. Vertus, apôtres, évangélistes, gargouilles, torchères, pilastres, chérubins : la richesse du décor sculpté, qui compte plus de 140 éléments, est la marque de fabrique de l'édifice. Autre particularité : l'unique accès se faisant par l'intérieur du château, la chapelle est dépourvue de façade ; elle offre seulement une vue sur son chevet.

Juste au-dessus de la porte d'entrée, une tribune spéciale, enrichie de bronze doré et de marbre, était destinée à la famille royale. Sur les bas-côtés, les autres tribunes étaient réservées aux princes du sang et aux principales personnalités de la Cour. En face de la tribune royale, la place du buffet d'orgue fut trouvée au prix de l'occultation de la fenêtre axiale : reprenant une idée du Bernin pour la chapelle du Louvre, cette solution audacieuse traduisait aussi le prestige de la musique qui y était jouée. La chapelle possédait à l'origine un riche mobilier d'inspiration rocaille, dont ne subsistent que l'orgue et les autels, et particulièrement le maître-autel, chef-d'œuvre de l'art du bronze, orné d'un bas-relief de Van Clève. Les archives et les documents conservés laissent imaginer le raffinement du mobilier, mêlant orfèvrerie et bois sculpté, tandis

qu'au hasard des découvertes, réapparaissent aujourd'hui des éléments de ce somptueux décor disparu. Dimension essentielle de la décoration de Versailles, l'exaltation du roi se déploie dans un discours théologique dense et savant, du moindre pilier sculpté à la vaste voûte peinte par Antoine Coypel, Charles de La Fosse et Jean Jouvenet.

Catholique ardent, Louis XIV viendra chaque jour prier et entendre la musique composée pour lui jusqu'à sa mort en 1715. Auparavant, il se rendait à la messe dans d'autres sanctuaires, installés à tour de rôle dans différentes salles du palais et aujourd'hui disparus. La chapelle a aussi servi de cadre aux cérémonies extraordinaires jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. La plus fastueuse fut, sans aucun doute, la réception par le roi des commandeurs et des chevaliers de l'ordre du Saint-Esprit en 1724, qui réunit 6 000 personnes. Mais il faut aussi rappeler les mariages des futurs souverains, comme celui du Dauphin Louis, fils de Louis XV, avec Marie-Thérèse, infante d'Espagne, le 23 février 1745, et celui de Louis-Auguste, futur Louis XVI, avec l'archiduchesse Marie-Antoinette d'Autriche le 16 mai 1770. Après le départ de la Cour en 1789, ce symbole du caractère religieux de la monarchie d'Ancien Régime fut abandonné, avant le rétablissement officiel du culte en ses murs en 1814. La messe y est célébrée aujourd'hui une fois par mois et pour les grandes occasions.

L'édifice, inchangé depuis sa construction (hormis le grand lanternon retiré en 1765), avait traversé les siècles grâce à quelques rénovations mineures. Mais depuis plusieurs années, fissures et fuites étaient apparues dans la toiture et la maçonnerie, menaçant les peintures de la voûte. « Plus de quarante ans après sa dernière restauration, il fallait sauver d'urgence la couverture, les parements, les décors sculptés et les vitraux. Cela faisait



trente ans qu'on attendait de pouvoir déclencher cette opération ! » se réjouit Frédéric Didier. Entamé en 2018, ce chantier de 16 millions d'euros – comparable à celui de la galerie des Glaces en 2004-2007 – a été pris en charge par la fondation suisse Philanthropia et plusieurs mécènes, dont Saint-Gobain et LVMH. Les travaux, concentrés sur l'extérieur de l'édifice, ont mobilisé pendant plus de trois ans une centaine de maîtres couvreurs, charpentiers, tailleurs de pierre, sculpteurs, verriers, doreurs et autres métiers d'art. Détenteurs d'un savoir-faire unique, ils ont tour à tour redoré les

sculptures et les ornements, retravaillé les statues érodées par le temps, restauré les glaces et vitraux en atelier.

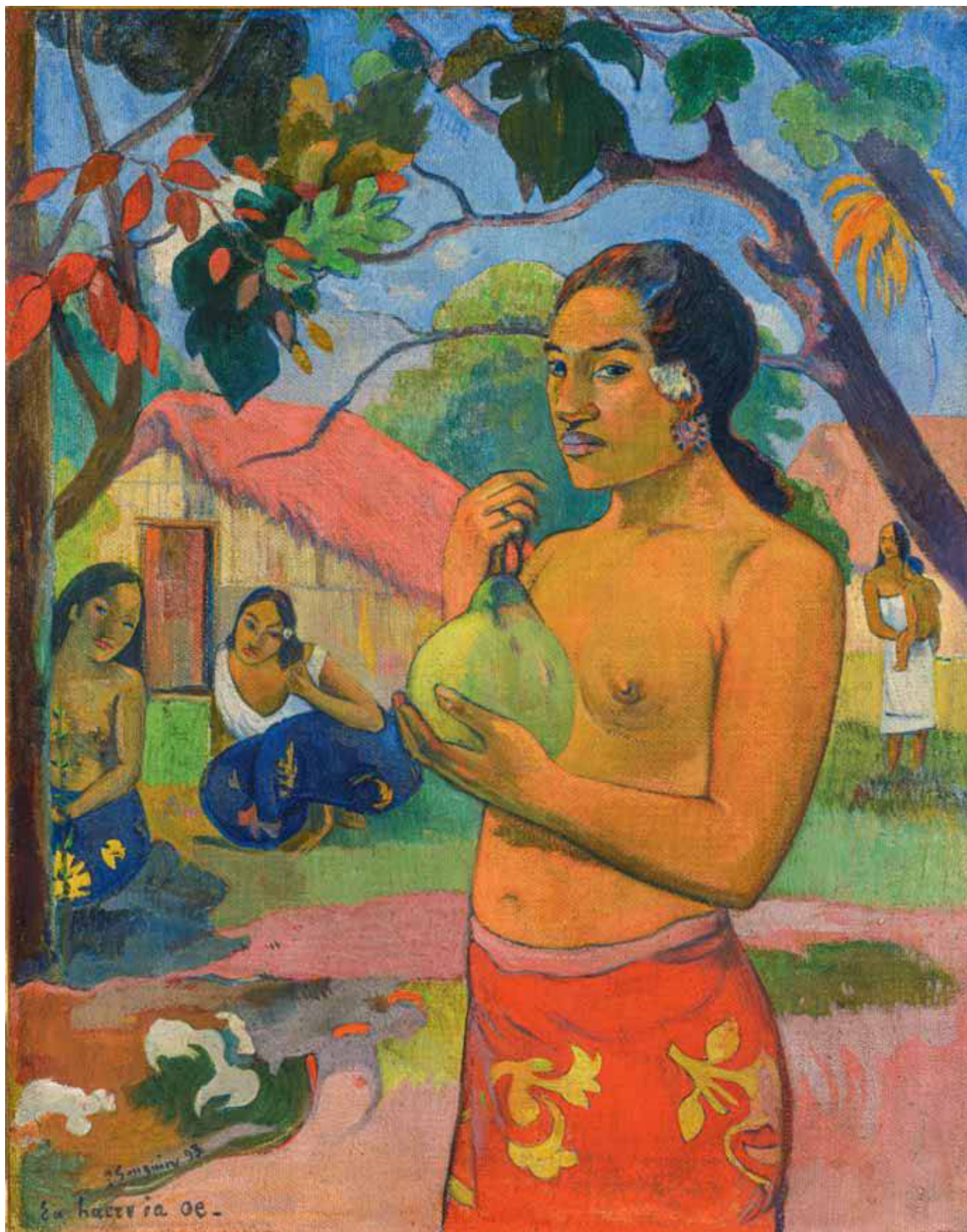
« Cela nous a permis de vivre une formidable aventure humaine et de former une nouvelle génération d'artisans d'art », souligne Frédéric Didier.

Grâce à la pose d'un « parapluie » de 25 m de portée au-dessus de la toiture, l'immense charpente de la chapelle – une forêt de chêne blond semblable à celle de Notre-Dame – a été entièrement restaurée. Les grands ornements du toit, la croix, les angelots, le palmier et les fleurs de lys ont été déposés pour être

redorés à la feuille. Les bas-reliefs abîmés, avec leurs têtes de chérubins musiciens, les gargouilles, les torchères et les chapiteaux des pilastres ont été retravaillés en atelier ou in situ. Sur la balustrade, les vingt-huit statues monumentales ont été restaurées sur place. *« C'est le seul édifice du XVIII^e siècle encore intact avec toute sa statuaire d'origine »,* souligne fièrement Frédéric Didier. Si les statues extérieures sont remplacées le plus souvent par des copies, l'architecte a en effet tenu ici à laisser en place les originaux, qui font partie intégrante de l'édifice. Les quarante-six hautes baies, merveilles des débuts de l'industrie verrière du XVIII^e siècle, ont bénéficié elles aussi d'un délicat nettoyage et offrent désormais une luminosité nouvelle. En 1756, François Blondel écrivait dans *L'Architecture française* : *« Cet édifice est digne surtout de servir de modèle à nos artistes, soit par sa construction admirable, soit par la régularité de la plus grande partie de sa décoration, soit enfin par la pureté de l'architecture qui y préside. »* Souhaitons que la résurrection de ce monument politique et religieux dure désormais plus d'un siècle !

À LIRE : *La Chapelle royale de Versailles*, par Alexandre Maral, Arthéna, 392 pages, 30 €.





LE GENTLEMAN Page de droite, en haut : *Portrait de Mikhaïl Abramovitch Morozov*, par Valentin Serov, 1902 (Moscou, Galerie nationale Tretiakov). Pendant une dizaine d'années, jusqu'à sa mort prématurée en 1903, le frère aîné des Morozov assouvit sa passion pour la peinture, en achetant, en particulier, des chefs-d'œuvre de l'impressionnisme et du postimpressionnisme. « Grâce à lui apparurent pour la première fois à Moscou Manet, Monet, Renoir, Van Gogh, Gauguin », rapporte sa femme. Ainsi, *La Mer aux Saintes-Maries*, de Van Gogh (page de droite, à droite, 1888, Moscou, musée Pouchkine), qu'il acquit en 1901, fut le premier tableau du peintre à entrer en Russie. Ci-dessus : *Eu haere ia oe* (Où vas-tu ?), par Paul Gauguin, 1893 (Saint-Petersbourg, musée de l'Ermitage).



PORTFOLIO

Par Perceval de Cagny

L'univers des formes

Cinq ans après le triomphe de la collection Chtchoukine, les chefs-d'œuvre rassemblés par les frères Morozov sont réunis pour la première fois à la Fondation Louis Vuitton.

O n était venu en foule, en cet automne 2016, à l'orée du bois de Boulogne, sous les voiles en verre courbé de la Fondation Louis Vuitton, voir la plus grande collection d'art moderne français du monde ; une collection couvrant tout l'arc de la création artistique depuis l'impressionnisme jusqu'à Matisse et Picasso (38 Matisse, 50 Picasso), en passant par les postimpressionnistes Cézanne et Gauguin : 127 œuvres essentielles à la compréhension de l'histoire de la peinture revenues pour la première fois en France depuis leur départ en Russie il y a plus d'un siècle ; une collection encore fantôme et presque mythique, dont on connaissait mal les contours, puisqu'elle était dispersée entre le musée de l'Ermitage à Saint-Petersbourg, le musée Pouchkine et la Galerie Tretiakov à Moscou : celle qu'avait réunie le flamboyant Sergueï Chtchoukine, industriel russe du textile immensément riche, amoureux transi de l'art français le plus révolutionnaire à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. Sa présentation à Paris avait été un triomphe, une révélation, un coup de maître diplomatique dont on parle encore avec frisson.

Cinq ans plus tard, c'est une autre collection mythique d'art moderne constituée entre Paris et Moscou dans les premières années 1900 qui est montrée pour la première fois hors de Russie, et qu'accueille la Fondation Louis Vuitton : celle de deux frères, d'ailleurs amis de Sergueï Chtchoukine, Mikhaïl et Ivan Morozov. Elle réunit plus de 170 chefs-d'œuvre d'art moderne français et russe.

Comme Sergueï Chtchoukine, Mikhaïl et Ivan Morozov sont issus d'une famille de vieux-croyants, d'origine serbe, ayant fait fortune dans l'industrie et le négoce. Comme lui, ils contribuèrent à leur manière à l'éclosion du « siècle d'argent » russe (1890-1914) : ce moment de floraison exceptionnelle de l'art en Russie – qu'il s'agisse de peinture, de littérature, de théâtre, ou de haute couture –, que permit la modernisation rapide du pays, son rapprochement avec la France et l'Italie, l'émergence de grandes fortunes et, partant, du mécénat. La Russie de ce temps-là, celle du tsar Nicolas II, est un Etat en plein essor économique, engagé dans une industrialisation à marche forcée, produit du libéralisme d'Alexandre II (qui a aboli le servage en 1861) et de



l'autoritarisme d'Alexandre III (qui a rétabli l'ordre d'une poigne de fer après l'attentat anarchiste qui a coûté la vie à son père). Mais c'est aussi un pays où se multiplient les grèves ouvrières, les révoltes étudiantes, où couve et menace la révolte de paysans libérés du servage mais lourdement imposés et dépourvus d'assez de terres pour vivre, empêchés d'user de leur liberté encore neuve, et de ce fait frustrés et revendicateurs. Une époque contrastée où se mêlent richesse et amertume, autocratie et révoltes larvées, préoccupations sociales et débats philosophiques





fiévreux. Dans le monde de l'art, et en particulier à Moscou, moderniste par opposition au conservatisme de Saint-Petersbourg, s'affiche le goût du symbolisme, du syncrétisme, de l'affirmation de soi, de l'esthétique Art nouveau, comme l'incarne puissamment l'œuvre placée en exergue de l'exposition, *La Vague*, d'Anna Goloubkina, un haut-relief conçu pour la façade du Théâtre d'art de Moscou où l'on donnait notamment Tchekhov, métaphore de l'esprit moderne submergeant et emportant tout avec lui, par celle qui fut la préparatrice d'Auguste Rodin entre 1897 et 1900.

Les Morozov doivent leur fortune à leur arrière-grand-père, l'un des serfs du comte Nikolaï Rioumine dont il fut tantôt le gardien de bétail, tantôt le cocher ou le domestique. Avec la dot de sa jeune épouse, d'un montant de cinq roubles, et avec l'autorisation de son maître, il avait créé un atelier de rubans de soie, qui progressivement avait pris de l'ampleur.

Des rubans il était passé à la production de petits coupons d'étoffes très particulières, tissées à partir de fils de soie multicolores, qu'il s'en allait à pied porter à Moscou, à 50 km de là, pour qu'ils y soient vendus. En 1820, à 50 ans, Savva était parvenu ainsi à rassembler la somme colossale de 17 000 roubles et avait pu payer l'affranchissement de toute sa famille. Son entreprise avait profité de la place faite par le terrible incendie qui avait ravagé Moscou en 1812 et anéanti nombre de fabriques. A la fin du XIX^e siècle, sa famille était devenue l'une des dynasties marchandes et industrielles les plus puissantes de Russie avec quatre manufactures de tissus (coton, velours, calicot, fils, cardé, ouate), dirigées par quatre de ses fils, et dont la production était vendue en Russie, en Europe, en Iran et en Chine.

Varvara Morozova, la mère de Mikhaïl et Ivan, avait hérité de son propre père, collectionneur de livres et manuscrits anciens, le goût pour l'art

et le collectionnisme. Femme de talent entreprenante et cultivée, elle gère d'une main de maître les affaires commerciales et se fait connaître partout la Russie pour ses nombreuses créations d'écoles et de salles de lecture. Le salon littéraire et politique qu'elle tient en son hôtel particulier de Moscou est fréquenté par nombre d'écrivains et de journalistes tels qu'Anton Tchekhov, Vladimir Korolenko ou Alexandre Blok. C'est en grande partie à elle que ses fils devront leur éducation artistique raffinée et leur philanthropie.

Aussi c'est très peu de temps après son mariage et l'achat de son splendide hôtel particulier boulevard Smolinski, où il tient table ouverte et mène grand train – champagne et cigares –, que Mikhaïl Morozov commence à acheter ses premières œuvres, notamment aux artistes de son entourage. Dans la galerie de portraits qui ouvre l'exposition, on croise les visages du clan des Morozov, de leurs femmes et leurs enfants, de



MISE EN ABYME Ci-dessus : *Fruits et bronze*, par Henri Matisse, 1910 (Moscou, musée Pouchkine). Admirateur du peintre dont il possédera 11 œuvres, Ivan Morozov lui avait commandé cette nature morte qu'il trouva « ravissante ». A tel point que c'est cette toile que l'industriel choisit d'avoir à l'arrière-plan du portrait que Valentin Serov fit de lui (*page de gauche*, 1910, Moscou, Galerie nationale Tretiakov), en en faisant ainsi le manifeste de ses goûts picturaux. En occultant toute référence au statut social de Morozov, Serov souligne ici la relation élective qui existe entre le collectionneur et la peinture. Il rend aussi un hommage appuyé à Matisse, considéré par tous comme le maître de la couleur pure.

leurs amis industriels et collectionneurs, mais aussi des artistes qui gravitent autour d'eux comme Konstantine Korovine, Alexandre Golovine ou le chanteur Fiodor Chaliapine. Le portrait de Mikhaïl par Valentin Serov, peint au printemps 1902, dépeint ce « gentleman » (selon le titre d'une pièce de théâtre qu'il inspira) puissant et intelligent, campé droit sur ses jambes ouvertes dans son salon sombre et précieux, sa figure joviale, blanche et rose, dévisageant le peintre et l'ami qui lui fait face. Si ses premiers achats avaient surtout été destinés à l'ornement de son hôtel particulier, ceux qu'il fait dans les trois dernières années de sa vie auront une tout autre envergure, de l'ordre de la collection réfléchie, audacieuse et choisie, d'œuvres russes mais aussi d'œuvres qu'il fait venir de l'étranger. L'acquisition de la *Féerie intime* d'Albert Besnard, qui a fait tant de bruit à Paris, est son premier exploit de collectionneur et fait tout son orgueil. Il

s'intéresse au symbolisme européen, avec par exemple la *Nuit blanche* d'Edvard Munch, mais aussi à l'impressionnisme, dont il acquiert de véritables chefs-d'œuvre : le *Portrait de Mademoiselle Jeanne Samary* par Auguste Renoir (1878), *La Toilette* d'Edgar Degas (1884), le *Champ de coquelicots* de Claude Monet (1890-1891), ou encore *Le Bouchon* d'Edouard Manet (1878) ; il n'oublie pas le postimpressionnisme avec Van Gogh, Gauguin ou des peintres du cercle des nabis. Mort jeune, à 33 ans, le 12 octobre 1903 (25 octobre, suivant le calendrier grégorien), il laisse sa collection, qui promettait d'atteindre une envergure comparable à celle de Sergueï Chtchoukine, à son épouse qui fera don en 1910 à la Galerie nationale Tretiakov de 60 tableaux sur les 83 qui la composent.

Son frère cadet Ivan (1871-1921), qui tâte lui-même du pinceau et est pendant un temps élève de Konstantine Korovine, va cependant continuer et amplifier

l'entreprise qu'il avait commencée. Après avoir passé quelque temps à gérer la manufacture familiale de Tvier, il s'est installé en 1900 rue Pretchistenka, à Moscou. Konstantine Korovine a brossé de lui, en 1903, un portrait rapide, en deux heures, image d'un grand bourgeois en tenue de soirée noire à plastron blanc sur un fond floral. Il n'est pourtant qu'à l'aube de son aventure.

Animé par un esprit de compétition avec son frère, il a dès alors acheté des œuvres d'artistes russes, mais aussi des impressionnistes, notamment Sisley qu'il apprécie beaucoup, et le *Portrait de Jeanne Samary. Rêverie*, d'Auguste Renoir (1877). La mort de Mikhaïl va lui inspirer le désir de reprendre le flambeau et de donner à sa propre collection une ampleur sans pareille. Dès 1906, il s'intéresse à Pierre Bonnard, Maurice Denis et Paul Signac. Au Salon d'automne de cette année-là, il participe à l'exposition de Diaghilev « Deux siècles d'art russe » et il est élu membre honoraire du Salon d'automne. Chaque année jusqu'à la guerre, quittant ses filatures de coton et ses 15 000 ouvriers, il se rend à Paris, s'installe dans les fauteuils des boutiques d'art et regarde, attentif et concentré, durant la journée entière, des toiles se succéder sous ses yeux. On dit qu'il en était si fatigué le soir qu'il n'avait plus la force d'aller au théâtre.

En 1907, il fait transformer sa maison de Moscou pour créer des espaces plus propices à l'accrochage des tableaux. Il confie à Bonnard la décoration du grand escalier qui mène à sa galerie de peinture. L'exposition de la Fondation Louis Vuitton restitue ce décor immense consacré aux quatre saisons. Au centre, *La Méditerranée*, dont les trois panneaux figurant l'image d'un jardin écrasé de soleil avec vue sur la mer sont reliés par une arche végétale et délimités par une colonnade à chapiteaux doriques. De part et d'autre, deux grands panneaux carrés figurent *Le Printemps* et *L'Automne*, accompagnés de plusieurs paysages de Bonnard, mais aussi d'un diptyque dédié aux *Fêtes champêtres* de Ker-Xavier Roussel.



AU FIL DES SAISONS Ci-dessus : *L'Automne. La cueillette des fruits*, par Pierre Bonnard, 1912 (Moscou, musée Pouchkine). Pour décorer la cage de l'escalier d'honneur de son hôtel particulier moscovite, Ivan Morozov fit appel à Bonnard : il lui commanda d'abord un triptyque, *La Méditerranée*, qui fut livré en 1911. Puis deux panneaux que le peintre choisit de consacrer au *Printemps* et à *L'Automne*. Installés de part et d'autre du triptyque, ils constituaient ainsi avec celui-ci, symbolisant l'été, un ensemble dédié au cycle des saisons. La vision de ce paradis méditerranéen préparait le visiteur au spectacle qui l'attendait dans le salon de musique dont les murs étaient couverts des grands panneaux de *L'Histoire de Psyché* exécutés par Maurice Denis.



PRÉFÉRENCES

Ci-contre : *Portrait de Madame Cézanne dans la serre*, par Paul Cézanne, 1891-1892 (New York, The Metropolitan Museum of Art). Avec 18 chefs-d'œuvre du maître d'Aix dans sa collection, Ivan Morozov pouvait s'enorgueillir de détenir alors le plus bel ensemble de Cézanne au monde. Et lorsqu'on lui demandait quel était son peintre préféré, c'est toujours Cézanne qu'il citait. En bas : *Café à Arles*, par Paul Gauguin, 1888 (Moscou, musée Pouchkine). Ivan Morozov acheta la toile chez Vollard en 1908 pour 8 000 francs.

Amoureux de la peinture de paysage, à l'école des impressionnistes, Ivan Morozov est aussi fasciné par l'exotisme synthétique du travail de Gauguin à Tahiti. Les 13 œuvres du peintre réunies par son frère et lui, toutes présentées à l'exposition, relèvent (à l'exception du *Café à Arles*, 1888) de cette époque où, apprenti ethnographe, Gauguin consigne à l'aide de l'aplat, du cerne et de la couleur pure, le monde archaïque, l'Éden primitif que forment à ses yeux les scènes de la vie quotidienne en Polynésie.

Au Salon d'automne de 1907, le collectionneur est subjugué par les œuvres de Paul Cézanne, mort en octobre 1906 d'une pneumonie qu'il a contractée pour avoir peint sur le motif sous l'orage. Et notamment par les paysages où le peintre tente inlassablement de capter la sensation qui advient face à la nature vivante et vraie. Ivan acquiert ainsi deux versions de la Sainte-Victoire, mais aussi deux portraits qu'il montre à l'occasion aux peintres moscovites.


Sa collection, comme celle de Sergueï Tchichoukine, contribue en effet à la formation des peintres de son pays, comme Piotr Kontchalovski et Ilia Machkov, dont les œuvres sont

confrontées ici à celles de leurs inspirateurs français. L'autoportrait d'Ilia Machkov aux côtés de Piotr Kontchalovski est ainsi un pur manifeste du « cézannisme » russe, sa nature morte de 1910, un hommage à la *Nature morte à la draperie* de Cézanne, naïve, à la manière des *loubki* des marchands des quatre saisons de Russie.

En 1908, Ivan fait venir le premier Picasso qui soit entré en Russie avec *Les*

Deux Saltimbanques. De Matisse, il possède 11 œuvres, des natures mortes et surtout son énigmatique autant que fabuleux *Triptyque marocain*. C'est devant la nature morte *Fruits et bronze* de Matisse que Serov fait à nouveau le portrait d'Ivan en 1910, hommage au maître cité dans le tableau.

En 1909, Ivan parachève sa collection de Van Gogh en achetant sa terrible *Ronde des prisonniers*, allusion à l'enfermement du peintre à l'asile psychiatrique de Saint-Rémy-de-Provence, dont il est tout juste parvenu à s'échapper, avant de mourir quelques semaines plus tard, en juillet 1890 : sorte d'aquarium verdâtre où l'on reconnaît en l'homme aux bras ballants, au centre de la ronde d'aliénés, un autoportrait de Van Gogh.

Des photographies de Maurice Denis en séjour à Moscou en 1909 montrent ses grands panneaux de *L'Histoire de Psyché* que lui a commandés Ivan Morozov en 1907 pour son salon de musique, installés « dans une grande salle froide, gris pierre, avec des meubles gris souris ». Considérés par Ivan comme « les perles de [sa] galerie de tableaux », ces tableaux, complétés de huit autres en 1909, sept vases à fond lapis-lazuli et quatre sculptures d'Aristide Maillol, 





PIONNIER ARTISTIQUE

Ci-dessus : section centrale du *Triptyque marocain*, Zorah sur la terrasse, par Henri Matisse, fin 1912-début 1913 (Moscou, musée Pouchkine). Ci-dessous : *Acrobate à la boule*, par Pablo Picasso, 1905 (Moscou, musée Pouchkine). C'est Ivan Morozov, en achetant *Les Deux Saltimbanques* au printemps 1908, qui avait fait entrer le premier Picasso en Russie. Page de droite : *Le Café de nuit*, par Vincent Van Gogh, 1888 (New Haven, Yale University Art Gallery).



sont rassemblés aujourd'hui pour la première fois depuis 1918. Cette année-là, après le coup d'Etat bolchevik, les collections Morozov furent confisquées par Lénine et nationalisées. Au printemps 1920, Morozov et sa famille quittaient clandestinement la Russie.

Avec celles de Chtchoukine, ses collections permettent la création du premier musée d'art moderne au monde. Restant encore dans les demeures de leurs anciens propriétaires, elles sont appelées Premier et Second Musée de la nouvelle peinture occidentale dès le mois de juin 1919. Réunies administrativement en 1922, elles constituent le Musée national d'art moderne occidental – GMNZI – un an plus tard, et les collections Chtchoukine rejoignent l'hôtel Morozov en 1928. Finalement dispersées dans les années 1930 et jusqu'en 1948, elles ont été peu à peu réparties entre le musée d'Etat de l'Ermitage, le musée d'Etat des beaux-arts Pouchkine et la Galerie nationale Tretiakov, dont les efforts ont permis aujourd'hui cette réunion inédite autant qu'éblouissante.

« La Collection Morozov. Icônes de l'art moderne », à la Fondation Louis Vuitton, 75116 Paris, jusqu'au 22 février 2022.
Rens. : www.fondationlouisvuitton.fr

À LIRE



Catalogue de l'exposition
Anne Baldassari (dir.)
Fondation Louis Vuitton/
Gallimard
520 pages
49,90 €







T R É S O R S V I V A N T S

Par Sophie Humann

Le grand déménagement



© PATRICK TOURNEBOEUF/OPPIC.

Démontés depuis un siècle, les merveilleux décors de la Chancellerie d'Orléans ont enfin trouvé un écrin à leur mesure dans l'hôtel de Rohan au terme d'une stupéfiante réinstallation.



DERNIÈRE TOUCHE Installer et sécuriser les plafonds dans leur nouvelle coquille, au rez-de-chaussée de l'hôtel de Rohan (*page de gauche, en bas, et ci-dessus*), fut une véritable prouesse technique. Les restaurateurs ont pu ensuite donner les ultimes retouches et effectuer les raccords entre les différents morceaux (*page de gauche, en haut, le plafond du salon peint par Antoine Coypel*), qui ont été restaurés et nettoyés avant d'être remontés.

Perché sur un échafaudage intérieur, éclairé par la seule lumière artificielle d'un projecteur, l'homme trace au pinceau un cercle parfait d'un or mat. Devant notre étonnement, il rit.

« Regardez, ce n'est pas ma main qui peint, c'est tout mon bras. L'auriculaire sert de compas, le poignet donne le mouvement et mon coude fait la rotation. » C'est vrai, même son épaule s'en mêle. Peintre en décors, Victor Paraire dirige les huit peintres qui collaborent au chantier de restauration et de remontage des décors de la Chancellerie d'Orléans dans leur nouvel écrin parisien, l'hôtel de Rohan, au cœur du quadrilatère des Archives nationales, dans le quartier du Marais. Le peintre restitue des manques dans le haut d'un savant décor de treillage d'origine, posant l'or, les rouges, les ombres, les rehaussant de dorure, avant de les user et de les patiner. Les courbes changent de sens, jouent avec les profondeurs, captent la lumière avec autant d'art et de malice que l'original. « Nous avons pris le parti de restaurer ces décors selon l'état dans lequel ils nous sont parvenus », précise Emmanuel Pénicaud, conservateur général

du patrimoine au Mobilier national et coordinateur du chantier depuis sept ans.

Avec une admiration intacte, il montre, juste au-dessus de nos têtes, le réjouissant et délicat plafond, peint par Antoine Coypel, le seul que nous possédions encore de sa main avec celui de la chapelle royale de Versailles. En brochant sur le thème du triomphe de l'Amour sur les dieux de l'Olympe, Coypel s'est visiblement amusé. Voletant dans un ciel tendre, de petits amours potelés viennent arracher avec malice son attribut à chaque dieu : l'un s'empare du bouclier de Mars, un autre du trident de Neptune, un troisième du carquois de Diane... « Regardez, dit le conservateur : cet amour-ci ne parvient pas à briser le bouclier de Minerve, celui qui tente de saisir le foudre de Jupiter se brûle et, là-bas, Saturne parvient à arrêter avec son aile l'angelot qui voulait prendre sa faux et son sablier, provoquant l'écroulement de la balustrade en trompe-l'œil. Le message est clair : la sagesse et le

temps ont raison de l'amour, et qui se risque à mêler amour et pouvoir joue avec le feu ! »

Commanditaire du plafond de ce salon, le duc d'Orléans, futur Régent, a sans doute participé à sa conception. Voulait-il mettre en garde sa favorite, Mlle de Séry, dame d'honneur de sa mère la princesse Palatine, à laquelle ces décors étaient destinés ? Sa disgrâce fut rapide, et avec elle commença la périlleuse histoire de ces décors qui viennent pour notre bonheur de retrouver une nouvelle coquille. C'est en effet pour la belle que Philippe d'Orléans fit construire par Germain Boffrand entre 1703 et 1706 un petit hôtel sur le terrain qu'il avait acquis en 1702 dans la rue des Bons-Enfants : trois pièces en enfilade donnant sur le jardin du Palais-Royal, deux autres sur la cour. Fervent soutien du peintre Antoine Coypel, auquel il venait de commander des décors pour le Palais-Royal, le duc ne dut pas beaucoup hésiter avant de lui confier la décoration du plafond du salon. Il lui



LES JEUX DE L'AMOUR Ci-dessus : le plafond de la chambre met en scène *Le Lever de l'Aurore*, par Louis Durameau. Celui du salon (page de droite), intitulé *Le Triomphe de l'Amour sur les dieux*, fut peint entre 1706 et 1708 par Antoine Coypel. On y voit des angelots se saisir des attributs des dieux, mais tous n'y parviennent pas. Celui qui veut briser le bouclier de Minerve, par exemple, échoue : la sagesse triomphe de l'amour.

écrivait le 8 août 1708 : « *Je vous remercie (...) du salon que vous avez achevé ; on me mande qu'on en est fort content, j'espère que je ne le serai pas moins et j'ai l'impatience de le voir, je vous assure.* »

Deux ans plus tard à peine, le duc renvoyait Mlle de Séry. Devenu régent du royaume de France à la mort de Louis XIV, il reprit la propriété de l'hôtel, qui fut confié en 1725 à la famille de Voyer d'Argenson. Les années passèrent. En 1764, le marquis de Voyer confia la rénovation de ses décors à l'architecte Charles De Wailly. Celui-ci conserva le plafond de Coypel et certains éléments des décors, mais reprit les lambris. A l'aube de sa notoriété, il s'essaya à différents styles. Dans la salle à manger, il prit ainsi le parti novateur d'installer des pilastres en mosaïque d'albâtre et du faux porphyre sur le fond des médaillons. Pour peindre son plafond sur le thème d'Hébé versant le nectar à Jupiter, il pensa d'abord à Fragonard. Engagé en 1767, le futur peintre du *Verrou* quitta cependant le chantier en 1769, son dessin n'ayant plu ni à De Wailly ni au marquis de Voyer. Trois ans plus tard, Lagrenée le jeune s'attela à son tour au décor. « *Lors de la restauration, explique Emmanuel Pénicaud, un fragment de volute a été retrouvé, sans doute une trace du travail de Fragonard...* »

Avec son plafond peint par Briard, Guillet et Deleuze et ses six médaillons représentant les travaux d'Hercule, l'antichambre annonce résolument le classicisme du style Louis XVI, dont De Wailly fut l'un des principaux champions. Dans chaque pièce, il fit intervenir son ami le sculpteur Pajou. C'est à lui que l'on doit par exemple les splendides dessus-de-porte du salon, moulés en stuc

doré et posés sur un fond lapis-lazuli imitant le marbre, qui figurent les quatre éléments. Retirés des caisses de la Banque de France en 1995 en vue de l'exposition Pajou et demeurés depuis lors au Louvre, ils ont repris place dans leur décor d'origine. Le raffinement se loge dans les moindres détails : dans la guirlande en bois d'une corniche où la lumière fait jouer les ors mats et brillants ; dans les bronzes des cheminées, ciselés par l'orfèvre Pierre Gouthière ; dans les glaces aux reflets infinis ; dans les rosaces et les feuilles de myrte entrelacées par les décorateurs Guillet et Deleuze... Tout Paris se pressait pour voir ce chef-d'œuvre de luxe et de bon goût, achevé en 1772.

En 1784, Louis-Philippe d'Orléans, petit-fils du Régent, récupéra à son tour l'hôtel de Voyer et y installa son chancelier, chargé de l'administration des biens de la famille : l'hôtel prit alors son nom définitif de « Chancellerie d'Orléans ». Quatre ans plus tard, La Fayette y créa son Club des patriotes. Sous la Révolution et l'Empire, la Chancellerie devint tour à tour salon de jeu, restaurant, salle de bal... Robespierre y dina, dit-on, la veille de son exécution. Au gré des changements de propriétaire, elle abrita ensuite la fabrique d'un marchand de piano, qui lui ajouta trois étages, puis le journal *Le Constitutionnel*, avant d'être vendue en 1866 à la baronne Henri Thénard. Celle-ci la loua notamment à Gustave Sandoz, horloger joaillier qui eut le bon goût de s'intéresser aux décors, les restaura et publia un livre sur l'histoire déjà mouvementée de la demeure.

Lorsque, au début du XX^e siècle, le bruit courut que des financiers songeaient à raser la Chancellerie d'Orléans, quelques-uns s'en émurent si fort que l'hôtel fut l'un des

premiers à bénéficier du classement au titre des Monuments historiques après le vote de la loi de 1913. Ce n'était pourtant qu'un sursis. Voisine de la Chancellerie, la Banque de France n'avait cessé d'étendre son périmètre et, sitôt la fin de la Grande Guerre, réaffirma ses volontés expansionnistes. Ses dirigeants obtinrent de la Ville de Paris d'absorber la rue Baillif, qui limitait son îlot, et de s'étendre jusqu'à la rue du Colonel-Driant, percée depuis peu face à la Bourse de Commerce. Cette opération entraînait *de facto* la démolition de la Chancellerie d'Orléans, dont la Banque obtint le déclassement !

Quelques défenseurs du patrimoine, parmi lesquels la Commission du Vieux Paris et l'inspection des Monuments historiques, firent tout leur possible pour sauver l'hôtel. La Banque finit alors par signer une convention par quoi elle s'engageait à préserver les décors de la Chancellerie pour les remonter ultérieurement ailleurs. En 1923, plafonds, dessus-de-porte et boiseries furent donc découpés en morceaux, numérotés et transportés à Asnières-sur-Seine sous la direction d'Alphonse Defrasse, l'architecte de la Banque de France, dans un entrepôt appartenant à l'institution, où ils restèrent près d'un siècle. De loin en loin, un article de presse se préoccupait de leur sort, des projets de remontage étaient évoqués, mais sans qu'une solution ne s'impose jamais. Il a fallu attendre l'an 2000 pour qu'un passionné, Bertrand du Vignaud, parvienne à susciter l'intérêt du World Monuments Fund et qu'émerge enfin l'idée de ressusciter la Chancellerie d'Orléans à l'hôtel de Rohan.

Edifié au début du XVIII^e siècle et sauvé quant à lui de la destruction par son affectation aux Archives nationales en 1927, l'hôtel de Rohan ressemble à la défunte Chancellerie comme un frère. A l'étage, les décors peints du Cabinet des singes sont antérieurs de quelques années à ceux de Charles De Wailly. Au rez-de-chaussée, la distribution des pièces est presque identique. Rien n'y subsiste en revanche de son décor, balayé par l'occupation de l'Imprimerie nationale dans l'hôtel de 1809 à 1927. A quelque chose malheur est bon : cet écrin vide devint une aubaine,



© THIERRY ARDOUIN/OPPIC © CL. ARCANES.

entérinée définitivement en 2014 par la commission des Monuments historiques.

Extraits de leurs caisses, les décors ont alors été restaurés, puis installés progressivement dans l'hôtel de Rohan à partir de septembre 2018. Malgré la similitude des dimensions entre les deux bâtiments, un ingénieur en structure a dû réaliser des prouesses techniques pour emboîter parfaitement les décors aux nouveaux lieux. « Dans le grand salon, nous avions besoin de 6,46 m de hauteur sous plafond et nous ne disposions que de 5,80 m, explique Emmanuel Pénicaud. Nous avons donc décaissé le sol et remplacé le plafond par un plafond plus mince. »

De très légères adaptations ont été nécessaires : raccords imperceptibles de quelques centimètres pour adapter les décors à la largeur des murs, boiseries neuves sculptées par Les Ateliers de la Chapelle pour combler les manques... La tâche la plus périlleuse a sans doute été l'installation et la sécurisation

des plafonds grâce à des structures de soutènement en métal. « Celui du grand salon avait été découpé en morceaux, mais celui de la salle à manger, qui pèse 3 tonnes, a été monté d'un seul tenant grâce à une plateforme élévatrice ! » frémit encore le conservateur. Quant à l'ameublement, une partie du mobilier d'origine a pu être retrouvée ; les réserves du Mobilier national ont fourni l'autre.

Dès le mois d'octobre, la Chancellerie d'Orléans « nouvelle époque » ouvrira le samedi sur réservation, en attendant l'aménagement définitif du restant de l'hôtel de Rohan. Antichambre, chambre, salle à manger et salon : on admirera ses quatre pièces entièrement reconstituées, ainsi que, dans l'entrée de l'hôtel, des éléments lapidaires extérieurs et une maquette de la défunte Chancellerie. Saisi par la magie de ces décors ressuscités, le visiteur pourra alors rêver à l'époque où les princes du sang couraient eux aussi les admirer dans le salon du marquis de Voyer d'Argenson. 

ABONNEZ-VOUS

LE FIGARO
HISTOIRE

1 AN
D'ABONNEMENT
6 NUMEROS

35 €
au lieu
de 53,40€



L'HISTOIRE
EST UN PLAISIR

Abonnez-vous en appelant au

01 70 37 31 70

avec le code RAP21010

PAR INTERNET

www.figarostore.fr/histoire

PAR COURRIER

en adressant votre règlement de 35 €
à l'ordre du Figaro à :

Le Figaro Histoire Abonnement,
45 avenue du Général Leclerc
60643 Chantilly Cedex

Offre France métropolitaine réservée aux nouveaux abonnés et valable jusqu'au 30/11/2021. Les informations recueillies sur ce bulletin sont destinées au Figaro, ses partenaires commerciaux et ses sous-traitants, pour la gestion de votre abonnement et à vous adresser des offres commerciales pour des produits et services similaires. Vous pouvez obtenir une copie de vos données et les rectifier en nous adressant un courrier et une copie d'une pièce d'identité à : Le Figaro, DPO, 14 boulevard Haussmann 75009 Paris. Si vous ne souhaitez pas recevoir nos promotions et sollicitations, cochez cette case ☐. Si vous ne souhaitez pas que vos coordonnées soient transmises à nos partenaires commerciaux pour de la prospection postale, cochez cette case ☐. Nos CGV sont consultables sur www.lefigaro.fr - Société du Figaro, 14 bd Haussmann 75009 Paris. SAS au capital de 41 860 475 €, 542 077 755 RCS Paris.

Par Vincent Trémolet de Villers

Nos âmes voilées



© FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO.

L'Eglise, toujours bonne pâte, est un précieux refuge pour les romanciers ratés. Derrière les fumées de l'encens, ils cherchent le trouble et le soufre ; rêvent de terribles confréries secrètes ; frissonnent à la simple évocation d'un cloître, d'un réfectoire, d'un confessionnal ; consolent l'impuissance de leur imagination en déployant mille et un clichés derrière les portes du monastère : Da Vinci Con et serpent à cornettes.

Pour toutes ces raisons, c'est à reculons que le lecteur entre dans le roman de Claire Conruyt. La jeune journaliste du *Figaro*, pour son baptême littéraire, a choisi de retracer l'amitié entre une postulante et une maîtresse des novices. Par la grâce d'une langue cristalline, tour à tour fougueuse et sereine, elle désarme, dès les premières lignes, nos préventions. Mieux encore, elle élève nos cœurs. « *La prière naît à l'aube. Les flèches des premières lueurs strient le jardin encore plongé dans un bleu pâle. Comme si la nuit avait déteint sur le jour.* »

C'est l'histoire d'une âme qu'elle retrace, aventure intérieure aussi captivante qu'une cavalcade romanesque. Sœur Anne, vingt années après son entrée au couvent, est prise d'acédie, ce mélange d'ennui, de dégoût et de découragement. Elle maigrit, flotte et songe comme étrangère à ce qu'elle vit. Enfermée ? « *Le couvent n'est pas un lieu comme un autre, il est un monde en soi. Au centre de rien, puisque ce qu'il y a autour n'existe plus. En cela, il n'est ni une prison, ni un refuge. Il échappe au nom.* » Mère supérieure, pour l'apaiser, lui confie Jeanne, une enthousiaste postulante de 20 ans. Sœur Anne, dans la nuit du doute, souffre et s'agace d'abord de la simplicité de Jeanne, elle qui se déploie dans le couvent avec une étonnante aisance, une gaieté discrète et contagieuse. Puis, par la grâce du chant et de la musique, elle parvient à accorder son cœur à celui de la jeune postulante. Jeanne lui

rend sa jeunesse perdue, la lumière des premiers mois de sa vie religieuse, la fraîcheur que le temps fait inexorablement disparaître. De promenades à travers champs en concerts nocturnes et clandestins, une amitié angélique les lie l'une à l'autre. Mais entre-t-on au couvent pour se faire des amis ?

C'est par une suite de fragments, de lettres, de souvenirs, que Claire Conruyt trace les contours si mystérieux des existences recluses. « *La vie religieuse est une tempête* », confie Sœur Anne à ceux qui pensent que « *mourir au monde* » est un exercice d'ataraxie, une variante latine des préceptes bouddhiques.

Loin des sacristies confinées, du catholicisme d'établissement ou de la ferveur infantile, la romancière parvient à réveiller, en nos âmes assoupies, la nostalgie de la beauté intacte, du don total et sans retour. Celui qui ne croit pas au Ciel trouvera dans ses pages une altitude spirituelle, une soif contemplative, une force méditative forcément nourrissantes ; celui qui parfois s'agenouille mesurera à quel point le kitsch, les simulacres, les postures édifiantes encombrant le sanctuaire intérieur que Claire Conruyt dévoile ici, magnifiquement dépouillé. La Foi ? « *Il y a des nuits, écrit Sœur Anne, où l'on hurle que tout est un mensonge* » et puis la paix revient traversée de lumière. A l'intérieur, comme hors des murs du couvent, tout cela serait parfaitement incompréhensible s'il n'y avait cette voix qui continue de murmurer : « *Dieu vous réclame.* »



À LIRE



Mourir au monde
Claire Conruyt
Plon
160 pages
17 €

PLONGEZ AU CŒUR DES CROISADES DE L'EUROPE DU XV^e SIÈCLE



L'AUTEUR

Andrzej Sapkowski, né en Pologne en 1948, est l'auteur best-seller du *Sorceleur*, succès mondial traduit en trente-quatre langues, vendu à plus de 15 millions d'exemplaires et adapté par Netflix. Mêlant histoire et imaginaire médiéval, *La Trilogie hussite* est d'un réalisme et d'une qualité littéraire remarquables.

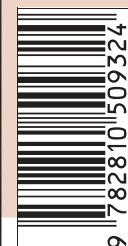
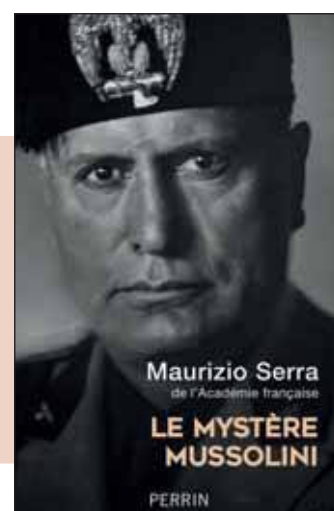
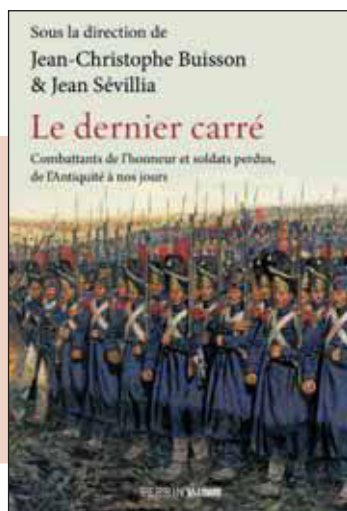
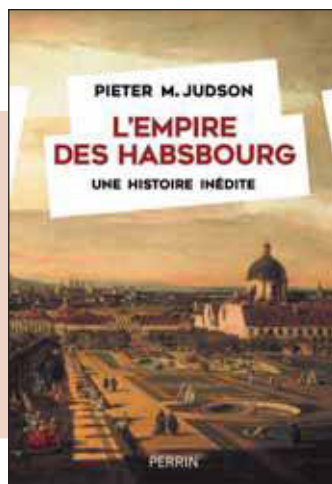
Printemps 1427. Le pape Martin V lance une nouvelle croisade contre les hérétiques tchèques, menée par le cardinal et légat Henri Beaufort.

Reynevan, médecin de formation, prend part à ces sanglants combats. Arrêté et enfermé à plusieurs reprises, il est poursuivi par tous : l'Inquisition, le sinistre Grimpereau, les Raubritter et le seigneur de Stolz, particulièrement rancunier, qui l'accuse d'avoir enlevé et déshonoré sa fille...

Reynevan saura-t-il s'échapper une fois de plus ?

PERRIN

LE MEILLEUR DE L'HISTOIRE



Retrouvez-nous sur

